

**PROTÉGER NOS FOYERS ET NOS DROITS?**

**L'INFLUENCE CROISSANTE DES FRÈRES  
MUSULMANS SUR LA POLITIQUE,  
LE MONDE UNIVERSITAIRE ET  
LA SOCIÉTÉ CIVILE AU CANADA**

**2025**



THE INSTITUTE FOR THE STUDY OF  
GLOBAL ANTISEMITISM & POLICY

**L'Institut pour l'étude de l'antisémitisme mondial et de la politique (ISGAP) s'engage à lutter contre l'antisémitisme sur le terrain des idées.**

L'ISGAP se consacre à la recherche scientifique sur les origines, les processus et les manifestations de l'antisémitisme mondial et d'autres formes de préjugés, y compris diverses formes de racisme, dans la mesure où ils sont liés à la politique à l'ère de la mondialisation.

Sur la base de cet examen de l'antisémitisme et de la politique mondiale, l'ISGAP diffuse des documents analytiques et scientifiques pour aider à combattre la haine et à promouvoir la compréhension.

Pour plus d'informations, veuillez contacter

L'Institut pour l'étude de l'antisémitisme mondial et de la politique  
[info@isgap.org](mailto:info@isgap.org)  
[www.isgap.org](http://www.isgap.org)

Publié à New York  
© ISGAP 2025 - Tous droits réservés  
ISBN 978-1-940186-30-6

*Cover image by Anwar JF/Shutterstock*

# Contenu

Résumé et principaux résultats .....	<a href="#">2</a>
Introduction.....	<a href="#">7</a>
Organisations affiliées aux Frères musulmans au Canada .....	<a href="#">13</a>
Association musulmane du Canada .....	<a href="#">13</a>
Conseil national des musulmans canadiens (CNMC).....	<a href="#">19</a>
Islamic Relief Canada .....	<a href="#">22</a>
Arab Medical Union.....	<a href="#">26</a>
La Société islamique d'Amérique du Nord-Canada.....	<a href="#">27</a>
IRFAN-Canada .....	<a href="#">28</a>
L'influence du Qatar au Canada.....	<a href="#">31</a>
Le monde universitaire.....	<a href="#">31</a>
Organisations caritatives musulmanes et centres islamiques .....	<a href="#">33</a>
Secteur de l'énergie .....	<a href="#">49</a>
Organisations d'étudiants.....	<a href="#">51</a>
Solidarité/Étudiants pour les droits de l'homme en Palestine (SPHR) .....	<a href="#">51</a>
Association des étudiants musulmans.....	<a href="#">54</a>
Étude de cas : Samidoun Canada .....	<a href="#">61</a>
Vue d'ensemble .....	<a href="#">62</a>
Leadership et membres notables : Liens avec des terroristes .....	<a href="#">63</a>
Sanctions .....	<a href="#">73</a>
Financement.....	<a href="#">77</a>
Pleins feux sur les campus .....	<a href="#">83</a>
Université McGill .....	<a href="#">83</a>
Université Concordia.....	<a href="#">99</a>
Université de Toronto .....	<a href="#">107</a>
Université York .....	<a href="#">122</a>
Entités concernées .....	<a href="#">135</a>
Conclusion et recommandations politiques.....	<a href="#">160</a>
Abréviations.....	<a href="#">166</a>

## Résumé

L'objectif de ce rapport de recherche est de fournir une analyse complète et approfondie de l'organisation et de l'impact du réseau des Frères musulmans au Canada. Pendant des décennies, les organisations affiliées aux Frères musulmans ont réussi à développer des liens légitimes et à exercer une influence considérable dans les sphères civiles, universitaires et politiques du Canada. Au Canada, des branches d'organisations dont il a été établi qu'elles soutenaient des organisations terroristes telles que le Hamas continuent d'opérer en toute impunité, souvent après avoir changé de nom. Le rapport évalue également l'impact de ces développements sur les campus universitaires canadiens, en particulier sur l'Université McGill, l'Université Concordia, l'Université de Toronto et l'Université York.

Bien qu'il ait toujours entretenu des liens étroits avec Israël et qu'il l'ait soutenu sur la scène internationale dans le cadre d'une politique bipartisane, le gouvernement canadien actuel s'est engagé dans une rhétorique de division et dans des critiques sans précédent à l'encontre d'Israël. Dans le même temps, comme le révèle le présent rapport, le gouvernement n'a cessé d'apporter un soutien financier et politique à des organisations et entités dont les liens avec les Frères musulmans et d'autres organisations terroristes sont avérés, souvent à hauteur de millions de dollars par an. Ce soutien s'est poursuivi au fil du temps, malgré les enquêtes et audits officiels prouvant l'existence de leurs liens avec des groupes extrémistes.

Le rapport met également en lumière une autre tendance inquiétante, à savoir le flux non réglementé de dons caritatifs étrangers aux centres islamiques canadiens, en particulier en provenance du Qatar. Ces dons, qui se chiffrent en millions de dollars, proviennent d'organisations publiques, telles que Qatar Charity et Eid Charity, qui ont des liens avérés avec des entités terroristes telles que la soi-disant Union of Good, un véhicule connu du Hamas pour sa capacité à collecter des fonds. Au Canada, les bénéficiaires de ces dons sont notamment des centres islamiques qui encouragent l'islamisme radical, l'antisémitisme et la rhétorique anti-occidentale au sein de leurs communautés.

Au cours de l'année écoulée, le Canada s'est également distingué par l'activité anti-Israélienne et antisémite rampante sur ses campus universitaires. Comme leurs

homologues américains, les universités canadiennes ont été envahies par des manifestations et des campements pro-palestiniens au printemps et à l'été 2024. Il faut souligner que ces manifestations ont été particulièrement alarmantes non pas parce qu'elles critiquaient Israël, mais parce qu'elles ont été dominées dès le départ – dès le lendemain du 7 octobre en fait – par des attaques physiques et verbales contre les étudiants juifs et les organisations juives du campus, l'incapacité totale des étudiants et des professeurs à condamner les atrocités perpétrées par le Hamas tout en accusant faussement Israël de génocide, les appels hypocrites à un cessez-le-feu immédiat qui ignoraient le sort des otages israéliens, et l'utilisation généralisée d'images et de rhétorique antisémites, y compris le tristement célèbre slogan « Du fleuve à la mer », qui prône l'effacement d'Israël.

Le rapport décrit non seulement le contexte historique qui a permis à ces idéologies et actions radicales de se manifester sur les campus, mais il fournit également une analyse approfondie des organisations – tant sur les campus qu'à l'extérieur – qui les ont rendues possibles et les ont soutenues. Le rapport analyse également la mesure dans laquelle les manifestations n'étaient pas seulement un phénomène mené par les étudiants, mais les machinations délibérées d'un consortium bien organisé et bien financé d'intérêts anti-occidentaux ayant des liens avec la Russie, la Chine et l'Iran.

L'objectif de ce rapport est de fournir une évaluation précise et complète du paysage islamiste radical au Canada qui soit suffisamment convaincante pour que les autorités compétentes accordent enfin l'attention nécessaire à ce phénomène et prennent les mesures qui s'imposent pour le contrer. La légitimité apparente des centres islamiques au Canada et le fait qu'ils prétendent ne pas être liés à des entités étrangères dangereuses ayant des liens avec le terrorisme ont contribué à la situation actuelle. Une attention et des ressources insuffisantes ont été consacrées à l'étude approfondie de ces liens, en grande partie à cause d'un manque de volonté politique. Il s'agit désormais d'une question de sécurité nationale majeure qui doit faire l'objet d'un examen approfondi. Toute autre solution nuirait davantage à la résilience intérieure et à la légitimité internationale du Canada.

## Principaux résultats

### Général

- Le Canada est une plaque tournante pour les organisations affiliées aux Frères musulmans, qui exercent une influence considérable sur la société civile, le monde universitaire, la politique et le gouvernement canadiens.

- Le gouvernement canadien a versé des millions de dollars à des organisations dont les liens avec des entités extrémistes, dont le Hamas, ont été vérifiés.
- Des dons étrangers, en particulier du Qatar, continuent de financer des centres islamiques au Canada qui ont des liens avec le terrorisme et l'idéologie radicale.

## **Campus universitaires**

- Les universités canadiennes, en particulier McGill, Concordia, l'université de Toronto et celle de York, sont des épicrocentres de l'activité anti-israélienne et antisémite, surtout depuis le 7 octobre 2023.
- Les manifestations anti-israéliennes ont donné lieu à des agressions physiques et verbales contre des étudiants et des enseignants juifs, à la glorification du terrorisme du Hamas, ainsi qu'à l'utilisation généralisée d'une rhétorique antisémite et des tropes classiques de l'antisémitisme.
- Ces manifestations ne sont pas le fait de la base, mais sont soutenues et, dans certains cas, dirigées par des réseaux bien financés ayant des liens avec la Russie, la Chine et l'Iran.

## **Organisations musulmanes liées à l'idéologie islamiste**

### **Association musulmane du Canada (AMC)**

- A reçu des millions de dollars de financement de la part de Qatar Charity, qui a été lié au Hamas et à Al-Qaïda.
- A fait l'objet d'un audit de l'Agence du revenu du Canada (ARC) en raison de ses liens avec les Frères musulmans et de la promotion de sa présence au Canada par le biais d'activités de collecte de fonds trompeuses, telles que la dissimulation ou l'obscurcissement de l'identité des donateurs.
- A fourni des fonds à l'IRFAN-Canada, une entité terroriste interdite.

### **Conseil national des musulmans canadiens (CNMC)**

- Anciennement connu sous le nom de CAIR-CAN, avec des liens avérés avec le CAIR (Conseil des relations américano-islamiques) USA, qui a été lié au Hamas.
- S'est engagé dans une « guerre juridique » pour supprimer les critiques, y compris un procès contre l'ancien Premier ministre Stephen Harper pour une déclaration liant le groupe au Hamas.

### **Islamic Relief Canada (IRC)**

- A fait don de dizaines de millions de dollars à l'organisation mère Islamic Relief Worldwide, un groupe lié au Hamas.
- Parmi ses dirigeants figurent des personnes ayant des liens directs avec les Frères musulmans et les organisations alignées sur le Hamas.

### **IRFAN-Canada**

- Officiellement désignée comme organisation terroriste par le Canada en 2014.
- A transféré environ 14,6 millions de dollars canadiens à des entités liées au Hamas.

### **Arab Medical Union et ISNA-Canada**

- Les organisations liées aux Frères musulmans qui continuent d'opérer au Canada bien qu'elles aient déjà fait l'objet d'un audit ou d'une sanction pour leurs liens avec les Frères musulmans et des groupes terroristes tels que le Hamas.

## **L'influence du Qatar**

- Le Qatar a utilisé une stratégie à plusieurs volets pour étendre son influence au Canada, notamment par le biais de :
  - partenariats universitaires (McGill, Concordia, York, U of T (Université de Toronto), etc.);
  - le financement de centres islamiques qui promeuvent une rhétorique extrémiste ou antisémite ; et
  - les investissements dans le secteur de l'énergie qui ont renforcé l'influence économique et stratégique du Qatar.
- Des organisations telles que Qatar Charity et Eid Charity ont fourni des millions de dollars de financement à des institutions islamiques canadiennes, dont beaucoup font l'objet d'un examen minutieux en raison de leurs affiliations terroristes.

## **Organisations d'étudiants**

### **SPHR (Solidarité/Étudiants pour les droits de l'homme en Palestine)**

- A qualifié d'« héroïque » l'attaque du Hamas contre Israël le 7 octobre.
- A mené des manifestations violentes et antisémites sur les campus canadiens, y compris à l'extérieur de la communauté juive et des centres d'étudiants.

### **Association des étudiants musulmans (MSA)**

- Fondée par des membres des Frères musulmans.
- Diffuse activement l'idéologie des Frères musulmans sur les campus canadiens depuis les années 1960.
- Cette idéologie, antisémite et antidémocratique, est contraire au droit canadien.

## Samidoun Canada

- A joué un rôle important dans la coordination des manifestations sur les campus depuis le 7 octobre 2023.
- Étroitement lié au Front populaire de libération de la Palestine (FPLP), qui figure sur la liste des groupes terroristes au Canada depuis 2003.
- Désigné par les États-Unis et le Canada comme un « simulacre d'organisme de bienfaisance » qui collecte des fonds pour le FPLP et qui est inscrit sur la liste des entités terroristes en vertu du code pénal canadien en 2024.

## Introduction

Les atrocités perpétrées par le Hamas le 7 octobre 2023 ont provoqué une onde de choc dans le monde entier. Les attaques barbares contre les civils et les communautés israéliennes, filmées et partagées fièrement par les terroristes eux-mêmes, ont précipité une nouvelle réalité, dont les effets se sont fait sentir bien au-delà du Moyen-Orient. L'une des conséquences les plus visibles et les plus inquiétantes des attaques brutales du Hamas est le fait que, presque immédiatement, le monde a commencé à assister à des manifestations d'antisémitisme manifeste, comme on n'en avait pas vu depuis la Seconde Guerre mondiale. Le soutien initial et la solidarité exprimés par les dirigeants et les communautés du monde entier ont été tragiquement de courte durée et ont été rapidement remplacés par des manifestations à grande échelle contre le seul État juif du monde. Avant même qu'Israël ne commence son opération terrestre à Gaza, ses frappes ciblées contre le Hamas étaient déjà largement condamnées. Les gouvernements et les organisations internationales ont insisté pour qu'Israël fasse preuve de la plus grande retenue dans les conditions les plus difficiles de la guerre urbaine, tout en ne reconnaissant pas la stratégie de longue date du Hamas qui consiste à se fondre dans la population civile de Gaza, en utilisant des civils innocents comme boucliers humains pour maximiser les dommages collatéraux et l'indignation mondiale à l'égard d'Israël.

Parmi les nations démocratiques occidentales, le Canada a sans doute été l'un des plus virulents critiques d'Israël au cours de l'année écoulée. Bien qu'il ait toujours entretenu des liens solides et résistants avec Israël et qu'il l'ait soutenu sur la scène internationale dans le cadre d'une politique bipartisane, le gouvernement libéral s'est engagé dans une rhétorique qui sème la discorde et dans des critiques d'une ampleur sans précédent à l'encontre d'Israël. Étant donné que le Canada a toujours soutenu fermement Israël, de nombreuses questions ont été soulevées quant aux raisons qui ont contribué à un changement aussi soudain et radical de la politique officielle et de l'attitude de la population à l'égard d'Israël. Ce rapport cherche à mettre en lumière un facteur crucial de cette dynamique, à savoir la présence, l'influence et l'impact du réseau des Frères musulmans au Canada.

Depuis des décennies, des organisations affiliées aux Frères musulmans, dont le Hamas est également membre, ont réussi à s'implanter à tous les niveaux de la

société canadienne. Il a été prouvé que des groupes se présentant comme des organisations caritatives ou humanitaires, tels que l'International Relief Fund for the Afflicted and the Needy (l'IRFAN-Canada), ont fourni des millions de dollars de soutien au Hamas et ont ensuite été placés sur une liste gouvernementale d'entités terroristes proscrites.

Plus récemment, l'Association musulmane du Canada (AMC), l'une des plus grandes organisations caritatives musulmanes du pays, a fait l'objet d'un audit de l'Agence du revenu du Canada en raison de son affiliation aux Frères musulmans et du soutien qu'elle leur apporte. Cependant, d'autres organisations continuent d'opérer, sous un nouveau nom et sans entrave, malgré des associations avérées avec des entités islamistes radicales, et bénéficient d'un financement fédéral substantiel dans le cadre de ce processus. Une enquête plus approfondie sur la présence des Frères musulmans au Canada révèle l'existence d'un vaste réseau d'organisations interconnectées et bien financées qui prétendent promouvoir des idéaux de charité, d'éducation et de bien-être social mais qui, dans la pratique, prêchent de dangereuses idéologies antisémites, anti-israéliennes et anti-canadiennes dont l'impact se fait de plus en plus sentir dans l'ensemble du pays.

Lorenzo Vidino, un expert des Frères musulmans spécialisé dans l'islamisme et la violence politique, a mis en garde contre l'impact de cette organisation au Canada lors d'une intervention devant le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale en 2015. Résumant ses objectifs, M. Vidino, directeur du programme sur l'extrémisme à l'université George Washington, a expliqué qu'« ils visent essentiellement à être les gardiens des communautés musulmanes, de sorte que chaque fois que les politiciens, les gouvernements ou les médias essaient d'obtenir la voix des musulmans, s'il y en a une, ils passent par eux, qui sont en quelque sorte les leaders autoproclamés des communautés musulmanes. »<sup>1</sup> Il s'agit là d'une réalité inquiétante, en particulier compte tenu du climat politique et social actuel au Canada.

Notamment, des révélations récentes en France soulignent encore le risque posé par les Frères musulmans. Dans une [étude](#) gouvernementale récente sur les Frères musulmans en France, rédigée par de hauts fonctionnaires et transmise au président Emmanuel Macron le 21 mai 2025, les auteurs ont trouvé que les Frères musulmans représentent « une menace à la cohésion nationale française », et qu'une réponse active est nécessaire afin d'arrêter la propagation de l'« islamisme politique ».<sup>2</sup> La gravité des conclusions de cette étude a incité M. Macron à

---

<sup>1</sup> Ian MacLeod, "Beware of the Muslim Brotherhood, expert warns," *Ottawa Citizen*, May 16, 2015, <https://ottawacitizen.com/news/politics/beware-of-the-muslim-brotherhood-expert-warns>.

<sup>2</sup> Le Monde and Agence France-Presse, "French Report Warns of Spread of Muslim Brotherhood Ideology," *Le Monde*, May 21, 2025, [https://www.lemonde.fr/en/france/article/2025/05/21/french-report-warns-of-subtle-but-subversive-spread-of-muslim-brotherhood-ideology\\_6741471\\_7.html](https://www.lemonde.fr/en/france/article/2025/05/21/french-report-warns-of-subtle-but-subversive-spread-of-muslim-brotherhood-ideology_6741471_7.html).

convoquer son cabinet de sécurité, afin de préparer rapidement de nouvelles propositions de réponse.<sup>3</sup>

Ces faits sont d'autant plus préoccupants que le Canada sert depuis longtemps de plaque tournante pour la logistique et la collecte de fonds des organisations terroristes. Dès 1998, Ward Elcock, alors directeur du Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS), a témoigné devant une commission sénatoriale canadienne sur les organisations terroristes collectant des fonds au Canada.<sup>4</sup>

Reconnaissant l'importance de la menace, M. Elcock a averti que le Canada « ne peut pas devenir, par inaction ou autrement, ce que l'on pourrait appeler un État soutenant officieusement le terrorisme ». <sup>5</sup> Moins de dix ans plus tard, un rapport de 2006 de l'Institut Fraser estimait que le financement du terrorisme au Canada s'élevait déjà à environ 180 millions de dollars canadiens par an.<sup>6</sup> Cette tendance continue a été confirmée par Jessica Davis, présidente et consultante principale de la société de conseil Insight Threat Intelligence, qui a noté en décembre 2024 que les poursuites engagées par le Canada pour des délits tels que l'évasion des sanctions, le financement du terrorisme, et le blanchiment d'argent étaient « incroyablement faibles, dans certains cas presque inexistantes. »<sup>7</sup>

Ce rapport abordera donc également la tendance troublante des investissements étrangers dans les organisations affiliées aux Frères musulmans – en particulier par le Qatar – qui a un effet sur la croissance et l'influence de ces organisations au Canada. C'est ce qui ressort, par exemple, du soutien apporté par le Qatar à l'AMC par l'intermédiaire de mécanismes parrainés par l'État, tels que Qatar Charity, qui a été impliqué dans le soutien de causes liées à la terreur. La présence perturbatrice du Qatar au Canada peut également être observée à travers les activités de l'organisation publique Eid Charity, qui, bien qu'elle soit la deuxième plus grande organisation caritative du Qatar, a été directement liée à des entités extrémistes et terroristes. Malgré cela, Eid Charity aurait distribué des millions de dollars à des organisations caritatives et des centres islamiques canadiens. La présence et la pénétration du Qatar au Canada s'étendent notamment au monde universitaire et au secteur de l'énergie, ce qui produit un niveau d'influence très préoccupant sur la politique canadienne.

---

<sup>3</sup> Hugh Schofield, "French Report Warns of Islamist 'Entryism' As Risk to National Cohesion," *BBC*, May 21, 2025, <https://www.bbc.com/news/articles/ckggnelvz0do>.

<sup>4</sup> Christian Leuprecht and Joe Adam George, "Canada's Dirty Money Is Funding Instability in the Middle East," *The Globe and Mail*, January 10, 2025, <https://www.theglobeandmail.com/business/commentary/article-canadas-dirty-money-is-funding-instability-in-the-middle-east/?login=true>.

<sup>5</sup> Ibid.

<sup>6</sup> Ibid.

<sup>7</sup> Alexandra Posadzki, "Task Force To Evaluate Canada's Ability to Fight Money Laundering and Terrorist Financing," *The Globe and Mail*, December 4, 2024, <https://www.theglobeandmail.com/business/article-task-force-to-evaluate-canadas-ability-to-fight-money-laundering-and/>.

Le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas a également entraîné la propagation rapide du faux récit promu par le camp anti-Israélien. Les accusations de crimes de guerre, d'apartheid et de génocide sont désormais monnaie courante, et les communautés juives et pro-Israéliennes se sentent donc de plus en plus isolées et menacées. Ces expressions manifestes d'idéologies anti-Israéliennes et antisémites étaient autrefois considérées comme l'apanage de petits groupes marginaux associés au mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS). L'année dernière, cependant, elles se sont métastasées en manifestations massives qui ont provoqué des perturbations et des troubles dans les grandes villes du monde entier, tandis qu'Israël continue de faire face à une guerre contre le Hamas et le régime iranien sur sept fronts. Nombre de ces manifestations ont donné lieu à des appels généralisés et sans précédent à l'éradication du seul État juif au monde. Malheureusement, ces appels ont souvent dégénéré en violences physiques et en intimidations.

Par exemple, un rapport d'octobre 2024 sur l'antisémitisme au Canada montre une augmentation stupéfiante de 670 % des incidents antisémites au cours des douze mois précédents par rapport à l'année d'avant, 70 % des crimes de haine religieuse dans le pays étant dirigés contre les Juifs, bien qu'ils ne représentent que 1,4 % de la population.<sup>8</sup> Fin décembre 2024, des rapports ont montré qu'une synagogue de Toronto avait été vandalisée pour la huitième fois depuis le massacre du 7 octobre, une école primaire juive a été la cible de tirs pour la troisième fois, et une synagogue de Montréal a été la cible d'un attentat à la bombe pour la deuxième fois.

L'un des aspects les plus remarquables de la vague actuelle de sentiments anti-Israéliens est le rôle central joué par les universités et les autres établissements d'enseignement supérieur dans la promotion et l'alimentation de ce discours. Au cours de l'année écoulée, les campus sont devenus des lieux de rassemblement quasi permanents pour les manifestations anti-Israéliennes, qui ont culminé au cours de l'été avec des campements de protestation qui, dans certains cas, ont réussi à interrompre les activités de l'université et à créer un environnement dangereux pour les étudiants et les enseignants juifs et pro-Israéliens. À l'instar de leurs homologues américaines, les universités canadiennes ont été envahies par des manifestations et des campements pro-palestiniens au printemps et à l'été 2024. Il faut souligner que ces manifestations et ces campements étaient particulièrement alarmants, non pas parce qu'ils critiquaient Israël, mais parce qu'ils étaient dominés dès le départ – dès le lendemain du 7 octobre en fait – parla violence, l'incitation et le soutien au terrorisme.

---

<sup>8</sup> "Antisemitism in Canada Report," National Center for Combating Antisemitism, Israel Ministry for Diaspora Affairs and Combating Antisemitism, October 14, 2024, [https://www.gov.il/BlobFolder/reports/antisemitism\\_in\\_canada\\_report\\_14\\_oct\\_24/en/mashlat\\_Antisemitism%20in%20Canada%20Report%20-%20October%2014,%202024.pdf](https://www.gov.il/BlobFolder/reports/antisemitism_in_canada_report_14_oct_24/en/mashlat_Antisemitism%20in%20Canada%20Report%20-%20October%2014,%202024.pdf).

Les motifs prétendument pacifiques et humanitaires des manifestations ont été presque immédiatement démentis par leur nature violente et antisémite, comme en témoignent les attaques physiques et verbales contre les étudiants juifs et israéliens et les organisations juives du campus, l'incapacité totale des étudiants et des membres de la faculté à condamner les atrocités perpétrées par le Hamas tout en accusant faussement Israël de génocide, l'appel hypocrite à un cessez-le-feu immédiat tout en ignorant le sort des otages israéliens, et l'utilisation généralisée d'images et de rhétorique antijuives, y compris le slogan omniprésent « Du fleuve à la mer », qui appelle implicitement à la destruction d'Israël.

Alors qu'une grande attention a été accordée aux perturbations qui affectent les campus américains, comme celui de l'université de Columbia, les mêmes attitudes et activités se sont également manifestées dans les universités du Canada. Afin de bien cerner le climat académique qui a contribué à la réalité actuelle, ce rapport évaluera la situation dans quatre universités canadiennes : McGill, Concordia, l'Université de Toronto et l'Université York. Il sera démontré que, loin d'adopter le discours anti-israélien actuel depuis le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas, ces institutions ont en fait permis à de tels sentiments de se développer pendant des décennies. Un aperçu des activités anti-israéliennes et antisémites passées dans ces universités sera présenté pour aider à identifier les liens institutionnels qui ont permis à de telles attitudes de se manifester au fil du temps, aboutissant à l'explosion actuelle de l'idéologie anti-israélienne et antisémite.

Ces activités ont été soutenues par des organisations telles que Samidoun, basée au Canada, qui diffuse une propagande radicale et pro-Hamas auprès des étudiants et dont les dirigeants ont fait des déclarations en faveur de l'attentat du 7 octobre. Ces groupes ont été à l'avant-garde des manifestations anti-israéliennes, bien qu'ils soient interdits dans de nombreux pays en raison de leurs liens avec des groupes terroristes reconnus, tels que le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). Les activités de Samidoun ont finalement abouti à sa désignation officielle comme entité terroriste par les États-Unis et le Canada le 15 octobre 2024.

Ce rapport vise à fournir une vue d'ensemble de la réalité que l'on a laissé se développer au Canada au fil du temps. Les caractéristiques de la société canadienne, telles que la stabilité du pays, le soutien à la pensée progressiste et la tolérance à l'égard des diverses opinions, ont été manipulées et exploitées pour faciliter la montée de l'idéologie extrémiste, dont le réseau des Frères musulmans est le fer de lance. Les campus des universités canadiennes, qui comptent parmi les meilleures institutions académiques au monde, ont accueilli les éléments les plus extrêmes de l'espace islamiste radical, offrant souvent une plateforme à des individus ayant un passé avéré d'antisémitisme dangereux et des liens avec des groupes extrémistes et terroristes pour diffuser leurs messages haineux.

En exposant ces réalités, le rapport cherche à sensibiliser à la menace réelle et significative que ces organisations et leurs partisans font peser non seulement sur les Juifs du Canada, mais aussi sur tous les Canadiens. Les universités sont censées être des centres d'engagement académique dynamique et de débats significatifs, mais elles sont devenues des chambres d'écho pour une rhétorique anti-israélienne et antisémite unidimensionnelle. Si les sources financières et idéologiques qui alimentent ces attitudes haineuses ne sont pas mises au jour et étudiées, il est impossible de s'y attaquer de manière significative.

Le rapport vise également à fournir une analyse large et approfondie de la réalité actuelle au Canada, afin qu'une attention appropriée puisse être accordée aux menaces très réelles qui pèsent sur la sécurité nationale et que l'on a laissé proliférer au Canada pendant des décennies. Pendant trop longtemps, des entités radicales ont prêché la haine et incité à la violence sans craindre de répercussions. Les enquêtes sérieuses sur ces entités sont restées rares et se terminent trop souvent par une action minime, voire inexistante. Compte tenu des conséquences concrètes que des années d'indifférence et d'inaction ont entraînées, il est nécessaire que les parties prenantes et les décideurs intéressés par la préservation de la sécurité nationale, de l'identité et de la moralité du Canada s'attaquent d'urgence à ces questions cruciales, afin que le pays puisse redevenir un foyer sûr, tolérant et inclusif pour tous ses citoyens.

# Organisations affiliées aux Frères musulmans au Canada

## Association musulmane du Canada

L'Association musulmane du Canada (AMC), fondée en 1997 et basée à Mississauga, en Ontario, est une organisation caritative confessionnelle qui gère 13 sections, 23 centres communautaires et 29 écoles à travers le Canada. L'AMC déclare servir 49.250 personnes par an dans le cadre de trois programmes principaux : la jeunesse, les projets et les événements.<sup>9</sup> À cette fin, l'AMC bénéficie d'un financement important. Selon un rapport de Charity Intelligence Canada datant d'août 2022, l'AMC a reçu des dons de 10,5 millions de dollars canadiens en 2019, en plus des 11,8 millions de dollars canadiens provenant des frais de scolarité (sa principale source de revenus).<sup>10</sup> L'association possède 7,2 millions de dollars canadiens d'actifs liquides (liquidités, investissements, prêts et taxe de vente remboursable) et 23,8 millions de dollars canadiens de dettes à long terme (hypothèques). Elle possède également des terrains d'une valeur de 30,5 millions de dollars canadiens et des bâtiments d'une valeur de 43 millions de dollars canadiens.<sup>11</sup> En 2023, Charity Intelligence a rapporté que l'AMC a reçu 15,3 millions de dollars canadiens en dons et a perçu 27,3 millions de dollars canadiens en frais de services (frais de scolarité, frais de garderie, de camp de jour et autres frais d'activités de programme), tout en recevant également 6 millions de dollars canadiens en financement gouvernemental.<sup>12</sup>

Le principal problème concernant le degré d'impact, d'influence et de ressources de l'AMC est son lien apparemment profond avec les Frères musulmans et d'autres organisations qui ont été impliquées dans des infractions liées au terrorisme. Ainsi, selon un rapport du *Toronto Sun*, « l'AMC a exprimé un soutien ouvert aux ancêtres

---

<sup>9</sup> "Muslim Association of Canada," Charity Intelligence Canada, July 17, 2024, <https://www.charityintelligence.ca/charity-details/988-muslim-association-of-canada>.

<sup>10</sup> Ibid.

<sup>11</sup> "The Most Prominent Affiliated/Loyal Institutions of the Muslim Brotherhood in Canada—Part 4," MENA Research Center, October 21, 2022, <https://www.mena-researchcenter.org/the-most-prominent-affiliated-loyal-institutions-of-the-muslim-brotherhood-in-canada-part-4/>.

<sup>12</sup> "Muslim Association of Canada," Charity Intelligence Canada, July 17, 2024, <https://www.charityintelligence.ca/charity-details/988-muslim-association-of-canada>.

idéologiques du Hamas, les Frères musulmans, que l'Égypte considère comme une organisation terroriste. Des versions plus anciennes du site Internet de l'AMC citent le fondateur des Frères musulmans, Hassan Al-Banna, comme une influence majeure. »<sup>13</sup> A l'heure actuelle, l'exemple le plus probant établissant ce lien est sans doute un audit réalisé par l'Agence du revenu du Canada (ARC), qui a conclu, entre autres, que l'AMC n'avait pas respecté l'obligation de promouvoir une fin non déclarée et non caritative : les Frères musulmans.<sup>14</sup> L'audit portait sur les activités de l'AMC au cours de la période comprise entre le 1er juillet 2012 et le 30 juin 2015. En mars 2021, l'ARC a envoyé une lettre à Sharaf Sharafeldin, alors directeur exécutif de l'AMC, pour l'informer de son intention de prolonger son audit.<sup>15</sup>

Figure 1 : Association musulmane du Canada : Finances (2021-2023)<sup>16</sup>

Financial Review				Salary Information	
Financial Ratios				Full-time staff: 480	
Fiscal year ending December	2023	2022	2021	Avg. compensation: \$45,925	
Administrative costs as % of revenues	6.7%	6.2%	6.8%	Top 10 staff salary range:	
Fundraising costs as % of donations	17.2%	18.6%	14.9%		
Total overhead spending	24.0%	24.8%	21.7%		
Program cost coverage (%)	(41.8%)	(44.4%)	(64.4%)		
Summary Financial Statements					
All figures in \$000s	2023	2022	2021		
Donations	15,340	11,923	10,794	\$550k +	0
Government funding	5,960	7,049	7,374	\$300k - \$350k	0
Fees for service	27,228	21,767	17,460	\$250k - \$300k	0
Business activities (net)	(454)	11	(59)	\$200k - \$250k	0
Investment income	185	66	1,657	\$160k - \$200k	1
Other income	4	1,549	1,584	\$120k - \$160k	1
Total revenues	48,264	42,365	38,810	\$80k - \$120k	8
				\$40k - \$80k	0
				< \$40k	0
				Information from most recent CRA	
				Charities Directorate filings for F2023	
Program costs	31,942	27,138	21,232		
Grants	3,952	539	251		
Administrative costs	3,230	2,632	2,323		
Fundraising costs	2,645	2,216	1,609		
Other costs	902	902	843		
Total spending	42,671	33,446	26,458		
Cash flow from operations	5,593	8,919	12,353		
Capital spending	8,923	6,675	10,271		
Funding reserves	(14,990)	(12,296)	(13,838)		

Dans son enquête, l'ARC affirme que l'AMC semble avoir accepté des fonds de Qatar Charity, qui est connue pour avoir fourni des fonds à Al-Qaïda et qui est considérée par Israël comme faisant partie d'un réseau de collecte de fonds du Hamas appelé l'

<sup>13</sup> Brian Daly, "Canadian Muslim group funnelled 300k to Hamas-linked charity : Documents," *Toronto Sun*, January 28, 2015, <https://www.meforum.org/islamist-watch/canadian-muslim-group-funnelled-300k-to-hamas>.

<sup>14</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, Canadian Charity Law, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

<sup>15</sup> Ibid.

<sup>16</sup> "Muslim Association of Canada: Finances," Charity Intelligence Canada, s.d., <https://www.charityintelligence.ca/charity-details/988-muslim-association-of-canada#finances>.

« Union of Good ».<sup>17</sup> En 2008, le département du Trésor des États-Unis a désigné l'Union of Good comme « une organisation créée par les dirigeants du Hamas pour transférer des fonds à l'organisation terroriste » dans le décret 13224.<sup>18</sup> En outre, l'Arabie saoudite, l'Égypte, les Émirats arabes unis et Bahreïn ont inclus Qatar Charity dans une « liste d'organisations terroristes » d'entités qataries qu'ils accusent d'avoir des liens avec le terrorisme en 2017.<sup>19</sup>

Figure 2 : Audit de l'Association musulmane du Canada<sup>20</sup>

**Subject: Audit of the Muslim Association of Canada**

Dear Mr. Sharaf Sharafeldin:

This letter is further to the audit of the books and records of the Muslim Association of Canada (the Organization) conducted by the Canada Revenue Agency (CRA). The audit related to the operations of the Organization for the period from July 1, 2012 to June 30, 2015.

The CRA has identified specific areas of non-compliance with the provisions of the Income Tax Act (Act) and/or its Regulations in the following areas:

AREAS OF NON-COMPLIANCE		
	Issue	Reference
1.	Ceased to comply with the requirements of the Act for its continued registration	149.1(1)
1.1	Advancement of an unstated non-charitable collateral purpose	149.1(1); 168(1)(b)
1.1.1	Advancement of non-charitable purpose – the Muslim Brotherhood organization	
1.1.2	Advancement of an unstated, collateral, non-charitable purpose – the accumulation of real property	
1.2	Activities contrary to public policy and failure to conduct due diligence	149.1(1); 168(1)(b)
1.3	Lack of public benefit	149.1(1); 168(1)(b)
1.4	Failure to devote resources to charitable activities	149.1(1); 188.1(4); 168(1)(b)

**Canada**

116

R350 E (08)

L'ARC note que bien qu'elle « n'ait trouvé aucune preuve suggérant que l'organisation [AMC] était directement influencée par ses donateurs étrangers, le fait que ces donateurs étrangers soient connus pour promouvoir une idéologie

<sup>17</sup> Jamie Sarkonak, "Muslim charity under CRA microscope for ties to alleged Hamas front," *National Post*, November 17, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/jamie-sarkonak-the-cras-complex-allegations-of-systemic-islamophobia>.

<sup>18</sup> "Treasury Designates the Union of Good," U.S. Department of the Treasury, November 12, 2008, <https://web.archive.org/web/20131020220043/http://www.treasury.gov/press-center/press-releases/Pages/hp1267.aspx>.

<sup>19</sup> "Saudi Arabia & allies release Qatar 'terror list,'" Deutsche Welle, June 9, 2017, <https://www.dw.com/en/saudi-arabia-and-allies-release-qatar-terror-list/a-39172917>.

<sup>20</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, Canadian Charity Law, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

extrémiste ou une association avec des groupes terroristes est une préoccupation ».<sup>21</sup> En outre, l'ARC observe que certaines des transactions financières de l'AMC « sont structurées, ou menées, d'une manière qui semble obscurcir de nombreux détails pertinents de la transaction », notant que l'utilisation de tiers était courant dans les transactions de l'AMC afin de « dissimuler la destination de certaines dépenses ou de masquer l'identité de certains donateurs ou la source des fonds ».<sup>22</sup>

L'ARC documente en outre ce qu'elle considère comme l'engagement de l'AMC dans des « activités de collecte de fonds trompeuses ».<sup>23</sup> Ainsi, l'audit souligne les rapports de l'AMC selon lesquels elle a reçu de l'argent de la Banque islamique de développement (BID) tout en omettant de déclarer la vérité, à savoir que l'AMC utilisait la BID comme intermédiaire pour transférer des dons d'Arabie saoudite.<sup>24</sup> En outre, les conclusions de l'ARC soulignent également des activités non divulguées en dehors du Canada, indiquant le fait que l'AMC est impliqué dans des sphères politiques internationales en dehors de son champ d'action canadien. Plus précisément, l'audit fait état de tentatives de la part de l'AMC (ou de certains de ses éléments) de créer des écoles internationales en Libye et en Turquie au cours de la période d'audit, tentatives qui n'ont pas été divulguées au cours de l'audit.<sup>25</sup> Il s'agit là d'un autre exemple troublant d'une situation où l'absence de livres et de registres a contribué aux préoccupations de l'ARC concernant l'absence générale de direction et de contrôle des ressources de l'AMC.<sup>26</sup>

L'audit indique également que certains des « membres, directeurs et responsables les plus éminents de l'AMC étaient soit impliqués dans l'IRFAN-Canada, soit dans un réseau d'organisations caritatives qui semblent avoir été utilisés pour propager et collecter des fonds pour le Hamas au Canada ».<sup>27</sup> L'AMC a notamment fourni plus de 296.514 dollars canadiens de financement à l'IRFAN-Canada entre 2001 et 2010.<sup>28</sup> Pour plus de contexte, l'IRFAN-Canada a été inscrite sur la liste des entités

---

<sup>21</sup> Stewart Bell, "Auditors allege Canadian charity helped Hamas financier," *Global News*, October 13, 2023, <https://globalnews.ca/news/10014362/cra-audit-canadian-charity-hamas-network/>.

<sup>22</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, p. 8, Canadian Charity Law, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

<sup>23</sup> Ibid., p. 68.

<sup>24</sup> Ibid.

<sup>25</sup> Ibid., p. 105.

<sup>26</sup> Ibid., p. 106.

<sup>27</sup> Stewart Bell, "Auditors allege Canadian charity helped Hamas financier," *Global News*, October 13, 2023, <https://globalnews.ca/news/10014362/cra-audit-canadian-charity-hamas-network/>.

<sup>28</sup> Lettre de l'ARC au directeur exécutif de l'AMC concernant l'audit de l'Association musulmane du Canada, 17 mars 2021, p. 45, Loi canadienne sur les organismes de bienfaisance, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

terroristes par le gouvernement canadien le 29 avril 2014.<sup>29</sup> L'audit de l'ARC indique également que l'IRFAN-Canada a transféré des ressources d'une valeur d'environ 14,6 millions de dollars canadiens à diverses organisations associées au Hamas entre 2005 et 2009.<sup>30</sup> De manière critique, il affirme que la relation entre l'AMC et l'IRFAN-Canada est restée en place « bien après la révocation de son statut pour, en particulier, avoir (soutenu) le Hamas, organisation inscrite comme entité terroriste. »<sup>31</sup> Bien qu'il ait pris publiquement ses distances, l'AMC a continué d'autoriser l'IRFAN-Canada à « collecter des fonds et à faire sa propre promotion lors des événements et dans les locaux de l'organisation. »<sup>32</sup>

En réponse, l'AMC a contesté l'audit en le qualifiant d'islamophobe. Cependant, les avocats fédéraux impliqués dans le dépôt de la demande soulignent des questions tout à fait pertinentes, notamment « l'implication de l'AMC dans les activités politiques des Frères musulmans égyptiens, l'achat de biens immobiliers considérables, le soutien apporté à une organisation figurant sur la liste des entités terroristes et l'émission de reçus de dons inappropriés ». <sup>33</sup> En outre, ils ont déclaré que l'AMC « n'a pas soulevé de preuve crédible qu'elle a été injustement ciblée par l'ARC, ni qu'en effectuant l'audit, l'ARC a traité l'AMC différemment d'un autre organisation caritative ». <sup>34</sup> Se référant au déni de l'AMC de ses conclusions, l'ARC note également que le président de l'AMC de l'époque, Sharaf Sharafeldin, a également « travaillé pour soutenir » la campagne électorale de l'ancien président égyptien Mohamed Morsi et que des courriels suggèrent que les Frères musulmans « semblent faire preuve d'une certaine autorité » à son égard. <sup>35</sup> L'AMC a déposé un appel au procureur général du Canada le 13 septembre 2023. Toutefois, le 8 juillet 2024, le juge Marcus Koehnen de la Cour supérieure de justice de l'Ontario a rejeté l'appel de l'AMC, principalement parce que l'appel était prématuré, l'ARC n'ayant pas encore terminé l'audit. <sup>36</sup> Jusqu'à présent, l'AMC reste une organisation caritative

---

<sup>29</sup> Sécurité publique Canada, « Le gouvernement du Canada inscrit l'IRFAN-Canada sur la liste des entités terroristes », gouvernement du Canada, 29 avril 2014, <https://www.canada.ca/en/news/archive/2014/04/government-canada-lists-l'IRFAN-canada-terrorist-entity.html>.

<sup>30</sup> Ibid.

<sup>31</sup> Cosmin Dzsurdzsa, "CRA claims audit reveals Muslim group has alleged Hamas ties", True North, November 15, 2023, <https://tnc.news/2023/11/15/cra-audit-muslim-group-hamas-ties/>.

<sup>32</sup> Stewart Bell, "Auditors allege Canadian charity helped Hamas financier", *Global News*, 13 octobre 2023, <https://globalnews.ca/news/10014362/cra-audit-canadian-charity-hamas-network/>.

<sup>33</sup> Jim Bronskill, "Muslim charity alleges systemic bias in bid to halt revenue agency's 'tainted' audit," LethbridgeNewsNOW, April 3, 2023, <https://lethbridgenewsnow.com/2023/04/03/muslim-charity-alleges-systemic-bias-in-bid-to-halt-revenue-agencys-tainted-audit/>.

<sup>34</sup> Ibid.

<sup>35</sup> Stewart Bell, "Auditors allege Canadian charity helped Hamas financier," *Global News*, October 13, 2023, <https://globalnews.ca/news/10014362/cra-audit-canadian-charity-hamas-network/>.

<sup>36</sup> Mark Blumberg, "Ontario Court of Appeal dismisses Muslim Association of Canada appeal from Ontario Superior Court decision," Canadian Charity Law, July 15, 2024, <https://www.canadiancharitylaw.ca/blog/ontario-court-of-appeal-dismisses-muslim-association-of-canada-appeal-from-ontario-superior-court-decision/>.

enregistrée en règle, nie tout acte répréhensible et maintient qu'elle est victime de préjugés anti-musulmans.<sup>37</sup>

Alors que des constatations telles que celles qui ont été faites à la suite de l'enquête de l'ARC devraient logiquement entraîner un examen plus approfondi, l'AMC a continué d'opérer sans entrave au niveau national. De plus, elle l'a fait tout en continuant à bénéficier d'un soutien gouvernemental et politique considérable. À titre d'exemple, lors d'un sommet sur l'islamophobie qui s'est tenu à huis clos en juillet 2021, le Premier ministre Justin Trudeau a déclaré que l'ARC devrait abandonner les pratiques qui « ciblent » les musulmans, dans une référence apparente à l'audit de l'AMC par l'agence.<sup>38</sup>

Cela témoigne malheureusement d'un manque général de volonté politique de faire face de manière significative aux risques considérables posés par ces organisations, malgré les appels lancés au sein même de la communauté musulmane canadienne. Ainsi, lors de son témoignage en tant qu'expert devant le Comité parlementaire permanent des affaires étrangères et du développement international le 3 février 2015, Tarek Fatah, fondateur du Congrès musulman canadien, a dénoncé la montée de l'islamisme au Canada.<sup>39</sup> Il a notamment pointé du doigt le vaste réseau de propriétés de l'AMC, se disant choqué par l'ignorance du Canada quant à ses liens avec les Frères musulmans et l'islam radical.<sup>40</sup> Il a aussi notamment déclaré que « chaque bureau de la MSA [Association des étudiants musulmans] est un bureau des Frères musulmans au Canada. »<sup>41</sup>

Un autre exemple de l'idéologie de l'AMC peut être observé lorsque, à partir de la Fête du Canada 2022, l'association a organisé une conférence de trois jours à Toronto qui a accueilli des intervenants tels que Mohammed Rateb Al Nabulsi, qui a défendu la peine de mort pour les homosexuels, et Jamal Badawi, cofondateur de l'AMC, qui a expliqué comment l'islam permet de battre les femmes et a défendu les attentats-suicides comme des actes héroïques.<sup>42</sup> Malheureusement, la sphère

---

<sup>37</sup> Stewart Bell, "Auditors allege Canadian charity helped Hamas financier," *Global News*, October 13, 2023, <https://globalnews.ca/news/10014362/cra-audit-canadian-charity-hamas-network/>.

<sup>38</sup> Mark Blumberg, "Ontario Court of Appeal dismisses Muslim Association of Canada appeal from Ontario Superior Court decision," *Canadian Charity Law*, July 15, 2024, <https://www.canadiancharitylaw.ca/blog/ontario-court-of-appeal-dismisses-muslim-association-of-canada-appeal-from-ontario-superior-court-decision/>.

<sup>39</sup> « Témoignages », réunion du Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Chambre des communes du Canada, 3 février 2015, <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/41-2/FAAE/meeting-43/evidence>.

<sup>40</sup> Ibid.

<sup>41</sup> Ibid.

<sup>42</sup> Terry Glavin, « Les libéraux financent la haine. Comment décrire autrement les orateurs de cette conférence de Toronto ? » *National Post*, June 30, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-liberals-are-funding-hate-how-else-to-describe-the-speakers-at-this-toronto-convention>.

politique a largement choisi d'ignorer ces faits, car – un peu ironiquement – l'AMC a bénéficié de plus de 3 millions de dollars canadiens de financement fédéral pour l'engagement et la sécurité des jeunes « contre la haine » de la part du gouvernement Trudeau entre 2019 et 2022.<sup>43</sup>

## Conseil national des musulmans canadiens (CNMC)

Le Conseil national des musulmans canadiens (CNMC), anciennement connu sous le nom de Conseil canadien sur les relations américano-islamiques (CAIR. CAN), est une autre organisation canadienne qui a un long passé de comportement controversé dans le cadre de la promotion d'une idéologie radicale. Tout d'abord, et malgré ses dénégations répétées, le CNMC est directement lié à son organisation mère, le CAIR USA, une organisation qui se décrit elle-même comme une organisation de façade des Frères musulmans, qui a été fondée par des membres de l'Islamic Association for Palestine (IAP), avec des liens directs avec le Hamas.<sup>44</sup> Un rapport du Département de la Justice des États-Unis (DoJ) de 2013 note, par exemple, que les preuves présentées lors du procès de 2007 de la Holy Land Foundation for Relief and Development (Fondation de la Terre sainte pour le secours et le développement) ont permis d'établir un lien entre les dirigeants du CAIR et le Hamas, une organisation terroriste spécialement désignée, et que le CAIR a été désigné comme un co-conspirateur non incriminé dans cette affaire.<sup>45</sup> Plus récemment, à la suite des attentats du 7 octobre en Israël, Nihad Awad, cofondateur et directeur exécutif du CAIR, a pris la parole lors d'une conférence organisée en novembre 2023, où il a applaudi les attentats, déclarant qu'il était « heureux de voir des gens briser le siège, les murs du camp de concentration ».<sup>46</sup> Il a en outre qualifié les attentats du 7 octobre d'« autodéfense », ce à quoi, selon lui, les Palestiniens ont droit, alors que les Israéliens n'y ont pas droit.<sup>47</sup>

Compte tenu de cette rhétorique, il est peut-être compréhensible que le CAIR-CAN ait tenté de se distancer de son organisation mère, en changeant son nom par CNMC en 2013. C'est notamment la même année que le rapport susmentionné du

---

<sup>43</sup> Ibid.

<sup>44</sup> « Conseil national des musulmans canadiens : Le nouveau nom choisi par le CAIR-CAN permet de masquer ses liens avec l'organisation du CAIR, basée à Washington et liée au Hamas », Point de Bascule, 18 juillet 2013, <https://pointdebasculecanada.ca/national-council-of-canadian-muslims-the-new-name-chosen-by-cair-can-helps-cover-its-links-with-washington-based-hamas-linked-cair/>.

<sup>45</sup> Office of the Inspector General, "Review of FBI Interactions with the Council on American-Islamic Relations," U.S. Department of Justice, September 2013, <https://oig.justice.gov/reports/2013/e0707r-summary.pdf>.

<sup>46</sup> Gabby Deutch, "CAIR executive director 'happy to see' Oct. 7 Hamas terror attack," *Jewish Insider*, December 7, 2023, <https://jewishinsider.com/2023/12/nihad-awad-council-american-islamic-relations-israel-gaza-terror-attacks/>.

<sup>47</sup> Ibid.

Département de la Justice des États-Unis a révélé les liens entre le CAIR et le Hamas. Depuis lors, le CAIR-CAN/CNMC a maintenu qu'il était indépendant du CAIR et n'avait aucun lien avec lui. Cela étant dit, il existe des preuves qui réfutent directement ces affirmations. Ainsi, en 2003, le CAIR-CAN a publié « A Journalist's Guide to Islam », qui, à la fin du document, mentionne spécifiquement le CAIR comme étant « l'organisation mère du CAIR-CAN ».<sup>48</sup> Le 23 février 2015, le Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense a entendu des témoignages concernant les menaces à la sécurité auxquelles le Canada est confronté. Parmi les questions soulevées figurait le fait que l'ancien président du conseil d'administration du CAIR-CAN/CNMC, Faizal Kutty, était également le porte-parole de deux organisations finançant Al-Qaïda.<sup>49</sup> En outre, un point essentiel soulevé par la commission sénatoriale était que, malgré les affirmations répétées du CAIR-CAN selon lesquelles il est resté distinct de son organisation partenaire américaine sanctionnée, il existe une preuve définitive du contraire.<sup>50</sup>

La commission sénatoriale s'est également référée à une déclaration sous serment de 2003 de Sheema Khan, fondatrice et présidente du CAIR-CAN, qui prouve ce lien. Dans la déclaration sous serment, Khan reconnaît qu'elle est la présidente du conseil d'administration du CAIR-CAN (également désigné dans le document sous le nom de Conseil des relations américano-islamiques Canada ou AIRC).<sup>51</sup> Elle note en outre que l'AIRC (qui est ensuite désigné sous le nom de CIRC) a été constitué au Canada en juin 2000, dans le but de promouvoir la notoriété du CAIR USA, tout en desservant la communauté musulmane canadienne.<sup>52</sup> Khan reconnaît ensuite que le CIRC utilise la marque CAIR et CAIR-CAN ainsi que le nom « Council on American-Islamic Relations » sous licence du CAIR USA.<sup>53</sup> Selon les termes de la licence, le CAIR USA a un contrôle direct sur le caractère et la qualité de toutes les activités du CIRC, y compris l'utilisation de sa marque et de son nom commercial.<sup>54</sup>

---

<sup>48</sup> Conseil canadien sur les relations américano-islamiques (CAIR.CAN), « Guide de l'islam à l'intention des journalistes », Association des services sociaux islamiques du Canada, 2003, disponible ici <https://pointdebasculecanada.ca/wp-content/uploads/2011/12/presentation%20pdeb%20to%20cair-can%20cfm%20journalist%20guide.pdf>.

<sup>49</sup> Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, Réunion du comité chargé d'étudier les menaces à la sécurité du Canada et d'en faire rapport, Sénat du Canada, 23 février 2015, <https://sencanada.ca/en/Content/Sen/committee/412/secd/51929-e>.

<sup>50</sup> Ibid.

<sup>51</sup> Sheema Khan, « Déclaration sous serment dans l'affaire de la marque de commerce CAIR Canada », 16 décembre 2003, téléchargé par Point de Bascule, 2009, [https://pointdebasculecanada.ca/wp-content/uploads/2009/07/cair\\_affidavit\\_Sheema\\_Khan.pdf](https://pointdebasculecanada.ca/wp-content/uploads/2009/07/cair_affidavit_Sheema_Khan.pdf).

<sup>52</sup> Ibid.

<sup>53</sup> Ibid.

<sup>54</sup> Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, Réunion du comité chargé d'étudier les menaces à la sécurité du Canada et d'en faire rapport, Sénat du Canada, 23 février 2015, <https://sencanada.ca/en/Content/Sen/committee/412/secd/51929-e>.

En outre, la déclaration sous serment note que le CIRC utilise la marque CAIR-CAN dans son papier à en-tête, qui est utilisé dans les activités quotidiennes du CIRC, et que le CAIR-CAN est une marque qui est utilisée en association avec les activités du CIRC.<sup>55</sup> Peu de temps après, le 25 mars 2015, lors d'une session du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, il a également été noté que le Département d'État américain avait identifié le CAIR-CAN/CNMC comme la section canadienne du CAIR USA.<sup>56</sup>

En réponse aux diverses accusations dont il a fait l'objet, le CAIR-CAN/CNMC a toujours choisi d'intenter des actions en justice pour étouffer les critiques relatives à ses activités ou à ses membres. En juin 2014, par exemple, le CNMC a intenté une action en diffamation contre l'ancien premier ministre canadien Stephen Harper et son porte-parole sur la base d'une déclaration liant le groupe au Hamas.<sup>57</sup> Suite aux critiques formulées par le CAIR-CAN/CNMC à l'encontre de Harper pour avoir invité le rabbin Daniel Korobkin à se joindre à lui lors de son voyage en Israël, en raison des propos élogieux tenus par ce dernier à l'égard de militants opposés à la charia, le directeur des communications de Harper, Jason MacDonald, a réagi en déclarant : « Nous ne prendrons pas au sérieux les critiques émanant d'une organisation ayant des liens avérés avec une organisation terroriste telle que le Hamas. »<sup>58</sup> En réponse à ce commentaire, le CAIR-CAN/CNMC a déposé un avis de diffamation devant la Cour supérieure de justice de l'Ontario, ce à quoi le ministre des Affaires étrangères John Baird a réagi en déclarant : « J'encourage tous les Canadiens à chercher le groupe en question sur Google, à faire des recherches par eux-mêmes et à tirer leurs propres conclusions. »<sup>59</sup>

Cette décision fait suite à de nombreux cas où le groupe a eu recours à la « guerre juridique » pour étouffer toute critique. Ainsi, à la suite du procès en diffamation intenté contre lui par le CNMC en 2003-2006, l'avocat canadien et commentateur sur la sécurité nationale David Harris a déclaré :

---

<sup>55</sup> Sheema Khan, « Déclaration sous serment dans l'affaire de la marque de commerce CAIR Canada », 16 décembre 2003, téléchargé par Point de Bascule, 2009, [https://pointdebasculecanada.ca/wp-content/uploads/2009/07/cair\\_affidavit\\_Sheema\\_Khan.pdf](https://pointdebasculecanada.ca/wp-content/uploads/2009/07/cair_affidavit_Sheema_Khan.pdf).

<sup>56</sup> « Témoignages, » réunion du Comité sénatorial permanent de la sécurité nationale et de la défense, Chambre des communes du Canada, 25 mars 2015, <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/41-2/SECU/meeting-59/evidence>.

<sup>57</sup> "Muslim Organization Files Libel Suit Against Canadian Prime Minister's Office for Stating It Is Linked with Hamas", The Lawfare Project, 3 juin 2014, <https://www.thelawfareproject.org/press/2018/3/31/muslim-organization-files-libel-suit-against-canadian-prime-ministers-office-for-stating-it-is-linked-with-hamas>.

<sup>58</sup> Ryan Mauro, "Canadian PM Blasts CAIR-Canada for Ties to Hamas," Middle East Forum, January 20, 2014, <https://www.meforum.org/islamist-watch/canadian-pm-blasts-cair-canada-for-ties-to-hamas>.

<sup>59</sup> The Canadian Press, "Muslim group demands apology from Harper, chief spokesman," CBC, January 28, 2014, <https://www.cbc.ca/news/muslim-group-demands-apology-from-harper-chief-spokesman-1.2514099>.

« Maintenant que le CNMC/CAIR-CAN poursuit les autorités canadiennes en justice, les défenseurs canadiens de l'exercice responsable de la liberté d'expression constitutionnelle en vertu de la Charte canadienne des droits et libertés espèrent que leur gouvernement continuera à contester vigoureusement l'action en justice du CNMC/CAIR-CAN. Les personnes de bonne foi pensent qu'un bilan nécessaire est à venir et qu'il pourrait révéler l'histoire, les liens, les personnalités, le financement et l'agenda du groupe islamiste. Ce processus doit tenir compte des liens profonds de l'entité canadienne avec son organisation mère américaine-le CAIR, groupe non incriminé financé par l'Arabie saoudite – et l'entité orientée vers les Frères musulmans, l'Association musulmane du Canada, entre autres. »<sup>60</sup>

## Islamic Relief Canada

Une autre organisation qui a fait l'objet d'un examen approfondi en raison de ses liens avec des entités islamistes radicales est Islamic Relief Canada (IRC), la branche canadienne d'Islamic Relief Worldwide (IRW). Bien qu'elle soit décrite comme une organisation humanitaire et de développement indépendante, active dans le lobbying auprès des Nations unies, l'IRW a également été exposée à plusieurs reprises et a fait l'objet d'enquêtes pour ses liens avec l'extrémisme, malgré ses dénégations à cet égard. En 2016, par exemple, le FBI, l'Internal Revenue Service (IRS) et l'Office of Personnel Management (OPM) des États-Unis auraient monté un dossier criminel concernant les liens de l'IRW avec le terrorisme.<sup>61</sup> La même année, la banque HSBC a annoncé qu'elle mettait fin à tous ses liens avec l'IRW « parce qu'elle craignait que l'argent de l'aide ne parvienne à des groupes terroristes à l'étranger ». <sup>62</sup> Quatre ans plus tard, la banque UBS a également fermé tous les comptes de l'IRW en raison de craintes liées aux réglementations antiterroristes.<sup>63</sup> En 2014, les Émirats arabes unis ont ajouté l'IRW et Islamic Relief UK à une liste d'« organisations terroristes » comprenant également le CAIR USA et d'autres organisations affiliées aux Frères musulmans.<sup>64</sup> Cette désignation a des conséquences importantes pour la réputation et les opérations de l'IRC, compte tenu de ses liens avec ces organisations. Enfin, il convient de noter que l'IRW est une organisation fondatrice de l'« Union of Good », une organisation terroriste

---

<sup>60</sup> “Muslim Organization Files Libel Suit Against Canadian Prime Minister’s Office for Stating It Is Linked with Hamas,” The Lawfare Project, June 3, 2014, <https://www.thelawfareproject.org/press/2018/3/31/muslim-organization-files-libel-suit-against-canadian-prime-ministers-office-for-stating-it-is-linked-with-hamas>.

<sup>61</sup> “Islamic Relief Worldwide (IRW),” NGO Monitor, July 26, 2023, [https://www.ngo-monitor.org/ngos/islamic\\_relief\\_worldwide\\_irw/](https://www.ngo-monitor.org/ngos/islamic_relief_worldwide_irw/).

<sup>62</sup> Ibid.

<sup>63</sup> Ibid.

<sup>64</sup> “Outrage over UAE’s new terror list,” ReliefWeb, November 18, 2014, <https://reliefweb.int/report/united-arab-emirates/outrage-over-uaes-new-terror-list>.

répertoriée en Israël et désignée par le gouvernement américain comme « une organisation créée par les dirigeants du Hamas pour transférer des fonds à l'organisation terroriste. »<sup>65</sup>

Outre les allégations de liens avec le terrorisme, l'IRW s'est également livré à une rhétorique antisémite considérable. En 2020, le département d'État américain a signalé que l'IRW encourageait « un antisémitisme flagrant et horrifant et une glorification de la violence manifestée aux plus hauts niveaux de l'organisation ».<sup>66</sup> Il a ainsi souligné un exposé de juillet 2020 révélant, entre autres, que Heshmat Khalifa, administrateur et directeur de l'IRW, avait précédemment publié sur sa page Facebook que les Juifs étaient les « petits-enfants des singes et des porcs ».<sup>67</sup> Khalifa a été contraint de démissionner et, le mois suivant, en août 2020, l'ensemble du conseil d'administration de l'IRW a démissionné après que son nouveau président, Almoutaz Tayara, ait décrit Israël comme « l'ennemi sioniste » et ait fait l'éloge du Hamas en tant que « grands hommes » qui répondaient à « l'appel divin et sacré des Frères musulmans. »<sup>68</sup>

Il s'agit certainement d'un sujet de préoccupation, car le statut de l'IRC au Canada reste inchangé malgré les liens désormais bien établis de l'IRW avec des organisations telles que le Hamas et le réseau des Frères musulmans. En fait, selon l'IRC, « l'organisation a conclu des accords avec l'IRW pour mettre en œuvre des programmes selon les instructions de l'IRC. »<sup>69</sup> Bien qu'étant indépendante, l'IRC entretient des liens économiques étroits avec l'IRW, comme le montre l'importance des accords contractuels conclus entre elles.<sup>70</sup> Les dossiers de l'année 2021 de l'IRC révèlent qu'elle a fait don de plus de 35 millions de dollars américains à Islamic Relief Worldwide.<sup>71</sup> Les dossiers de l'IRW font état de dons supplémentaires de plus de 36 millions de livres sterling (environ 46 millions de dollars américains) en 2022 et de plus de 45 millions de livres sterling (environ 56 millions de dollars américains) en 2023.<sup>72</sup>

---

<sup>65</sup> Ibid.

<sup>66</sup> Office of the Special Envoy to Monitor and Combat Anti-Semitism, "Islamic Relief Worldwide," U.S. Department of State, December 30, 2020, <https://2017-2021.state.gov/islamic-relief-worldwide/index.html>.

<sup>67</sup> Ibid.

<sup>68</sup> "Islamic Relief Worldwide (IRW)," NGO Monitor, July 26, 2023, [https://www.ngo-monitor.org/ngos/islamic\\_relief\\_worldwide\\_irw/](https://www.ngo-monitor.org/ngos/islamic_relief_worldwide_irw/).

<sup>69</sup> Ibid.

<sup>70</sup> Ibid.

<sup>71</sup> Susannah Johnston, "Canadian Islamists Celebrate Prospect of Tax-Deductible Funds Going to Taliban-Controlled Afghanistan," Middle East Forum, February 9, 2023, <https://www.meforum.org/64146/canadian-islamists-celebrate-prospect-of-tax>.

<sup>72</sup> Annual Report and Financial Statements 2023 (Islamic Relief Worldwide, 2024), p. 82, <https://islamic-relief.org/wp-content/uploads/2024/07/IRW-AR2023.pdf>.

Figure 3 : Examen financier de l'Islamic Relief Canada<sup>73</sup>

Financial Review				Salary Information	
Financial Ratios				Full-time staff: 88	
Fiscal year ending December	2023	2022	2021	Avg. compensation: \$59,165	
Administrative costs as % of revenues	3.0%	3.9%	4.4%	Top 10 staff salary range:	
Fundraising costs as % of donations	11.1%	13.2%	11.0%		
Total overhead spending	14.1%	17.1%	15.4%	\$350k +	0
Program cost coverage (%)	26.4%	19.0%	46.6%	\$300k - \$350k	0
Summary Financial Statements				\$250k - \$300k	0
All figures in \$000s	2023	2022	2021	\$200k - \$250k	0
Donations	102,338	77,973	68,758	\$160k - \$200k	1
International donations	2,499	514	428	\$120k - \$160k	2
Goods in kind	1,023	67	325	\$80k - \$120k	7
Government funding	2,312	2,032	657	\$40k - \$80k	0
Investment income	447	13	366	< \$40k	0
Other income	623	711	463	Information from most recent CRA	
Total revenues	109,242	81,309	70,998	Charities Directorate filings for F2023	
Program costs - International	63,297	68,716	46,322		
Program costs - Canada	14,322	1,040	1,321		
Grants	6,935	6,935	4,018		
Donated goods exp	1,023	67	325		
Administrative costs	3,214	3,132	3,104		
Fundraising costs	11,362	10,299	7,559		
Total spending	100,152	90,188	62,649		
Cash flow from operations	9,091	(8,879)	8,349		
Capital spending	669	494	319		
Funding reserves	23,224	15,489	24,975		

Compte tenu de la relation symbiotique entre ces entités, on peut raisonnablement s'attendre à un examen plus approfondi, voire à des mesures définitives. Cependant, l'IRC a continué à bénéficier de financements gouvernementaux, tandis que sa branche internationale a fait l'objet d'enquêtes et de sanctions répétées. À titre d'exemple, l'IRC a reçu 1,5 million de dollars américains du gouvernement du Canada en 2012, et l'IRW a reçu 4,5 millions de dollars américains de subventions du gouvernement canadien en 2017.<sup>74</sup> L'IRC a également reçu plus de 2 millions de dollars canadiens de financement gouvernemental en 2022 et 2023.<sup>75</sup> En 2014, le Financial Post a inclus l'IRC parmi ses « organisations caritatives de l'année », mais a ensuite retiré le groupe de sa liste au motif que « sa branche internationale a été

<sup>73</sup> "Islamic Relief Canada," Charity Intelligence Canada, n.d., <https://www.charityintelligence.ca/charity-details/501-islamic-relief-canada>.

<sup>74</sup> "Islamic Relief—Charity, Extremism and Terror," Middle East Forum, June 2018, p. 18, <https://cdn-mef.meforum.org/5e/34/0a9ba489411a964e4e9039f02625/islamic-relief-dossier-v3.pdf>.

<sup>75</sup> Agence du revenu du Canada, « Islamic Relief-IR Canada », Gouvernement du Canada, 24 mai 2024, <https://apps.cra-arc.gc.ca/ebci/hacc/srch/pub/dsplyQckVw?q.stts=0007&selectedFilingPeriodIndex=0&selectedCharityBn=821896875RR0001&isSingleResult=false>.

interdite ailleurs (mais pas au Canada) pour avoir prétendument acheminé des fonds à l'organisation terroriste Hamas ».<sup>76</sup>

Dans l'ensemble, l'IRC fait preuve d'une performance financière et d'une efficacité solides, avec un revenu total de 109,2 millions de dollars canadiens en 2023, dont 102,3 millions de dollars canadiens provenant de dons canadiens.<sup>77</sup> L'organisation maintient de faibles coûts administratifs (3 % du revenu) et affecte 86 cents de chaque dollar donné aux programmes.<sup>78</sup> L'IRC fait preuve d'un engagement important envers sa mission de bienfaisance, tant au pays qu'à l'étranger. Cependant, ses opérations internationales dans 23 pays, la réception de fonds gouvernementaux et son travail dans les zones de conflit nécessitent une vigilance constante dans des domaines tels que la lutte contre le financement du terrorisme, le respect du droit international et l'utilisation correcte des fonds restreints. Bien que l'IRC semble opérer dans le cadre légal des organisations caritatives canadiennes, son paysage opérationnel complexe nécessite des mécanismes de conformité robustes pour surmonter les défis juridiques potentiels.

En outre, pour évaluer correctement l'IRC, il est important de discuter de ses liens avec le réseau des Frères musulmans, car ces liens établis restent une fois de plus largement ignorés au Canada. Tout d'abord, Yasser Haddara, directeur de l'IRC de 2005 à 2011, est également un ancien directeur d'Islamic Relief USA et un ancien président de l'AMC. En 2011 et 2012, lui et son frère Wael se sont rendus en Égypte dans le but d'aider les Frères musulmans à prendre le pouvoir.<sup>79</sup> En 2012, les deux frères auraient agi en tant que conseillers principaux de Mohamed Morsi, le président égyptien des Frères musulmans.<sup>80</sup> En outre, le Dr El-Tantawy Attia, membre du conseil d'administration de l'IRC, qui est également directeur exécutif de la Masjid Toronto, liée à l'AMC, a été signalé par le National Post comme ayant ouvertement déclaré dans ces diverses institutions que « ici, nous suivons les enseignements des Frères musulmans. »<sup>81</sup> Un compte Twitter/X appartenant à l'ancien PDG de l'IRC, Zaid Al-Rawni, comprend également plusieurs messages de soutien aux Frères musulmans, y compris des retweets de personnalités de haut rang de la confrérie.<sup>82</sup>

---

<sup>76</sup> Claire Brownell, "Financial Post's Charities of the Year : Why these 25 are worth your donations (and which ones we're cautious about)," *Financial Post*, December 12, 2014, <https://financialpost.com/news/financial-post-charities-of-the-year-2014>.

<sup>77</sup> Ibid.

<sup>78</sup> Ibid.

<sup>79</sup> "Islamic Relief—Charity, Extremism and Terror," Middle East Forum, June 2018, p. 12, <https://cdn-mef.meforum.org/5e/34/0a9ba489411a964e4e9039f02625/islamic-relief-dossier-v3.pdf>.

<sup>80</sup> Ibid.

<sup>81</sup> Jessica Hume, "Cancelled debate highlights tension among Canadian Muslims," *National Post*, February 7, 2011, <http://nationalpost.com/holy-post/cancelled-debate-highlights-tension-among-canadian-muslims>.

<sup>82</sup> "Islamic Relief – Charity, Extremism and Terror," Middle East Forum, June 2018, p. 12, <https://cdn-mef.meforum.org/5e/34/0a9ba489411a964e4e9039f02625/islamic-relief-dossier-v3.pdf>.

Autre exemple, l'IRC a été nommé par la Islamic Zakat Society (IZS), également connue sous le nom de Gaza Zakat Committee (GZC), comme l'un de ses mécènes.<sup>83</sup> L'IZS travaille en étroite collaboration avec les dirigeants du Hamas et est dirigée par le prédicateur Hazem Al-Sirraj, tandis que le GZC a des liens avec le Fatah, le FPLP et le Hamas.<sup>84</sup> Enfin, l'IRC serait l'un des principaux donateurs de l'Unlimited Friends Association (UFA), qui a été identifiée comme étant alignée sur les hauts dirigeants du Hamas, travaillant à récompenser les familles des « martyrs » de Gaza par des dons en espèces et promouvant une rhétorique antisémite sur ses pages de médias sociaux.<sup>85</sup>

Malgré ces nombreuses associations, il a été annoncé en juin 2023 que l'IRC avait conclu un accord à l'amiable concernant un procès en diffamation intenté en 2018 avec un groupe de lutte contre l'extrémisme islamiste au Canada, qui avait précédemment averti des représentants du gouvernement du soutien de l'IRC à l'IRW, qui à son tour fournissait un soutien à des mandataires présumés du Hamas.<sup>86</sup> L'IRC a affirmé qu'elle était la cible d'une campagne de désinformation « islamophobe » dans un communiqué de presse publié à la suite de l'annonce de l'accord, se qualifiant d'« organisation canadienne respectée et purement humanitaire. »<sup>87</sup>

## Arab Medical Union

L'Arab Medical Union est une autre organisation canadienne qui poursuit ses activités malgré des liens confirmés avec le réseau des Frères musulmans et des groupes terroristes tels que le Hamas. En 2007, le président de l'Union, Abdel Moneim Abouel Fotouh, a été décrit sur le site web des Frères musulmans comme un « haut responsable » des tristement célèbres Frères musulmans.<sup>88</sup> Il a été évincé en 2011 et, en 2016, l'Agence de sécurité de l'État égyptien a enquêté sur des informations selon lesquelles Fotouh travaillait avec le Hezbollah et les gardes révolutionnaires iraniens.<sup>89</sup> Un audit de l'Agence du revenu du Canada (ARC) a

---

<sup>83</sup> "Islamic Relief Worldwide (IRW)," NGO Monitor, July 26, 2023, [https://www.ngo-monitor.org/ngos/islamic\\_relief\\_worldwide\\_irw/](https://www.ngo-monitor.org/ngos/islamic_relief_worldwide_irw/).

<sup>84</sup> Ibid.

<sup>85</sup> Sam Westrop, "USAID Boasts of Funding Antisemitic Charity in Gaza Linked to Designated Terrorist Organization," Middle East Forum, February 10, 2023, <https://israelbehindthenews.com/2023/02/10/usaid-boasts-of-funding-antisemitic-charity-in-gaza-linked-to-designated-terrorist-organization/#>.

<sup>86</sup> Dexter Van Zile, "Islamist Charity Uses Lawfare to Silence Critics in Canada," Middle East Forum, June 15, 2023, <https://www.meforum.org/islamist-charity-uses-lawfare-to-silence-critics>.

<sup>87</sup> Ibid.

<sup>88</sup> "Islamic Relief—Charity, Extremism and Terror," Middle East Forum, June 2018, p. 24, <https://cdn-mef.meforum.org/5e/34/0a9ba489411a964e4e9039f02625/islamic-relief-dossier-v3.pdf>.

<sup>89</sup> Ibid.

également révélé que l'Arab Medical Union est un soutien important du Hamas, notant que son site web « contient une vidéo du fondateur du Hamas, Sheikh Ahmed Yassin, remerciant l'organisation pour son assistance ».<sup>90</sup> L'audit de l'ARC note qu'Israël a inscrit l'Arab Medical Union sur la liste des associations illégales le 6 juin 2008, en raison de son appartenance à l'Union of Good et de son soutien au Hamas.<sup>91</sup>

L'audit de l'ARC a également révélé que l'IRFAN-Canada avait conclu des accords écrits avec l'Arab Medical Union pour transférer environ 525.274 dollars canadiens de financement en 2009.<sup>92</sup>

## La Société islamique d'Amérique du Nord-Canada

La Société islamique d'Amérique du Nord (ISNA) est une autre des organisations affiliées aux Frères musulmans qui a comparu en tant que co-conspirateur non incriminé dans les procès relatifs au financement du terrorisme par la Holy Land Foundation. Les documents du Congrès datés du 8 janvier 2016 indiquent en outre que l'ISNA a été fondée en 1981 par « l'Association des étudiants musulmans financée par l'Arabie saoudite », qui avait été fondée en partie par les Frères musulmans, et que les deux groupes sont toujours partenaires.<sup>93</sup> La section canadienne de l'ISNA a été sanctionnée de la même manière mais continue néanmoins à fonctionner.

En 2013, l'ARC a révoqué le statut d'organisation caritative de l'ISNA-Canada, déclarant que les fonds « pourraient avoir été utilisés pour soutenir les efforts politiques du Jamaat-e-Islami et/ou de sa branche armée, Hizbul Mujahideen. »<sup>94</sup> Plus tard, en 2017, deux autres affiliés de l'ISNA-Canada, l'ISNA Islamic Services Canada et la Canadian Islamic Trust Foundation, ont perdu leur statut d'organisation caritative pour « non-conformité », avec des preuves que les groupes ont facilité des dons qui auraient pu finir par financer Hizbul Mujahideen.<sup>95</sup> Plus

---

<sup>90</sup> Ibid.

<sup>91</sup> Canada Revenue Agency, "International Relief Fund for the Afflicted and Needy (Canada)—Links to Hamas," Canadian Charity Law, n.d., [https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/Appendix\\_G\\_AFL\\_l'IRFAN.pdf](https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/Appendix_G_AFL_l'IRFAN.pdf).

<sup>92</sup> Ibid.

<sup>93</sup> *Congressional Record*, vol. 162, no. 5, U.S. Congress, January 8, 2016, <https://www.govinfo.gov/content/pkg/CREC-2016-01-08/html/CREC-2016-01-08-pt1-PgH215-4.htm>.

<sup>94</sup> Agence du revenu du Canada, « L'Agence du revenu du Canada révoque l'enregistrement de la ISNA Development Foundation en tant qu'organisation caritative », gouvernement du Canada, 20 septembre 2013, <https://www.canada.ca/en/news/archive/2013/09/canada-revenue-agency-revokes-registration-isna-development-foundation-charity.html#:~:text=On August 20, 2013, and,Development Foundation as% 20a charity>.

<sup>95</sup> Stewart Bell and Sean Craig, "Government revokes group's charity status, audit cites possible funding of Pakistani militants," *Global News*, July 19, 2017, <https://globalnews.ca/news/3606224/government-revokes-groups-charity-status-audit-cites-pakistani-militants/>.

précisément, l'argent collecté par la Jami Mosque, basée à Toronto, a été transmis à l'ISNA Development Foundation « pour être remis » à la Relief Organization of Kashmiri Muslims (ROKM), selon la Direction des organisations caritatives de l'ARC, qui a déclaré,

« Nos recherches indiquent que la ROKM est la branche caritative du Jamaat-e-Islami, une organisation politique qui conteste activement la légitimité de la gouvernance de l'Inde sur l'État du Jammu-et-Cachemire, y compris, semble-t-il, par le biais des activités de sa branche armée, l'Hizbul Mujahideen. »<sup>96</sup>

Malgré ces révélations, à partir de 2018, l'ISNA-Canada a été dirigée par une professeure de l'Université de Toronto à Mississauga, le Dr Catherine Bullock, qui s'est convertie à l'islam il y a plus de 25 ans et a été la première femme à diriger l'organisation au Canada.<sup>97</sup> Auparavant, Bullock a participé à une table ronde organisée en novembre 2014 par l'Association des étudiants en droit musulman de l'Université York, sur la contre-radicalisation au Canada. Dans sa présentation, Mme Bullock a affirmé que l'Occident se trompait dans sa perception et sa définition des musulmans radicaux et que « d'un point de vue islamique, il n'y a absolument rien de radical dans le fait de vouloir le califat ou la charia. Ce sont des points de vue traditionnels tout à fait normaux. »<sup>98</sup> En 2019, l'ISNA-Canada a reçu 25.787 dollars canadiens en financement d'emplois d'été de la part du gouvernement Trudeau, bien que son statut d'organisation caritative ait été révoqué par l'ARC.<sup>99</sup>

## IRFAN-Canada

L'IRFAN-Canada fait partie des organisations les plus notables considérées comme faisant partie du réseau des Frères musulmans au Canada. Un [audit de l'ARC](#) en 2010, qui fait suite à un audit précédent conclu en 2004, s'est penché sur la question troublante suivante : « un nombre important d'organisations étrangères avec lesquelles l'IRFAN-Canada a maintenu des partenariats dans le cadre de la mise en œuvre de programmes étaient présumées avoir des liens directs avec le Hamas, un

---

<sup>96</sup> Ibid.

<sup>97</sup> "The Most Prominent Affiliated/Loyal Institutions of the Muslim Brotherhood in Canada—Part 3," MENA Research Center, October 16, 2022, <https://www.mena-researchcenter.org/the-most-prominent-affiliated-loyal-institutions-of-the-muslim-brotherhood-in-canada-part-3/>.

<sup>98</sup> John Richardson, "Canada : Bring on the Islamization!," Gatestone Institute, March 23, 2017, <https://www.gatestoneinstitute.org/10083/canada-islamization>.

<sup>99</sup> Stewart Bell, "Charity suspended over terror financing concerns gets Canada Summer Jobs grant," *Global News*, June 13, 2019, <https://globalnews.ca/news/5382103/charity-suspended-gets-canada-summer-jobs-grant/>.

groupe désigné comme organisation terroriste. »<sup>100</sup> Selon l'ARC, l'IRFAN-Canada s'est vu « accorder le bénéfice du doute » après son audit initiale, mais au cours des années suivantes, l'agence a conclu que « l'IRFAN-Canada » fait partie intégrante d'un effort international de collecte de fonds pour soutenir le Hamas ». <sup>101</sup> En avril 2011, l'IRFAN-Canada a vu son statut d'organisation caritative révoqué pour avoir omis de tenir des livres et des registres adéquats sur ses activités à l'étranger. <sup>102</sup> En outre, la vérification de l'ARC a attesté que « nous avons pu établir que 13 millions de dollars transférés à d'autres organisations sous forme de dons en nature ont été fournis à des organisations que nous avons pu documenter à partir de dossiers publics comme ayant des liens avec le Hamas. »<sup>103</sup>

Il est intéressant de noter qu'en dépit des enquêtes menées pendant des années sur ses activités et de la révocation ultérieure de son statut d'organisation caritative, l'IRFAN-Canada a continué à fonctionner et à organiser des événements. En décembre 2012, elle a parrainé la conférence « Reviving the Islamic Spirit » à Toronto, où Justin Trudeau, alors député, a prononcé le discours principal. <sup>104</sup> L'événement a également accueilli des orateurs tels que Tariq Ramadan, « qui a fameusement appelé à un moratoire, plutôt qu'à une interdiction, sur la lapidation des femmes, et qui évite de condamner le Hamas. »<sup>105</sup>

Ramadan, auteur et conférencier, s'est également vu refuser un visa pour les États-Unis pour avoir versé « de l'argent à une organisation qui a apporté un soutien matériel au Hamas, un groupe terroriste. »<sup>106</sup> Le grand-père de Ramadan, Hassan Al-Banna, est le fondateur des Frères musulmans, et son père, Said, était une figure majeure de la confrérie qui aurait rédigé « Le Projet », une feuille de route pour installer des régimes islamiques en Occident par le biais de la « propagande, de la prédication et, si nécessaire, de la guerre ». <sup>107</sup> Répondant aux critiques concernant

---

<sup>100</sup> Letter from the CRA to Carters Professional Corporation concerning the audit of l'IRFAN-Canada, December 14, 2010, available at: <https://www.scribd.com/document/221036965/l'IRFAN-Canada-CRA-Audit>.

<sup>101</sup> Ibid., p. 15.

<sup>102</sup> Mark Blumberg, "International Relief Fund for the Afflicted and Needy Canada (l'IRFAN-Canada) has status revoked," Canadian Charity Law, April 11, 2011, <https://www.canadiancharitylaw.ca/blog/international-relief-fund-for-the-afflicted-and-needy-canada-l'irfan-canada-h/>.

<sup>103</sup> Ibid.

<sup>104</sup> The Canadian Press, "Sponsor withdraws from Islamic event Trudeau to attend," CBC, December 17, 2012, <https://www.cbc.ca/news/politics/sponsor-withdraws-from-islamic-event-trudeau-to-attend-1.1185669>.

<sup>105</sup> David B. Harris, "Justin Trudeau's Islamist Revival," Middle East Forum, December 20, 2012, <https://www.meforum.org/islamist-watch/justin-trudeau-islamist-revival>.

<sup>106</sup> *American Academy of Religion v. Chertoff*, 06 CV 588 (PAC), United States District Court, S.D. New York, December 20, 2007, <https://casetext.com/case/american-academy-of-religion-v-chertoff>.

<sup>107</sup> Olivier Giutta, "The State Department Was Right to Deny Tariq Ramadan a Visa," Middle East Forum, October 16, 2006, <https://www.meforum.org/campus-watch/the-state-department-was-right-to-deny-tariq>.

sa participation à l'événement controversé, Trudeau les a rejetées en déclarant : « J'ai entendu un certain nombre de personnes exprimer des préoccupations au sujet de cet événement que je ne comprends certainement pas et que je ne partage pas. »<sup>108</sup>

Après la révocation de son statut d'organisation caritative en 2011, l'IRFAN-Canada a finalement été [inscrite](#) comme entité terroriste par le gouvernement canadien le 29 avril 2014.<sup>109</sup> En décidant d'inscrire officiellement l'organisation sur la liste, le gouvernement a attesté qu'entre 2005 et 2009, l'IRFAN-Canada a transféré des ressources d'une valeur d'environ 14,6 millions de dollars canadiens à diverses organisations associées au Hamas.<sup>110</sup> Commentant la décision du gouvernement d'inscrire l'IRFAN-Canada sur la liste des entités terroristes, le ministre de la Sécurité publique et de la Protection civile, Steven Blaney, a souligné que « l'IRFAN-Canada a sciemment financé le Hamas, une organisation inscrite sur la liste des entités terroristes pendant de nombreuses années. Les Canadiens bien intentionnés et charitables qui ont cherché à soutenir l'aide humanitaire par l'intermédiaire de cette organisation méritent mieux ». <sup>111</sup>

En outre, le [document](#) de l'ARC qui établit les liens entre l'IRFAN et le Hamas fournit une analyse approfondie des nombreuses parties et partenaires impliqués dans le réseau, ainsi que des détails sur la manière dont l'IRFAN-Canada a sciemment fourni un financement direct à des entités contrôlées par le Hamas à Gaza et en Cisjordanie. Elle a constaté, par exemple, que l'IRFAN-Canada prétendait que les paiements effectués au ministère des Télécommunications et des Technologies de l'information, qui était sous le contrôle et la direction du Hamas de mars 2006 à juin 2007, étaient destinés au parrainage d'orphelins.<sup>112</sup> Cependant, l'ARC a noté que l'IRFAN-Canada ne pouvait pas justifier ces affirmations par des documents et qu'elle avait constaté que le site Web du ministère des Télécommunications du Hamas à Gaza indiquait qu'il distribuait une aide financière aux familles des « martyrs » par l'intermédiaire du système postal, qui relevait également de son autorité.<sup>113</sup>

---

<sup>108</sup> The Canadian Press, "Sponsor withdraws from Islamic event Trudeau to attend," CBC, December 17, 2012, <https://www.cbc.ca/news/politics/sponsor-withdraws-from-islamic-event-trudeau-to-attend-1.1185669>.

<sup>109</sup> Sécurité publique Canada, « Le gouvernement du Canada inscrit l'IRFAN-Canada sur la liste des entités terroristes », gouvernement du Canada, 29 avril 2014, <https://www.canada.ca/en/news/archive/2014/04/government-canada-lists-l-IRFAN-canada-terrorist-entity.html>.

<sup>110</sup> Ibid.

<sup>111</sup> Ibid.

<sup>112</sup> Canada Revenue Agency, "International Relief Fund for the Afflicted and Needy (Canada)—Links to Hamas," Canadian Charity Law, n.d., [https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/Appendix\\_G\\_AFL\\_IRFAN.pdf](https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/Appendix_G_AFL_IRFAN.pdf).

<sup>113</sup> Ibid.

## L'influence du Qatar au Canada

Une autre question qui préoccupe beaucoup le Canada est l'étendue de l'influence du Qatar dans plusieurs sphères du pays, notamment le monde universitaire, les organisations caritatives musulmanes et les centres islamiques, ainsi que le secteur de l'énergie. Chaque sphère est examinée ci-dessous.

### Le monde universitaire

Dans le monde universitaire, le financement et l'influence du Qatar semblent avoir un impact sur les campus et les organisations dans tout le pays. Ainsi, le ministère de l'Éducation du Qatar offre aux étudiants qataris des bourses pour étudier dans de prestigieuses universités canadiennes, dont McGill, Concordia, l'Université York et l'Université de Toronto.<sup>114</sup> En outre, le Collège d'ingénierie de l'Université du Qatar a inscrit plusieurs universités canadiennes, dont McGill, Concordia et McMaster, comme « instituts collaborateurs ». <sup>115</sup> En février 2012, le Sénat de l'Université McGill a publié un [rapport](#) demandant l'approbation de la création de l'Institut de santé bucco-dentaire de l'Université McGill et du Qatar, un nouveau campus de McGill basé au Qatar. <sup>116</sup> Parmi les aspects de l'accord mentionnés dans le rapport, la Faculté de médecine dentaire de McGill a été approchée par la Fondation du Qatar en vue de conclure le partenariat. <sup>117</sup> La même année, l'ambassadeur du Qatar au Canada, Salem Al-Shafi, a annoncé un don de 1,25 million de dollars américains à McGill et à son Institut d'études islamiques pour commémorer son 60<sup>e</sup> anniversaire. <sup>118</sup> Il s'agissait d'un développement important, car l'Institut n'avait pas eu de relation formelle avec le Qatar jusqu'à ce moment. <sup>119</sup>

---

<sup>114</sup> List of Government Scholarship Universities for 2024/2025, Qatar Ministry of Education and Higher Education, n.d., <https://scholarship.edu.qa/#news>.

<sup>115</sup> Qatar University College of Engineering, "Collaborating Institutes," Qatar University, n.d., [https://www.qu.edu.qa/Sitelmages/static\\_file/qu/colleges/engineering/documents/Collaborating\\_Institutes.pdf](https://www.qu.edu.qa/Sitelmages/static_file/qu/colleges/engineering/documents/Collaborating_Institutes.pdf).

<sup>116</sup> McGill University Senate, "435th Report of the Academic Policy Committee to Senate," McGill University, February 15, 2012, [https://www.mcgill.ca/senate/files/senate/d11-41\\_435th\\_apc\\_report\\_0.pdf](https://www.mcgill.ca/senate/files/senate/d11-41_435th_apc_report_0.pdf).

<sup>117</sup> Ibid.

<sup>118</sup> Jimmy Lou, "Qatar Donates \$1.25 Million to Islamic Studies Institute at McGill University," Middle East Forum, April 2, 2012, <https://www.meforum.org/campus-watch/qatar-donates-125-million-to-islamic-studies>.

<sup>119</sup> Ibid.

En outre, Qatar Airways a annoncé sa collaboration stratégique avec l'Institut du droit aérien et spatial de l'Université McGill en 2019, le qualifiant d'« institution de premier plan au monde pour la recherche et l'éducation innovantes dans le domaine du droit aérien et spatial ». <sup>120</sup> Le concours inaugural Qatar Airways–McGill Air Law Moot Court et la conférence Qatar Airways–McGill Rising Scholars in Air and Space Law ont été organisés à Montréal en mars 2019. Des représentants gouvernementaux et des professionnels de l'industrie aéronautique et spatiale, ainsi que des universitaires et des étudiants de troisième cycle de plus de 20 pays ont participé à ces événements. <sup>121</sup>

L'université de Calgary et le College of the North Atlantic (CNA) sont d'autres universités canadiennes qui entretiennent des liens étroits avec le Qatar. L'UCQ, une branche de l'Université de Calgary située à Doha, qui a été créée en 2007 en tant que première branche de l'Université de Calgary à l'étranger, se concentre principalement sur la formation en soins infirmiers. <sup>122</sup> Elle propose des programmes de licence et de maîtrise en soins infirmiers accrédités par l'Association canadienne des écoles de sciences infirmières (ACESI). <sup>123</sup> En 2012, il a été rapporté que, dans les cinq années qui ont suivi sa création, l'UCQ avait reçu plus d'un million de dollars US en financement de la recherche. <sup>124</sup>

Entre-temps, le CNA et le Qatar ont maintenu un accord de service de longue date entre 2001 et 2022. En juin 2001, le CNA, basée à Terre-Neuve-et-Labrador, a été choisi pour être le collège principal dans le cadre d'un contrat visant à développer le Qatar College of Technology. <sup>125</sup> Le contrat a été évalué à plus de 500 millions de dollars canadiens, soit le plus important contrat international jamais accordé à un établissement postsecondaire canadien. <sup>126</sup> En 2012, le président de CAN-Qatar, Ken Macleod, a fait remarquer qu'avec 2,8 % du PIB du Qatar consacrés à la recherche, « CAN-Q peut être un conduit vers l'un des fonds de recherche publics les plus généreux de la planète, où 'aucune bonne idée ne reste sans financement'. » <sup>127</sup>

Depuis 2022, le CNA ne gère plus son campus de Doha. Il fonctionne désormais comme un établissement d'enseignement indépendant, doté de sa propre direction

---

<sup>120</sup> "Qatar Airways in tie-up with Canada varsity," *Gulf Times*, April 4, 2019, <https://www.gulf-times.com/story/627813/qatar-airways-in-tie-up-with-canada-varsity>.

<sup>121</sup> Ibid.

<sup>122</sup> "Qatar Campus, Université de Calgary, s.d., <https://ucalgary.ca/about/our-campuses/qatar-campus>.

<sup>123</sup> Ibid.

<sup>124</sup> "University of Calgary Qatar ", Explore Qatar, s.d., [https://www.explore-qatar.com/schools\\_and\\_universities/universities/university-of-calgary-](https://www.explore-qatar.com/schools_and_universities/universities/university-of-calgary-).

<sup>125</sup> "College lands \$500 million international contract," College of the North Atlantic, June 5, 2001, <https://www.cna.nl.ca/news/news-article?messageid=74>.

<sup>126</sup> Ibid.

<sup>127</sup> Tanya Alexander, "Qatar and Canada partner for a sustainable world", College of the North Atlantic, October 2, 2012, <https://www.cna.nl.ca/news/news-article?messageid=856>.

et de son propre personnel, et son nouveau nom est l'Université de Doha pour les sciences et la technologie (UDST).<sup>128</sup> Le CNA a reconnu que ce transfert de connaissances au fil du temps et l'évolution vers l'indépendance éventuelle de l'école étaient la « pierre angulaire de l'accord initial ». <sup>129</sup> Il a noté que le campus du Qatar est passé de 300 étudiants dans 11 programmes en 2001 à plus de 5.000 étudiants à temps plein dans plus de 30 programmes au moment où l'accord de service a pris fin.<sup>130</sup>

## Organisations caritatives musulmanes et centres islamiques

Une autre composante majeure de l'activité du Qatar au Canada est le soutien qu'il apporte à des organisations caritatives et à des centres islamiques au Canada, y compris des entités impliquées dans la promotion d'un discours extrémiste et entretenant des liens avec des groupes terroristes. Comme indiqué précédemment, par exemple, l'audit de l'AMC par l'ARC a également révélé des liens et des flux financiers substantiels du Qatar vers l'AMC, en particulier par l'intermédiaire de Qatar Charity. Ainsi, l'AMC a reçu 1.401.139 dollars canadiens de dons de Qatar Charity en 2012, tandis que l'ARC signale 2.454.288 dollars canadiens de dons de Qatar Charity spécifiquement destinés à l'achat d'un terrain et d'un bâtiment pour le projet Islamic Community Centre of Ontario (ICCO) en 2013.<sup>131</sup>

Figure 4 : Extrait de l'audit de l'Association musulmane du Canada réalisé par l'ARC<sup>132</sup>

The Organization's records indicates it received a considerable amount of funding from QC before and during the audit period. For example, on its 2012 T3010, the Organization reported receiving **\$1,401,139 in donations from QC**. During the audit period, between September 18 and October 23, 2013, the Organization received **\$2,454,288.96 from QC towards its purchase of the Islamic Community Center of Ontario (ICCO) project's land and building**.<sup>347</sup> It should be noted that the wire transfer confirmations for funds received from QC include: waterwells & drilling expenses, educational expenses, building construction expenses and various project expenses.<sup>348</sup> It is unclear why QC did not accurately disclose to the bank the true purpose of the funds being transferred, being the ICCO land and building purchase.

L'audit de l'ARC a soulevé de nombreuses préoccupations, notamment :

<sup>128</sup> Juanita Mercer, "College of the North Atlantic is done in Doha as institution renamed in 'big milestone' for Qatar," PNI Atlantic News, March 8, 2022, <https://www.saltwire.com/atlantic-canada/college-of-the-north-atlantic-is-done-in-doha-as-institution-renamed-in-big-milestone-for-qatar-100703350>.

<sup>129</sup> Ibid.

<sup>130</sup> Ibid.

<sup>131</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, Canadian Charity Law, p. 65, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

<sup>132</sup> Ibid.

- (a) Manque de transparence : L'AMC a omis de déclarer les dons de Qatar Charity dans sa déclaration de renseignements T3010 sur les organisations caritatives enregistrés, comme l'exige la loi.
- (b) Transferts trompeurs : Les confirmations de virement bancaire pour les fonds provenant de Qatar Charity comprenaient des descriptions vagues, telles que « puits d'eau et dépenses de forage » et « dépenses éducatives », qui ne reflétaient pas exactement le véritable objectif des fonds, à savoir l'achat d'une propriété pour l'ICCO.
- (c) Liens avec les Frères musulmans : L'audit de l'ARC suggère une association étroite entre l'AMC et l'organisation des Frères musulmans.<sup>133</sup>

Les centres islamiques financés par le Qatar au Canada sont également utilisés pour influencer l'opinion publique sur les questions relatives au Moyen-Orient par le biais d'un engagement communautaire stratégique. Ainsi, l'audit de l'AMC par l'ARC, fait référence à un barbecue organisé par l'ICCO en août 2014 sur le thème « Contre l'injustice et l'oppression ».<sup>134</sup> L'ARC note que les fonds collectés auraient été destinés « à sensibiliser le public canadien à la situation au Moyen-Orient, à motiver les révolutionnaires dans tous les pays arabes et à attirer l'attention des médias sur ce qui se passe. »<sup>135</sup> Cette approche, qui consiste à utiliser des événements décontractés et conviviaux tels qu'un barbecue pour présenter et discuter de questions géopolitiques litigieuses et promouvoir un récit spécifique, illustre la manière dont le Qatar travaille activement à façonner l'opinion publique canadienne sur le Moyen-Orient.

Figure 5 : Extrait de l'audit de l'Association musulmane du Canada réalisé par l'ARC<sup>136</sup>

- August 15, 2014: "First BBQ Event," a fundraiser hosted by ECCD and the Middle Eastern Coalition against Injustice and Oppression.<sup>143</sup> held at the ICCO in Mississauga.<sup>144</sup>
  - Of note, the funds collected were reportedly to go "towards raising awareness to the Canadian public about the situation in the Middle East, motivating revolutionists in all Arab countries, and getting Media Attention on what is happening."<sup>145</sup>
- December 25, 2014: The ECCD applied to rent space at the Abraar Secondary School (1085 Grenon Avenue) for an Iftar event.<sup>146</sup>

En outre, le [document](#) de l'ARC qui établit les liens entre l'IRFAN-Canada et le Hamas fait état de tentatives antérieures de la direction de l'IRFAN-Canada d'établir des liens avec Qatar Charity. Entre le 28 octobre et le 2 novembre 2009, le directeur général de l'IRFAN-Canada, Rasem Abdel-Majid, s'est rendu au Qatar pour rencontrer des représentants de Qatar Charity et discuter d'un partenariat entre les

<sup>133</sup> Ibid.

<sup>134</sup> Ibid., p. 29.

<sup>135</sup> Ibid.

<sup>136</sup> Ibid.

deux organisations.<sup>137</sup> Le document de l'ARC stipule en outre que Qatar Charity a été inscrit sur la liste des associations illégales en Israël le 26 juin 2008, en raison de son appartenance à l'Union of Good, qui, selon le document, est un réseau de collecte de fonds du Hamas.<sup>138</sup> Qatar Charity a également été désigné par Oussama ben Laden comme un financier d'Al-Qaïda.<sup>139</sup> Comme indiqué précédemment, les auditeurs ont également affirmé que Qatar Charity était responsable de la fourniture d'un « montant considérable » de financement à l'AMC, ce qu'ils ont souligné comme une source de préoccupation étant donné que « de tels donateurs étrangers sont connus pour promouvoir l'idéologie extrémiste ou l'association avec des groupes terroristes. »<sup>140</sup>

Commentant la question pour TAG TV, le journaliste canadien Daniel Boardman a noté le 10 septembre 2019 que Doha s'efforçait de renforcer son réseau de Frères musulmans au Canada en utilisant Qatar Charity pour verser des pots-de-vin à des politiciens canadiens en faveur de la confrérie.<sup>141</sup>

Qatar Charity a également fourni plus d'un million de dollars américains à Islamic Relief Worldwide (IRW) en 2018.<sup>142</sup> En octobre 2024, Qatar Charity et IRW ont annoncé la signature d'un nouvel accord de partenariat stratégique « pour renforcer leurs efforts de collaboration dans la fourniture de l'aide, la promotion du développement durable et la promotion de la consolidation de la paix à travers de multiples régions. »<sup>143</sup>

Outre ses dons déjà considérables, Qatar Charity a également été sollicitée par des centres islamiques canadiens. Ainsi, le Centre islamique du Québec a envoyé une demande à Qatar Charity en avril 2015, demandant un financement de 24 à 30 millions de dollars canadiens.<sup>144</sup> De plus, le formulaire de demande mentionne Yasser Mourad Dhouib comme contact. Dhouib était précédemment [connu](#) comme

---

<sup>137</sup> Canada Revenue Agency, "International Relief Fund for the Afflicted and Needy (Canada)—Links to Hamas," Canadian Charity Law, n.d., p. 5, [https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/Appendix\\_G\\_AFL\\_l'IRFAN.pdf](https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/Appendix_G_AFL_l'IRFAN.pdf).

<sup>138</sup> Ibid.

<sup>139</sup> "Ard el Insan," NGO Monitor, September 29, 2020, [https://ngo-monitor.org/ngos/ard\\_el\\_atfal\\_and\\_ard\\_el\\_insan/](https://ngo-monitor.org/ngos/ard_el_atfal_and_ard_el_insan/).

<sup>140</sup> Stewart Bell, "Auditors allege Canadian charity helped Hamas financier," *Global News*, October 13, 2023, <https://globalnews.ca/news/10014362/cra-audit-canadian-charity-hamas-network/>.

<sup>141</sup> Nora Bandari, "Qatar Charity : MB's wing in Canada," *The Portal*, September 16, 2019, <https://www.theportal-center.com/2019/09/qatar-charity-mbs-wing-in-canada/>.

<sup>142</sup> "Islamic Relief Worldwide," NGO Monitor, June 26, 2023, [https://ngo-monitor.org/ngos/islamic\\_relief\\_worldwide\\_irw/](https://ngo-monitor.org/ngos/islamic_relief_worldwide_irw/).

<sup>143</sup> "Qatar Charity and Islamic Relief Worldwide sign strategic partnership agreement," Islamic Relief Worldwide, October 17, 2024, <https://islamic-relief.org/news/qatar-charity-and-islamic-relief-worldwide-sign-strategic-partnership-agreement/>.

<sup>144</sup> Le formulaire de demande envoyé à Qatar Charity par Yasser Mourad Dhouib le 28 avril 2015 au nom du Centre islamique de Québec a été obtenu par les chercheurs de l'ISGAP.

membre du comité de sensibilisation aux médias et membre du conseil d'administration du Forum musulman canadien (FMC).<sup>145</sup> Le FMC a été identifié par le Forum du Moyen-Orient comme étant une organisation affiliée aux Frères musulmans.<sup>146</sup> Plus récemment, il a été mentionné que M. Dhouib occupait le poste de directeur exécutif des relations publiques du Canadian-Qatari Business Forum (CQBF). Dhouib s'est rendu au Qatar avec des membres du CQBF pour discuter des moyens d'améliorer les relations et les investissements entre le Qatar et le Canada en novembre 2023.<sup>147</sup> Ce projet a été développé en décembre 2024, lorsque Dhouib a révélé des plans visant à proposer le Qatar en tant que « nation invitée » pour « MTL connecte : La Semaine numérique de Montréal », un événement annuel qui réunit des entrepreneurs, des chercheurs, des décideurs politiques et des leaders de l'industrie pour discuter des opportunités et des défis de l'innovation numérique.<sup>148</sup>

Figure 6 : Copie du formulaire de demande de financement auprès de Qatar Charity<sup>149</sup>

<sup>145</sup> "FMC/CMF-Banquet 2011-Participants, Point de Bascule, 18 novembre 2011,

<https://pointdebasculecanada.ca/wp-content/uploads/2012/07/0 org fmc banquet 2011.pdf>.

<sup>146</sup> Thomas Quiggin, "Are Canada's Islamists Calling the Shots?," Gatestone Institute, October 27, 2016,

<https://www.meforum.org/islamist-watch/are-canada-islamists-calling-the-shots>.

<sup>147</sup> "Qatar Chamber to Enhance Cooperation with Canadian Qatari Business Forum," Marhaba, November 14, 2023, <https://marhaba.qa/qatar-chamber-to-enhance-cooperation-with-canadian-qatari-business-forum/>.

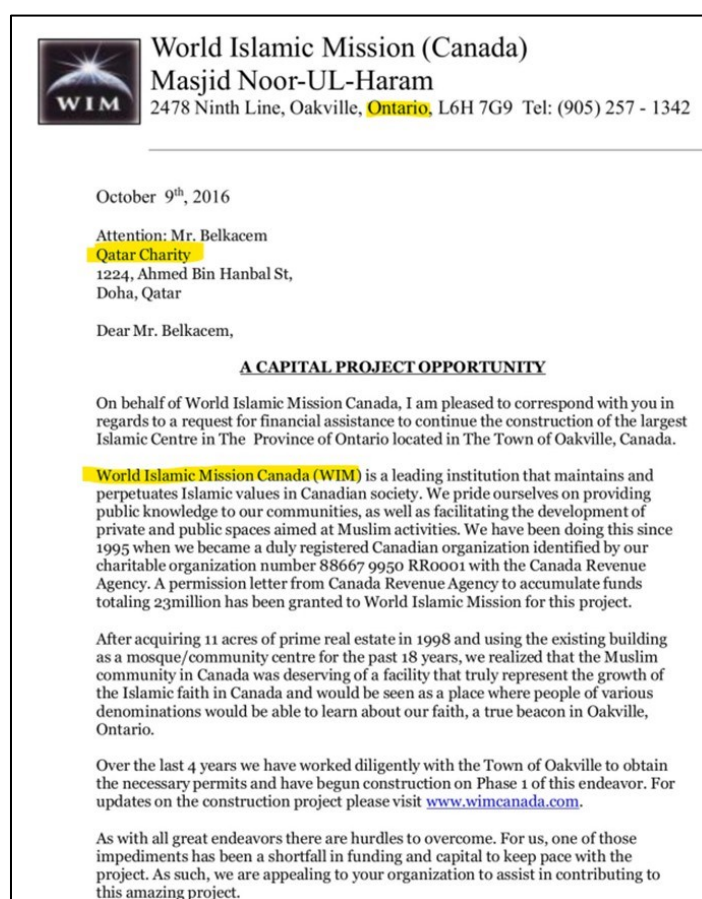
<sup>148</sup> "Qatar Eyes Hosting Global Digital Innovation Event", Khaleej Mag, 21 décembre 2024, <https://khaleejmag.com/business/qatar-eyes-hosting-global-digital-innovation-event/>.

<sup>149</sup> Le formulaire de demande envoyé à Qatar Charity par Yasser Mourad Dhouib le 28 avril 2015 au nom du Centre islamique de Québec a été obtenu par les chercheurs de l'ISGAP.

Dhouib a souligné que son objectif était de créer un « lien avec Doha » dans le prolongement de l'événement de Montréal, en fournissant une plateforme permettant au Qatar de présenter ses avancées technologiques tout en favorisant des liens plus étroits avec le Canada et la communauté mondiale de l'innovation. »<sup>150</sup>

L'ampleur et l'impact du financement étranger des institutions religieuses et des centres communautaires au Canada peuvent être mieux compris en examinant la sollicitation de fonds auprès de Qatar Charity par World Islamic Mission Canada (WIM). En octobre 2016, WIM a envoyé une proposition de projet à Qatar Charity à Doha, demandant de l'aide pour la construction du « plus grand centre islamique de la province de l'Ontario ». <sup>151</sup> WIM, qui a été créée en 1995, a déclaré avoir reçu l'autorisation de l'ARC d'accumuler 23 millions de dollars canadiens pour le projet. <sup>152</sup>

Figure 7 : Copie de la lettre envoyée par World Islamic Mission Canada à Qatar Charity<sup>153</sup>



<sup>150</sup> Ibid.

<sup>151</sup> Noorhassen Kausim, "Qatar Charity Application Final," World Islamic Mission (Canada), October 9, 2016, <https://anyflip.com/gjhf/lyjm/basic>.

<sup>152</sup> Ibid.

<sup>153</sup> Ibid.

Le fait qu'un financement qatari aussi important soit recherché par des organisations islamiques canadiennes au-delà des groupes susmentionnés tels que l'AMC suggère un réseau plus large d'influence qatarie potentielle au sein des communautés musulmanes canadiennes. La similitude de la portée et de l'ambition du projet avec d'autres initiatives financées par le Qatar indique une stratégie cohérente de développement communautaire global, potentiellement guidée par les intérêts qataris. Cela justifie une enquête plus approfondie sur l'étendue du financement qatari dans les organisations islamiques canadiennes et ses implications pour le développement communautaire, l'intégration et l'influence idéologique potentielle.

Le financement stratégique par le Qatar de centres islamiques au Canada peut également être identifié à travers les rapports financiers de Qatar Charity UK (QCUK) de 2015 à 2017. Les informations contenues dans ces rapports témoignent d'un effort concerté pour établir plus solidement et renforcer l'infrastructure de la communauté musulmane à travers le Canada.<sup>154</sup> Cela comprend la construction d'installations récréatives, d'écoles islamiques et de centres communautaires.<sup>155</sup>

Ceci est significatif étant donné l'affiliation directe de QCUK avec Qatar Charity. En fait, la Charity Commission britannique est intervenue après avoir découvert en 2015 que QCUK recevait la quasi-totalité de son financement de Qatar Charity.<sup>156</sup> Dans son rapport, la Charity Commission a fait valoir que tous les administrateurs de QCUK étaient liés à Qatar Charity, notant ses liens avec le Hamas et le fait qu'il avait été interdit en Israël.<sup>157</sup>

Qatar Charity UK [a changé](#) de nom pour devenir Nectar Trust Ltd. en octobre 2017, peut-être pour se distancer d'une association directe avec le Qatar, mais ses objectifs sont restés inchangés. Une enquête menée par des journalistes français a ainsi révélé que Nectar Trust aurait été utilisé pour financer des projets de plusieurs millions de livres liés aux Frères musulmans en Grande-Bretagne et en France.<sup>158</sup> Il aurait également reçu 28 millions de livres sterling (environ 35 millions de dollars américains) de Qatar Charity en 2017.<sup>159</sup> Un rapport de septembre 2020 du Centre international pour l'étude de la radicalisation (ICSR) a suivi en déclarant qu'« au

---

<sup>154</sup> Nectar Trust (Qatar Charity UK), "Trustees' Report and Financial Statements for the Year Ended 31 March 2017," January 23, 2018, p. 10, available at: <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/08006947/filing-history/MzE5NjE2MTg1M2FkaXF6a2N4/document?format=pdf&download=0>.

<sup>155</sup> Ibid.

<sup>156</sup> "UK Watchdog raised concern over Qatar-linked charity," Arab News, August 18, 2019, <https://www.arabnews.com/node/1541716/amp>.

<sup>157</sup> Ibid.

<sup>158</sup> Ibid.

<sup>159</sup> Ibid.

moins 138 projets à travers l'Europe, dont beaucoup liés à des organisations associées aux Frères musulmans, étaient financés par Qatar Charity (QC). »<sup>160</sup> L'ICSR a cité les journalistes français Christian Chesnot et Georges Malbrunot, qui ont déclaré que l'objectif de Qatar Charity en Europe est de « renforcer l'identité islamique et de contribuer à la diffusion et à l'enracinement de l'islam politique dans les communautés musulmanes à travers l'Europe. »<sup>161</sup>

Figure 8 : Extrait des états financiers 2015 de Qatar Charity UK (QCUK)<sup>162</sup>

4 **Community centres** QCUK regularly receives requests for support from charities running community centres. These are centres for a local community which may contain conference suites, leisure facilities, schools or prayer halls and student accommodation. It is a condition of our funding that the centre is sustainable and income generating. During the year we considered funding requests from centres in USA, **Canada**, UK, Sweden, Belgium, France, Germany, Italy, Ukraine, Switzerland and Spain. QCUK carries out thorough due diligence on the applicants requesting funding and this is mentioned in greater detail in the Financial Summary section, on Page 4 of this report.

Figure 9 : Extrait des états financiers 2017 de Nectar Trust (QCUK)<sup>163</sup>

- **Abu Huriara Centre in Canada:** A centre have been purchased in Toronto Canada, consisting of land, parking space. The building is roughly 40,000 square feet. The management intend to turn the current building into an Islamic High school with health and fitness facilities, such as squash, indoor tennis, an exercise room for seniors, a table tennis room, a billiard room, gym, library, entertainment rooms for families and funeral services.
- **Safa & Marwa School - Toronto Canada:** The original building for the Safa & Marwa School was built in the 70's and purchased seven years ago, needed improvements and major renovation especially to its roof, heating and cooling facilities and air ducts. The school caters to the increasing demand for private schools, to teach Canadian curriculum from kindergarten to Grade 12, Islamic studies, Arabic language and Quran studies. The schools is authorised to issue up to Grade 8 and high school diplomas.
- **Seerah School in Canada:** The building of Seerah School required improvements and renovation of their windows, expanding the parking spaces, improvements to the heating and cooling systems and upgrading their security systems

Selon les états financiers pour l'année fiscale se terminant le 31 mars 2017, Nectar Trust a également fait état de transferts d'un montant de 516.262 £ (652.142 \$US) pour des « centres polyvalents au Canada ». <sup>164</sup> Ses états financiers de 2019 montrent

<sup>160</sup> "Qatar plays major role in funding European Muslim Brotherhood groups," Al Arabiya News, September 30, 2020, <https://english.alarabiya.net/features/2020/09/30/Qatar-plays-major-role-in-funding-European-Muslim-Brotherhood-groups-Report>.

<sup>161</sup> Ibid.

<sup>162</sup> Qatar Charity UK, " Trustees' Report and Financial Statements for the Year Ended 31 March 2015 ", 7 janvier 2016, disponible à l'adresse : <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/08006947/filing-history/MzEzOTkwMDQzM2FkaXF6a2N4/document?format=pdf&download=0>.

<sup>163</sup> Nectar Trust (Qatar Charity UK), "Trustees' Report and Financial Statements for the Year Ended 31 March 2017," January 23, 2018, p. 10, available at: <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/08006947/filing-history/MzE5NjE2MTg1M2FkaXF6a2N4/document?format=pdf&download=0>.

<sup>164</sup> Nectar Trust (Qatar Charity UK), "Trustees' Report and Financial Statements for the Year Ended 31 March 2017," January 23, 2018, available at: <https://find-and-update.company-information.service.gov.uk/company/08006947/filing-history/MzE5NjE2MTg1M2FkaXF6a2N4/document?format=pdf&download=0>.

un soutien continu à ces centres, bien que le montant exact transféré ne soit pas spécifié.<sup>165</sup> Nectar Trust était auparavant dirigé par Yousef bin Ahmed Al-Kuwari, un officiel qatari et membre du Conseil de la Choura, qui a également servi en tant que PDG de Qatar Charity depuis 2011.<sup>166</sup> Il est le fondateur d'Islamweb, un site web qui encourage les musulmans à haïr les juifs et les chrétiens.<sup>167</sup> La participation du Nectar Trust à des activités caritatives ou éducatives au Canada est donc tout à fait inappropriée et doit faire l'objet d'un examen beaucoup plus approfondi de la part des autorités canadiennes.

Eid Charity est une autre organisation basée au Qatar, connue pour fournir des fonds à des entités extrémistes et qui s'est révélée active au Canada. La Sheikh Eid Bin Mohammad Al Thani Charitable Foundation, également connue sous le nom de Eid Charity, a été fondée à Doha en 1995 et est la deuxième organisation caritative du Qatar.<sup>168</sup> Affirmant officiellement que sa mission est de fournir diverses formes d'aide humanitaire à la société, la Carnegie Endowment for International Peace a qualifié Eid Charity de « probablement la plus grande et la plus influente organisation humanitaire activiste contrôlée par les salafistes dans le monde. »<sup>169</sup>

Malgré cela, les dirigeants et les dons d'Eid Charity ont été directement liés à des entités islamistes radicales et terroristes. Ainsi, le fondateur d'Eid Charity, Abdulrahman al-Nuaimi, a été inscrit sur la liste des terroristes internationaux spécialement désignés par le département du Trésor des États-Unis et a été accusé de travailler au transfert de fonds à des affiliés d'Al-Qaïda en Syrie avec d'autres membres de la direction de l'organisation.<sup>170</sup> Eid Charity est également membre de l'Union of Good, l'entité terroriste susmentionnée désignée par le département du Trésor des États-Unis et dirigée par le religieux des Frères musulmans Yusuf al-Qaradawi.<sup>171</sup> Eid Charity a également été notablement incluse dans la « liste des organisations terroristes » d'entités et d'individus basés au Qatar et ayant des liens avec le terrorisme établie par l'Arabie saoudite, les Émirats arabes unis, l'Égypte et Bahreïn peu après qu'ils ont coupé leurs liens avec le Qatar en 2017.<sup>172</sup>

---

<sup>165</sup> Ibid.

<sup>166</sup> "UK Watchdog raised concern over Qatar-linked charity," Arab News, August 18, 2019, <https://www.arabnews.com/node/1541716/amp>.

<sup>167</sup> Ibid.

<sup>168</sup> Kyle Shideler et al., *The Role of Select Non-Governmental Organizations in Doha's Support for Terrorism* (Center for Security Policy, 2017), [https://www.centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2017/09/NGO\\_Doha\\_Terror.pdf](https://www.centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2017/09/NGO_Doha_Terror.pdf).

<sup>169</sup> Ibid., p. 16.

<sup>170</sup> Ibid.

<sup>171</sup> Ibid., p. 17.

<sup>172</sup> "Saudi Arabia & allies release Qatar 'terror list,'" Deutsche Welle, September 6, 2017, <https://www.dw.com/en/saudi-arabia-and-allies-release-qatar-terror-list/a-39172917>.

Des preuves du financement accordé à des entités canadiennes figurent déjà dans le [rapport](#) d'Eid Charity sur ses réalisations en 2008, qui mentionne le financement de sept centres islamiques canadiens pour un montant de 7.603.430 QR (environ 2 millions de dollars américains).<sup>173</sup> Compte tenu des révélations concernant Eid Charity, il s'agit là d'un nouvel exemple troublant de l'influence qatarie sur les organisations musulmanes au Canada. Cependant, les découvertes ultérieures concernant la profondeur de l'influence mondiale d'Eid Charity, y compris au Canada, donnent une image bien plus effrayante de leur portée et de leurs associations.

Figure 10 : Extrait du rapport d'Eid Charity 2008<sup>174</sup>



Le rôle d'Eid Charity dans le financement externe des mosquées radicales en Europe a été soulevé dans une [question](#) soumise au Parlement européen en janvier 2022. L'organisation aurait financé des institutions et des individus musulmans « liés à l'islamisme radical en Europe, dont certains ont même des liens avec l'État Islamique. »<sup>175</sup> Elle cite en particulier une [documentation](#) considérable découverte par le Forum du Moyen-Orient, qui a constaté qu'entre 2004 et 2019, Eid Charity a offert 46.000 subventions à 391 groupes dans le monde, distribuant 770 millions de

<sup>173</sup> Eid Charity report of its achievements in 2008 (in Arabic), [https://www.eidcharity.net/arold/articles\\_attachments/1395158529\\_2008.pdf](https://www.eidcharity.net/arold/articles_attachments/1395158529_2008.pdf).

<sup>174</sup> Capture d'écran et traduction d'une section du rapport d'Eid Charity sur ses réalisations en 2008. On page 69, in a chart of donations made that year, line 30 shows that seven Canadian Muslim centers received QR7,603,430 in donations in 2008, [https://www.eidcharity.net/arold/articles\\_attachments/1395158529\\_2008.pdf](https://www.eidcharity.net/arold/articles_attachments/1395158529_2008.pdf).

<sup>175</sup> Silvia Sardone, "External funding of radical mosques in Europe," Parliamentary Question E-000345/2022, European Parliament, February 10, 2022, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-000345\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-000345_EN.html).

dollars américains sous forme d'« aide humanitaire ».<sup>176</sup> Cela comprenait des dons à 288 « organisations radicales en Occident. »<sup>177</sup> Les bénéficiaires comprenaient principalement des organisations au Moyen-Orient, en Afrique et en Asie du Sud, certains dons étant également envoyés à des entités au Canada, au Mexique, au Royaume-Uni, en France, en Allemagne et aux États-Unis.<sup>178</sup>

Figure 11 : Graphique représentant les dons effectués par Eid Charity à des institutions islamiques canadiennes, d'après des documents divulgués et compilés par le Forum du Moyen-Orient<sup>179</sup>

	total_cost QR	implementation_cost QR
	<b>25,058,239</b>	<b>24,067,001</b>
Abu Huraira Center - Canada	8,915,901	8,684,005
Al-Ansar Islamic Center - Canada	1,851,220	1,759,560
Al-Azhar Academy, Canada	4,173,710	3,965,000
Eternal Paradise Foundation - Canada	414,469	383,384
Islamic Society of Canada	3,700,000	3,515,000
Saladin Islamic Center - Canada	1,031,087	976,337
Sunnah Islam Association - Canada Assunnah Mu	3,762,752	3,574,615
The Islamic Society of British Columbia - Canada	1,209,100	1,209,100

Les documents du Forum du Moyen-Orient ont également révélé la distribution de plus de 1.000 subventions à 27 organisations dans les territoires palestiniens, d'une valeur de près de 90 millions de dollars américains.<sup>180</sup> Il s'agit notamment de dons à des organisations telles que le Comité Qatari pour la Reconstruction de Gaza, qui a soutenu le groupe terroriste palestinien du Jihad islamique.<sup>181</sup> La Société caritative islamique d'Hébron (ICSH), dont le responsable a été arrêté en 2020 par l'Autorité palestinienne aux côtés d'autres militants du Hamas pour distribution illégale

<sup>176</sup> Hussain Abdul-Hussain, "Terrorists Benefit from Qatar's Goodwill and Charity," Foundation for Defense of Democracies, January 30, 2022, <https://www.fdd.org/analysis/2022/01/30/terrorists-benefit-from-qatars-goodwill/>.

<sup>177</sup> Silvia Sardone, "External funding of radical mosques in Europe", Question parlementaire E-000345/2022, Parlement européen, 10 février 2022, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-000345\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2022-000345_EN.html).

<sup>178</sup> Jordan Cope, "Uncovered Documents Expose Qatari Terrorism Financing," *Asia Times*, December 17, 2021, <https://asiatimes.com/2021/12/uncovered-documents-expose-qatari-terrorism-financing/#>.

<sup>179</sup> "Eid Charity Grants," Google spreadsheet, n.d., available at: <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1Mv-YubN-nhc-yaHOe1n5an5vfF0XblTPlzcZrFxlF8/edit?gid=1319925307#gid=1319925307> (a direct link to the spreadsheet is available under the heading "Raw Data" in Sam Westrop, "The Eid Charity Files," Middle East Forum, December 14, 2021, <https://www.meforum.org/islamist-watch/the-eid-charity-files>).

<sup>180</sup> Jordan Cope, "Qatar's Eid Charity subsidizes Palestinian terrorism," JNS, December 9, 2021, <https://www.jns.org/qatars-eid-charity-subsidizes-palestinian-terrorism/>.

<sup>181</sup> Ibid.

d'actes de charité en Cisjordanie, a également été mentionnée.<sup>182</sup> Les services de renseignement allemands ont décrit l'ICSH comme étant « directement liée au Hamas ». <sup>183</sup> Malgré cela, elle a reçu près de 5 millions de dollars de soutien de la part d'Eid Charity.<sup>184</sup>

Au Canada, plus de 6,7 millions de dollars de subventions d'Eid Charity auraient été distribués à huit organisations au cours de la même période, entre 2004 et 2019.<sup>185</sup>

À ce jour, elle a maintenu toutes ses activités dans le pays malgré ses affiliations extrémistes avérées. Ainsi, un audit de la Islamic Society of British Columbia (ISBC) réalisé par l'ARC entre 2010 et 2013 a indiqué que Eid Charity « a maintenu un certain niveau de contrôle ou d'influence sur les affaires » de l'ISBC.<sup>186</sup> En outre, selon *Global News*, la Direction des organismes de bienfaisance de l'ARC a écrit que « le lien de l'organisation avec la Fondation Eid et son contrôle possible par celle-ci sont particulièrement préoccupants étant donné que les informations accessibles au public [...] indiquent que la Fondation Eid est soupçonnée d'avoir apporté un soutien au terrorisme ». <sup>187</sup> La Direction a ensuite noté que « nos recherches indiquent que la Fondation Eid est une organisation membre de l'Union of Good, une coalition mondiale d'organismes de bienfaisance islamiques exploités par le Hamas, une entité terroriste inscrite comme telle au Canada ». <sup>188</sup>

Malgré ces découvertes, l'ISBC, qui gère la mosquée Masjid al-Hidayah et le centre culturel islamique de Port Coquitlam, une ville de Colombie-Britannique, n'a pas été pénalisée pour son association avec Eid Charity.<sup>189</sup>

Des documents d'Eid Charity ayant fait l'objet d'une fuite et qui ont été compilés par le Forum du Moyen-Orient ont révélé que l'ISBC avait reçu plus de 325.000 dollars de l'organisation, principalement entre 2008 et 2011.<sup>190</sup> Bien que l'ARC ait reconnu

---

<sup>182</sup> Ibid.

<sup>183</sup> Sam Westrop, "The Eid Charity Files," Focus on Western Islamism, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/the-eid-charity-files/>.

<sup>184</sup> Jordan Cope, "Qatar's Eid Charity subsidizes Palestinian terrorism", JNS, 9 décembre 2021, <https://www.jns.org/qatars-eid-charity-subsidizes-palestinian-terrorism/>.

<sup>185</sup> Martha Lee and Sam Westrop, "Uncovered Qatari Regime Data Reveals Funding of Hardline Islamists Across the West," The European Conservative, January 17, 2022, <https://europeanconservative.com/articles/essay/uncovered-qatari-regime-data-reveals-funding-of-hardline-islamists-across-the-west/>.

<sup>186</sup> Stewart Bell and Rumina Daya, "Audit of B.C. mosque charity alleges personal spending, 'relationship' with Qatar group accused of supporting terror," Global News, September 27, 2017, <https://globalnews.ca/news/3762864/bc-mosque-qatar-terror-relationship/>.

<sup>187</sup> Ibid.

<sup>188</sup> Ibid.

<sup>189</sup> Ibid.

<sup>190</sup> J.M. Phelps, "Qatar Finances Canadian Islamism," Focus on Western Islamism, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/qatar-finances-canadian-islamism/>.

les liens d'Eid Charity avec le terrorisme, la seule sanction imposée a été celle de l'ancien imam de la mosquée, Saadeldin Bahr, pour avoir dépensé des dizaines de milliers de dollars pour des achats personnels.<sup>191</sup> L'ARC a finalement décidé de ne pas donner suite à la sanction contre Bahr, après que l'ISBC ait déclaré qu'elle le retirerait et améliorerait ses mécanismes de surveillance.<sup>192</sup> Bahr a ensuite été arrêté pour avoir commis une agression sexuelle à l'intérieur du bâtiment de la mosquée en septembre 2013, le même mois que celui où l'audit de l'ARC a été achevé, et a été condamné à trois ans et demi d'emprisonnement.<sup>193</sup>

Les dons d'Eid Charity au Canada comprenaient également un montant de 305.000 QR (environ 84.000 USD) en 2011 pour l'achat du centre islamique Dar Al-Tawheed et de la Safa and Marwa Islamic School à Mississauga, en Ontario, dirigée par l'imam Ibrahim Hindy.<sup>194</sup> Cinq ans plus tard, en janvier 2016, Hindy se serait rendu au Qatar pour une mission de collecte de fonds.<sup>195</sup> L'imam Hindy, que l'ancien PDG du CNMC Mustafa Farooq a qualifié de « Canadien extraordinaire et, en ce qui me concerne, de trésor national », serait également connu pour terminer ses sermons du vendredi par une prière de soutien aux « moudjahidines ». <sup>196</sup> En outre, en décembre 2016, l'imam Hindy a accueilli le cheikh Nash'at Ahmad, un prédicateur salafiste égyptien qui a justifié les attentats du 11 septembre, soutient le rétablissement du califat islamique et a été arrêté en Égypte pour son soutien aux moudjahidines impliqués dans le djihad mondial.<sup>197</sup> En septembre 2019, Hindy a tweeté un message dans lequel il nie ses liens avec le Qatar et Eid Charity.<sup>198</sup>

Il existe également un lien convaincant entre les entités canadiennes et américaines soutenues par Eid Charity. Ainsi, le site web anglais d'Eid Charity mentionne le Colorado comme l'un des endroits où l'organisation travaille.<sup>199</sup> L'organisation affirme également avoir contribué à la construction d'au moins une mosquée aux

---

<sup>191</sup> Stewart Bell et Rumina Daya, "Audit of B.C. mosque charity alleges personal spending, 'relationship' with Qatar group accused of supporting terror", Global News, 27 septembre 2017, <https://globalnews.ca/news/3762864/bc-mosque-qatar-terror-relationship/>.

<sup>192</sup> Ibid.

<sup>193</sup> Stewart Bell, "Opposition wants government to look into B.C. charity's links to Qatar group," Global News, September 28, 2017, <https://globalnews.ca/news/3772655/bc-charity-qatar-liberal-government-should-investigate/>.

<sup>194</sup> "NCCM's Mustafa Farooq calls pro-mujahideen Imam 'amazing Canadian,' 'national treasure,'" *American Center for Democracy & Economic Warfare Institute*, September 15, 2019, <https://acdemocracy.org/nccms-mustafa-farooq-calls-pro-mujahideen-imam-amazing-canadian-national-treasure/>.

<sup>195</sup> Ibid.

<sup>196</sup> Ibid.

<sup>197</sup> Ibid.

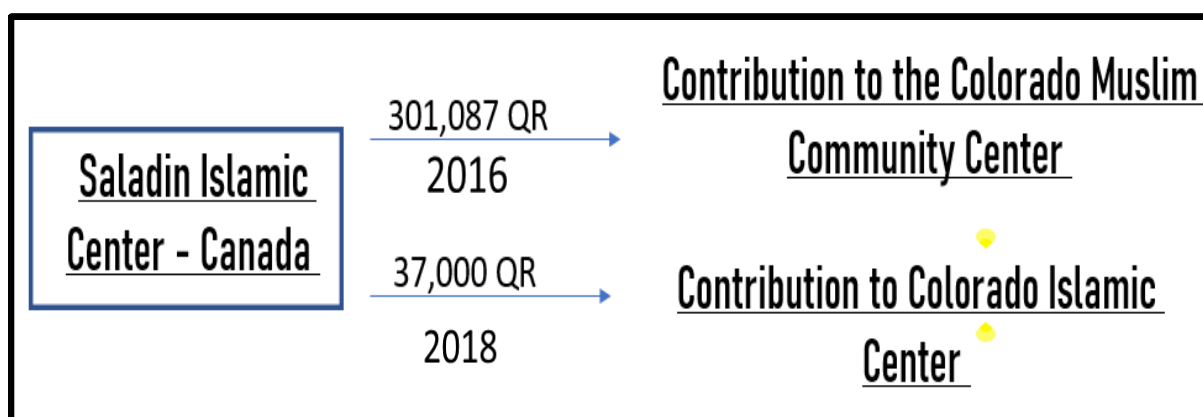
<sup>198</sup> Ibid.

<sup>199</sup> Kyle Shideler et al., *The Role of Select Non-Governmental Organizations in Doha's Support for Terrorism* (Center for Security Policy, 2017), 19, [https://www.centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2017/09/NGO\\_Doha\\_Terror.pdf](https://www.centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2017/09/NGO_Doha_Terror.pdf).

États-Unis, pour un coût de 4,3 millions QR (environ 1,2 million USD).<sup>200</sup> Selon les conclusions des documents du Forum du Moyen-Orient, le Colorado Muslim Community Center (Dar Al-Tawheed), à Aurora, Colorado, a reçu 301.087 QR (environ 83.000 USD) de fonds d'Eid Charity par l'intermédiaire du Centre islamique Salaheddin au Canada (également dénommé Saladin Islamic Center dans les documents).<sup>201</sup>

L'imam Karim AbuZaid, imam du Colorado Muslim Community Center, a également été accueilli par l'imam Hindy susmentionné dans sa mosquée, bien que les sermons d'AbuZaid contiennent notamment des références à la prophétie de Mahomet sur le futur meurtre des Juifs par les musulmans.<sup>202</sup> AbuZaid a également organisé un atelier au Centre islamique Salaheddin au cours de l'été 2018, dans lequel il a enseigné un livre écrit par le cheikh bin Jamil Zino qui appelle au jihad contre les Juifs comme un devoir et affirme que « tout musulman sera coupable s'il n'expulse pas les Juifs par l'argent ou le combat physique ».<sup>203</sup>

Figure 12 : Graphique représentant les dons d'Eid Charity aux centres musulmans du Colorado via le Centre islamique Salaheddin, d'après des documents du Forum du Moyen-Orient<sup>204</sup>



<sup>200</sup> Ibid.

<sup>201</sup> Leaked Middle East Forum [documentation](https://www.meforum.org/12192/the-eid-charity-files/), also supported by article by Sam Westrop, "The Eid Charity Files," Focus on Western Islamism, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/the-eid-charity-files/>.

<sup>202</sup> "NCCM's Mustafa Farooq calls pro-mujahideen Imam 'amazing Canadian,' 'national treasure,'" American Center for Democracy & Economic Warfare Institute, September 15, 2019, <https://acdempocracy.org/nccms-mustafa-farooq-calls-pro-mujahideen-imam-amazing-canadian-national-treasure/>.

<sup>203</sup> "US Imam taught book calling for jihad against Jews at Salaheddin Islamic Centre," American Center for Democracy & Economic Warfare Institute, January 18, 2019, <https://acdempocracy.org/us-imam-taught-at-salaheddin-islamic-centre-book-that-calls-for-jihad-against-jews/>.

<sup>204</sup> "Eid Charity Grants", tableur Google, n.d., disponible à l'adresse : <https://docs.google.com/spreadsheets/d/1Mv-YubN-nhc-yaHOe1n5an5vfFOXblTPlzcZrFxlF8/edit?gid=1319925307#gid=1319925307> (un lien direct vers le tableur est disponible sous la rubrique "Données brutes" dans Sam Westrop, "The Eid Charity Files", Forum East Forum, December 14, 2021, <https://www.meforum.org/islamist-watch/the-eid-charity-files/>).

Le Centre islamique Salaheddin de Scarborough, en Ontario, est connu pour prêcher une idéologie extrémiste et a été identifié par la police de New York dans un rapport de 2007 sur la *radicalisation en Occident* comme « une mosquée radicale connue ».<sup>205</sup> Le *World Almanac of Islamism* de l'American Foreign Policy Council note en outre que l'imam du centre, Aly Hindy, ordonne à ses paroissiens de ne pas coopérer avec les autorités canadiennes, a célébré des mariages polygames illégaux et a refusé de se joindre à 120 autres imams canadiens pour condamner les attentats à la bombe perpétrés dans les transports en commun londoniens en juillet 2005.<sup>206</sup> En février 2012, le *National Post* a publié un rapport sur la mosquée, notant que Hindy avait dit à ses fidèles que l'homosexualité avait été « inventée », qu'il avait qualifié les attentats du 11 septembre d'opération conjointe de la CIA et qu'il avait décrit les terroristes du groupe « Toronto 18 » comme de « bonnes personnes ».<sup>207</sup>

Au-delà de la rhétorique, certains des anciens fidèles du Centre islamique Salaheddin ont été directement liés au terrorisme. Ainsi, l'un des fondateurs du centre, Hassan Farhat, a quitté le Canada pour rejoindre un groupe lié à Al-Qaïda en Irak où il aurait commandé une escouade de kamikazes.<sup>208</sup> Ahmed Khadr, l'une des principales figures canadiennes d'Al-Qaïda, a visité la mosquée lorsqu'il était à Toronto, et sa famille est connue pour y avoir pratiqué le culte.<sup>209</sup> En outre, l'ancien directeur du centre, Mahmoud Jaballah, a été arrêté au Canada en 1999 pour ses liens présumés avec Ayman al-Zawahiri, le cofondateur d'Al-Qaïda.<sup>210</sup> Le *Washington Post* a rapporté en 2001 que Jaballah était en outre accusé par les autorités canadiennes d'être membre du groupe terroriste égyptien du Jihad islamique, le Service canadien du renseignement de sécurité (SCRS) ayant déclaré dans la plainte officielle qu'il avait « des raisons de croire » que Jaballah s'était engagé dans le terrorisme.<sup>211</sup>

En plus d'établir les références extrémistes du Centre islamique Salaheddin, le rapport du *National Post* de 2012 note également qu'à l'époque, près d'un quart des revenus du Centre provenait de l'étranger. Plus précisément, le rapport affirme qu'en 2010, les chiffres du site Internet de l'ARC montrent que trois donateurs

---

<sup>205</sup> Mitchell D. Silber et Arvin Bhatt, *Radicalization in the West : The Homegrown Threat* (New York City Police Department, 2007), <https://www.investigativeproject.org/documents/testimony/344.pdf>.

<sup>206</sup> "Canada," in *World Almanac of Islamism* (American Foreign Policy Council, 2021), [https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada\\_1.pdf](https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada_1.pdf).

<sup>207</sup> Stewart Bell, "Toronto's million-dollar 'radical mosque,'" *National Post*, February 16, 2012, <https://nationalpost.com/news/canada/aly-hindy-salaheddin-islamic-centre>.

<sup>208</sup> Ibid.

<sup>209</sup> Ibid.

<sup>210</sup> J.M. Phelps, "Qatar Finances Canadian Islamism," *Focus on Western Islamism*, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/qatar-finances-canadian-islamism/>.

<sup>211</sup> David B. Ottaway and Dan Morgan, "Muslim Charities under Scrutiny," *Washington Post*, September 28, 2001, <https://www.washingtonpost.com/archive/politics/2001/09/29/muslim-charities-under-scrutiny/a72826c9-5789-4d31-844a-c0452c89e43f/>.

étrangers anonymes ont fourni 931.000 dollars canadiens sur les quelque 4 millions de dollars canadiens de revenus du Centre cette année-là.<sup>212</sup> Ces sommes représentaient environ 10 fois les revenus annuels déclarés par le Centre dix ans plus tôt, la croissance financière étant considérée au moins en partie comme le résultat d'importantes contributions étrangères.<sup>213</sup> Bien que le rapport indique que l'ARC a expurgé les noms des donateurs étrangers et masqué les montants avant de communiquer une copie des déclarations de revenus au *National Post*, l'imam Hindy a affirmé que 400.000 USD provenaient de la Banque islamique de développement basée en Arabie saoudite et que d'autres donateurs comprenaient des organisations caritatives du Qatar et des Émirats arabes unis.<sup>214</sup>

Figure 13 : Extrait du rapport financier 2020 d'Eid Charity indiquant des transferts de 259.000 QR (environ 71.000 USD) au Centre islamique Salaheddin au Canada en 2019 et 2020<sup>215</sup>

2019	2020	Organization
328,070	328,070	Islamic Cultural Center - Brazil
321,09.	321,09.	Dar Al-Kitab and Sunna Association, Khan Yunis - Palestine
2,10,479	294,771	Ansar al-Sunnah Muhammadiah Association - Sudan
137,374	267,7.7	Al-Inara Association for Development and Solidarity - Mauritania
209,...	209,...	<b>Salahuddin Islamic Center - Canada</b>
723,701	200,109	Dar Al-Hadith Islamic Institute - Mauritania
237,117	237,117	Solidarity Organization for Relief and Development - Sudan
2,10,978	222,309	Sheikh Eid Charitable Foundation - Sudan Office
-	199,847	Endowment for the revival of the year for education - Lebanon
1,03,723	194,432	The Salafis Charity Association - India
20,902	141,073	Patients Helping Fund - Sudan
281,22.	141,847	Palestine Dar Al-Bashir Palestinian Association

Ces contributions importantes de l'étranger semblent être restées en place, en particulier dans le cas du soutien continu apporté par Eid Charity au Centre

<sup>212</sup> Stewart Bell, "Toronto's million-dollar 'radical mosque,'" *National Post*, February 16, 2012, <https://nationalpost.com/news/canada/aly-hindy-salaheddin-islamic-centre>.

<sup>213</sup> Ibid.

<sup>214</sup> Ibid.

<sup>215</sup> "Sheikh Eid bin Mohammed Al Thani Charitable Foundation, Financial Statements," December 31, 2020 (in Arabic), available at: [https://www.eidcharity.net/arold/articles\\_attachments/\[...\].pdf](https://www.eidcharity.net/arold/articles_attachments/[...].pdf).

islamique Salaheddin. Selon son rapport annuel de 2020, le centre a reçu 259.000 QR (environ 71.000 USD) en 2019 et en 2020.<sup>216</sup> Dans l'ensemble, le Centre islamique Salaheddin a reçu plus de 275.000 dollars de financement qatari selon les données révélées par le Forum du Moyen-Orient.<sup>217</sup>

Parmi les autres bénéficiaires canadiens d'Eid Charity, citons le centre Abu Huraira à North York, en Ontario, qui a reçu le [statut](#) d'organisme de bienfaisance canadien en septembre 2003. Un exemple du type de rhétorique émanant du Centre comprend l'imam de Toronto Said Rageah appelant Allah à « 'détruire' les ennemis de l'Islam de l'intérieur et à 'damner' les 'infidèles' juifs et chrétiens » en 2009.<sup>218</sup> Le Centre aurait bénéficié de 2,4 millions de dollars de la part d'Eid Charity entre 2008 et 2017, selon les documents divulgués obtenus par le Forum du Moyen-Orient.<sup>219</sup> Eid Charity a également parrainé le Toronto Quran Competition 2017 avec le Centre Abu Huraira,<sup>220</sup> qui a également reçu un financement d'un montant indéterminé de la part de la Revival of Islamic Heritage Society (RIHS), une organisation caritative koweïtienne [sanctionnée](#) par le Département du Trésor des États-Unis en juin 2008.<sup>221</sup> Les Nations Unies ont ajouté la RIHS à leur liste de sanctions en janvier 2002 pour ses liens avec Al-Qaïda, Oussama ben Laden et les Talibans.<sup>222</sup>

Un dernier exemple de bénéficiaires canadiens connus pour avoir reçu des dons d'Eid Charity est l'Assunah Muslims Association (AMA), qui a reçu le [statut](#) d'organisme de bienfaisance en janvier 2004. Entre 2010 et 2012, l'AMA aurait reçu plus d'un million de dollars US en financement d'Eid Charity.<sup>223</sup> Les rapports montrent également qu'entre 2007 et 2009, l'AMA a transféré 29.880 dollars US à l'IRFAN-Canada, ce qui coïncide avec la période pendant laquelle l'IRFAN-Canada a

---

<sup>216</sup> "Sheikh Eid bin Mohammed Al Thani Charitable Foundation, Financial Statements," December 31, 2020 (in Arabic), available at: [https://www.eidcharity.net/arold/articles\\_attachments/\[...\].pdf](https://www.eidcharity.net/arold/articles_attachments/[...].pdf).

<sup>217</sup> J.M. Phelps, "Qatar Finances Canadian Islamism," Focus on Western Islamism, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/qatar-finances-canadian-islamism/>.

<sup>218</sup> John Richardson, "Canada : Bring the Islamization!," Gatestone Institute, March 23, 2017, <https://www.gatestoneinstitute.org/10083/canada-islamization>.

<sup>219</sup> J.M. Phelps, "Qatar Finances Canadian Islamism," Focus on Western Islamism, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/qatar-finances-canadian-islamism/>.

<sup>220</sup> John Rossomando, "Report: Al-Qaida-Linked Charities Funded Canadian Organization, Quran Competition," Investigative Project on Terrorism, May 15, 2019, <https://www.investigativeproject.org/7918/report-al-qaida-linked-charities-funded-canadian>.

<sup>221</sup> Ibid.

<sup>222</sup> "Revival of Islamic Heritage Society," Narrative summary of reasons for the listing for individuals, groups, undertakings and entities included in the ISIL (Da'esh) and Al-Qaida Sanctions List, United Nations Security Council Committee pursuant to resolutions 1267 (1999) 1989 (2011) and 2253 (2015) concerning Islamic State in Iraq and the Levant (Da'esh), Al-Qaida and associated individuals, groups, undertakings and entities, April 7, 2011, [https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1267/aq\\_sanctions\\_list/summaries/entity/revival-of-islamic-heritage-society](https://main.un.org/securitycouncil/en/sanctions/1267/aq_sanctions_list/summaries/entity/revival-of-islamic-heritage-society).

<sup>223</sup> J.M. Phelps, "Qatar Finances Canadian Islamism," Focus on Western Islamism, February 1, 2022, <https://islamism.news/research/investigations/qatar-finances-canadian-islamism/>.

fourni près de 15 millions de dollars canadiens au Hamas et aux entités qui lui sont associées, avant d'être [désigné](#) comme organisation terroriste en 2014.<sup>224</sup>

## Secteur de l'énergie

Au-delà de son impact financier et idéologique sur les institutions musulmanes canadiennes, le Qatar s'est également engagé à accroître ses investissements dans le secteur énergétique canadien. Premier exportateur mondial de gaz naturel liquéfié (GNL), le Qatar a cherché à tirer parti de son expertise et de ses capitaux pour s'implanter dans le riche secteur énergétique du Canada. Cette stratégie s'aligne sur les objectifs plus larges du Qatar, à savoir la diversification de son portefeuille énergétique international et le renforcement de son influence mondiale dans le secteur des hydrocarbures. Les premiers investissements du Qatar dans le secteur énergétique canadien remontent à juin 2009, lorsque Qatar Petroleum International (QPI) a signé un protocole d'accord avec Canadian Natural Resources afin d'explorer les possibilités d'investissements conjoints.<sup>225</sup> Cette alliance non exclusive devait déboucher sur des projets d'exploration et de développement communs.<sup>226</sup> En octobre 2021, QatarEnergy, anciennement Qatar Petroleum, a signé un accord avec ExxonMobil Canada pour exploiter une licence d'exploration EL 1165 au large des côtes de Terre-Neuve-et-Labrador.<sup>227</sup> En conséquence, le puits Hampden K41 a été foré en 2022.<sup>228</sup> En 2023, QatarEnergy a étendu ses avoirs canadiens pour inclure une participation de 40 % dans les blocs EL 1162 et 1169 pour l'exploration et la production en amont et une participation de 30 % dans le bloc SDL 197 pour l'exploration pétrolière et gazière.<sup>229</sup> Ces investissements et accords démontrent l'expansion stratégique de QatarEnergy dans le secteur énergétique canadien, en particulier dans l'exploration en mer. La participation de l'entreprise à de multiples licences d'exploration et à des appels d'offres fructueux témoigne d'un engagement à long terme sur le marché canadien, ce qui pourrait influencer le paysage énergétique des deux pays dans les années à venir.

---

<sup>224</sup> Ibid.

<sup>225</sup> "Qatar Petroleum International (QPI) has signed a memorandum of understanding with Canadian Natural Resources to explore joint investment opportunities," MEED Middle East Business Intelligence, June 8, 2009, <https://www.meed.com/qatar-petroleum-signs-investment-memorandum-with-canadian-natural-resources>.

<sup>226</sup> Ibid.

<sup>227</sup> QatarEnergy, 2022 Annual Review (QatarEnergy, n.d.), available at: <https://www.qatarenergy.qa/en/MediaCenter/Publications/QatarEnergy%20Annual%20Review%202022-French.pdf>.

<sup>228</sup> Ibid.

<sup>229</sup> QatarEnergy, "Summary Consolidated Financial Statements," December 31, 2023, available at: <https://www.qatarenergy.qa/en/MediaCenter/Publications/QatarEnergy%20Summary%20Financial%20Statements%202023.pdf>.

Ces investissements permettent au Qatar d'accéder aux ressources et à l'expertise du Canada, tout en lui permettant d'exercer une influence sur une partie de la production énergétique du pays. L'accent mis sur l'exploration de GNL s'aligne sur le leadership mondial du Qatar en matière d'exportations de GNL et suggère une stratégie à long terme pour maintenir cette position. Cette approche illustre l'utilisation par le Qatar de ses atouts économiques pour établir des partenariats et exercer une influence sur les principaux marchés mondiaux. En outre, l'importance stratégique de ces investissements peut dépasser leur valeur financière immédiate. Ils permettent au Qatar de diversifier son portefeuille énergétique, d'exercer un effet de levier potentiel sur les marchés internationaux de l'énergie et de prendre pied dans la production énergétique nord-américaine. Cette démarche s'inscrit dans la stratégie plus large du Qatar, qui consiste à étendre son influence énergétique mondiale au-delà de sa région immédiate, en utilisant efficacement son expertise énergétique comme un outil de soft power.

En conséquence, selon le gouvernement canadien, le Qatar était le quatrième partenaire commercial du Canada dans la région du Golfe et le neuvième partenaire le plus important dans la région MENA en 2023, avec un commerce bilatéral de marchandises d'environ 427 millions de dollars canadiens.<sup>230</sup> Le gouvernement canadien mentionne également un accord de coopération en matière de défense (DCA) signé en août 2021, qui a facilité « une coopération renforcée en matière de défense et de sécurité entre les deux pays. »<sup>231</sup> En outre, il mentionne le rôle que le Qatar a joué à la suite des attaques du 7 octobre en Israël, indiquant que le Qatar a joué un rôle essentiel en facilitant (avec l'Égypte) la sortie de Gaza des Canadiens et des résidents permanents canadiens. »<sup>232</sup>

La présence croissante des entreprises publiques du Qatar dans le secteur stratégique de l'énergie au Canada soulève d'importantes questions concernant les lois sur les investissements étrangers et les examens de sécurité nationale. Alors que la Loi sur Investissement Canada prévoit l'examen des investissements étrangers afin de garantir un bénéfice net pour le Canada, les implications de ces investissements en termes de soft power peuvent nécessiter un cadre juridique plus nuancé. Les décideurs politiques devraient se demander si la législation actuelle tient compte de manière adéquate de l'influence potentielle à long terme qui peut découler d'investissements étrangers importants dans des secteurs critiques. Cela pourrait nécessiter une réévaluation des seuils juridiques pour l'examen des investissements étrangers, en particulier lorsqu'il s'agit d'entreprises publiques de pays cherchant à étendre leur influence mondiale par des moyens économiques.

---

<sup>230</sup> "Canada-Qatar relations," Government of Canada, September 13, 2024, <https://www.international.gc.ca/country-pays/qatar/relations.aspx?lang=eng>.

<sup>231</sup> Ibid.

<sup>232</sup> Ibid.

## Organisations d'étudiants

### Solidarité/Étudiants pour les droits de l'homme en Palestine (SPHR)

En 1999, plusieurs groupes de défense des droits des Palestiniens ont uni leurs forces pour créer des sections dans 13 universités du Canada. La coalition opère sous le nom de Solidarité (ou Étudiants) pour les droits de l'homme en Palestine (SPHR), qui est un nom alternatif utilisé par les sections canadiennes de Students for Justice in Palestine (SJP).<sup>233</sup> Elle est directement affiliée au mouvement BDS au Canada et participe activement à des événements tels que la semaine annuelle de l'apartheid israélien sur les campus universitaires.<sup>234</sup> Initialement, l'influence de SPHR a commencé à s'étendre lorsqu'elle a appelé à des manifestations contre la visite de l'ancien premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Montréal en 2002. Les manifestations violentes qui ont suivi ont été suffisamment puissantes pour que Netanyahu ne puisse finalement pas s'exprimer comme prévu à l'Université Concordia.<sup>235</sup>

Depuis sa création, SPHR a toujours tenu un discours anti-israélien et s'est efforcé de forcer plusieurs universités du Canada à se joindre au boycott d'Israël. Ainsi, en mars 2018, elle a présenté une motion approuvant le mouvement mondial BDS à l'Université d'Ottawa qui a reçu une majorité de votes.<sup>236</sup> De même, lors d'un événement à l'Université de Colombie-Britannique en 2017, SPHR a vendu des keffieh tout en apparaissant devant une image de la mosquée al-Aqsa à Jérusalem et des slogans en arabe affiliés au Hamas qui disaient « Jérusalem est à nous. Nous arrivons. »<sup>237</sup>

Plus récemment, en mars 2022, SPHR McGill a parrainé un référendum étudiant anti-israélien qui, s'il avait été adopté, aurait obligé l'Association étudiante de l'Université

---

<sup>233</sup> Charlotte Kates, "New cross-Canada student coalition looks to build on BDS victories", Mondoweiss, March 8, 2013, <https://mondoweiss.net/2013/03/student-coalition-victories/>.

<sup>234</sup> Palestinian BDS National Committee (BNC), "Israeli Apartheid Week 2022: Final Round Up," BDS, July 11, 2022, <https://bdsmovement.net/news/IAW-2022-Round-Up>.

<sup>235</sup> Hazem Jamjoum, "Turtle Island : Challenging the Israeli Settler Colony from the Canadian Settler Colony," *Al-Majdal Magazine*, no. 38 (Summer 2008), <https://www.badil.org/publications/al-majdal/issues/items/235.html>.

<sup>236</sup> "Majority vote to endorse BDS at Canada university," Middle East Monitor, March 15, 2018, <https://www.middleeastmonitor.com/20180315-majority-vote-to-endorse-bds-at-canada-university/>.

<sup>237</sup> Rachel Frommer, "Canadian Students to Vote on BDS Motion Proposed by Group That Sold Hamas Scarves at Anti-Israel Event," *The Algemeiner*, April 6, 2017, <https://www.algemeiner.com/2017/04/06/jewish-human-rights-expert-canadian-students-to-vote-on-bds-motion-proposed-by-group-that-sold-hamas-scarves-at-anti-israel-event/>.

McGill (AÉUM) à faire « une déclaration le jour de la Nakba, réaffirmant la solidarité de l'AÉUM avec les étudiants palestiniens et avec la libération palestinienne de l'apartheid colonial des colons » et à boycotter toute entité « complice de l'apartheid colonial des colons contre les Palestiniens ». <sup>238</sup> Le référendum de SPHR a été contesté dans une action en justice intentée par Jonah Fried, un étudiant juif de McGill, et le référendum lui-même a été jugé anticonstitutionnel par l'AÉUM. <sup>239</sup> En outre, en août 2022, SPHR McGill et SPHR Concordia ont été cités comme faisant partie des co-sponsors locaux de la manifestation « [Glory to Our Martyrs](#) » à Montréal, avec des rassemblements similaires prévus à Toronto, Vancouver, Los Angeles et Houston. <sup>240</sup> Le même mois, SPHR Queens et SPHR McGill étaient parmi les nombreuses organisations qui ont signé la [campagne](#) de Samidoun pour la libération des étudiants palestiniens arrêtés par Israël. <sup>241</sup>

Figure 14 : Extraits du post Instagram de SPHR McGill du 11 octobre 2023 <sup>242</sup>



Malheureusement, la nature et le ton de la rhétorique de SPHR sont restés inchangés après les attaques du Hamas du 7 octobre 2023, qu'ils ont qualifiées d'« héroïques ». <sup>243</sup> Immédiatement après les atrocités commises par le Hamas, SPHR

<sup>238</sup> Alden Tabac, "Student sues McGill University, student society, over BDS referendum", *Jerusalem Post*, August 2, 2022, <https://www.jpost.com/bds-threat/article-713742>.

<sup>239</sup> Ibid.

<sup>240</sup> "FSWC calls for defunding Montreal student groups in 'Glory to our Martyrs' rally," JNS, August 11, 2022, <https://www.jns.org/fswc-calls-for-defunding-montreal-student-groups-in-glory-to-our-martyrs-rally/>.

<sup>241</sup> Samidoun, "Free Palestinian Students : Call to Action," Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network, October 10, 2024, <https://samidoun.net/freepalestinianstudents/>.

<sup>242</sup> SPHR McGill et al, "Solidarity with Palestinian Resistance : A Statement in Response to Recent Events," Instagram, October 11, 2023, [https://www.instagram.com/sphrmcgill/p/CyRKke7Arwo/?img\\_index=1](https://www.instagram.com/sphrmcgill/p/CyRKke7Arwo/?img_index=1).

<sup>243</sup> Don J. Pierre, "McGill University Revokes School Affiliation from Extreme Anti-Zionist Group," *The Algemeiner*, December 19, 2023, <https://www.algemeiner.com/2023/12/19/mcgill-university-revokes-school-affiliation-extreme-anti-zionist-group/>.

McGill [a posté](#) sur Twitter/X, tenant Israël pour « entièrement responsable » des attaques et approuvant les actes du Hamas comme une réaction nécessaire à l'occupation.<sup>244</sup>

Constatant les dommages causés, le provost et vice-recteur principal aux études à l'Université de McGill, Christopher Manfredi, a écrit dans une [déclaration](#) le 10 octobre 2023, que « l'Université dénonce ces messages odieux, qui célèbrent les récents actes de terreur et de violence qui ont entraîné de nombreuses pertes de vies humaines » et a révoqué la permission accordée à SPHR de continuer à utiliser le nom de McGill.<sup>245</sup> Il a également souligné l'environnement nuisible que les déclarations de SPHR sur les médias sociaux ont créé pour les communautés juive et musulmane du campus.<sup>246</sup> En réponse, SPHR McGill a organisé un événement le 20 octobre, au cours duquel il a critiqué les responsables de l'université pour ne pas avoir condamné la violence israélienne à l'encontre des Palestiniens.<sup>247</sup> Les choses se sont passées de la même façon à Concordia, où la section SPHR de l'université aurait été à l'origine d'un blocus anti-israélien agressif devant le Musée de l'Holocauste de Montréal en mars 2024.<sup>248</sup> Lors du blocus, les manifestants auraient notamment scandé « mort à Israël, mort aux Juifs ».<sup>249</sup> Deux hommes ont été arrêtés et accusés de voies de fait à la suite d'une manifestation devant le bâtiment de la Fédération CJA de Montréal, où se trouve le musée de l'Holocauste, lors d'un événement organisé par StartUpNation et Hillel.<sup>250</sup> L'événement, une discussion sur la délégitimation d'Israël sur les campus universitaires, devait initialement avoir lieu à Concordia mais a été annulé par l'université car les administrateurs ont déclaré qu'il créerait un « climat d'intimidation ».<sup>251</sup>

---

<sup>244</sup> Stuart Winer, "Pro-Palestinian mob blocks access to Montreal Holocaust Museum over pro-Israel event," *Times of Israel*, March 6, 2024, <https://www.timesofisrael.com/pro-palestinian-mob-blocks-access-to-montreal-holocaust-museum-over-pro-israel-event/>.

<sup>245</sup> Christopher Manfredi, "McGill condemns social media posts celebrating violence," McGill University, October 10, 2023, <https://www.mcgill.ca/provost/article/mcgill-condemns-social-media-posts-celebrating-violence>.

<sup>246</sup> Ibid.

<sup>247</sup> "Canadians Stand with Palestine," Marxist-Leninist Party of Canada, October 22, 2023, <https://cpcml.ca/Tmlm2023/Articles/MS53152.HTM>.

<sup>248</sup> Tristan Hopper, "Anti-Israel 'hate' mobs condemned after massing outside Montreal Holocaust Museum," *National Post*, March 5, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/anti-israel-hate-mobs-condemned-after-massing-outside-montreal-holocaust-museum>.

<sup>249</sup> Stuart Winer, "Pro-Palestinian mob blocks access to Montreal Holocaust Museum over pro-Israel event," *Times of Israel*, March 6, 2024, <https://www.timesofisrael.com/pro-palestinian-mob-blocks-access-to-montreal-holocaust-museum-over-pro-israel-event/>.

<sup>250</sup> Amanda Polese-Lovgren, "Concordia wouldn't let a student group hold an Israel-related event on campus, so it moved to Federation CJA's building—where protesters blocked the entrances," *Canadian Jewish News*, March 5, 2024, <https://thecjn.ca/news/after-concordia-wouldnt-let-a-student-group-hold-an-israel-related-event-on-campus-they-moved-to-federation-cjas-building-where-protesters-blocked-the-entrances/>.

<sup>251</sup> Ibid.

Les manifestants se sont rassemblés autour du bâtiment et ont barricadé les entrées, empêchant les participants d'entrer et obligeant ceux qui se trouvaient déjà à l'intérieur à rester bloqués pendant des heures, dans l'attente d'être escortés en toute sécurité vers l'extérieur.<sup>252</sup> Étant donné la nature et le ton du comportement menaçant des manifestants, qui ont suivi l'événement de Concordia à un bâtiment central de la communauté juive, la Fédération CJA a publié une [déclaration](#) affirmant qu'« il ne s'agit pas d'opinions politiques ou d'un conflit étranger ; il s'agit d'une intimidation intentionnelle des Montréalais juifs. Les manifestations que nous décrions depuis des semaines ont dégénéré en une foule haineuse visant les institutions juives ».<sup>253</sup> Le ministre de la Sécurité publique, Marco Mendicino, a ajouté qu'« il ne s'agit pas d'une manifestation légale. Il s'agit d'une coercition ciblée, alimentée par l'antisémitisme. Ceci est contraire à la loi ».<sup>254</sup>

## Association des étudiants musulmans

L'Association des étudiants musulmans (MSA) a été créée en 1963 par deux membres des Frères musulmans, Ahmed Totonji et Jamal Barzinji, à l'université de l'Illinois à Urbana-Champaign. Dans les premiers temps, elle a distribué des traductions en anglais des écrits de Hassan al-Banna, Sayyid Qutb et d'autres idéologues islamistes lors des réunions des sections.<sup>255</sup> Les membres arabo-musulmans de la MSA qui adoptaient ces idéologies étaient ensuite recrutés par la confrérie.<sup>256</sup> En reconnaissance de leur travail, le chef spirituel des Frères musulmans, Yusuf al-Qaradawi, a félicité Totonji et Barzinji d'être venus en Occident pour « combattre les laïcs et les occidentalisés. »<sup>257</sup> D'autres preuves du rôle important joué par la MSA au sein du réseau sont apparues dans un [document stratégique](#) des Frères musulmans américains datant de 1991, qui identifiait son objectif comme une « sorte de grand djihad visant à éliminer et à détruire la civilisation occidentale de l'intérieur » et mentionnait la MSA parmi « nos organisations et les organisations de nos amis. »<sup>258</sup>

---

<sup>252</sup> Ibid.

<sup>253</sup> Ibid.

<sup>254</sup> Tristan Hopper, "Anti-Israel 'hate' mobs condemned after massing outside Montreal Holocaust Museum", *National Post*, 5 mars 2024, <https://nationalpost.com/opinion/anti-israel-hate-mobs-condemned-after-massing-outside-montreal-holocaust-museum>.

<sup>255</sup> Zeyno Baran, "The Muslim Brotherhood's U.S. Network," Hudson Institute, February 27, 2008, <https://www.hudson.org/national-security-defense/the-muslim-brotherhood-s-u-s-network>.

<sup>256</sup> Ibid.

<sup>257</sup> Ian Johnson, "The Brotherhood's Westward Expansion," Hudson Institute, February 5, 2008, <https://www.hudson.org/national-security-defense/the-brotherhood-s-westward-expansion>.

<sup>258</sup> "Muslim Students Association (MSA)," Influence Watch, <https://www.influencewatch.org/organization/muslims-students-association-msa/>.

La nature et l'objectif de la MSA ainsi que les risques pour la sécurité nationale qu'elle pose ont également été soulevés à de nombreuses reprises dans le cadre d'enquêtes officielles. Ainsi, en septembre 2001, les autorités américaines ont perquisitionné la société qui gère le site web de la Holy Land Foundation (HLF), InfoCom Corporation. Ce faisant, ils ont découvert que plusieurs autres organisations musulmanes américaines utilisaient le même serveur, notamment le CAIR, l'ISNA, et la MSA, le Cercle Islamique d'Amérique du Nord (CIAN) – aussi connu sous son nom anglais « Islamic Circle of North America » (ICNA) et l'Islamic Association for Palestine (IAP).<sup>259</sup> Commentant l'affaire, le spécialiste de l'islam Stephen Schwartz a écrit que « toutes ces organisations ont puisé dans le fonds commun financier et technique de la HLF. Tous ont partagé un contact administratif et technique unique pour la maintenance du serveur web. Ils avaient été érigés comme des coquilles politiques autour de la tête d'hydre du Hamas représentée par la HLF. »<sup>260</sup> Quelques semaines plus tard, le 4 décembre 2001, l'administration Bush a saisi tous les actifs et les dossiers de la HLF en raison de ses liens avec le Hamas.<sup>261</sup>

En outre, un [rapport](#) de la police de New York datant de 2007 fait spécifiquement référence aux sections de la MSA en tant qu'« incubateurs potentiels » de terrorisme et affirme que « parmi les réseaux sociaux de la population universitaire locale, il semble y avoir une tendance croissante à la radicalisation salafiste qui a imprégné certaines associations d'étudiants musulmans (MSA). »

Les extrémistes ont utilisé ces organisations universitaires comme des forums pour le développement et le recrutement d'individus partageant les mêmes idées. »<sup>262</sup>

Patrick Poole, consultant en matière de lutte contre le terrorisme auprès des forces de l'ordre et de l'armée, insiste sur ce point :

« L'un des secrets les plus sombres de la MSA, qui n'a certainement jamais été annoncé par l'organisation ou mentionné dans ses publications, est une liste assez longue de dirigeants de la MSA qui ont été arrêtés et condamnés pour un large éventail d'accusations de terrorisme, allant du soutien matériel à des groupes terroristes à l'implication active dans des complots terroristes. »<sup>263</sup>

---

<sup>259</sup> Jason R. Morris, "The Muslim Brotherhood in America : Orthodox and Active," U.S. Army School of Advanced Military Studies, May 15, 2012, pp. 30-31, <https://apps.dtic.mil/sti/tr/pdf/ADA566528.pdf>.

<sup>260</sup> Ibid., p. 31.

<sup>261</sup> Ibid.

<sup>262</sup> Mitchell D. Silber et Arvin Bhatt, *Radicalization in the West : The Homegrown Threat* (New York City Police Department, 2007), <https://info.publicintelligence.net/NYPDradicalization.pdf>.

<sup>263</sup> "Muslim Students Association of the U.S. and Canada (MSA)," Discover the Networks, <https://www.discoverthenetworks.org/organizations/muslim-students-association-of-the-us-and-canada-msa/>.

Il affirme en outre qu'« il ne s'agit pas de figures marginales de l'organisation de la MSA, mais de certains de ses principaux dirigeants. »<sup>264</sup>

Au Canada, la situation a également été soulevée et discutée au niveau officiel, mais la rhétorique et le contenu produits par les différentes sections de la MSA à travers le Canada continuent de refléter la même idéologie. En 2015, par exemple, le Comité permanent de la sécurité publique et nationale de la Chambre des communes (SECU) a entendu un témoignage selon lequel, en février de la même année, la section de la MSA de l'Université York a distribué des livres gratuits pour sa semaine annuelle de sensibilisation à l'islam, dont l'un d'entre eux comprenait une section sur la « discipline de l'épouse », selon laquelle les épouses ne doivent être battues que dans le cadre d'un processus de correction et d'éducation en trois parties.<sup>265</sup> La publication en question note également qu'il existe différents types de femmes dans le monde, telles que les « femmes soumises », qui « peuvent même parfois apprécier d'être battues en signe d'amour et de sollicitude. »<sup>266</sup> Le livre s'intitule *Women in Islam & Refutation of Some Common Misconceptions (Les femmes en Islam et la réfutation de certaines idées fausses)*.<sup>267</sup>

La MSA a également publié un manuel, *MSA Starter's Guide: A Guide on How to Run a Successful MSA*, qui affirme que « l'objectif à long terme de chaque MSA devrait être d'islamiser la politique de leur université respective ... la politisation de la MSA consiste à faire de la MSA une force plus importante dans la politique interne du campus. » La MSA doit être une association plus directe. »<sup>268</sup> L'aspect le plus inquiétant de ce manuel est toutefois que la sous-section sur « l'islamisation de la politique des campus et la politisation de la MSA » a été rédigée par Hussein Hamdani, un avocat de Hamilton qui a été conseiller en matière de questions musulmanes et de sécurité pour le gouvernement fédéral.<sup>269</sup> En fin de compte, en mai 2015, Hamdani a été suspendu de la Table ronde transculturelle sur la sécurité nationale (dont il était membre depuis 1995) en raison des déclarations politiquement chargées qu'il avait faites en tant qu'étudiant universitaire et des allégations d'associations avec des organisations radicales.<sup>270</sup> Ces associations

---

<sup>264</sup> Ibid.

<sup>265</sup> "Evidence," Meeting of the Standing Committee on Public Safety and National Security, House of Commons of Canada, March 25, 2015, <https://www.ourcommons.ca/documentviewer/en/41-2/SECU/meeting-59/evidence>.

<sup>266</sup> Ibid.

<sup>267</sup> Ibid.

<sup>268</sup> "Muslim Students Association of the U.S. and Canada (MSA)," Discover the Networks, <https://www.discoverthenetworks.org/organizations/muslim-students-association-of-the-us-and-canada-msa/>.

<sup>269</sup> Adam Carter, "Hussein Hamdani says federal election politics behind his suspension," CBC, May 1, 2015, <https://www.cbc.ca/news/canada/hamilton/headlines/hussein-hamdani-says-federal-election-politics-behind-his-suspension-1.3056931>.

<sup>270</sup> Ibid.

comprenaient des dons de bienfaisance à l'IRFAN-Canada et une rencontre avec le fondateur du Hamas, Ahmed Yassin, en 2004.<sup>271</sup>

Il s'agit là d'un autre exemple malheureux de l'occupation de postes importants ayant un impact sur la politique officielle, comme celui occupé par Hussein Hamdani, par des individus porteurs d'idéologies islamistes. Le problème est toutefois de nature structurelle. Au fil du temps, la MSA a réussi à créer un terrain propice à ces mêmes fondements idéologiques tout en parvenant à préserver leur statut et leur position légitimes dans les universités du pays. Commentant cette question lors de son témoignage devant le Comité permanent des affaires étrangères et du développement international, Tarek Fatah, fondateur du Congrès musulman canadien, a déclaré qu'« il n'y a pas un seul musulman qui ne sache pas ce qui se passe non seulement dans les mosquées, mais aussi dans tous les établissements d'enseignement, des lycées urbains aux universités. » Chaque bureau de la MSA est un bureau des Frères musulmans au Canada.<sup>272</sup>

Pour mieux comprendre le contexte, il est intéressant de lire les commentaires de Stephen Schwartz dans le *National Post*, où il décompose les liens entre les différentes entités islamistes au Canada,

« le 'lobby wahhabite' comprend la Société islamique d'Amérique du Nord (ISNA), qui a été créée et est soutenue par l'Arabie saoudite, l'Association des étudiants musulmans des États-Unis et du Canada (MSA), prédécesseur de l'ISNA, et le Conseil des relations américano-islamiques (CAIR), qui bénéficie également des largesses de l'Arabie saoudite. L'ISNA et la MSA ont créé le North American Islamic Trust (NAIT), qui détient les titres de propriété des mosquées aux États-Unis. Comme indiqué sur son site Internet, le NAIT 'facilite la réalisation du désir des musulmans américains d'une vie vertueuse et heureuse dans le respect de la charia'. »<sup>273</sup>

Les implications pratiques de l'influence et de l'impact de la MSA devraient être bien comprises à ce stade et ne doivent pas être sous-estimées. Malgré cela, l'état d'esprit entretenu par les sections de la MSA dans tout le pays ne suscite que peu d'attention, et ceux qui adhèrent aux valeurs qu'elle défend continuent de gravir les échelons de la société et de l'administration. En juin 2024, par exemple, le gouvernement fédéral

---

<sup>271</sup> Glenn Lowson, "Hero or extremist ? Tables turn on man who helped Canadian government with would-be jihadists," *National Post*, May 27, 2015, <https://nationalpost.com/news/canada/hero-or-extremist-tables-turn-on-man-who-helped-ottawa-with-would-be-jihadists>.

<sup>272</sup> "Evidence," Meeting of the Standing Committee on Foreign Affairs and International Development, House of Commons of Canada, February 3, 2015, <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/41-2/FAAE/meeting-43/evidence>.

<sup>273</sup> Stephen Schwartz, "Why Canadian Muslims are different," *National Post*, April 6, 2010, <https://nationalpost.com/full-comment/stephen-schwartz-why-canadian-muslims-are-different>.

s'est retrouvé à devoir répondre du passé troublant du nouveau chef de la Commission canadienne des droits de la personne. À la suite de révélations publiques sur son activisme anti-israélien passé, le gouvernement fédéral a décidé d'ouvrir une [enquête](#) sur Birju Dattani.<sup>274</sup> Peu après sa nomination, le *National Post* a découvert que M. Dattani avait donné à plusieurs reprises des conférences sur le mouvement BDS dans des universités britanniques pendant la « semaine de l'apartheid israélien » en 2015. En outre, il a participé à un événement organisé par la MSA auquel participait Adnan Khan.<sup>275</sup> Khan est membre du Hizb ut-Tahrir, un groupe terroriste désigné par le Royaume-Uni qui prône le rétablissement d'un califat islamique et qui, selon le gouvernement britannique, a « toujours loué et célébré les attaques contre Israël et, plus largement, contre les Juifs ». <sup>276</sup> Il est également interdit en Allemagne, en Indonésie, en Chine, en Russie et dans plusieurs États arabes.

Ce qui est particulièrement troublant dans cette affaire, ce n'est pas seulement qu'une personne possédante ou participante à des événements promouvant des idéologies aussi radicales soit nommée à la tête de la Commission canadienne des droits de la personne, mais qu'il est peu probable qu'il y ait eu une quelconque forme d'enquête gouvernementale sur le passé de Dattani si ses associations passées n'avaient pas été révélées au grand jour. Cela révèle à la fois un manque fondamental de contrôle pour des portefeuilles gouvernementaux importants et un manque général de conscience de la nature pernicieuse de ces associations. En outre, malgré les révélations publiques concernant le passé de Dattani, la Commission des droits de l'homme a continué à soutenir sa nomination.<sup>277</sup>

Pour sa part, Dattani a écarté tout lien entre ses associations antérieures et ses qualifications actuelles, tout en se défendant avec véhémence contre les accusations d'antisémitisme ou de partialité à l'égard d'Israël.<sup>278</sup> Cependant, cela s'est également avéré inexact, car en 2012, il a participé à une manifestation devant l'ambassade d'Israël à Londres où la foule a scandé à plusieurs reprises « Le sionisme est du terrorisme. »<sup>279</sup> Il a également confirmé aux enquêteurs chargés d'examiner sa nomination qu'il avait déjà donné une conférence lors d'un événement organisé pendant la semaine de l'apartheid israélien en février 2015, sur le thème « Palestine 101 : Apartheid ».<sup>280</sup> L'événement a été organisé par l'Association des étudiants

---

<sup>274</sup> Ari David Blaff, "New head of Canadian Human Rights Commission investigated over allegations of anti-Israel activity," *National Post*, June 25, 2024, <https://nationalpost.com/news/canada/birju-dattani-canadian-human-rights-commission>.

<sup>275</sup> Ibid.

<sup>276</sup> Ibid.

<sup>277</sup> Ibid.

<sup>278</sup> Ibid.

<sup>279</sup> Ibid.

<sup>280</sup> Sarah C. Crossley et Laura J. Freitag, « Rapport concernant la nomination du président de la Commission canadienne des droits de la personne », Gouvernement du Canada, 29 juillet 2024, <https://www.justice.gc.ca/eng/trans/chrc-ccdp/p6.html>.

musulmans de la School of Oriental and African Studies (SOAS), qui a désigné Dattani comme « Mujahid Dattani » dans la description de l'événement.<sup>281</sup>

Les enquêteurs ont également présenté à M. Dattani des [tweets](#) provenant d'un compte personnel sous le nom de « Mujahid Dattani » qui comparaient cyniquement les Juifs du ghetto de Varsovie et leur soulèvement contre les nazis à l'utilisation de tunnels par le Hamas pour attaquer Israël.<sup>282</sup> En juillet 2012, Dattani a partagé un article de John Wight, accompagné de la déclaration suivante : « Les Palestiniens sont les prisonniers du ghetto de Varsovie d'aujourd'hui », accentuant encore sa comparaison dans un [re-tweet](#) datant d'août 2014, qui affirmait que « les gens [sic] qui se sont battus dans le ghetto de Varsovie ont résisté avec des tunnels. »<sup>283</sup>

Finalement, après plusieurs semaines de controverse, Dattani a annoncé le 12 août 2024 qu'il démissionnait de son poste à la Commission canadienne des droits de la personne. Cette décision fait suite aux préoccupations exprimées par le ministre de la Justice, Arif Virani, concernant la « franchise » dont il a fait preuve lors de sa nomination et le lancement ultérieur d'une enquête indépendante.<sup>284</sup> Cette décision contredit les assurances données précédemment par Dattani au *National Post*, selon lesquelles l'enquête sur son passé « donnerait raison à [son] engagement de longue date en faveur des droits de l'homme » et que les accusations portées contre lui étaient « infondées. »<sup>285</sup>

Enfin, un facteur clé qui doit être discuté dans le contexte de la MSA et de toutes les organisations islamistes susmentionnées opérant au Canada est le défi presque insurmontable de s'attaquer de manière significative à l'islamisme radical sans être automatiquement accusé d'« islamophobie. » Témoignant devant la Commission sur la Sécurité intérieure et les Affaires gouvernementales du Sénat des États-Unis en juin 2017, Asra Nomani, cofondatrice du Mouvement de réforme musulmane, a spécifiquement abordé cette question importante. Elle a notamment relevé les « liens directs et irréfutables entre l'idéologie de l'extrémisme islamique et la terreur », tout en soulignant que cette idéologie est soutenue par une « brigade de l'honneur » de « propagandistes mous qui tentent de discréditer quiconque parle de l'extrémisme islamique en l'affublant du qualificatif d'« islamophobe. »<sup>286</sup>

---

<sup>281</sup> Ibid.

<sup>282</sup> Ibid.

<sup>283</sup> Ibid.

<sup>284</sup> Stephanie Taylor, “Embattled human rights chief resigns, as review concludes he ‘intentionally omitted’ name information,” *National Post*, August 12, 2024, <https://nationalpost.com/news/canada/dattani-canadian-human-rights-commission-resigning>.

<sup>285</sup> Ibid.

<sup>286</sup> Testimony by Asra Q. Nomani, “This is for Allah: Preventing Islamic Extremism,” U.S. Senate Committee on Homeland Security and Governmental Affairs, June 12, 2017, p. 4, <https://www.hsgac.senate.gov/wp-content/uploads/imo/media/doc/Testimony-Nomani-2017-06-14-REVISED.pdf>.

Parmi la « brigade de l'honneur » figurent le CAIR et la MSA, dont les accusations de « racisme » et de « sectarisme », selon Nomani, réduisent au silence la conversation même qu'elle cherchait à avoir en témoignant.<sup>287</sup> Entre-temps, elle a rappelé à la commission sénatoriale que nombre de ces organisations reçoivent des fonds de gouvernements qui promeuvent l'idéologie de l'islamisme, mais qu'une enquête plus poussée sur ces associations reste insoutenable dans le climat actuel.<sup>288</sup>

Malheureusement, la situation n'a fait que se détériorer depuis, et la rhétorique de ces organisations reste inchangée.

---

<sup>287</sup> Ibid., p. 27.

<sup>288</sup> Ibid., p. 8.

## Étude de cas : Samidoun Canada

Le 15 octobre 2024, dans le cadre d'une action conjointe avec le Canada, le Département du Trésor des États-Unis [a désigné](#) le Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network comme « un faux organisme de bienfaisance qui sert de collecteur de fonds international pour l'organisation terroriste du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). »<sup>289</sup> Il a également désigné Khaled Barakat, un membre de la direction du FPLP et un citoyen canadien.<sup>290</sup> Le même jour, le ministère canadien de la Sécurité publique a publié une [déclaration](#) annonçant la décision du Canada d'inscrire Samidoun sur la liste des entités terroristes en vertu du Code pénal. L'une des implications pratiques de cette décision est que « toute personne au Canada et tout Canadien à l'étranger qui fait sciemment le commerce de biens appartenant à un groupe terroriste ou contrôlés par lui commet une infraction pénale, de même que le fait de fournir directement ou indirectement des biens en sachant qu'ils seront utilisés par un groupe terroriste ou qu'ils lui profiteront. »<sup>291</sup>

On ne saurait trop insister sur l'importance de cette décision. Comme le montre l'étude de cas suivante, Samidoun, qui jusqu'à sa récente désignation était un organisme sans but lucratif enregistré au Canada, a été l'un des organisateurs et dirigeants les plus francs et les plus actifs d'activités anti-israéliennes et antisémites à l'échelle nationale. Les manifestations étudiantes ont été menées, encouragées et soutenues par Samidoun, et une grande partie de la rhétorique actuellement utilisée a été fournie par Samidoun, ses partenaires et ses affiliés. À la lumière des récents développements, la vue d'ensemble suivante des opérations canadiennes de Samidoun et de leur impact permet de mettre en lumière la profondeur de la rhétorique erronée et dangereuse qui a été autorisée à proliférer au Canada sous le couvert de la liberté d'expression. Ces conclusions donneront lieu, espérons-le, à de nouvelles actions contre les entités qui ont collaboré avec Samidoun au Canada et

---

<sup>289</sup> “United States and Canada Target Key International Fundraiser for Foreign Terrorist Organization PFLP,” U.S. Department of the Treasury, October 15, 2024, <https://home.treasury.gov/news/press-releases/jy2646#:~:text=In%20a%20coordinated%20effort%2C%20the,as%20being%20associated%20with%20terrorism.>

<sup>290</sup> Ibid.

<sup>291</sup> Public Safety Canada, “Government of Canada lists Samidoun as a terrorist entity,” Government of Canada, October 15, 2024, <https://www.canada.ca/en/public-safety-canada/news/2024/10/government-of-canada-lists-samidoun-as-a-terrorist-entity.html>.

qui continuent aujourd'hui à prêcher en toute impunité la même rhétorique haineuse.

## Vue d'ensemble

Le réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens, créé en 2011, se décrit comme un réseau international d'organiseurs et d'activistes travaillant en solidarité avec les prisonniers palestiniens.<sup>292</sup> Dans la pratique, Samidoun est aujourd'hui l'une des organisations les plus actives, dangereuses et extrêmes qui prétendent défendre les droits des Palestiniens, et l'un des principaux groupes à l'origine des rassemblements anti-Israël actuels dans tout le Canada.<sup>293</sup> Malgré cela, elle a réussi à rester relativement inconnue et méconnue dans les cercles gouvernementaux et de sécurité jusqu'à une date récente. Pour mémoire, il convient de noter que Samidoun a été initialement fondé par des membres du Front populaire de libération de la Palestine (FPLP) et a été [désignée](#) comme une organisation terroriste et une filiale du FPLP par le ministère israélien de la Défense en février 2021.<sup>294</sup> Le ministère de la Défense souligne notamment les liens fondamentaux entre Samidoun et le FPLP. Il fait spécifiquement référence au Canadien d'origine palestinienne Khaled Barakat, identifié par le FPLP comme le « coordinateur » de Samidoun, qui est « impliqué dans l'établissement de cellules militantes et la motivation d'activités terroristes en Judée et en Samarie et à l'étranger. »<sup>295</sup> Malgré cette désignation, Barakat a vécu au Canada de façon intermittente pendant près de 20 ans et réside actuellement à Vancouver.<sup>296</sup>

La présence de Samidoun au Canada est une étude de cas particulièrement convaincante pour un certain nombre de raisons. Tout d'abord, Samidoun a réussi à établir une base d'opérations au Canada, malgré ses liens directs avec le FPLP, qui figure sur la liste des entités terroristes du Canada depuis 2003.<sup>297</sup> Plus surprenant, cependant, est le fait que Samidoun soit un organisme [enregistré](#) au niveau fédéral à but non lucratif. En fait, c'est le cas depuis le 3 mars 2021, trois jours seulement après que le ministre israélien de la Défense de l'époque, Benny Gantz, ait signé un

---

<sup>292</sup> "About Samidoun," Samidoun, n.d., <https://samidoun.net/about-samidoun/>.

<sup>293</sup> Terry Glavin, "Group banned in Germany gets carte blanche in Canada to glorify Hamas massacre," *National Post*, April 30, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/group-banned-in-germany-gets-carte-blanche-in-canada-to-glorify-hamas-massacre>.

<sup>294</sup> "Samidoun," NGO Monitor, July 14, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>295</sup> Ibid.

<sup>296</sup> Terry Glavin, "Is Khaled Barakat part of a terrorist group or a victim of Israeli intimidation", *National Post*, April 28, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-curious-case-of-khaled-barakat>.

<sup>297</sup> "Add Samidoun to list of terrorist entities," CIJA, n.d., [https://www.cija.ca/add\\_samidoun\\_to\\_the\\_list\\_of\\_terrorist\\_entities](https://www.cija.ca/add_samidoun_to_the_list_of_terrorist_entities).

décret désignant Samidoun comme une organisation terroriste.<sup>298</sup> Quelques mois plus tard seulement, le 19 septembre 2021, Samidoun a organisé une manifestation à Ottawa où les manifestants ont scandé « des millions de martyrs marchent vers Jérusalem ». <sup>299</sup> Une vidéo de la manifestation a été publiée sur YouTube le 20 septembre 2021, où l'on peut entendre les manifestants chanter en anglais « Bring us back to '48! » (Ramenez-nous en 48 !) En arabe, ils ont scandé : « Avec nos âmes et notre sang, nous rachèterons la mosquée Al-Aqsa ! »<sup>300</sup>

L'année suivante, lors d'un entretien avec Rima Najjar pour son blog Medium, Khaled Barakat a répondu à une question sur la différenciation entre le terrorisme et la résistance armée légitime contre Israël en déclarant : « même d'un point de vue canadien, comment le Canada peut-il engager un dialogue avec le monde arabe si vous criminalisez le Hezbollah, le Hamas, le FPLP, sans parler des communautés arabes et palestiniennes ici ? Ce sont des éléments majeurs d'un mouvement légitime de résistance anticoloniale. »<sup>301</sup> Il est donc inquiétant, mais malheureusement pas surprenant, de voir Samidoun fonctionner comme l'un des principaux groupes qui alimentent la rhétorique des rassemblements anti-israéliens qui ont eu lieu dans tout le pays depuis les attentats du 7 octobre.

## Leadership et membres notables : Liens avec des terroristes

Dans ses documents déposés auprès de Corporations Canada, Samidoun a mentionné trois administrateurs : Thomas Gerhard Hofland d'Amstelveen (Pays-Bas), Joe Catron de Flushing (New York) et Charlotte Lynn Kates de Vancouver.<sup>302</sup> Kates, coordinatrice internationale de Samidoun et responsable de ses opérations au Canada, est basée à Vancouver depuis 12 ans. En fait, l'adresse de Samidoun, qui est indiquée comme une boîte postale sur Commercial Drive à East Vancouver, est également enregistrée comme l'adresse personnelle de Kates.<sup>303</sup> En outre, en plus d'être mariée à Khaled Barakat, Kates s'est montrée particulièrement franche,

---

<sup>298</sup> Terry Glavin, "Group banned in Germany gets carte blanche in Canada to glorify Hamas massacre," *National Post*, April 30, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/group-banned-in-germany-gets-carte-blanche-in-canada-to-glorify-hamas-massacre>.

<sup>299</sup> "Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network, at Rallies In NY and Canada, Calls for Intifada, Rejects Israel's Existence, Chants 'Millions of Martyrs Are Marching to Jerusalem'", MEMRI, 25 octobre 2021, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-rallies-ny-and-canada-calls-intifada>.

<sup>300</sup> Ibid.

<sup>301</sup> Rima Najjar, "On Israel 'Mowing the Lawn' in Canada : An Interview with Khaled Barakat by Rima Najjar," Counter Currents, May 9, 2022, <https://countercurrents.org/2022/09/on-israel-mowing-the-lawn-in-canada-an-interview-with-khaled-barakat-by-rima-najjar/>.

<sup>302</sup> Terry Glavin, "Is Khaled Barakat part of a terrorist group or a victim of Israeli intimidation", *National Post*, 28 avril 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-curious-case-of-khaled-barakat>.

<sup>303</sup> "Federal Corporation Information – 1279374-1," Government of Canada, July 30, 2024, <https://ised-isde.canada.ca/cc/lgcy/fdrlCpDtls.html?corpId=12793741>.

faisant des déclarations telles que « nous nous tenons aux côtés de la résistance palestinienne et de son action héroïque et courageuse du 7 octobre. Longue vie au 7 octobre. »<sup>304</sup> Au-delà de cela, Kates a qualifié les événements du 7 octobre de « résistance magnifique, courageuse et héroïque du peuple palestinien », ajoutant qu'« il est grand temps de retirer les organisations de résistance palestiniennes et libanaises de la soi-disant liste des entités terroristes du Canada ». <sup>305</sup> Elle poursuit en affirmant que « le Hamas n'est pas une organisation terroriste. Le Jihad islamique n'est pas une organisation terroriste. Le Front populaire de libération de la Palestine n'est pas une organisation terroriste. Le Hezbollah n'est pas une organisation terroriste. »<sup>306</sup> Cette rhétorique extrême dénote clairement la nature et l'idéologie de Samidoun et de ses adhérents et n'est certainement pas acceptable pour un bénéficiaire du statut d'organisme à but non lucratif reconnu par le gouvernement fédéral.

Une analyse plus approfondie de Kates révèle également un lien direct entre elle et le FPLP. En 2012, par exemple, elle et son mari étaient [membres](#) de la délégation canadienne qui a rencontré des responsables du FPLP.<sup>307</sup> Plusieurs années plus tard, en octobre 2018, Kates a participé à un événement au Danemark [s'exprimant](#) devant un drapeau du FPLP.<sup>308</sup> Kates a également exprimé ouvertement son soutien aux prisonniers qui représentent « la résistance palestinienne sous toutes ses formes », notamment Khalida Jarrar.<sup>309</sup> Jarrar, législatrice palestinienne, est un membre important du FPLP qui a été reconnu coupable en mars 2021 d'appartenance au FPLP et condamné à deux ans de prison dans le cadre d'un accord de plaidoyer dans lequel elle a avoué avoir occupé un poste au sein du FPLP de 2016 jusqu'à son arrestation en 2019.<sup>310</sup> Elle a déjà purgé une peine dans des prisons israéliennes en 2015 et 2016 après qu'un tribunal militaire israélien l'ait reconnue coupable d'incitation à la violence et de « promotion d'activités terroristes » à la suite d'un appel à l'enlèvement de soldats israéliens.<sup>311</sup> Elle a également passé 19 mois dans une prison israélienne entre 2017 et 2019 après avoir été accusée de « participation à

---

<sup>304</sup> Rima Najjar, "On Israel 'Mowing the Lawn' in Canada : An Interview With Khaled Barakat by Rima Najjar," Counter Currents, May 9, 2022, <https://countercurrents.org/2022/09/on-israel-mowing-the-lawn-in-canada-an-interview-with-khaled-barakat-by-rima-najjar/>.

<sup>305</sup> Ibid.

<sup>306</sup> Ibid.

<sup>307</sup> "Samidoun," NGO Monitor, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>308</sup> Ibid.

<sup>309</sup> Ibid.

<sup>310</sup> "Israel sentences Palestinian lawmaker to two years in prison," Associated Press, March 2, 2021, <https://apnews.com/article/israel-3a1e20a42d5fc434ac487ae08422ed6e>.

<sup>311</sup> Aaron Boxerman, "Israel releases senior PFLP member Khalida Jarrar after 2 years in prison," Times of Israel, September 26, 2021, <https://www.timesofisrael.com/israel-releases-senior-pfplp-member-khalida-jarrar-after-2-years-in-prison/>; "Samidoun," NGO Monitor, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

des activités terroristes et à des troubles publics violents », mais n’a jamais été formellement inculpée.<sup>312</sup>

Kates a collaboré avec succès avec d’autres organisations dans ses tentatives de dénigrement et de délégitimation d’Israël. Le 19 juin 2018 par exemple, Kates, ainsi que le cofondateur de [CODEPINK](#) Medea Benjamin, la Coalition canadienne BDS, Toronto BDS Action, et d’autres, ont signé une [lettre ouverte](#) appelant le chef du Nouveau Parti démocratique du Canada et d’autres députés à se « dissocier » immédiatement du Groupe interparlementaire Canada-Israël.<sup>313</sup> Ils ont fait valoir que cela était nécessaire car « Israël a été aussi injuste envers les Palestiniens que l’État d’apartheid dirigé par les Blancs l’a été envers les Sud-Africains noirs. »<sup>314</sup> Kates est également la coordinatrice du National Lawyers Guild International Committee aux États-Unis, qui s’est activement engagé dans la défense des manifestations et des campements pro-palestiniens sur les campus universitaires à travers les États-Unis.<sup>315</sup>

Au-delà de son affiliation directe au FPLP, il est également important de souligner les liens directs et le soutien de Samidoun et de ses membres à des terroristes connus et à leurs activités. Ainsi, le 15 mai 2022, Samidoun a participé à un événement en Iran intitulé « [Palestine—Dream Without Borders](#) » pour marquer la sortie d’un documentaire sur le « prisonnier politique » Georges Ibrahim Abdallah, qui purge une peine de prison à vie pour « complicité dans l’assassinat » d’un diplomate américain et d’un diplomate israélien à Paris.<sup>316</sup> L’événement a également accueilli le Dr Ahmad Reza Beizai, rédacteur pour le Front de résistance, une milice afghane liée au Corps des gardiens de la révolution islamique.<sup>317</sup> Il est encore plus préoccupant de constater qu’un [rapport](#) publié par l’International Legal Forum (ILF) affirme que Samidoun a des liens directs avec le gouvernement iranien. Selon le rapport, il existe des « preuves accablantes » de ce lien, notant que « Samidoun a une section et une base opérationnelle en Iran qui est impliquée dans l’organisation et le soutien de leurs activités mondiales. »<sup>318</sup> En outre, l’organisation « a préconisé le soutien au régime de l’ayatollah Khamenei et la fin des sanctions contre le régime

---

<sup>312</sup> Aaron Boxerman, “Israel releases senior PFLP member Khalida Jarrar after 2 years in prison,” *Times of Israel*, September 26, 2021, <https://www.timesofisrael.com/israel-releases-senior-pflp-member-khalida-jarrar-after-2-years-in-prison/>.

<sup>313</sup> “Open Letter: A Call for the NDP to Withdraw from the Canada-Israel Interparliamentary Group,” *The Palestine Chronicle*, June 20, 2018, <https://www.palestinechronicle.com/open-letter-a-call-for-the-ndp-to-withdraw-from-the-canada-israel-interparliamentary-group/>.

<sup>314</sup> “CODEPINK,” *NGO Monitor*, January 24, 2024, <https://ngo-monitor.org/ngos/codepink/>.

<sup>315</sup> Terry Glavin, “Group banned in Germany gets carte blanche in Canada to glorify Hamas massacre,” *National Post*, April 30, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/group-banned-in-germany-gets-carte-blanche-in-canada-to-glorify-hamas-massacre>.

<sup>316</sup> “French town honors killer of US, Israeli diplomats,” *Times of Israel*, December 13, 2013, <https://www.timesofisrael.com/french-town-honors-killer-of-us-israeli-diplomats/>.

<sup>317</sup> “Samidoun,” *NGO Monitor*, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>318</sup> Aaron Bandler, “Pro-Palestinian Org Has Ties to Iran, Report Says,” *Jewish Journal*, April 6, 2023, <https://jewishjournal.com/news/worldwide/357749/pro-palestinian-org-has-ties-to-iran-report-says/>.

iranien », ainsi que le soutien au Hamas et au Jihad islamique palestinien, qui sont tous deux des groupes terroristes financés par l'Iran.<sup>319</sup>

Figure 15 : Liens entre Samidoun et l'Iran<sup>320</sup>



Mohammed Khatib et Mustafa Awad sont d'autres exemples notables des liens de Samidoun avec des activités terroristes. Représentant européen de Samidoun, M. Awad est également un agent du FPLP entraîné par le Hezbollah qui a été condamné par Israël à un an de prison pour avoir transféré des fonds entre des pays en vue de soutenir des terroristes et pour avoir maintenu des liens avec des organisations terroristes.<sup>321</sup> En 2015, Khaled Barakat a fait en sorte qu'Awad commence sa formation militaire au Liban avec le Hezbollah, et Awad a transféré des fonds du Liban à la Syrie à Barakat, en Belgique, à au moins deux reprises entre 2016 et 2017.<sup>322</sup> Khatib, pour sa part, est le coordinateur de Samidoun en Europe, en plus de son appartenance au FPLP.<sup>323</sup> S'exprimant lors d'un rassemblement devant le

<sup>319</sup> Ibid.

<sup>320</sup> "The Case for Designating Samidoun a Terror Organization in Europe," International Legal Forum, March 2023, p. 11, [https://www.ilfngo.org/files/ugd/3445b6\\_84066b0e38144d3287b0f51052ec665d.pdf](https://www.ilfngo.org/files/ugd/3445b6_84066b0e38144d3287b0f51052ec665d.pdf).

<sup>321</sup> "Terrorists in Suits: The Ties between NGOs Promoting BDS and Terrorist Organizations," Israel Ministry of Strategic Affairs and Public Diplomacy, February 2019, [https://www.gov.il/BlobFolder/generalpage/terrorists\\_in\\_suits/en/De-Legitimization%20Brochure.pdf](https://www.gov.il/BlobFolder/generalpage/terrorists_in_suits/en/De-Legitimization%20Brochure.pdf).

<sup>322</sup> Ibid., p. 21.

<sup>323</sup> "The Global Samidoun Network: Mapping Branches in Europe and North America," NGO Monitor, January 21, 2024, <https://ngo-monitor.org/reports/global-samidoun-network/>.

Parlement européen à Bruxelles en octobre 2022, Khatib a appelé à la destruction d'Israël et à la défaite des États-Unis, de l'UE et du Canada.<sup>324</sup> S'adressant à une foule de participants musulmans principalement allemands qui scandaient « mort aux Juifs » et « mort à Israël », Khatib a déclaré que « vaincre Israël signifie vaincre les États-Unis. » Vaincre Israël, c'est vaincre le Canada. »<sup>325</sup>

Compte tenu de la rhétorique ouvertement pro-terroriste, anti-israélienne et antisémite de Samidoun, il est particulièrement important d'enquêter davantage sur ses dirigeants et ses activités au Canada afin d'établir correctement l'étendue des liens de ce groupe avec des groupes et des activités terroristes. Comme indiqué précédemment, Khaled Barakat a été identifié par les services de sécurité israéliens comme un membre important de la chaîne de commandement du FPLP. Toutefois, ces résultats ne sont pas exclusifs. Il est décrit sur plusieurs sites d'information palestiniens comme un « dirigeant du FPLP » ou un membre du comité central du FPLP.<sup>326</sup>

En outre, les services de renseignement israéliens affirment avoir intercepté des documents du FPLP qui identifient également Barakat comme un agent clé de l'organisation.<sup>327</sup> Plus précisément, les autorités israéliennes affirment que le Shin Bet a obtenu les documents du FPLP lors d'une descente dans les bureaux du FPLP à Ramallah en 2019. Les documents suggèrent que le FPLP s'attend à ce que son association avec Samidoun soit plus ou moins clandestine.<sup>328</sup> En outre, selon ces documents, les liens au Canada sont si étroits que Barakat a été réprimandé par ses camarades du FPLP pour avoir insuffisamment distancé le FPLP de Samidoun.<sup>329</sup> Tout cela a été communiqué aux agences de renseignement canadiennes, aux autorités chargées de l'application de la loi et à des politiciens fédéraux de haut rang, mais pendant des années, ces informations n'ont donné lieu à aucune mesure concrète.<sup>330</sup>

Malgré la motivation évidente de Samidoun à prendre ses distances avec le FPLP, la profondeur de leurs liens au fil du temps indique qu'il existe une relation symbiotique entre les deux groupes. En septembre 2013, le FPLP a qualifié Barakat de « coordinateur [du] réseau Samidoun » de « camarade » et de « commandant du

---

<sup>324</sup> Benjamin Weinthal, "“Death to Jews’ Chants at Samidoun Berlin March Spark Calls to Ban NGO,” Middle East Forum, April 17, 2023, <https://www.meforum.org/64340/death-to-jews-chants-at-samidoun-berlin-march>.

<sup>325</sup> Ibid.

<sup>326</sup> Terry Glavin, "Is Khaled Barakat part of a terrorist group or a victim of Israeli intimidation," *National Post*, April 28, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-curious-case-of-khaled-barakat>.

<sup>327</sup> Ibid.

<sup>328</sup> Ibid.

<sup>329</sup> Ibid.

<sup>330</sup> Ibid.

[FPLP](#) » à plusieurs reprises.<sup>331</sup> Barakat est également le [coordinateur international](#) de la « Campagne pour la libération d’Ahmad Saadat. » Saadat, secrétaire général du FPLP, a été condamné à trente ans de prison pour avoir dirigé une « organisation terroriste illégale » et pour avoir participé à la planification de nombreuses attaques du groupe, notamment l’assassinat du ministre israélien du tourisme, Rehavam Ze’evi, en octobre 2001.<sup>332</sup> En juin 2016, le FPLP a publié une [déclaration](#) de gratitude à Samidoun pour son soutien aux prisonniers du FPLP.<sup>333</sup> Plusieurs années plus tard, en octobre 2021, Barakat s’est rendu à Madrid pour aider à organiser la conférence du « Mouvement alternatif de la voie révolutionnaire palestinienne », qui réunissait des militants dévoués à rejeter la coopération de l’Autorité palestinienne avec Israël et promouvant la doctrine de la « résistance par tous les moyens nécessaires » adoptée par le FPLP.<sup>334</sup>

Outre ses fonctions au sein du FPLP et de Samidoun, Barakat est également membre du comité exécutif et dirigeant de Masar Badil, le Mouvement alternatif de la voie révolutionnaire palestinienne.<sup>335</sup> Masar Badil est une ONG résolument anti-israélienne et pro-BDS qui, en collaboration avec Samidoun, a organisé et publié une déclaration de soutien aux attaques du Yémen contre des cibles américaines et britanniques, signée par plus de 250 organisations jihadistes et anti-israéliennes internationales, le 5 juin 2024.<sup>336</sup> Cette déclaration contenait des proclamations de « soutien à la position de principe du Yémen à l’égard des droits de la cause palestinienne » et une déclaration de « solidarité avec le peuple yéménite dans la bataille historique qu’il mène pour mettre fin au génocide contre le peuple palestinien dans la bande de Gaza, pour faire cesser les crimes de guerre sionistes et pour briser le siège. »<sup>337</sup> Quelques semaines plus tard, le 25 juin 2024, le compte Twitter/X de Samidoun a annoncé un [entretien](#) en direct avec Ghazi Hamad, membre du bureau politique du Hamas, avec un lien vers le site web de Masar Badil, où les utilisateurs pouvaient s’inscrire à l’événement.<sup>338</sup> Le 7 octobre, Masar Badil a publié

<sup>331</sup> “Samidoun,” NGO Monitor, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>332</sup> Efrat Weiss, “Israel sentences PFLP leader to 30 years in prison,” Ynet news, December 25, 2008, <https://www.ynetnews.com/articles/0,7340,L-3644555,00.html>.

<sup>333</sup> “Samidoun,” NGO Monitor, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>334</sup> Terry Glavin, “Is Khaled Barakat part of a terrorist group or a victim of Israeli intimidation,” *National Post*, April 28, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-curious-case-of-khaled-barakat>.

<sup>335</sup> “PFLP-Linked Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Leads 250 International Pro-Jihadi, Anti-Israel Organizations in Statement of Support for Yemeni Attacks on U.S. and U.K. Targets, Solidarity with Iran-Lead ‘Axis of Resistance’; Samidoun YouTube Channels Subsequently Blocked,” MEMRI, June 26, 2024, <https://www.memri.org/reports/pflp-linked-samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-leads-250-international-pro>.

<sup>336</sup> Ibid.

<sup>337</sup> Ibid.

<sup>338</sup> “PFLP-Linked Samidoun Network Continues to Serve Hamas’s Media Outreach Efforts on Social Media Targeting Youth in English; Hosts Livestream Interview with Hamas Official Ghazi Hammad on X; YouTube Recently Banned the Group’s Channels,” MEMRI, June 28, 2024, <https://www.memri.org/reports/pflp-linked-samidoun-network-continues-serve-hamass-media-outreach-efforts-social-media>.

une [déclaration](#) sur son site web faisant l'éloge des attentats.<sup>339</sup> Il a appelé toutes ses organisations affiliées et ses sympathisants à soutenir la « résistance palestinienne héroïque » et à « soutenir l'opération 'Déluge d'Al-Aqsa' annoncée par le commandant en chef des Brigades Izz al-Din al-Qassam, Frère Mohammed al-Deif ».<sup>340</sup>

En raison de ses affiliations extrémistes, Barakat a fait l'objet de nombreuses sanctions et interdictions de voyager, tout en continuant à jouir d'une totale liberté de mouvement au Canada. En 2022, il a été impliqué dans une bataille judiciaire en Allemagne, cherchant à faire annuler une interdiction d'entrée sur le territoire allemand de quatre ans qui lui avait été imposée en 2020 après avoir été arrêté à Berlin en 2019, puis expulsé, en raison de ce que le ministère allemand de l'Intérieur a spécifiquement qualifié de propension à tenir des propos violents et antisémites.<sup>341</sup> L'Allemagne a justifié l'interdiction par le fait qu'il était considéré comme un « risque pour la sécurité », étant donné que « ses croyances et le fait qu'il parle continuellement de libérer la Palestine du fleuve à la mer ... qu'il travaille sur une stratégie pour libérer la Palestine » et « qu'il insiste sur le fait qu'Israël n'a pas le droit d'exister » devraient être considérés comme antisémites.<sup>342</sup>

L'[appel](#) ultérieur de Barakat a été rejeté, les tribunaux estimant qu'il « a participé à plusieurs reprises aux activités du FPLP en Allemagne et/ou est apparu publiquement sous l'étiquette du FPLP. »<sup>343</sup> En avril 2022, Shimon Fogel, président et directeur général du Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA), a déclaré au *National Post* que la situation était devenue insoutenable. Il a réaffirmé que « les liens entre le FPLP, une entité terroriste inscrite sur la liste du Canada, et Samidoun sont clairs. Nous sommes profondément troublés par le fait que le fondateur et dirigeant de Samidoun, Khaled Barakat, et son épouse Charlotte Kates puissent diriger Samidoun depuis le Canada avec une apparente impunité », ajoutant que « cela devrait choquer tous les Canadiens. »<sup>344</sup>

Khaled Barakat et Charlotte Kates ont également joué un rôle déterminant dans l'élaboration du récit qui alimente les manifestations étudiantes anti-israéliennes en

---

<sup>339</sup> Jonathan D. Halevi, "Masar Badil advocates for supporting Hamas 'glorious, heroic' attack on Israel," The Documentation Project, November 5, 2023, <https://canadadocs.org/masar-badil-advocates-for-supporting-hamas-glorious-heroic-attack-on-israel/>.

<sup>340</sup> Ibid.

<sup>341</sup> "PFLP-Linked Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Leads 250 International Pro-Jihadi, Anti-Israel Organizations in Statement of Support for Yemeni Attacks on U.S. and U.K. Targets, Solidarity with Iran-Lead 'Axis of Resistance'; Samidoun YouTube Channels Subsequently Blocked," MEMRI, June 26, 2024, <https://www.memri.org/reports/pflp-linked-samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-leads-250-international-pro>.

<sup>342</sup> Ibid.

<sup>343</sup> "Samidoun," NGO Monitor, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>344</sup> Terry Glavin, "Is Khaled Barakat part of a terrorist group or a victim of Israeli intimidation", *National Post*, April 28, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-curious-case-of-khaled-barakat>.

Amérique du Nord et soutiennent directement leurs activités. Ainsi, lors de l'atelier « Columbia University Resistance 101 » du 24 mars 2024, Kates et Barakat ont tous deux fait l'éloge du Hamas, du FPLP et du Hezbollah en les nommant et en encourageant les autres à les soutenir.<sup>345</sup> Ils ont affirmé que ces organisations n'étaient pas des groupes terroristes et ont demandé à ce qu'elles soient retirées de la liste des entités terroristes du Canada.<sup>346</sup> Des enregistrements de la session montrent que Kates a dit aux étudiants qu'« il n'y a rien de mal à être membre du Hamas, à être un dirigeant du Hamas, à être un combattant du Hamas. »<sup>347</sup>

En outre, Barakat a depuis déclaré que « la seule façon pour les Palestiniens de se libérer et de libérer leurs ennemis est la lutte armée. Nous souhaiterions qu'il y ait d'autres alternatives. Si vous en connaissez une, dites-le-nous. Si vous connaissez un chemin qui peut nous conduire à notre libération, dites-le-nous. C'est ce que nous disons au monde tous les jours. »<sup>348</sup> Soulignant encore sa position, il a également affirmé que

« Ceux qui nous demandent de vivre aux côtés d'Israël nous demandent de vivre à côté d'un monstre. Ce mouvement sioniste, pourri et raciste appelé sionisme, nous devons le combattre ensemble et y mettre fin. Il est né en Europe et en Amérique du Nord et doit mourir en Europe et en Amérique du Nord. Il n'y a plus de solution à deux États. La Palestine sera libre du fleuve à la mer et vive le 7 octobre ! »<sup>349</sup>

De même, en juillet 2024, Samidoun Toronto a organisé une discussion éducative interne sur la « Partie 1 de la Stratégie pour la libération de la Palestine », le [document](#) fondateur de la Stratégie pour la libération de la Palestine du FPLP, publié en 1969.<sup>350</sup> Dans le cadre de l'« éducation politique » entreprise lors de cette

<sup>345</sup> Michael Starr, “‘Long live October 7’ chanted in defiance of Vancouver police, calls for global intifada sound,” *Jerusalem Post*, May 31, 2024, <https://www.jpost.com/international/israeli-terrorism/article-804529>.

<sup>346</sup> Ibid.

<sup>347</sup> Daniella Pletka, “The Antisemitism Money and Power Network—and How to Smash It,” *American Enterprise Institute (AEI)*, June 17, 2024, <https://www.aei.org/articles/the-anti-semitism-money-and-power-network-and-how-to-smash-it/>.

<sup>348</sup> « Conférencière à l'événement Samidoun de Vancouver : Les pays occidentaux tentent désespérément de présenter l'opération Al-Aqsa comme une agression barbare, en propageant des mensonges éhontés; la lutte armée est indissociable de la révolution palestinienne; nous nous tenons aux côtés de la résistance héroïque! Barakat, ancien responsable du FPLP : Nous demander de vivre aux côtés d'Israël, c'est nous demander de vivre à côté d'un monstre; le sionisme est né en Europe et en Amérique et doit y mourir; vive le 7 octobre », MEMRI, 11 mai 2024, <https://www.memri.org/tv/fmr-pflp-official-activist-samidoun-vancouver-event-only-way-palestinian-liberation-armed-struggle-long-live-october-7>.

<sup>349</sup> Ibid.

<sup>350</sup> “Samidoun Toronto conducts study session on ‘Strategy for the Liberation of Palestine,’” Samidoun, July 19, 2024, <https://samidoun.net/2024/07/samidoun-toronto-conducts-study-session-on-strategy-for-the-liberation-of-palestine/>.

discussion, les participants ont appris comment « le Front identifie les amis et les ennemis de la lutte – ces derniers étant l’entité sioniste connue sous le nom d’Israël, le mouvement sioniste, l’impérialisme mondial et les régimes arabes réactionnaires ». <sup>351</sup> En outre, on leur a dit que « le Front identifie la résistance armée et la guerre populaire prolongée comme le seul moyen de libérer la Palestine » et qu’il incombe à Samidoun Toronto de réfléchir à la manière dont il peut appliquer ces leçons aujourd’hui, dans sa propre « organisation de la solidarité locale ». <sup>352</sup>

Depuis le 7 octobre 2023, la rhétorique de Barakat n’a fait que s’intensifier. Lors d’une [table ronde](#) à Vancouver en mai 2024, Barakat a entraîné la foule dans des chants scandant « vive le 7 octobre » et a affirmé que « ce qui s’est passé le 7 octobre était le début de la grande intifada. » <sup>353</sup> Il a nié que le Hamas et d’autres groupes terroristes gazaouis aient violé des femmes ou décapité des bébés pendant les attaques, affirmant que « la résistance palestinienne est le groupe armé le plus éthique de la planète. » <sup>354</sup> Les manifestants ont notamment été encouragés à scander « vive le 7 octobre » en solidarité avec Charlotte Kates, qui a été arrêtée le 29 avril 2024 pour un [discours](#) le 26 avril au même endroit trois jours plus tôt, au cours duquel elle avait initialement scandé le slogan. <sup>355</sup> Lors du rassemblement à Vancouver, elle a également exprimé son soutien au Hamas, au FPLP, au Jihad islamique palestinien et au Hezbollah, demandant qu’ils soient retirés de la liste des organisations terroristes du Canada. <sup>356</sup> Selon Samidoun, Kates s’est vu interdire de participer à des manifestations jusqu’à sa comparution devant le tribunal le 8 octobre 2024. <sup>357</sup>

Bien que Charlotte Kates ait été limitée dans sa capacité à participer activement à des activités de protestation au Canada en attendant sa comparution devant le tribunal pour incitation à la haine, elle a été reconnue à l’étranger pour son travail. En août 2024, Kates s’est rendu en Iran pour recevoir le « huitième prix islamique annuel des droits de l’homme et de la dignité humaine » aux côtés de six autres lauréats, dont le chef du Jihad islamique palestinien (PIJ), Ziyad Nakhleh, et Siraj

---

<sup>351</sup> Ibid.

<sup>352</sup> Ibid.

<sup>353</sup> Michael Starr, “‘Long live October 7’ chanted in defiance of Vancouver police, calls for global intifada sound,” *Jerusalem Post*, May 31, 2024, <https://www.jpost.com/international/islamic-terrorism/article-804529>.

<sup>354</sup> Ibid.

<sup>355</sup> Ibid.

<sup>356</sup> “Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Affiliated with U.S.-Designated Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) Funnels Donations through Non-Profit Organization Based in Tucson, Arizona,” MEMRI, June 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-affiliated-us-designated-popular-front>.

<sup>357</sup> Michael Starr, “‘Long live October 7’ chanted in defiance of Vancouver police, calls for global intifada sound,” *Jerusalem Post*, May 31, 2024, <https://www.jpost.com/international/islamic-terrorism/article-804529>.

al-Haq, l'ancien président de Jamaat-e-Islami Pakistan (JIP).<sup>358</sup> La [cérémonie de remise des prix](#), qui s'est déroulée le 4 août, a également rendu hommage à Ismail Haniyeh, chef du Hamas assassiné, à Mohammed Reza Zahedi, commandant de la Force Qods du Corps des gardiens de la révolution islamique, et à Hossein Amir Abdollahian, ministre iranien des Affaires étrangères, décédé dans un accident d'hélicoptère en mai, aux côtés de l'ancien président iranien Ebrahim Raisi.<sup>359</sup> Lors de son séjour à Téhéran, Kates s'est également exprimé sur la chaîne de télévision iranienne Ofogh TV, affirmant que « la soi-disant démocratie occidentale est un mensonge, j'ai été arrêté et je risque d'être inculpé simplement pour avoir parlé de la légitimité de la résistance armée palestinienne et de l'opération courageuse et héroïque du 7 octobre », ajoutant que « je veux que les organisations de résistance soient retirées de la liste des soi-disant terroristes. »<sup>360</sup>

Figure 16 : Kates reçoit le prix des droits de l'homme à Téhéran<sup>361</sup>



En fin de compte, l'audience prévue pour Kates le 8 octobre 2024 a été annulée et, par conséquent, l'ordonnance du tribunal interdisant à Kates d'assister à toute manifestation a expiré, puisque la Cour provinciale de la Colombie-Britannique n'a

<sup>358</sup> "Canadian 'Samidoun' Activist Charlotte Kates Accepts Human Rights Award in Iran alongside Palestinian Islamic Jihad (PIJ) Leader Ziyad Nakhleh in Ceremony Honoring Hamas Leader Haniyeh; Kates Faces Hate Speech Charges in Canada after Praising October 7 Attack, Says on Iranian TV: Western Democracy Is a Lie," MEMRI, August 21, 2024, <https://www.memri.org/reports/canadian-samidoun-activist-charlotte-kates-accepts-human-rights-award-iran-alongside>.

<sup>359</sup> Ibid.

<sup>360</sup> Ibid.

<sup>361</sup> Ibid.

pas pris de décision sur l'opportunité d'engager des poursuites.<sup>362</sup> Le 15 novembre, un mois après la décision du gouvernement canadien de désigner Samidoun comme un groupe terroriste, il a été rapporté que des policiers de Vancouver lourdement armés ont arrêté, puis relâché, une personne au domicile de Charlotte Kates dans le cadre d'une enquête en cours sur des accusations d'incitation publique à la haine.<sup>363</sup>

## Sanctions

La reconnaissance des liens dangereux de Samidoun avec des groupes terroristes désignés tels que le FPLP et son soutien ouvert à des groupes tels que le Hamas, le Hezbollah et le Jihad islamique palestinien ne sont heureusement pas passés totalement inaperçus. En mars 2022, l'organisation partenaire de Samidoun en France, le Collectif Palestine Vaincra (CPV), a été dissoute par un décret signé par le président français Emmanuel Macron.<sup>364</sup> La dissolution du groupe a été autorisée en vertu des articles de la loi française sur la sécurité interdisant les groupes qui provoquent la discrimination, la haine ou la violence fondées sur l'appartenance ethnique, la nationalité, la race ou la religion et qui se livrent à des actes d'incitation au terrorisme.<sup>365</sup>

Selon le [décret](#), les principales raisons de la dissolution du CPV sont le soutien au terrorisme (soutien à des groupes terroristes et à des personnes impliquées ou condamnées pour des faits de terrorisme), ce qui, selon les autorités françaises, « va de pair avec une légitimation des méthodes terroristes qu'il s'efforce de justifier ou de minimiser au motif qu'il s'agit d'une forme nécessaire de résistance. »<sup>366</sup> En outre, le CPV utilise une rhétorique antisioniste virulente, comme le montre sa [charte](#), qui soutient « la lutte du peuple palestinien contre le sionisme, l'impérialisme et les régimes réactionnaires arabes pour la libération de toute la Palestine, de la mer Méditerranée au Jourdain. »<sup>367</sup> En outre, l'une des principales allégations contre le CPV est que, par le biais de ses publications, le groupe « cultive la haine et légitime le recours à la violence contre Israël et les Israéliens » et « incite à la haine contre les Juifs. »<sup>368</sup>

---

<sup>362</sup> Simon Little, "Why haven't prosecutors decided on charges over B.C. comments praising Hamas", *Global News*, 11 October 2024, <https://globalnews.ca/news/10807971/charlotte-kates-charge-decision-delay/>.

<sup>363</sup> Jonathan Rothman, "Vancouver police raid a home linked to the director of Samidoun, which is now a terrorist entity in Canada," *Canadian Jewish News*, November 15, 2024, <https://thecjn.ca/news/charlotte-kates/>.

<sup>364</sup> Terry Glavin, "Is Khaled Barakat part of a terrorist group or a victim of Israeli intimidation", *National Post*, April 28, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/terry-glavin-the-curious-case-of-khaled-barakat>.

<sup>365</sup> Ibid.

<sup>366</sup> "France dissolves anti-Zionist and PFLP-linked Collectif Palestine Vaincra," *NGO Monitor*, March 16, 2022, <https://www.ngo-monitor.org/france-dissolves-anti-zionist-and-pflp-linked-collectif-palestine-vaincra-main-points-of-the-dissolution-decree/>.

<sup>367</sup> Ibid.

<sup>368</sup> Ibid.

Le réseau international de Samidoun a fait l'objet de sanctions internationales supplémentaires en novembre 2023, lorsque l'Allemagne a également interdit l'organisation et son affilié local, Samidoun Deutschland.<sup>369</sup> Commentant la question, la ministre allemande de l'Intérieur, Nancy Faeser, a décrit l'organisation comme « diffusant de la propagande anti-israélienne et anti-juive tout en prétendant promouvoir la solidarité avec les prisonniers dans différents pays. »<sup>370</sup> En outre, Faeser a noté que « Samidoun a également soutenu et glorifié diverses organisations terroristes étrangères, y compris le Hamas. »<sup>371</sup>

Décrivant la nature de la réponse du groupe aux attaques du 7 octobre, Faeser a ajouté que « avec ses « célébrations » spontanées ici en Allemagne après les horribles attaques terroristes du Hamas en Israël, Samidoun a révélé son antisémitisme et son manque absolu de considération pour la vie humaine d'une manière particulièrement odieuse. »<sup>372</sup> De telles évaluations ne devraient laisser aucun doute quant à la véritable nature de Samidoun, prouvant que sa présence continue au Canada est injustifiable. Cela étant, et malgré l'interdiction susmentionnée, Samidoun poursuit ses activités en Allemagne en partenariat avec des groupes de gauche tels que Global South United, Young Struggle, Revolutionäre Linke, Arbeiterinnenmacht, Palästina Spricht, Palästina Kampagne, Jüdische Stimme, Jewish Voice for a Just Peace in the Middle East, Jewish Bund, Jewish Union, et d'autres groupes dissidents qui agissent comme mandataires de Samidoun pour aider à organiser des rassemblements pro-palestiniens.<sup>373</sup>

Plus récemment, en avril 2024, le gouvernement belge a annoncé son intention de révoquer le statut de réfugié de Mohammed Khatib, le coordinateur de Samidoun en Europe mentionné plus haut.<sup>374</sup> La secrétaire d'État belge à l'Asile et à la Migration, Nicole de Moor, a demandé aux services d'immigration de lui retirer son statut au

---

<sup>369</sup> "Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Affiliated with U.S.-Designated Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) Funnels Donations through Non-Profit Organization Based in Tucson, Arizona," MEMRI, June 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-affiliated-us-designated-popular-front>.

<sup>370</sup> Ibid.

<sup>371</sup> Ibid.

<sup>372</sup> Benjamin Weinthal, "Biden urged to outlaw antisemitic Palestinian 'terrorist' group banned in Germany, Israel," Fox News, May 26, 2024, <https://www.foxnews.com/world/biden-urged-outlaw-antisemitic-palestinian-terrorist-group-banned-germany-israel>.

<sup>373</sup> "Despite Being Banned in Germany since November 2023, PFLP-Affiliated Samidoun, Which Openly Supports Hamas and Hizbullah, Launches Fundraising Campaign to 'Counter Anti-Palestinian Repression in Germany'—Listing Bank Information of Extremist German Group Rote Hilfe," MEMRI, July 12, 2024, <https://www.memri.org/reports/despite-being-banned-germany-november-2023-pflp-affiliated-samidoun-which-openly-supports>.

<sup>374</sup> "Belgium pushes to expel controversial Palestinian activist 'hate preacher'," *Times of Israel*, April 15, 2024, <https://www.timesofisrael.com/belgium-pushes-to-expel-controversial-palestinian-activist-hate-prêcheur/>.

motif qu'il était « connu comme un prêcheur de haine extrémiste. »<sup>375</sup> En juillet, Khatib a été convoqué à une audience devant un agent spécialisé dans les demandes d'asile belge en raison de ses liens avec Samidoun, ainsi que de ses associations avec le mouvement palestinien Masar Badil Alternative Revolutionary Path et de ses déclarations radicales lors de rassemblements pro-palestiniens.<sup>376</sup>

Khatib a déjà été décrit par des organes de presse palestiniens tels que Quds News Network, le Palestinian Information Center (PIC) et Quds Press comme un agent et un porte-parole du FPLP.<sup>377</sup> S'exprimant lors d'une manifestation en Belgique le 15 octobre 2023, une semaine seulement après le massacre perpétré par le Hamas le 7 octobre, Khatib a déclaré que « nous n'appelons pas l'attaque du Hamas en Israël une attaque terroriste, nous l'appelons une résistance justifiée. »<sup>378</sup>

Le 10 octobre 2024, suite à ces différentes révélations, le parlement néerlandais a voté à une écrasante majorité la désignation de Samidoun comme organisation terroriste. La législation, présentée par le Parti politique réformé (SGP), a été adoptée par 100 voix contre 50.<sup>379</sup> Les Pays-Bas deviennent ainsi le troisième pays à désigner Samidoun comme organisation terroriste, après Israël en 2021 et l'Allemagne en octobre 2023.<sup>380</sup> Après le vote, Diederick van Dijk du SGP a publié sur Twitter/X que « nous continuerons à lutter contre le terrorisme et la propagande du Hamas » et a déclaré au *Jerusalem Post* que la décision était une étape importante, car « Samidoun est une organisation antisémite liée au FPLP, qui figure sur la liste des organisations terroristes de l'UE. Samidoun a déjà été interdit dans de nombreux pays. Il est grand temps que les Pays-Bas agissent en conséquence. »<sup>381</sup>

Ces sanctions, bien que critiques, n'ont malheureusement pas permis de maîtriser l'organisation. En plus de ses activités de protestation internationale, Samidoun maintient une présence très active sur les médias sociaux par le biais desquels elle diffuse des contenus glorifiant les organisations terroristes désignées. Ainsi, le 5 mai 2024, l'organisation a interrogé Osama Hamdan, un haut responsable du Hamas

---

<sup>375</sup> Ibid.

<sup>376</sup> Michael Starr, "PFLP-affiliated NGO leader 'extremist hate preacher' may be kicked out of Belgium," *Jerusalem Post*, July 18, 2024, [https://www.jpost.com/diaspora/article-810923#google\\_vignette](https://www.jpost.com/diaspora/article-810923#google_vignette).

<sup>377</sup> Ibid.

<sup>378</sup> Assita Kanko, « Mesures européennes contre l'organisation Samidoun », Question pour réponse écrite E-003068/2023, Parlement européen, 17 octobre 2023, [https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-003068\\_EN.html](https://www.europarl.europa.eu/doceo/document/E-9-2023-003068_EN.html).

<sup>379</sup> "Dutch Parliament Votes to Designate PFLP Front Samidoun as a Terrorist Group," Foundation for Defense of Democracies, October 11, 2024, <https://www.fdd.org/analysis/2024/10/11/dutch-parliament-votes-to-designate-pflp-front-samidoun-as-a-terrorist-group/>.

<sup>380</sup> Ibid.

<sup>381</sup> Mathilda Heller, "Dutch Parliament votes to designate Samidoun as terror organization," *Jerusalem Post*, October 10, 2024, [https://www.jpost.com/diaspora/article-824116#google\\_vignette](https://www.jpost.com/diaspora/article-824116#google_vignette).

et un terroriste mondial spécialement désigné par les États-Unis. Elle a annoncé l'entretien dans un [post](#) sur son compte Twitter/X.<sup>382</sup>

Plusieurs semaines plus tard, le 29 mai 2024, Samidoun a [publié](#) sur son site Internet et sur Twitter/X une déclaration publiée par le Secrétariat des cadres étudiants palestiniens, intitulée « Il est temps d'intensifier révolutionnairement l'Intifada mondiale des étudiants pour la Palestine : Un appel du mouvement étudiant palestinien dans la bande de Gaza. »<sup>383</sup> La déclaration exprime son soutien à la campagne de protestation des étudiants aux États-Unis et dans d'autres pays en faveur de la cause palestinienne et contre Israël. Elle exhorte les étudiants à entamer « une nouvelle phase révolutionnaire d'escalade globale » en assiégeant la Maison Blanche et en encerclant les sièges des gouvernements et des entreprises qui soutiennent Israël.<sup>384</sup>

En outre, Samidoun a régulièrement utilisé sa présence sur les médias sociaux pour diffuser des appels à une « escalade globale » de l'« intifada mondiale. »<sup>385</sup> Ainsi, après avoir publié l'interview d'Osama Hamdan, Samidoun a publié sur sa chaîne YouTube, le 26 mai 2024, un message enregistré de Basem Naim, membre du bureau politique principal du Hamas, dans lequel il s'adresse aux participants du « Festival de la résistance » organisé par Samidoun à Bruxelles, en Belgique.<sup>386</sup> Dans son message, Naim fait notamment l'éloge de Samidoun, déclarant que « nous voulons saluer les camarades du réseau Samidoun de solidarité avec les prisonniers palestiniens qui ont été à l'avant-garde de la lutte pour nos prisonniers contre le sionisme et le colonialisme », ajoutant que « nous célébrerons tous, un jour, la victoire de notre peuple dans une Palestine libre, du fleuve à la mer. »<sup>387</sup> Plus tôt dans l'année, le 27 février 2024, Naim a figuré aux côtés de Charlotte Kates dans une vidéo YouTube dans laquelle Kates décrit les attentats du 7 octobre comme une « opération héroïque. »<sup>388</sup>

---

<sup>382</sup> "Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Affiliated with U.S.-Designated Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) Funnels Donations through Non-Profit Organization Based in Tucson, Arizona," MEMRI, June 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-affiliated-us-designated-popular-front>.

<sup>383</sup> Ibid.

<sup>384</sup> Ibid.

<sup>385</sup> "PFLP-Linked Samidoun Network Continues to Serve Hamas's Media Outreach Efforts on Social Media Targeting Youth in English; Hosts Livestream Interview with Hamas Official Ghazi Hammad on X; YouTube Recently Banned the Group's Channels," MEMRI, June 28, 2024, <https://www.memri.org/reports/pflp-linked-samidoun-network-continues-serve-hamass-media-outreach-efforts-social-media>.

<sup>386</sup> Ibid.

<sup>387</sup> "Hamas Official Basem Naim's Message to Samidoun 'Resistance Festival' in Belgium: I Salute Each and Every One of You; We Will All One Day Celebrate the Victory of Our People, From the River to the Sea," MEMRI, May 26, 2024, <https://www.memri.org/tv/hamas-official-basem-naim-message-samidoun-resistance-festival-free-palestine-river-sea/hamas-official-basem-naim-message-samidoun-resistance-festival-free-palestine-river-sea>.

<sup>388</sup> Ibid.

Figure 17 : Annonce pour l'interview du responsable du Hamas Osama Hamdan<sup>389</sup>



Figure 18 : Le tweet de Samidoun appelle à un siège de la Maison Blanche<sup>390</sup>



## Financement

Le financement de Samidoun est un autre aspect essentiel de l'évaluation de ses liens illégaux et de son soutien au terrorisme. Bien que Samidoun ne publie pas d'informations financières, plusieurs cas sont apparus ces dernières années qui prouvent encore l'étendue de ses connexions illicites. Malgré un manque évident de transparence et de responsabilité, Samidoun est, selon son site Internet, « un projet

<sup>389</sup> "Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Affiliated with U.S.-Designated Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) Funnels Donations through Non-Profit Organization Based in Tucson, Arizona," MEMRI, June 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-affiliated-us-designated-popular-front>.

<sup>390</sup> "PFLP-Linked Samidoun Network Continues to Serve Hamas's Media Outreach Efforts on Social Media Targeting Youth in English; Hosts Livestream Interview with Hamas Official Ghazi Hammad on X; YouTube Recently Banned the Group's Channels," MEMRI, June 28, 2024, <https://www.memri.org/reports/pflp-linked-samidoun-network-continues-serve-hamass-media-outreach-efforts-social-media>.

fiscalement parrainé par l'Alliance for Global Justice, une organisation 501(c)(3). »<sup>391</sup> L'Alliance for Global Justice (AFGJ), une société à but non lucratif basée à Tucson, en Arizona, agit en tant que « sponsor fiscal de plus de 90 projets de justice économique, sociale et de droits de l'homme dans le monde qui n'ont pas leur propre statut d'exonération fiscale. »<sup>392</sup> En 2022-2023, le revenu total de l'AFGJ s'élevait à 10,7 millions de dollars US, pour des dépenses de 8,9 millions de dollars US.<sup>393</sup> Cependant, ses finances ont connu une croissance exponentielle ces dernières années. Le groupe a accumulé plus de 56 millions de dollars américains au cours de l'année fiscale 2020, contre seulement 6,9 millions de dollars américains en 2019, selon les formulaires fiscaux.<sup>394</sup> Le butin de 2020 comprenait 250.000 dollars américains provenant de l'Open Society Foundations du milliardaire de gauche George Soros.<sup>395</sup> Elle comprenait également 210.000 dollars américains provenant du New Venture Fund, un groupe géré par [Arabella Advisors](#), le plus grand réseau d'argent sale de gauche aux États-Unis.<sup>396</sup> Le New Venture Fund et le Windward Fund, un autre groupe sous la direction d'Arabella Advisors, ont conjointement donné à l'AFGJ 263.000 dollars américains en 2021, d'après les formulaires fiscaux.<sup>397</sup>

L'association entre l'AFGJ et Samidoun n'est pas seulement convaincante parce qu'il s'agit de l'un des rares moyens de financement connus dont dispose Samidoun, mais aussi parce que, ces dernières années, les institutions financières ont commencé à suspendre les paiements à Samidoun et à ses affiliés en reconnaissance de leurs liens avec le terrorisme. En 2019, par exemple, plusieurs fournisseurs de paiement mondiaux, dont PayPal, Donorbox et Plaid, ont interrompu les dons en ligne à Samidoun en raison de ses liens présumés avec le FPLP.<sup>398</sup> Suite à cela, toutes les grandes sociétés de cartes de crédit ont coupé les dons directs à Samidoun en 2020, bien que Visa, Mastercard et American Express (à partir de 2021) autorisent toujours le traitement des dons à Samidoun par

---

<sup>391</sup> "Samidoun," NGO Monitor, October 21, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/ngos/samidoun/>.

<sup>392</sup> Ibid.

<sup>393</sup> Ibid.

<sup>394</sup> Ibid.

<sup>395</sup> Gabe Kaminsky, "Left-wing charity appears to fundraise illegally for Palestinian terror-linked group : Experts," *Washington Examiner*, January 16, 2023, <https://www.washingtonexaminer.com/policy/finance/865601/left-wing-charity-appears-to-fundraise-illegally-for-palestinian-terror-linked-group-experts/>.

<sup>396</sup> Gabe Kaminsky, "Liberal dark money giant rakes in over \$1.5 billion from secret donors, tax records show," *Washington Examiner*, November 16, 2022, <https://www.washingtonexaminer.com/news/63282/liberal-dark-money-giant-rakes-in-over-1-5-billion-from-secret-donors-tax-records-show/>.

<sup>397</sup> Ibid.

<sup>398</sup> "Global Payment Giants Remove Account of BDS Organization over Purported Links to Terrorists," *The Tower*, April 26, 2019, <http://www.thetower.org/7282-global-payment-giants-remove-account-of-bds-organization-over-purported-links-to-terrorists/>.

l'intermédiaire de l'AFGJ.<sup>399</sup> Cela a suscité des inquiétudes quant au fait que ces sociétés pourraient violer les lois antiterroristes américaines en aidant ces groupes.<sup>400</sup>

Compte tenu de ces développements, le soutien de l'AFGJ à Samidoun a conduit à des limitations significatives de sa capacité opérationnelle. En août 2021, par exemple, Discover a mis fin aux dons par carte de crédit à l'AFGJ après que le Zachor Legal Institute ait fait pression sur la société de cartes de crédit, citant les relations de l'AFGJ avec Samidoun.<sup>401</sup> Zachor a également dénoncé une société de logiciels appelée Salsa Labs au Département du Trésor en avril 2022 parce qu'elle permettait à l'organisation caritative de traiter des dons à des groupes liés au terrorisme tels que Samidoun.<sup>402</sup> Zachor a fait valoir que

« de nombreux groupes 'humanitaires', tels que la Holy Land Foundation, American Muslims for Palestine, l'Islamic Association for Palestine et le Quranic Literacy Institute, se sont révélés être des mandataires d'organisations terroristes telles que le Hamas, et ont été tenus responsables d'avoir aidé et encouragé les attaques terroristes du Hamas contre les Américains »,

ajoutant que

« Nous pensons qu'Alliance for Global Justice est de la même nature que d'autres organisations terroristes-prétendant collecter des fonds à des fins humanitaires alors qu'elles ne sont en fait que des façades pour collecter des fonds pour des organisations terroristes. »<sup>403</sup>

Dans ce contexte, il convient également de noter que l'ONG française Collectif Palestine Vaincra (CPV), désormais sanctionnée, a également levé des fonds via l'AFGJ, par l'intermédiaire de Samidoun.<sup>404</sup> Depuis sa création en 2019, le CPV a été contraint de modifier ses plateformes de collecte de fonds à plusieurs reprises en

---

<sup>399</sup> Adam Kredo and Matthew Foldi, "Discover Card Cuts Ties with Palestinian Terror-Linked Organization," *Washington Free Beacon*, September 16, 2021, <https://freebeacon.com/national-security/discover-card-cuts-ties-with-palestinian-terror-linked-organization/>.

<sup>400</sup> Ibid.

<sup>401</sup> Ibid.

<sup>402</sup> Gabe Kaminsky, "Left-wing charity appears to fundraise illegally for Palestinian terror-linked group : Experts," *Washington Examiner*, January 16, 2023, <https://www.washingtonexaminer.com/policy/finance/865601/left-wing-charity-appears-to-fundraise-illegally-for-palestinian-terror-linked-group-experts/>.

<sup>403</sup> Ibid.

<sup>404</sup> "Alliance for Global Justice," NGO Monitor, August 18, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/funder/alliance-for-global-justice/>.

raison de ses liens extrémistes.<sup>405</sup> Ainsi, à la suite d'une enquête du *Jerusalem Post* en 2020, PayPal a fermé le compte du CPV « en raison de ses liens avec l'organisation terroriste sanctionnée par les États-Unis et l'Union européenne, le Front populaire de libération de la Palestine (FPLP). »<sup>406</sup> Suite à la décision de PayPal, le CPV a essayé de trouver d'autres sources pour collecter des fonds, notamment via HelloAsso (France), Stripe (États-Unis) et Shopify (Canada).<sup>407</sup> Dans sa plainte contre l'AFGJ, l'Institut juridique Zachor a résumé la situation comme suit : « Il est clair que Samidoun et le CPV sont chacun un alter ego de l'organisation terroriste désignée FPLP et que les activités de l'AFGJ en faveur du FPLP violent les règles de l'article 501(c)(3) sur les activités illégales, y compris les violations de l'article 18 USC 2339B, pour avoir fourni un soutien matériel à une organisation terroriste étrangère désignée par les États-Unis. »<sup>408</sup> En outre, le CPV a notamment coordonné avec le FPLP en 2021 la collecte de fonds pour un camp d'« endoctrinement » pour les enfants dans la bande de Gaza.<sup>409</sup> Anne Herzberg, conseillère juridique auprès de NGO Monitor, a déclaré au *Washington Examiner* que l'AFGJ s'exposait à des responsabilités et à des risques en collectant des fonds pour le CPV.<sup>410</sup>

Suite à ces différents développements, en février 2023, l'AFGJ [a annoncé](#) que Salsa Labs, la société qui gérait ses transactions par carte de crédit, avait bloqué sa capacité à traiter les dons.<sup>411</sup> Depuis février 2023, l'AFGJ ne peut plus accepter de dons par carte de crédit pour elle-même ou pour les 140 groupes (dont Samidoun) qu'elle sponsorise fiscalement.<sup>412</sup> Cela fait suite à plusieurs rapports du *Washington Examiner* qui ont révélé les liens entre Samidoun et le FPLP.<sup>413</sup> Stripe et PayPal ont

---

<sup>405</sup> Ibid.

<sup>406</sup> Benjamin Weinthal, “‘Post’ inquiry leads to closure of French BDS terrorism group’s PayPal,” *Jerusalem Post*, June 10, 2020, <https://www.jpost.com/israel-news/post-inquiry-leads-to-closure-of-french-bds-terrorism-groups-paypal-630910>.

<sup>407</sup> “Alliance for Global Justice,” NGO Monitor, August 18, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/funder/alliance-for-global-justice/>.

<sup>408</sup> Gabe Kaminsky, “Left-wing charity faces legal complaint over fundraiser for Palestinian terror-linked group,” *Washington Examiner*, January 17, 2023, <https://www.washingtonexaminer.com/news/729321/left-wing-charity-faces-legal-complaint-over-fundraiser-for-palestinian-terror-linked-group/>.

<sup>409</sup> “France dissolves anti-Zionist and PFLP-linked Collectif Palestine Vaincra—Main points of the dissolution decree,” NGO Monitor, March 16, 2022, <https://ngo-monitor.org/france-dissolves-anti-zionist-and-pflp-linked-collectif-palestine-vaincra-main-points-of-the-dissolution-decree/>.

<sup>410</sup> Gabe Kaminsky, “Left-wing charity faces legal complaint over fundraiser for Palestinian terror-linked group,” *Washington Examiner*, January 17, 2023, <https://www.washingtonexaminer.com/news/729321/left-wing-charity-faces-legal-complaint-over-fundraiser-for-palestinian-terror-linked-group/>.

<sup>411</sup> “Alliance for Global Justice,” NGO Monitor, August 18, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/funder/alliance-for-global-justice/>.

<sup>412</sup> Ibid.

<sup>413</sup> “Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Affiliated with U.S.-Designated Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) Funnel Donations through Non-Profit Organization Based in Tucson, Arizona,” MEMRI, June 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-affiliated-us-designated-popular-front>.

suivi, rompant leurs liens avec l'AFGJ en septembre 2023.<sup>414</sup> Bien que le [Site web de l'AFGJ](#) permettait auparavant de faire des dons directement à Samidoun, le site n'accepte plus les dons en ligne mais accepte toujours les chèques papier depuis août 2024.<sup>415</sup>

Outre les diverses sociétés de cartes de crédit et les systèmes de paiement qui ont cessé de fournir des services à Samidoun, la rhétorique de l'organisation a également conduit récemment à la fermeture de plusieurs de ses comptes sur les médias sociaux. Plusieurs comptes Instagram et YouTube associés à Samidoun, y compris ceux de ses sections de Vancouver et de Toronto, ont été supprimés en juillet 2024.<sup>416</sup> Cela faisait suite à la fermeture antérieure du compte Instagram principal de Samidoun le 24 juin 2024.<sup>417</sup> En outre, YouTube a bloqué la chaîne de Charlotte Kates, déclarant qu'après avoir examiné le contenu des chaînes de Samidoun et de Kates, ils avaient constaté des « violations répétées de notre politique relative aux organisations criminelles violentes . »<sup>418</sup>

Cependant, malgré ces limites, Samidoun a continué à s'associer à des organisations promouvant des idéologies extrémistes dans le cadre de ses initiatives de collecte de fonds. Ainsi, le 4 février 2024, Samidoun s'est associé à la Bronx Antiwar Coalition pour organiser un séminaire virtuel intitulé « How to Defend Palestinian Resistance » (Comment défendre la résistance palestinienne), qui s'est déroulé sur Zoom et auquel ont participé Khaled Barakat et Charlotte Kates en tant qu'intervenants.<sup>419</sup> Pendant le séminaire, les modérateurs ont affiché des informations sur la manière de faire des dons à Samidoun. Ils ont à nouveau fait l'éloge du 7 octobre, ainsi que du soutien iranien au Hamas, en déclarant : « L'axe de la résistance est régional, et pas seulement arabe. Ainsi, l'Iran a joué un rôle majeur, et continue à jouer un rôle majeur, en soutenant et en servant de rempart contre l'intervention et la domination impérialistes dans la région. »<sup>420</sup>

---

<sup>414</sup> "Alliance for Global Justice," NGO Monitor, August 18, 2024, <https://www.ngo-monitor.org/funder/alliance-for-global-justice/>.

<sup>415</sup> Ibid.

<sup>416</sup> Michael Starr, "PFLP-affiliated NGO Samidoun accounts removed from Instagram, YouTube," *Jerusalem Post*, July 11, 2024, <https://www.jpost.com/diaspora/article-809982>.

<sup>417</sup> Ibid.

<sup>418</sup> "PFLP-Linked Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Leads 250 International Pro-Jihadi, Anti-Israel Organizations in Statement of Support for Yemeni Attacks on U.S. and U.K. Targets, Solidarity with Iran-Lead 'Axis of Resistance'; Samidoun YouTube Channels Subsequently Blocked," MEMRI, June 26, 2024, <https://www.memri.org/reports/pflp-linked-samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-leads-250-international-pro>.

<sup>419</sup> "Samidoun Palestinian Prisoner Solidarity Network Affiliated with U.S.-Designated Popular Front for the Liberation of Palestine (PFLP) Funnels Donations through Non-Profit Organization Based in Tucson, Arizona," MEMRI, June 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/samidoun-palestinian-prisoner-solidarity-network-affiliated-us-designated-popular-front>.

<sup>420</sup> Ibid.

Les faits présentés dans ce rapport ne laissent planer aucun doute sur la qualification de Samidoun en tant qu'entité terroriste. Non seulement il se livre à des attaques généralisées, continues et virulentes contre Israël et le peuple juif, mais il soutient également des entités terroristes connues et s'y associe directement afin de contribuer à la diffusion de son idéologie radicale. Cependant, ce rapport a également montré que, malgré ces faits bien établis, Samidoun a largement réussi à passer inaperçu et à se positionner comme un acteur et une voix de premier plan parmi les manifestants pro-palestiniens, en particulier à la suite des événements du 7 octobre 2023. Maintenant que les gouvernements canadien et américain ont officiellement reconnu la menace que représente Samidoun en l'ajoutant à leurs listes d'entités terroristes sanctionnées, il faut espérer que l'impact et l'influence de Samidoun s'atténueront. Bien qu'il s'agisse d'une mesure nécessaire et positive, elle ne permettra pas à elle seule d'atténuer les dommages déjà causés. Il faut un effort concerté pour élargir les mécanismes d'enquête afin de comprendre, d'identifier et de démanteler les groupes, les associations et surtout les véhicules de financement qui ont soutenu Samidoun et lui ont permis de devenir si efficace. Maintenant que des mesures législatives significatives ont été prises, il est important de poursuivre par des efforts pratiques pour éduquer correctement le public-et en particulier les étudiants – sur la véritable nature de l'idéologie haineuse et antisémite de Samidoun afin de l'empêcher de se répandre et de causer davantage de dommages.

## Pleins feux sur les campus

L'une des tendances les plus manifestes et les plus inquiétantes qui se sont dessinées depuis les événements du 7 octobre est l'utilisation des campus universitaires du monde entier comme bases d'opération et centres de diffusion d'informations et d'activités farouchement anti-israéliennes et antisémites. Comme aux États-Unis, à partir de mai 2024, ces activités ont atteint leur paroxysme lorsque les universités canadiennes ont commencé à accueillir des campements pro-palestiniens à grande échelle. Ces manifestations étaient très bien organisées, avec un financement et un soutien extérieurs évidents, et reflétaient la rhétorique extrémiste présente depuis les événements du 7 octobre.

Toutefois, ces expressions ne sont pas propres à la période qui a suivi le déclenchement de la guerre entre Israël et le Hamas. Malheureusement, depuis de nombreuses années, les campus universitaires canadiens servent de plateforme aux activités anti-israéliennes et nourrissent des sentiments anti-israéliens et antisémites. Les sections suivantes du rapport examinent et développent ce phénomène, en examinant plus particulièrement la situation à l'université McGill, à l'université Concordia, à l'université de Toronto et à l'Université York. Ce qui sera montré, c'est une tendance inquiétante de comportement, d'idéologie et d'activité qui a cultivé un fort sentiment anti-israélien parmi les étudiants et le personnel des universités par le biais de campagnes bien organisées visant à vilipender l'État juif.

### Université McGill

Au cours de la dernière décennie, le mouvement BDS a été l'un des mécanismes les plus efficaces pour protester contre Israël sur les campus. Les activités du mouvement BDS comprennent des événements haineux tels que la semaine annuelle de l'apartheid israélien, où les appels au boycott, au désinvestissement et aux sanctions sont promus par des orateurs radicalement anti-israéliens et accompagnés de la diffusion de documents vilipendant Israël. Cette explosion annuelle concentrée de sentiments anti-israéliens radicaux influence fortement l'environnement des universités exposées à cette rhétorique.

En novembre 2017, par exemple, l'Association étudiante de l'Université McGill (AÉUM) a admis qu'elle avait utilisé de la propagande antisémite pour empêcher des candidats juifs d'être élus à la tête de l'association étudiante,<sup>421</sup> à la suite d'allégations selon lesquelles des groupes du campus soutenant le mouvement BDS étaient derrière les tentatives d'expulser les étudiants pro-israéliens de l'association étudiante.<sup>422</sup> En conséquence, le groupe étudiant « Democratize SSMU » a été contraint de s'excuser pour avoir été « insensible aux tropes antisémites présentant les Juifs comme corrompus et politiquement puissants. »<sup>423</sup> Cela faisait suite à une initiative de février 2016 menée par le mouvement BDS de McGill pour faire passer une motion demandant à McGill de se désinvestir des investissements liés à des entités israéliennes.<sup>424</sup>

Ces développements ont conduit la rectrice de l'Université McGill, Suzanne Fortier, à publier une déclaration d'opposition catégorique au mouvement BDS et la Chambre des communes à voter pour condamner la campagne internationale du mouvement BDS.<sup>425</sup> En reconnaissance de ces mesures, le PDG de B'nai Brith Canada, Michael Motsyn, a également noté que « maintenant que le mouvement anti-israélien Boycott, Désinvestissement et Sanctions a été vaincu de manière décisive à McGill, nous voyons ses acolytes s'abaisser à des formes plus basiques d'antisémitisme. »<sup>426</sup> Il s'agit d'un commentaire remarquable compte tenu de l'ampleur du changement d'attitude et de l'élan que le mouvement BDS a suscité.

Comme l'ont montré les années qui ont suivi, l'environnement sur les campus ne s'est pas amélioré et les activités anti-israéliennes n'ont malheureusement fait que s'intensifier. Ainsi, le journal du campus de McGill, le *McGill Daily*, a toujours refusé de publier tout contenu pro-israélien ou défendant le sionisme. En 2016, en réponse à la plainte d'un étudiant de McGill concernant le parti pris antijuif du *Daily*, le comité de rédaction a confirmé sa position de longue date, déclarant que « Le Daily maintient une ligne éditoriale consistant à ne pas publier d'articles qui promeuvent une vision sioniste du monde, ou toute autre idéologie que nous considérons

---

<sup>421</sup> JTA, "McGill student group admits using anti-Semitic propaganda," *Times of Israel*, November 10, 2017, <https://www.timesofisrael.com/mcgill-student-group-admits-using-anti-semitic-propaganda/>.

<sup>422</sup> Ibid.

<sup>423</sup> Joseph Brean, "McGill student council again in turmoil after Jewish student removed over BDS issue," *National Post*, October 25, 2017, <https://nationalpost.com/news/canada/mcgill-student-council-again-in-turmoil-after-jewish-student-removed-from-board-over-bds-issue>.

<sup>424</sup> Ibid.

<sup>425</sup> "By opposing nonviolent BDS, McGill and Canadian government put themselves on wrong side of history," *Mondoweiss*, March 13, 2016, <https://mondoweiss.net/2016/03/by-opposing-nonviolent-bds-mcgill-and-canadian-government-put-themselves-on-wrong-side-of-history/>.

<sup>426</sup> Joseph Brean, "McGill student council again in turmoil after Jewish student removed over BDS issue," *National Post*, October 25, 2017, <https://nationalpost.com/news/canada/mcgill-student-council-again-in-turmoil-after-jewish-student-removed-from-board-over-bds-issue>.

comme oppressive. »<sup>427</sup> En outre, dans un [éditorial](#) datant de 2021, le journal a dénoncé le prétendu « colonialisme, impérialisme et génocide sous toutes ses formes » d'Israël.<sup>428</sup>

Comme nous l'avons déjà mentionné dans ce rapport, l'une des organisations étudiantes les plus actives dans la promotion du mouvement BDS et de l'idéologie anti-israélienne sur le campus est Solidarité (ou Étudiants) pour les droits de l'homme en Palestine (SPHR), et cela s'applique sans aucun doute à McGill. Ainsi, en février 2021, SPHR McGill a rédigé une motion qui insérait intentionnellement des entreprises israéliennes dans une motion de désinvestissement adoptée par l'AEUM concernant le « travail forcé et le génocide » des musulmans ouïghours en Chine.<sup>429</sup> L'année suivante, le 21 mars 2022, une [Politique de solidarité avec la Palestine](#) parrainée par SPHR McGill a été approuvée à une écrasante majorité par les étudiants de premier cycle. Cette politique exigeait que l'AEUM s'engage à soutenir le mouvement BDS contre les institutions israéliennes, à publier au moins une déclaration publique par semestre, y compris une déclaration à l'occasion de la Journée de la Nakba, et à réaffirmer la solidarité de l'AEUM avec les étudiants palestiniens et la libération de la Palestine.<sup>430</sup>

Malheureusement, cela contredit directement les reconnaissances faites par l'AEUM quant à la nature inappropriée et antisémite de ses initiatives avec le mouvement BDS plusieurs années auparavant. De plus, suite à l'approbation de la Politique de solidarité avec la Palestine, Samidoun s'est joint à d'autres pour protester contre la résiliation potentielle de l'accord de financement de McGill avec l'AEUM.<sup>431</sup> La lettre en question a été signée par des douzaines d'organisations et d'individus qui apparaissent fréquemment dans des initiatives anti-israéliennes similaires.<sup>432</sup>

En plus de ce qui précède, l'Université McGill a elle-même entretenu des liens académiques de longue date avec l'Iran, notamment par le biais d'un programme de

---

<sup>427</sup> Janice Arnold, "Outrage after McGill Daily confirms ban of Zionist opinion", *Canadian Jewish News*, November 10, 2016, <https://thecjn.ca/news/outrage-mcgill-daily-confirms-ban-zionist-opinion/>.

<sup>428</sup> Editorial Board, "Statement In Solidarity with Palestine," *McGill Daily*, May 18, 2021, <https://www.mcgilldaily.com/2021/05/statement-in-solidarity-with-palestine/>.

<sup>429</sup> "McGill University Jewish Groups Decry 'Misleading' BDS Motion Tying Israel to Uighur Persecution," *The Algemeiner*, February 26, 2021, <https://www.algemeiner.com/2021/02/26/mcgill-university-jewish-groups-decry-misleading-bds-motion-tying-israel-to-uighur-persecution/>.

<sup>430</sup> SPHR McGill, "McGill students' adoption of the Palestine Solidarity Policy is a historic victory," *Spring*, April 1, 2022, <https://springmag.ca/mcgill-students-adoption-of-the-palestine-solidarity-policy-is-a-historic-victory>.

<sup>431</sup> "Write a Letter: Don't Let McGill University Silence Palestine Solidarity," Samidoun, May 8, 2022, <https://samidoun.net/2022/05/write-a-letter-dont-let-mcgill-university-silence-palestine-solidarity/>.

<sup>432</sup> Ibid.

recherche actif depuis plus de 50 ans.<sup>433</sup> Bien que le Canada n'ait plus de relations diplomatiques formelles avec l'Iran depuis 2012, divers liens financiers et académiques ont été autorisés à se poursuivre.<sup>434</sup> Ce n'est que récemment, en avril 2023, que McGill a mis fin à son programme de recherche avec l'Université de Téhéran, un sponsor de l'antisémitisme génocidaire contre Israël qui est également affilié au Corps des Gardiens de la Révolution Islamique (CGRI).<sup>435</sup> Dans une déclaration publiée par l'agence de presse Fars News, affiliée au CGRI, l'Organisation des professeurs basij de l'université de Téhéran a par exemple déclaré qu'elle ferait tout son possible pour provoquer la « destruction de l'infâme régime sioniste. »<sup>436</sup>

La branche de Téhéran de l'Institut d'études islamiques de McGill, qui est basée à l'Université de Téhéran, a également l'habitude d'accueillir des conférenciers et d'employer des professeurs qui encouragent activement la destruction de l'État d'Israël, en plus d'autres actes de violence.<sup>437</sup> Malgré ces faits, une entrée datée du 3 avril 2013 sur la page web de l'institut comprend une section consacrée à sa « branche de Téhéran », qui indique que

« Fondée à l'origine par McGill, la branche de Téhéran a connu une période d'incertitude financière avant d'obtenir un emplacement convenable et une allocation annuelle de l'Université de Téhéran .... L'Institut d'études islamiques de McGill est fier de son association de 44 ans avec la branche de Téhéran et de ses activités scientifiques.<sup>438</sup>

Les archives montrent qu'avant cela, entre 2004 et 2010, l'Institut d'études islamiques de McGill a reçu 270.000 dollars canadiens de dons de la Fondation Alavi, contrôlée par l'Iran et basée aux États-Unis, qui est utilisée par le régime iranien pour promouvoir ses intérêts en Amérique du Nord.<sup>439</sup> Lorsque le *Jerusalem Post* leur a demandé de clarifier cette association, McGill et l'Institut d'études islamiques ont

---

<sup>433</sup> Benjamin Weinthal, "McGill University ends research with antisemitic Iranian university", *Jerusalem Post*, April 7, 2023, <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/article-738653>.

<sup>434</sup> Benjamin Weinthal and Charles Asher Small, "McGill University's deep ties with Iran's murderous regime," *National Post*, March 9, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/mcgill-universitys-deep-ties-with-irans-murderous-regime>.

<sup>435</sup> Benjamin Weinthal, "McGill University ends research with antisemitic Iranian university", *Jerusalem Post*, April 7, 2023, <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/article-738653>.

<sup>436</sup> Ibid.

<sup>437</sup> Benjamin Weinthal and Charles Asher Small, "McGill University's deep ties with Iran's murderous regime," *National Post*, March 9, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/mcgill-universitys-deep-ties-with-irans-murderous-regime>.

<sup>438</sup> Benjamin Weinthal, "McGill University ends research with antisemitic Iranian university", *Jerusalem Post*, April 7, 2023, <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/article-738653>.

<sup>439</sup> Benjamin Weinthal and Charles Asher Small, "McGill University's deep ties with Iran's murderous regime," *National Post*, March 9, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/mcgill-universitys-deep-ties-with-irans-murderous-regime>.

tous deux refusé de répondre aux questions des médias sur une période de 13 mois.<sup>440</sup> Ce qui est certain, en revanche, c'est que pendant la période où le partenariat entre McGill et l'Université de Téhéran était actif, cette institution contrôlée par le régime a activement appelé à l'anéantissement d'Israël. Ainsi, comme le rapporte l'International Quran New Agency, l'Université de Téhéran a accueilli en 2008 une conférence intitulée « The Rise of Islam, Destruction of Israel » (« L'essor de l'islam, la destruction d'Israël »).<sup>441</sup> Étant donné la véritable nature de la branche de Téhéran, il s'agit d'une association honteuse que l'Université McGill a maintenue pendant si longtemps. Considérant que le CGRI est une organisation terroriste faisant partie de la [liste](#) des entités terroristes inscrites Canada à partir de juin 2024, cette relation constituerait également une association criminelle si elle était toujours active.

Au-delà de ses liens de longue date avec la branche de Téhéran, McGill a également constaté, et toléré, un niveau inquiétant d'activités pro-iraniennes sur son propre campus. Le 22 septembre 2022, un [post](#), supprimé depuis, sur X par Soroosh Shahriari, professeur à McGill, faisait l'éloge de la répression brutale du régime iranien contre la révolte menée par les femmes contre le port forcé du hijab, déclarant qu'il serait « doux » et « réconfortant » de voir les dirigeants des manifestations tués.<sup>442</sup> Cela s'est produit quelques jours seulement après la mort de Mahsa Amini, une jeune femme de 22 ans décédée en garde à vue pour avoir prétendument violé les règles imposant aux femmes de porter le voile. La mort d'Amini a donné lieu à de vastes manifestations et à une répression qui a entraîné la mort de près de 500 personnes.<sup>443</sup> Malgré les dénégations iraniennes, un expert des droits de l'homme des Nations Unies a affirmé que les preuves montraient que Mahsa Amini était morte « à la suite de passages à tabac. »<sup>444</sup>

Tout aussi inquiétant, une mission d'enquête de l'ONU a constaté que les forces de sécurité iraniennes avaient qualifié les demandes d'égalité et de non-discrimination des femmes de « volonté de se mettre nues » et de « répandre l'immoralité », justifiant le recours à la violence sexuelle à leur rencontre par le fait que c'était « la liberté qu'elles voulaient ».<sup>445</sup> En réponse à l'article susmentionné, McGill a publié une déclaration affirmant qu'elle allait « surveiller la situation », tout en soulignant

---

<sup>440</sup> Benjamin Weinthal, "McGill University ends research with antisemitic Iranian university", *Jerusalem Post*, April 7, 2023, <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/article-738653>.

<sup>441</sup> Ibid.

<sup>442</sup> Joe Lorafo, "McGill investigating tweet by instructor who allegedly promoted violence against Iranian protesters," CTV News, October 7, 2022, <https://montreal.ctvnews.ca/mcgill-investigating-tweet-by-instructor-who-allegedly-promoted-violence-against-iranian-protesters-1.6099411>.

<sup>443</sup> Lipika Pelham, "Mahsa Amini : Iran responsible for 'physical violence' leading to death, UN says," *BBC News*, March 8, 2024, <https://www.bbc.com/news/world-middle-east-68511112>.

<sup>444</sup> Ibid.

<sup>445</sup> Ibid.

l'importance de la liberté d'expression.<sup>446</sup> Le fait qu'un professeur de McGill fasse l'éloge d'une telle action et s'engage dans une incitation à la violence est déjà troublant, mais la réponse de l'université est vraiment alarmante. Bien que McGill ait affirmé qu'elle enquêtait sur Shahriari à la suite de son post, rien n'indique qu'il ait été licencié, et McGill a refusé de dire s'il conserverait son poste.<sup>447</sup>

Malheureusement, ce n'est pas le seul cas où McGill s'est retrouvée liée au régime iranien. Selon un [rapport](#) d'Amnesty International, Mohammed Jafar Mahallati, professeur à l'Oberlin College dans l'Ohio et ancien ambassadeur iranien aux Nations unies, a été complice de la dissimulation de l'assassinat d'environ 5.000 prisonniers iraniens lors d'un massacre en 1988.<sup>448</sup> En outre, il a nié le droit d'Israël à exister en tant qu'État et, lors d'un discours aux Nations unies en 1989, il a décrit les violents soulèvements de l'Intifada comme « la lutte sacrée contre l'oppression et le sionisme. »<sup>449</sup> En dépit de ces antécédents et de son antisémitisme génocidaire bien documenté, Mahallati a été accepté dans le prestigieux programme de doctorat de McGill, où il a obtenu son doctorat en 2006.<sup>450</sup>

Étant donné l'historique des activités anti-israéliennes à McGill, il n'est pas surprenant que les événements du 7 octobre n'aient donné lieu à aucune condamnation ou rejet de l'idéologie meurtrière du Hamas à McGill. Ces terribles attentats ont plutôt servi de catalyseur à des comportements anti-israéliens et antisémites d'une ampleur sans précédent. Ainsi, un mois à peine après les attentats, lors d'un référendum tenu en novembre 2023, les étudiants de premier cycle de McGill ont voté en faveur d'une « politique contre le génocide en Palestine » proposée par SPHR.<sup>451</sup> La politique demande à l'université de condamner la campagne de bombardement d'Israël à Gaza et de rompre ses liens avec toute personne ou entreprise liée à ce qu'elle décrit comme un génocide, un nettoyage ethnique et un apartheid à l'encontre des Palestiniens.<sup>452</sup> La politique a été

---

<sup>446</sup> Joe Lorafo, "McGill investigating tweet by instructor who allegedly promoted violence against Iranian protesters," CTV News, October 7, 2022, <https://montreal.ctvnews.ca/mcgill-investigating-tweet-by-instructor-who-allegedly-promoted-violence-against-iranian-protesters-1.6099411>.

<sup>447</sup> Ibid.

<sup>448</sup> Benjamin Weinthal and Charles Asher Small, "McGill University's deep ties with Iran's murderous regime," *National Post*, March 9, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/mcgill-universitys-deep-ties-with-irans-murderous-regime>.

<sup>449</sup> Benjamin Weinthal, "Oberlin 'professor of peace' called for destruction of Israel in 1989 speech," Fox News, February 23, 2021, <https://www.foxnews.com/us/oberlin-professor-of-peace-iranian-ambassador-destruction-of-israel-1989-speech>.

<sup>450</sup> Benjamin Weinthal and Charles Asher Small, "McGill University's deep ties with Iran's murderous regime," *National Post*, March 9, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/mcgill-universitys-deep-ties-with-irans-murderous-regime>.

<sup>451</sup> Josh Friesen, "Quebec court delays ratification of McGill student union's pro-Palestinian referendum," *Globe and Mail*, November 23, 2023, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-mcgill-students-israel-referendum/>.

<sup>452</sup> Ibid.

approuvée par 78,7 % des votants, avec un taux de participation d'environ 35 %.<sup>453</sup> Le même mois, le 20 novembre 2023, dix professeurs de la Faculté d'éducation ont signé une lettre intitulée « McGill Professors, Librarians, and Staff support students' democratic endorsement of the 'Policy Against Genocide in Palestine'. » (Les professeurs, bibliothécaires et employés de McGill soutiennent l'approbation démocratique par les étudiants de la 'Politique contre le génocide en Palestine') Cette lettre a été suivie neuf jours plus tard par la publication d'une « Lettre ouverte : McGill pour la Palestine » dans le *McGill Daily*.<sup>454</sup>

Depuis lors, la situation n'a fait que se détériorer, les administrateurs de l'université ne voulant pas, ou ne pouvant pas, s'attaquer de manière significative à la situation sur le campus. Ainsi, le 9 novembre 2023, le recteur, président et vice-chancelier de McGill, Deep Saini, a publié une lettre aux étudiants après avoir pris connaissance d'[affiches](#) circulant sur les médias sociaux et appelant les étudiants de McGill à participer à une « Journée nationale de fermeture » en soutien à un rassemblement pour Gaza, qui comportait l'image d'un groupe d'individus brisant des fenêtres.<sup>455</sup> L'événement était prévu pour le 9 novembre, ce qui coïncidait avec le 85<sup>e</sup> anniversaire des pogroms anti-juifs de la *Nuit de Cristal* (1938). Dans cette lettre, Saini note qu'il « ne peut que conclure que ces affiches sont antisémites. »<sup>456</sup> Malheureusement, cela n'a pas empêché la manifestation d'avoir lieu.

Un autre événement notable s'est produit en février 2024, lorsque des manifestants pro-palestiniens ont bloqué l'entrée de la faculté de gestion de McGill, également connue sous le nom de Bronfman Building, du nom d'une célèbre famille de philanthropes juifs canadiens.<sup>457</sup> La manifestation a été organisée par SPHR, qui a écrit que

« La Faculté de gestion Desautels organise un programme d'échange avec Israël, comprenant notamment un voyage à l'Université hébraïque, une université qui travaille en étroite collaboration avec l'armée sioniste pour développer des armes et des stratégies terroristes destinées à être utilisées contre les Palestiniens. Le corps étudiant a clairement exprimé qu'il exigeait

---

<sup>453</sup> Ibid.

<sup>454</sup> Bonnie K. Goodman, "Post October 7 Discrimination, Antisemitism and Anti-Zionism at McGill University," January 2024, available at: [https://www.researchgate.net/publication/377180889\\_Post\\_October\\_7\\_Discrimination\\_Antisemitism\\_and\\_Anti-Zionism\\_at\\_McGill\\_University](https://www.researchgate.net/publication/377180889_Post_October_7_Discrimination_Antisemitism_and_Anti-Zionism_at_McGill_University).

<sup>455</sup> Lillian Roy, "Amid rising tensions, Montreal students rally in support of Gaza," CTV News, November 9, 2023, <https://montreal.ctvnews.ca/amid-rising-tensions-montreal-students-rally-in-support-of-gaza-1.6637905>.

<sup>456</sup> Ibid.

<sup>457</sup> Ian Cooper, "McGill University cedes control of school to anti-Israel mob," *National Post*, February 27, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/ian-cooper-mcgill-university-cedes-control-of-school-to-anti-israel-mob>.

le désinvestissement et le boycott, et qu'il n'y aurait pas d'activités ou de cours, comme c'est d'habitude le cas, pendant un génocide en cours qui a tué plus de 30.000 Palestiniens. »<sup>458</sup>

Malheureusement, cela résume bien l'état d'esprit et le ton qui règnent sur le campus de McGill. L'analyse de la rhétorique et des participants aux nombreuses manifestations et perturbations qui ont eu lieu depuis le 7 octobre indique qu'il y a peu de liens avec le conflit actuel entre Israël et le Hamas ou que l'on n'en est pas conscient. Il s'agit plutôt des mêmes tropes antisémites qui sont répétés depuis des années, recadrés et rebaptisés en tant que lutte actuelle contre le « sionisme » et l'« impérialisme ».

## ***Manifestations sur les campus***

À partir du 27 avril 2024, des campements pro-palestiniens apparaissent sur les campus universitaires canadiens, celui de McGill étant le premier du pays, soutenu par des étudiants de Concordia. Dans la semaine qui a suivi l'apparition du campement de McGill, le premier ministre du Québec, François Legault, a jugé ces campements illégaux et a déclaré que la police devrait commencer à les démanteler, conformément aux souhaits de l'administration de McGill.<sup>459</sup>

Cela ne s'est pas produit, et la demande d'injonction déposée par deux étudiants n'a pas abouti au déplacement du campement de protestation vers un autre emplacement, le juge ayant rejeté la demande au motif que les étudiants n'avaient pas démontré l'existence d'un « préjudice irréparable ».<sup>460</sup> Cela a déclenché un siège destructeur et prolongé sur le campus de McGill, qui a duré tout l'été. Le 1er mai, quelques heures seulement après que le juge ait rejeté la demande d'injonction des étudiants, le président de McGill, Deep Saini, a déclaré que le campement « devait être démantelé rapidement », qualifiant cela de « non négociable. »<sup>461</sup> Malheureusement, cela ne s'est pas produit.

---

<sup>458</sup> Denise Roberts, "Pro-Palestinian protesters block entrance to McGill Bronfman building," CTV News, February 22, 2024, <https://www.ctvnews.ca/montreal/article/pro-palestinian-protesters-block-entrance-to-mcgill-bronfman-building/>.

<sup>459</sup> Leyland Cecco, "Quebec premier says police should dismantle pro-Palestinian student camp," *The Guardian*, May 3, 2024, <https://www.theguardian.com/world/article/2024/may/03/pro-palestine-campus-protests-canada>.

<sup>460</sup> Ibid.

<sup>461</sup> Rachel Lau and Joe Lofaro, "McGill offers 'forum' with protesters after judge dismisses injunction request," CTV News, May 1, 2024, <https://montreal.ctvnews.ca/mcgill-offers-forum-with-protesters-after-judge-dismisses-injunction-request-1.6868638>.

Tout d'abord, il est important de noter que, dès le début, une grande partie, voire la majorité des personnes qui peuplaient le campement n'étaient pas des étudiants. Reconnaisant ce fait, l'université a déclaré que « nous avons pris conscience que beaucoup d'entre eux, si ce n'est la majorité, ne sont pas des membres de la communauté étudiante de McGill », tandis que les responsables ont déclaré qu'ils avaient vu des preuves vidéo de « certaines personnes utilisant un langage sans équivoque antisémite et un comportement intimidant. »<sup>462</sup> Ainsi, deux jours après le début du campement, la chaîne publique canadienne CBC a interviewé un manifestant nommé Sacha Boucher, qui a reconnu qu'il n'était pas un étudiant de McGill, mais plutôt un membre du Parti communiste révolutionnaire qui se trouvait au campement « en solidarité avec les Palestiniens. »<sup>463</sup> Des étudiants de McGill ont déclaré avoir entendu des chants offensants dans le campement et au-delà tout au long de l'année, notamment « tous les sionistes sont racistes », « tous les sionistes sont des terroristes » et « il n'y a qu'une seule solution, la révolution de l'Intifada. »<sup>464</sup>

Malgré la nature manifestement violente du campement et la volonté apparente des administrateurs de l'université et des responsables de la ville de le démanteler, peu d'actions significatives ont été entreprises. Par rapport aux États-Unis, où l'intervention a été beaucoup plus rapide et où des auditions du Congrès ont été organisées pour interroger les administrateurs des universités, le Canada n'a pas connu de telles actions. En mai, des chercheurs dans les domaines du maintien de l'ordre et de la liberté d'expression se sont penchés sur cette divergence et ont déclaré que les réactions différentes des forces de l'ordre au Canada et aux États-Unis pouvaient être attribuées aux différences de climat politique entre les deux pays.<sup>465</sup>

À titre d'exemple, ils ont cité les manifestations étudiantes du « printemps érable » de 2011-2012, à la suite desquelles les étudiants protestataires qui avaient été arrêtés se sont vus octroyer 6 millions de dollars canadiens par la Ville de Montréal en 2023 pour régler les recours collectifs.<sup>466</sup> Selon Francis Dupuis-Deri, professeur de sciences politiques à l'Université du Québec à Montréal (UQAM), « depuis lors, (la police de Montréal) est en mode 'dé-escalade', même avec des manifestations indisciplinées. »<sup>467</sup> Cela démontre tristement à quel point les décisions politiques ont

---

<sup>462</sup> Matthew Lapierre and Erika Morris, "Protesters at McGill pro-Palestinian encampment are staying despite warning for them to leave," CBC, April 29, 2024, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/encampment-mcgill-pro-palestinian-1.7187787>.

<sup>463</sup> Ibid.

<sup>464</sup> Canadian Press, "Jewish students say they don't feel safe, as MP's probe antisemitism at universities," CTV News, May 9, 2024, <https://www.ctvnews.ca/canada/article/jewish-students-say-they-dont-feel-safe-as-mps-probe-antisemitism-at-universities/>.

<sup>465</sup> Jacob Serebrin, "Police in Canada and the U.S. are taking different approaches to protest encampments," *The Gazette*, May 9, 2024, <https://montrealgazette.com/news/national/police-in-canada-and-the-u-s-are-taking-a-different-approach-to-pro-palestinian-encampments>.

<sup>466</sup> Ibid.

<sup>467</sup> Ibid.

eu un impact sur la nature et le ton de ces manifestations, permettant finalement à des actes destructeurs et haineux de se produire sur le campus plutôt que de confronter les instigateurs.

Cette évaluation est également confirmée par un [sondage](#) de l'Institut Angus Reid réalisé en mai 2024, qui a révélé que deux tiers des Canadiens pensent que la police accorde un traitement préférentiel à certains groupes lors de manifestations.<sup>468</sup> Parmi les exemples, citons le cas où le chef de la police de Toronto a été contraint de s'excuser après que la police ait distribué du café et des beignets à des manifestants pro-palestiniens qui bloquaient un pont.<sup>469</sup> Le sondage a également noté que « les Canadiens de toutes les tendances politiques estiment en grande partie que la réponse et l'engagement de la police lors de diverses manifestations ne sont pas appliqués de manière cohérente. »<sup>470</sup> De plus, bien que les Canadiens interrogés puissent différer sur la question de savoir exactement qui reçoit un traitement préférentiel, Kelsey Walker, écrivant pour l'Institut Macdonald Laurier, a noté qu'« il est indéniable que les causes de gauche, et plus particulièrement les manifestations pro-palestiniennes, bénéficient d'une marge de manœuvre inéquitable par rapport aux causes considérées comme étant de droite. »<sup>471</sup>

Dans la pratique, les campements sont tout à fait emblématiques de ces constats. Tout d'abord, bien qu'ils aient pénétré dans une propriété privée, ce qui les rend par définition illégaux, les campements n'ont pratiquement fait l'objet d'aucune mesure disciplinaire. Pendant ce temps, les campements se caractérisent par des confrontations physiques avec les contre-manifestants, la présence de slogans anti-canadiens et anti-police, le refus répété de nombreux ordres de départ, des appels visant à inciter à la violence, et même l'affichage d'images représentant le lynchage de Juifs.<sup>472</sup> Des individus masqués ont suivi et harcelé de hauts administrateurs de l'université à leur domicile et à leur bureau et ont même accroché une effigie du Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu devant le portail principal de l'université, portant une tenue rayée ressemblant aux uniformes des camps de

---

<sup>468</sup> Kelsie Walker, "Anti-Jewish campus protests reveal ugly double standard when it comes to policing 'free speech,'" Macdonald-Laurier Institute, June 11, 2024, <https://macdonaldlaurier.ca/anti-jewish-campus-protests-reveal-ugly-double-standard-when-it-comes-to-policing-free-speech-kelsie-walker-for-inside-policy/>.

<sup>469</sup> "Protests to Policing: Two-thirds say inconsistent treatment from authorities favours some groups over others," Angus Reid Institute, May 2, 2024, <https://angusreid.org/canada-protest-police-palestine-israel-gaza-freedom-convoy/>.

<sup>470</sup> Ibid.

<sup>471</sup> Kelsie Walker, "Anti-Jewish campus protests reveal ugly double standard when it comes to policing 'free speech,'" Macdonald-Laurier Institute, June 11, 2024, <https://macdonaldlaurier.ca/anti-jewish-campus-protests-reveal-ugly-double-standard-when-it-comes-to-policing-free-speech-kelsie-walker-for-inside-policy/>.

<sup>472</sup> Ibid.

concentration portés par les Juifs pendant l'Holocauste.<sup>473</sup> Entre-temps, les contre-manifestations ont été et continuent d'être rapidement évacuées par la police.<sup>474</sup>

Figure 19 : Effigie de Benjamin Netanyahu suspendue au Portail Roddick de McGill<sup>475</sup>



À la suite de ces manifestations choquantes, la rhétorique violente et haineuse qui caractérisait les campements universitaires a franchi une nouvelle étape en juin 2024, lorsque des groupes pro-palestiniens ont lancé un programme d'été pour les jeunes sur la « résistance » sur le campus principal de McGill. Organisé par les sections SPHR de McGill et de Concordia, le programme présentait une photo de jeunes gens portant des keffieh couvrant leur visage, deux d'entre eux tenant également des fusils d'assaut.<sup>476</sup> La photo représente des membres de la faction Fatah de l'Organisation de libération de la Palestine (OLP) et a été prise en Jordanie en 1970.<sup>477</sup> Zaina Karim, porte-parole de SPHR, et Zayad Abisaab, membre de SPHR, se sont exprimés devant les médias au sujet de l'objectif du camp, affirmant qu'il s'agissait d'enseigner « la lutte anticolonialiste ».<sup>478</sup> Dans un [post](#) promouvant le camp sur Instagram, SPHR a déclaré que le camp permettrait

---

<sup>473</sup> Ibid.

<sup>474</sup> Ibid.

<sup>475</sup> Paul Cherry, "Students horrified after seeing Netanyahu hanged in effigy on McGill's Roddick Gates," *The Gazette*, May 27, 2024, <https://montrealgazette.com/news/local-news/students-horrified-after-seeing-netanyahu-hanged-in-effigy-on-mcgills-roddick-gates>.

<sup>476</sup> Nathan M. Greenfield, "McGill camp 'revolutionary education' programme denounced", *University World News*, June 20, 2024, <https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20240620132927234>.

<sup>477</sup> Ibid.

<sup>478</sup> Ibid.

« d'éduquer la jeunesse montréalaise [sic] et redéfinir l'héritage institutionnel 'élitiste' de McGill en transformant son espace en un lieu d'éducation révolutionnaire. L'emploi du temps quotidien comprendra des activités physiques, des cours d'arabe, de l'artisanat culturel, des discussions politiques, des leçons historiques et révolutionnaires. »<sup>479</sup>

Le fait que des groupes d'étudiants puissent mettre en place un programme d'été pour les jeunes et en faire la promotion en affichant des images de combattants armés de l'OLP est à la fois alarmant et révélateur de la nature du contenu qui y est proposé. Cependant, comme les provinces canadiennes n'exigent pas que les camps de jour soient agréés, il n'y avait pas d'obstacle juridique à ce que SPHR mette en place un programme d'été, même s'il s'agissait d'un programme de promotion de la violence comme celui-ci.<sup>480</sup>

Figure 20 : Promotion du programme d'été pour les jeunes de SPHR<sup>481</sup>



Le 10 juillet 2024, le campement de McGill a finalement été démantelé par la société de sécurité privée Sirco.<sup>482</sup> Commentant la décision de l'université, le président de McGill Deep Saini a reconnu que le campement était « un point focal fortement

<sup>479</sup> Ibid.

<sup>480</sup> Ibid.

<sup>481</sup> SPHR McGill et al., "The Youth Summer Program," Instagram, June 13, 2024, [https://www.instagram.com/p/C8lrd8rs\\_Gx/?img\\_index=1](https://www.instagram.com/p/C8lrd8rs_Gx/?img_index=1).

<sup>482</sup> Canadian Press, "Security dismantling McGill's pro-Palestinian encampment: 'This camp was not a peaceful protest,'" *Toronto Sun*, July 10, 2024, <https://torontosun.com/news/national/montreal-police-descend-on-mcgill-to-help-clear-pro-palestinian-encampment>.

fortifié pour l'intimidation et la violence, organisé en grande partie par des individus qui ne font pas partie de notre communauté universitaire » et que « ce camp n'était pas une manifestation pacifique. »<sup>483</sup> De plus, dans sa déclaration, l'université a dit que son enquête avait découvert de « graves risques pour la santé et la sécurité » à l'intérieur du camp, y compris deux overdoses, des risques d'incendie, et une infestation de rats.<sup>484</sup> En réponse à l'évaluation de Saini, le porte-parole du campement de protestation, Zaina Karim, a juré que « ce n'est pas du tout la fin », tout en décrivant toutes les conclusions de l'enquête de l'université comme des « mensonges. »<sup>485</sup>

En septembre 2024, sous la pression de l'administration de l'université, le syndicat des étudiants de premier cycle de McGill a révoqué le statut de club de SPHR, dans ce que l'AEUM a qualifié de « décision difficile et partagée ». <sup>486</sup> Cela faisait suite à des mois d'efforts de la part de l'administration de McGill pour que l'AEUM intervienne auprès de SPHR et l'oblige à cesser d'utiliser le nom de McGill sur ses comptes de médias sociaux. <sup>487</sup> Ces tentatives comprenaient l'envoi d'une « mise en demeure » au président de l'AEUM par la vice-provost intérimaire de McGill, Angela Campbell, le 10 juillet. L'avis faisait référence au « comportement profondément troublant » des membres de SPHR, y compris la « glorification de la violence contre les civils à la suite de l'attaque terroriste du Hamas le 7 octobre, les menaces et le harcèlement des membres de la communauté de McGill, le soutien à l'entrée forcée et à la tentative d'occupation du Pavillon James, ainsi que l'obstruction des activités de l'université et la détérioration de ses biens ». <sup>488</sup>

Le 8 octobre 2024, McGill a annoncé que la Cour supérieure du Québec avait rendu un [jugement](#) accordant une injonction provisoire de dix jours contre SPHR, lui interdisant, ainsi qu'à « toute personne ayant connaissance du jugement », de manifester sur le campus dans des circonstances spécifiques. <sup>489</sup> Cette annonce fait suite à la reconnaissance par McGill qu'elle a été le « site de manifestations obstructives empêchant les étudiants et les professeurs d'accéder aux bâtiments », notant que juste un jour avant que le jugement ne soit rendu, des actes de violence, de vandalisme et d'intimidation ont été observés sur le campus. <sup>490</sup>

---

<sup>483</sup> Ibid.

<sup>484</sup> Ibid.

<sup>485</sup> Ibid.

<sup>486</sup> Michelle Lalonde, "Under pressure from McGill, student union revokes Palestinian group's club status," *The Gazette*, September 18, 2024, <https://www.montrealgazette.com/news/article560924.html>.

<sup>487</sup> Ibid.

<sup>488</sup> Ibid.

<sup>489</sup> Angela Campbell and Fabrice Labeau, "Injunction to protect McGill's academic mission," McGill University, October 8, 2024, <https://www.mcgill.ca/newsroom/article/campus-updates/injunction-protect-mcgills-academic-mission>.

<sup>490</sup> Ibid.

Plus précisément, à l'occasion du premier anniversaire du massacre du 7 octobre, plusieurs centaines de manifestants pro-palestiniens se sont livrés à des activités violentes et destructrices, brisant les fenêtres du Sylvan Adams Sports Science Institute (SASSI) et ne se dispersant que lorsque la police a utilisé des gaz lacrymogènes.<sup>491</sup> L'annonce de McGill rappelait en outre la promotion par SPHR de sa « Semaine de la rage » du 7 au 11 octobre, qui déclarait qu'il ne devait y avoir « aucune activité ni aucun cours, comme c'est d'habitude le cas, violant ainsi les droits académiques fondamentaux des étudiants et des professeurs.<sup>492</sup> Une demande de McGill de prolonger l'injonction a été rejetée le 21 octobre.<sup>493</sup>

Parmi les retombées de la rhétorique et du comportement choquants affichés lors des manifestations sur les campus, l'une des questions les plus pressantes qui vient à l'esprit concerne l'identité de ceux qui les ont soutenues. Dans le cas de McGill, des sources impliquées dans la lutte contre la désinformation numérique ont pu pointer du doigt directement l'Iran. En août 2024, la société américaine de cybersécurité XPOZ a expliqué à *Iran International* comment l'Iran avait encouragé les manifestations anti-israéliennes à McGill dans le but de saper le soutien occidental à Israël et d'alimenter les divisions au Canada.<sup>494</sup>

Ils sont parvenus à cette conclusion sur la base d'une analyse à grande échelle de preuves factuelles et de données collectées sur les réseaux sociaux. Les analystes de XPOZ ont utilisé la technologie de l'IA « pour démasquer les réseaux et les campagnes derrière les 'utilisateurs inauthentiques' qui interagissent à grande échelle. »<sup>495</sup> Ces comptes inauthentiques pourraient être des bots ou de faux utilisateurs gérés par une puissance étrangère, opérant de manière hautement coordonnée sur les médias sociaux.<sup>496</sup> Les analystes ont expliqué que la coordination est une question cruciale, car c'est ainsi que les algorithmes des médias sociaux fonctionnent pour pousser un certain récit.<sup>497</sup> De manière critique, dans ce cas, les analystes ont constaté qu'il y avait « un pourcentage élevé de comptes inauthentiques principalement écrits en farsi, provenant d'Iraniens situés

---

<sup>491</sup> Shani Laskin, "Hundreds rally in solidarity with Palestine day before Superior Court of Quebec grants McGill an injunction," *The Tribune*, October 15, 2024, <https://www.thetribune.ca/news/hundreds-rally-in-solidarity-with-palestine-day-before-superior-court-of-quebec-grants-mcgill-an-injunction-15102024/>.

<sup>492</sup> Angela Campbell and Fabrice Labeau, "Injunction to protect McGill's academic mission," McGill University, October 8, 2024, <https://www.mcgill.ca/newsroom/article/campus-updates/injunction-protect-mcgills-academic-mission>.

<sup>493</sup> Eliza Lee, "Superior Court rejects McGill's injunction request to extend restrictions on campus protests," *The Tribune*, October 29, 2024, <https://www.thetribune.ca/news/superior-court-rejects-mcgills-injunction-request-to-extend-restrictions-on-campus-protests-281024/>.

<sup>494</sup> Negar Mojtahedi, "Iran masterminded anti-Israel protest in Canadian university", *Iran International*, August 2, 2024, <https://www.iranintl.com/en/202408012272>.

<sup>495</sup> Ibid.

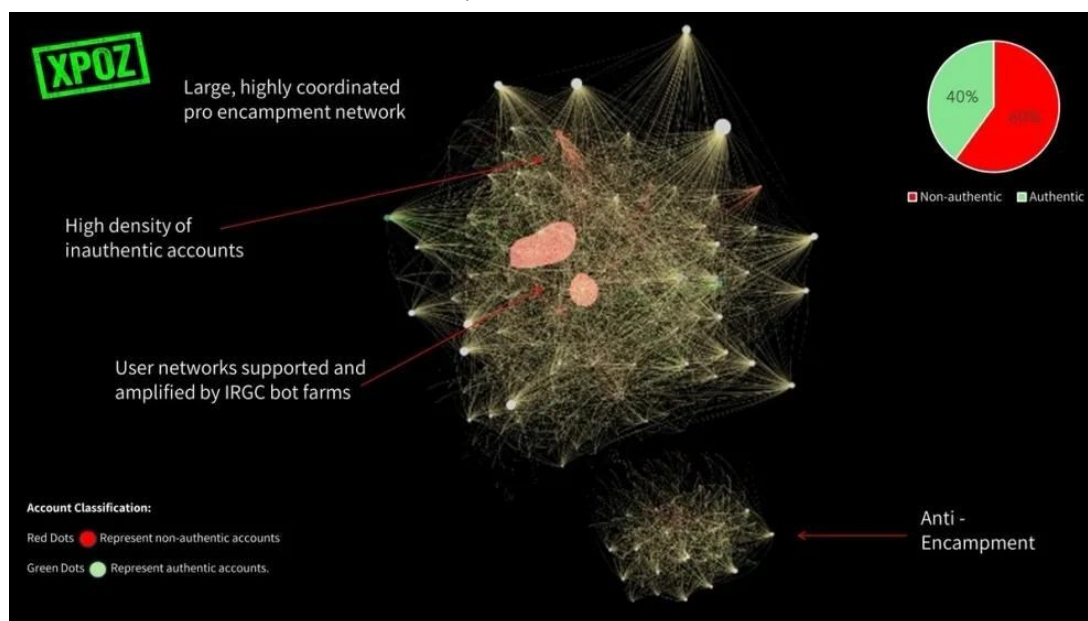
<sup>496</sup> Ibid.

<sup>497</sup> Ibid.

en Iran liés au régime et au CGRI, alimentant les protestations sur le campus de McGill. »<sup>498</sup>

Les analystes de XPOZ sont parvenus à leurs conclusions après un mois de suivi et d'identification de la langue utilisée dans les messages des médias sociaux et de leur origine, et dans quelle mesure tout cela était coordonné par des comptes inauthentiques liés à l'Iran.<sup>499</sup> XPOZ a affirmé être sûr de ses conclusions sur la base d'une analyse des groupes auxquels appartenaient les utilisateurs inauthentiques et du récit qu'ils produisaient au fil du temps au sein de ces groupes, à partir de près de 150.000 messages sur X, de plus de 500.000 likes et de plus de 65.000 commentaires.<sup>500</sup> Selon les analystes de XPOZ, leurs recherches sur l'activité coordonnée présumée à McGill montrent que 60 % des manifestants du campus n'étaient pas des utilisateurs en ligne authentiques, les données indiquant la présence de comptes coordonnés parlant le farsi, ce qui suggère une campagne ciblée. À titre de comparaison, 75 % des commentateurs critiques à l'égard du campement ont été jugés authentiques.<sup>501</sup>

Figure 21 : Graphique représentant le réseau coordonné favorable au campement lié à l'Iran<sup>502</sup>



Un autre point essentiel relevé par l'enquête de XPOZ est la divergence fonctionnelle constatée dans la langue utilisée. Comme indiqué, l'écrasante

<sup>498</sup> Ibid.

<sup>499</sup> Ibid.

<sup>500</sup> Ibid.

<sup>501</sup> Ibid.

<sup>502</sup> Ibid.

majorité du contenu analysé était en farsi ou rédigé par des utilisateurs dont les followers écrivaient en farsi. Si l'on considère que McGill est située à Montréal, où l'on pourrait naturellement déduire que la majorité des engagements se font en anglais ou en français, ce fait est essentiel. De plus, les analystes ont souligné que les utilisateurs n'étaient pas seulement des Iraniens vivant au Canada ou des citoyens iraniens ordinaires, mais des individus spécifiquement liés à la République islamique et étroitement liés les uns aux autres.<sup>503</sup> Comme l'a noté l'un des analystes, « la principale conclusion à tirer est qu'il existe une activité massive, financée, coordonnée et organisée par un gouvernement étranger qui influence les Canadiens au Canada et conduit à l'incitation à la violence et à l'activité dans le monde réel. »<sup>504</sup>

Au-delà de ces résultats, les chercheurs en désinformation qui ont suivi les rapports sur la promotion par l'Iran de l'activisme anti-israélien aux États-Unis ont également fait part de leurs inquiétudes quant à des activités similaires au Canada. Marcus Kolga, fondateur de DisinfoWatch, qui surveille et dénonce les tentatives des États de détourner les médias sociaux à des fins malveillantes, a déclaré au *National Post* en août 2024 qu'il avait été témoin d'un pic de ce type d'activité à la suite des attentats du 7 octobre.<sup>505</sup> Kolga a affirmé qu'« au cours des neuf derniers mois à DisinfoWatch, nous avons observé des comptes de médias sociaux qui affichaient auparavant un contenu agressivement anti-ukrainien, ajouter dorénavant un contenu antisioniste. »<sup>506</sup> Il a ajouté que « nous savons également que les services de renseignement russes ont parrainé des mesures actives et des opérations d'influence antisémites. »<sup>507</sup>

M. Kolga a également évoqué une opération conjointe des agences de renseignement américaine et canadienne qui a permis de « mettre au jour près d'un millier de comptes de bots conçus pour promouvoir les messages du gouvernement russe », notant que l'Iran est un acteur clé de ce réseau aligné sur la Russie. Sur la base de ces résultats, Kolga a conclu que « nous avons observé un croisement clair des récits pro-Kremlin/anti-Ukrainiens et anti-sionistes/pro-Hamas par des influenceurs d'extrême-gauche et d'extrême-droite. »<sup>508</sup> Se référant aux conclusions de XPOZ, Kolga a déclaré qu'« il n'est pas du tout surprenant d'observer un réseau et une activité inauthentiques importants amplifiant les récits qui soutiennent le Hamas », ajoutant que « leurs conclusions semblent confirmer ce que les experts et

---

<sup>503</sup> Ibid.

<sup>504</sup> Ibid.

<sup>505</sup> Ari David Blaff, "Disinformation experts warn Iran, Russia and others encouraging anti-Israel protests in Canada," *National Post*, August 1, 2024, <https://nationalpost.com/news/canada/disinformation-iran-russia-anti-israel-protests-canada>.

<sup>506</sup> Ibid.

<sup>507</sup> Ibid.

<sup>508</sup> Ibid.

les activistes comme moi ont précédemment supposé ». <sup>509</sup> Dans le même article du *National Post*, Joel Finkelstein, cofondateur du Network Contagion Research Institute (NCRI), a déclaré que « les affirmations faites par la recherche peuvent être difficiles à déterminer dans leur spécificité, mais sont largement incontestables en termes de tendances plus larges. Sur la base de nos données, ces affirmations s'alignent sur les tendances observées et sont crédibles. » <sup>510</sup>

Les conclusions de ces rapports sont révélatrices d'une menace bien plus grande pour le Canada que les campements eux-mêmes, à savoir l'existence de niveaux dangereusement élevés d'ingérence étrangère. Le Canada lui-même a désigné l'Iran comme l'un des quatre principaux pays, avec la Chine, la Russie et la Corée du Nord, engagés dans de vastes campagnes menaçant sa sécurité nationale. <sup>511</sup> De plus, les révélations de XPOZ rapportées par *Iran International* ont suivi une divulgation similaire faite un mois auparavant, le 9 juillet 2024, par la directrice du renseignement national américain, Avril Haines.

Dans une [déclaration officielle](#), Mme Haines a confirmé que le gouvernement iranien cherchait secrètement à « tirer parti des protestations en cours concernant la guerre à Gaza, en utilisant un scénario que nous avons vu d'autres acteurs utiliser au fil des ans. » Nous avons observé des acteurs liés au gouvernement iranien se faisant passer pour des activistes en ligne, cherchant à encourager les manifestations et même à apporter un soutien financier aux manifestants. » <sup>512</sup> Cette déclaration renforce les conclusions de XPOZ et d'autres chercheurs en désinformation et souligne la gravité des menaces très réelles pour la sécurité nationale qui se manifestent et se font passer pour des manifestations organisées par des étudiants dans les universités canadiennes.

## Université Concordia

L'université Concordia de Montréal s'est imposée au cours des deux dernières décennies comme un point névralgique de l'activité anti-israélienne. En 2002, le *Globe and Mail* a rapporté le conflit prolongé qui s'était développé entre les étudiants musulmans et juifs de l'école. Ils ont noté qu'en raison des récentes vagues d'immigration et de l'arrivée de réfugiés des pays arabes au tournant du siècle,

---

<sup>509</sup> Ibid.

<sup>510</sup> Ibid.

<sup>511</sup> Negar Mojtahedi, "Iran masterminded anti-Israel protest in Canadian university", *Iran International*, August 2, 2024, <https://www.iranintl.com/en/202408012272>.

<sup>512</sup> "Statement from Director of National Intelligence Avril Haines on Recent Iranian Influence Efforts," Office of the Director of National Intelligence, July 9, 2024, <https://www.dni.gov/index.php/newsroom/press-releases/press-releases-2024/3842-statement-from-director-of-national-intelligence-avril-haines-on-recent-iranian-influence-efforts>.

Concordia comptait environ 5.000 étudiants musulmans, soit un cinquième du corps étudiant, tandis que seulement 1.500 à 2.000 étudiants étaient juifs.<sup>513</sup> Il a également noté le rôle central que SPHR jouait déjà dans la promotion de la rhétorique anti-israélienne sur le campus, en promouvant sa cause « avec un flot d'orateurs provocateurs, d'affiches, de manifestations et d'expositions critiques à l'égard d'Israël. »<sup>514</sup> De l'autre côté, les étudiants juifs décriaient les activités de SPHR comme ayant « créé un climat d'intolérance et d'intimidation sur le campus. »<sup>515</sup> Ce qui sera montré ci-dessous, c'est qu'aujourd'hui, plus de vingt ans plus tard, la situation reste malheureusement largement inchangée.

Le rapport du *Globe and Mail* décrit ensuite les événements effrayants qui se sont déroulés sur le campus, où des manifestations évidentes d'activités anti-israéliennes et d'intimidations anti-juives ont été facilement observées. Un étudiant juif interrogé pour le rapport a décrit une exposition « cauchemardesque » sur le thème d'un cimetière organisée par SPHR, marquée par les noms de Palestiniens tués par les forces israéliennes.<sup>516</sup> En sortant de l'exposition, les étudiants ont dû passer par un « point de contrôle » où ils ont dû présenter une pièce d'identité et ont été « inspectés. » Les membres de SPHR ont également mis en scène des contrôles militaires fictifs à d'autres occasions, en portant des tenues militaires et en interrogeant les étudiants sur leur identité.<sup>517</sup>

Un an plus tôt, en 2001, l'Union des étudiants et étudiantes de Concordia (CSU) avait produit un manuel intitulé « Uprising », financé par les cotisations des étudiants. Ce manuel faisait l'éloge de l'Intifada, invitait à brûler le drapeau canadien et contenait un article intitulé « Arabophobie », dans lequel il était noté que le recteur et le doyen de Concordia étaient tous deux juifs.<sup>518</sup> Parmi les autres événements inquiétants survenus à Concordia, citons la création d'un site web par la Students Association for Muslim Awareness (SAMA) qui faisait l'apologie des attentats-suicides en Israël et des attaques du 11 septembre à New York et Washington, et offrait des liens vers des sites et groupes négationnistes et antisémites.<sup>519</sup> Suite à la publication d'un article dans le *National Post* concernant le site de la SAMA, celui-ci a été fermé en août 2002, et le groupe a présenté des excuses lors d'une réunion du

---

<sup>513</sup> Ingrid Peritz and Tu Thanh Ha, "Concordia : A Campus in Conflict," *Globe and Mail*, September 14, 2002, <https://www.theglobeandmail.com/news/national/concordia-a-campus-in-conflict/article1026207/#:~:text=Fed%20in%20part%20by%20recent,to%202%2C000%20students%20are%20Jewish.>

<sup>514</sup> Ibid.

<sup>515</sup> Ibid.

<sup>516</sup> Ibid.

<sup>517</sup> Ibid.

<sup>518</sup> Ibid.

<sup>519</sup> Sheli Teitelbaum, "Jihad at 'Gaza U,'" *Middle East Forum*, October 21, 2002, <https://www.meforum.org/campus-watch/jihad-at-gaza-u.>

conseil des représentants de la CSU le 28 août.<sup>520</sup> En outre, SPHR a diffusé un article accusant Israël de développer une arme biologique ethnique conçue pour tuer les Arabes tout en préservant les vies juives.<sup>521</sup>

Ces activités et cette rhétorique reflètent et contribuent à ce qui est devenu depuis l'un des incidents les plus tristement célèbres à Concordia, qui reste à ce jour la marque de l'expression violente anti-israélienne à l'université. Le 9 septembre 2002, un discours prévu par l'ancien premier ministre israélien Benjamin Netanyahu à Concordia n'a pu se dérouler en raison d'une foule anti-israélienne écrasante qui a violemment affronté les personnes assistant au discours. On estime que 200 à 500 étudiants musulmans et pro-palestiniens ont participé à la manifestation, scandant des slogans tels que « tuez les sionistes » et « *itbah al yahud* » (tuez les Juifs) et frappant physiquement les personnes ayant un billet.<sup>522</sup>

Thomas Hecht, un survivant de l'Holocauste âgé de 73 ans qui dirigeait la section québécoise du Comité Canada-Israël, aurait été poussé contre un mur, aurait reçu des crachats et des coups de pied à l'aine.<sup>523</sup> D'autres participants notables, dont Norma Joseph, professeure au programme d'études judéo-canadiennes de l'Université Concordia, et son mari, le rabbin Howard S. Joseph, auraient également reçu des coups de pied, des coups de poing et des crachats.<sup>524</sup> Leith Marouf, l'auteur du manuel « Uprising » susmentionné et un éminent étudiant perturbateur, a été arrêté alors qu'il peignait des graffitis anti-israéliens, et aurait menacé de tuer l'un des gardes du campus qui l'avait attrapé.<sup>525</sup>

Un autre cas important dans lequel la prolifération de contenus islamistes radicaux a été tolérée à Concordia a été mis au jour dans un reportage de mars 2015 de TVA Nouvelles à Montréal.<sup>526</sup> Le reportage a révélé que la bibliothèque de l'Association des étudiants musulmans (MSA) contenait des livres et des vidéos de « prédicateurs extrémistes », qu'elle disposait d'un « logiciel de pointe permettant de consulter des livres en ligne, (parmi lesquels) TVA Nouvelles a trouvé des dizaines d'ouvrages

---

<sup>520</sup> "Watching ConU," *The Concordian*, October 23, 2002, <https://theconcordian.com/2002/10/watching-conu/>.

<sup>521</sup> Sheli Teitelbaum, "Jihad at 'Gaza U,'" Middle East Forum, October 21, 2002, <https://www.meforum.org/campus-watch/jihad-at-gaza-u>.

<sup>522</sup> Ibid.

<sup>523</sup> Ingrid Peritz and Tu Thanh Ha, "Concordia : A Campus in Conflict," *Globe and Mail*, September 14, 2002, <https://www.theglobeandmail.com/news/national/concordia-a-campus-in-conflict/article1026207/#:~:text=Fed%20in%20part%20by%20recent,to%20%2C000%20students%20are%20Jewish>.

<sup>524</sup> Sheli Teitelbaum, "Jihad at 'Gaza U,'" Middle East Forum, October 21, 2002, <https://www.meforum.org/campus-watch/jihad-at-gaza-u>.

<sup>525</sup> Ibid.

<sup>526</sup> Michelle Lalonde, "Concordia dean to meet with Muslim student group over library controversy," *The Gazette*, July 15, 2020, <https://montrealgazette.com/news/local-news/concordia-dean-to-meet-with-muslim-student-group-over-library-controversy>.

d'imams radicaux », et que les fonds de la bibliothèque pouvaient être consultés en ligne à partir de n'importe quel ordinateur.<sup>527</sup> Certains des ouvrages trouvés dans la bibliothèque étaient rédigés par des érudits islamiques qui approuvent les coups portés aux femmes et les mutilations génitales féminines ou qui prônent la peine de mort pour ceux qui renoncent à l'islam ou pratiquent l'homosexualité.<sup>528</sup>

Parmi les personnes les plus notables dont les œuvres ont été mentionnées dans le reportage de TVA Nouvelles, citons Yusuf al-Qaradawi, l'ancien chef spirituel des Frères musulmans, qui a défendu le recours aux attentats-suicides comme un devoir.<sup>529</sup> Un autre auteur cité dans le rapport est Adbur Raheem Green, qui avait été invité par la MSA à prendre la parole à Concordia en 2011, mais dont l'invitation a été annulée après la diffusion d'une vidéo dans laquelle il préconisait que les maris utilisent la force physique pour corriger le comportement de leurs femmes.<sup>530</sup> Green a également déclaré que « l'islam n'est pas compatible avec la démocratie » et que « mourir en combattant le djihad est l'un des moyens les plus sûrs d'accéder au paradis et à la satisfaction d'Allah ». <sup>531</sup> Il a également été filmé à Hyde Park, à Londres, en train d'injurier un homme juif en disant : « Pourquoi n'emmenez-vous pas le Yahoudi [juif] là-bas, très loin, pour que sa puanteur ne nous dérange pas ? »<sup>532</sup>

Suite à ce rapport, le doyen des étudiants de Concordia a convoqué une réunion avec les dirigeants de la MSA, qui ont finalement été laissés à eux-mêmes et ont affirmé avoir « retiré certains écrits controversés de la collection de livres [de la MSA]. »<sup>533</sup> Aucune autre mesure n'a été prise, les membres de la MSA s'étant plaints d'avoir été « injustement dépeints » dans le rapport.<sup>534</sup>

Depuis, l'environnement de Concordia est resté largement inchangé. Par exemple, les [procès-verbal](#) d'une réunion de la CSU du 12 octobre 2016 comprend une section sur le mouvement BDS, notant que le 3-7 octobre était « Décoloniser la Palestine : Semaine du mouvement BDS » et discuter du travail de la CSU pour le

---

<sup>527</sup> Ibid.

<sup>528</sup> Ibid.

<sup>529</sup> Antony Barnett, "Suicide bombs are a duty, says Islamic scholar," *The Guardian*, August 28, 2005, <https://www.theguardian.com/politics/2005/aug/28/uk.terrorism>.

<sup>530</sup> Michelle Lalonde, "Concordia dean to meet with Muslim student group over library controversy," *The Gazette*, July 15, 2020, <https://montrealgazette.com/news/local-news/concordia-dean-to-meet-with-muslim-student-group-over-library-controversy>.

<sup>531</sup> Raheem Kassam et Liam Deacon, "UK Islamists Hold Rally to 'Struggle' for Islamic State", Middle East Forum, November 14, 2015, <https://www.meforum.org/uk-muslims-told-to-struggle>.

<sup>532</sup> Ibid.

<sup>533</sup> "Concordia Muslim Students' Association removes controversial books," CBC, March 6, 2015, <https://www.cbc.ca/news/canada/montreal/concordia-muslim-students-association-removes-controversial-books-1.2983564>.

<sup>534</sup> Ibid.

promouvoir.<sup>535</sup> Lors d'un référendum en mars 2022, les étudiants de Concordia [ont approuvé](#) par une majorité de 86 % une mesure « anti-apartheid » obligeant le collège à retirer « son soutien oral et financier » aux États et aux entreprises « complices de l'apartheid israélien. »<sup>536</sup> Cette tendance à long terme rend les attitudes et les comportements affichés sur le campus à la suite des attaques du 7 octobre moins surprenants mais non moins honteux.

Le premier incident majeur survenu sur le campus de Concordia après cette horrible journée s'est produit un mois seulement après le début de la guerre entre Israël et le Hamas. Le 8 novembre 2023, la police a été appelée sur le campus de l'Université Concordia après une [violente altercation](#). Selon des témoins oculaires, un stand avait été installé dans le bâtiment Henry F. Hall de l'université en solidarité avec les otages pris par le Hamas le 7 octobre.<sup>537</sup> Peu après le début de l'événement, un groupe d'étudiants pro-palestiniens et quelques personnes extérieures ont commencé à crier et à harceler les personnes présentes au stand dans ce qui a été décrit comme une « excuse flagrante pour cibler les Juifs. »<sup>538</sup>

Yanise Arab, chargée de cours au département d'histoire de l'Université de Montréal, a été [filmée](#) en train de crier « retourne en Pologne, *sharmuta* [pute] » aux étudiants juifs.<sup>539</sup> Une autre vidéo aurait montré une manifestante pro-palestinienne traitant un étudiant juif de « putain de youpin. »<sup>540</sup> Une personne a été arrêtée et au moins trois personnes ont été blessées à la suite de ces violents échanges, qui ont duré près de trois heures.<sup>541</sup> Le lendemain, une étudiante pro-palestinienne a été filmée sur le campus de McGill, déclarant qu'elle avait assisté à l'« altercation » à Concordia et que « nous les avons terrifiés hier [...] nous serons bruyants. Nous allons les effrayer. »<sup>542</sup>

---

<sup>535</sup> "CSU Regular Council Meeting," Concordia Student Union, October 12, 2016, <https://www.csu.qc.ca/wp-content/uploads/2018/01/2016-10-12-Regular-Council-Meeting-Minutes.pdf>.

<sup>536</sup> Nore Barrows-Friedman, "Montreal students threatened with funding cut for backing BDS," Electronic Intifada, April 15, 2022, <https://electronicintifada.net/blogs/nora-barrows-friedman/montreal-students-threatened-funding-cut-backing-bds>.

<sup>537</sup> Joe Lofaro, "1 arrested, 3 injured in violent clashes between Concordia students over Israel-Hamas war," CTV News, November 9, 2023, <https://montreal.ctvnews.ca/1-arrested-3-injured-in-violent-clashes-between-concordia-students-over-israel-hamas-war-1.6636861>.

<sup>538</sup> Ibid.

<sup>539</sup> Danielle Greyman-Kennard, "'Go back to Poland, sharmuta,' Montreal professor tells Jewish students," Jerusalem Post, November 10, 2023, <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/article-772592>.

<sup>540</sup> Aaron Bandler, "Campus Watch November 16, 2023," *Jewish Journal*, November 16, 2023, <https://jewishjournal.com/community/365167/campus-watch-november-16-2023/>.

<sup>541</sup> Joe Lofaro, "1 arrested, 3 injured in violent clashes between Concordia students over Israel-Hamas war," CTV News, November 9, 2023, <https://montreal.ctvnews.ca/1-arrested-3-injured-in-violent-clashes-between-concordia-students-over-israel-hamas-war-1.6636861>.

<sup>542</sup> Nathan M. Greenfield, "Jewish faculty, students face hostility and lack of support", University World News, December 1, 2023, <https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20231201212454204>.

Dans le même temps, les étudiants juifs de Concordia ont commencé à faire état d'interactions de plus en plus menaçantes et intimidantes sur le campus, entre étudiants, et également avec le corps enseignant. Une étudiante, Ora Bar, a déclaré à Global News que la semaine précédente, on lui avait dit « ne t'inquiète pas, je ne vais pas t'oublier, ne t'inquiète pas » et qu'« une autre personne m'a dit qu'elle me reconnaissait maintenant et qu'elle me retrouverait. »<sup>543</sup> Un autre étudiant, Eitan Kovac, a expliqué que les étudiants se sentent tellement menacés qu'ils se sentent obligés de sécher les cours. J'ai eu un professeur qui m'a dit que tous les Israéliens étaient des colonisateurs. Comment suis-je censé me sentir en sécurité dans une telle classe ? »<sup>544</sup>

Dans un article publié par la suite dans le *National Post*, Ora Bar a parlé de son expérience à Concordia, soulignant l'absence totale de mesures prises par les administrateurs de l'université pour remédier aux incidents répétés de discrimination auxquels sont confrontés les étudiants juifs. Elle a fait référence à sa professeure d'études cinématographiques qui, au printemps 2022, a « romancé et soutenu le terrorisme contre les Israéliens », expliquant que « les Israéliens 'méritent' tout ce qui leur arrive parce qu'ils sont des 'colonisateurs'. »<sup>545</sup> La même professeure a également affirmé que l'histoire juive en Israël ne remontait qu'à 100 ans. Après avoir été interpellée par l'étudiant, elle a répondu « Ora, vu ta situation, tu devrais vraiment faire des recherches sur le mot mythologie » et a déclaré : « Je me fiche d'être renvoyée pour cela », dans une reconnaissance apparente de sa rhétorique extrême.<sup>546</sup>

Compte tenu de ces événements répétés, le lancement d'un recours collectif accusant l'université Concordia et la CSU d'avoir « créé un espace sûr pour l'antisémitisme sur le campus pendant des décennies » a été rapporté par CTV News le 17 novembre 2023.<sup>547</sup> Le recours demande 15 millions de dollars canadiens de dommages-intérêts pour les membres du groupe, qui comprend des étudiants, des professeurs et des employés juifs actuellement à l'université ou qui l'ont fréquentée ou y ont travaillé au cours des trois années passées.<sup>548</sup> La demande, qui a été déposée devant la Cour supérieure du Québec, a été menée par deux étudiants et un

---

<sup>543</sup> Phil Carpenter, "‘People are nervous:’ Concordia students say university should do more to address antisemitism," Global News, November 17, 2023, <https://globalnews.ca/news/10097186/people-are-nervous-concordia-students-say-university-should-do-more-to-address-antisemitism/>.

<sup>544</sup> Ibid.

<sup>545</sup> Ora Bar, "At Concordia, I watched as administrators sat back and allowed hate to fester," *National Post*, June 11, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/at-concordia-i-watched-as-administrators-sat-back-and-allowed-hate-to-fester>.

<sup>546</sup> Ibid.

<sup>547</sup> Canadian Press, "\$15M lawsuit accuses Concordia, student union of failing to address antisemitism on campus," CTV News, November 17, 2023, <https://montreal.ctvnews.ca/15m-lawsuit-accuses-concordia-student-union-of-failing-to-address-antisemitism-on-campus-1.6649836>.

<sup>548</sup> Ibid.

professeur de Concordia, qui ont tous demandé l'anonymat dans le cadre de la procédure judiciaire, craignant des représailles.<sup>549</sup>

La demande mentionne l'altercation qui s'est produite le 8 novembre, en plus d'autres « exemples d'incidents qui démontrent une histoire de plusieurs décennies de sentiment antisémite sur le campus. »<sup>550</sup> Les demandeurs allèguent que la « discrimination répétée » a conduit à un « préjudice psychologique important » qui comprend « la peur d'être sur les campus de Concordia et la peur de s'identifier comme étant juif. »<sup>551</sup> Le cabinet d'avocats Diamond & Diamond mène des actions en justice similaires contre l'Université Queen's, l'Université York, l'Université métropolitaine de Toronto et l'Université de Colombie britannique.<sup>552</sup>

Toutefois, ces efforts n'ont guère contribué à améliorer l'atmosphère sur le campus. Le 12 janvier 2024, un étudiant de Concordia a envoyé une lettre à l'université lui demandant de prendre des mesures immédiates contre l'antisémitisme et la violence à l'égard des étudiants juifs sur le campus, sous peine de poursuites judiciaires.<sup>553</sup> La lettre affirme que Concordia est devenu un lieu « de violence et de haine » et que rien n'est fait pour répondre aux craintes exprimées par les étudiants juifs sur le campus.<sup>554</sup> La lettre décrit une réalité sur le campus où les étudiants juifs ont peur d'apparaître ou de s'identifier comme étant juifs et cite des menaces qui ont été faites contre des étudiants juifs, des graffitis antisémites, le harcèlement de groupes d'étudiants juifs, des enseignants agissant pour promouvoir la haine et un syndicat étudiant soutenant la rhétorique antijuive.<sup>555</sup>

La lettre demande à l'université de cesser de financer la CSU et de démanteler SPHR en raison de leur plaidoyer ouvert en faveur de la haine des Juifs.<sup>556</sup> En outre, elle demande spécifiquement à l'université d'expulser Bara Abuhamed, le qualifiant d'agitateur connu qui a menacé l'étudiant à l'origine de la lettre et qui est inscrit comme étudiant à Concordia depuis 2016, afin qu'il puisse « continuer à diffuser des messages de haine et de violence » à Concordia.<sup>557</sup> En réponse à la lettre, le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA) a exprimé son inquiétude face à ces rapports, déplorant les environnements hostiles qui ont été autorisés à se

---

<sup>549</sup> Ibid.

<sup>550</sup> Ibid.

<sup>551</sup> Ibid.

<sup>552</sup> Ibid.

<sup>553</sup> Jason Magder, "Student sends demand letter telling Concordia to address hate against Jews," *The Gazette*, January 19, 2024, <https://montrealgazette.com/news/local-news/student-sends-demand-letter-telling-concordia-to-address-hate-against-jews>.

<sup>554</sup> Ibid.

<sup>555</sup> Ibid.

<sup>556</sup> Ibid.

<sup>557</sup> Ibid.

manifester sur le campus. Appelant l'université à prendre des mesures, elle affirme que

« la première étape pour rétablir l'ordre et la raison sur nos campus est que les universités s'attaquent au fléau des activistes professionnels qui se font passer pour des étudiants en se réinscrivant continuellement avec des charges de cours minimales, non pas pour progresser dans leur développement intellectuel, mais pour maintenir leur capacité à accéder au campus sans entrave. Ces extrémistes n'apportent rien à la communauté universitaire et sont régulièrement à l'avant-garde de mouvements haineux et mettent en péril la sécurité des étudiants. Nous attendons des mesures immédiates de la part des universités. »<sup>558</sup>

Malheureusement, c'est le contraire qui s'est produit à Concordia. Une semaine seulement après la publication de la lettre, le 18 janvier 2024, il a été rapporté que les administrateurs de Concordia avaient notifié aux étudiants juifs qu'ils n'étaient pas autorisés à installer sur le campus une table pro-Israël appelant à la libération des otages israéliens.<sup>559</sup> Interrogé, le doyen des étudiants, Andrew Woodall, a apparemment déclaré que c'était pour la propre « protection » des étudiants contre les « groupes radicaux. »<sup>560</sup> Cette tendance s'est poursuivie, les étudiants juifs du campus affirmant à plusieurs reprises qu'ils étaient obligés de se débrouiller seuls sur le campus, tout en étant physiquement menacés par d'autres étudiants farouchement opposés à Israël.

Ainsi, dans un rapport publié dans *The Algemeiner*, des étudiants juifs de Concordia ont spécifiquement fait référence à un incident survenu le 12 mars 2024, au cours duquel des étudiants juifs ont été piégés dans le bureau Hillel de l'école tandis que des membres de SPHR, dissimulant leur visage avec des keffieh et des masques chirurgicaux, frappaient les fenêtres et les portes et piétinaient le sol de la pièce située au-dessus.<sup>561</sup> Les étudiants les ont entendu crier « le sionisme est du terrorisme », ainsi que « salope » et « chien », les émeutiers venant de tous les côtés

---

<sup>558</sup> Ibid.

<sup>559</sup> Alex Joffe, « Le mouvement BDS/pro-Hamas fusionne avec les anticapitalistes, les manifestations bloquent les campus, les villes et les voyages. » Student and faculty groups support Hamas and official investigations expand as anti-Israel curriculums in K-12 are exposed, "Scholars for Peace in the Middle East, February 2, 2024, <https://spme.org/boycotts-divestments-sanctions-bds/bds-pro-hamas-movement-merges-with-anti-capitalists-as-protests-snarl-campuses-cities-and-travel-student-and-faculty-groups-support-hamas-and-official-investigations-expand-as-anti-israel-curriculum/27954/>.

<sup>560</sup> Daniel Greenfield, "Banning Jews for Their Own Protection", Front Page Mag, 18 January 2024, <https://www.frontpagemag.com/banning-jews-for-their-own-protection/>.

<sup>561</sup> Dion J. Pierre, « 'Tout le monde en danger' : « L'université Concordia refuse d'enquêter et de sanctionner des agressions et du harcèlement antisémites, selon des étudiants », *The Algemeiner*, 18 mars 2024, <https://www.algemeiner.com/2024/03/18/everyone-danger-concordia-university-refuses-investigate-punish-antisemitic-assault-harassment-students-say/>.

« pour frapper les murs à l'extérieur du club ». <sup>562</sup> Le service de sécurité a dispersé les émeutiers mais a refusé de prendre des mesures disciplinaires à l'encontre des personnes impliquées au motif que « les étudiants juifs avaient contribué à l'instigation de l'incident ». Cela faisait référence au fait que des membres de SPHR avaient dit aux officiers que des étudiants juifs les filmaient. <sup>563</sup>

En fin de compte, SPHR Concordia a reçu une [lettre](#) du doyen des étudiants en juin 2024, ordonnant le retrait de certains documents de leur compte Instagram et les informant qu'ils ne pourraient pas s'inscrire en tant que groupe étudiant tant que les messages n'auraient pas été retirés. <sup>564</sup> La lettre accusait SPHR Concordia de se livrer à des actes de harcèlement et de promouvoir, avec SPHR McGill le programme d'été pour les jeunes mentionné plus haut, dont [l'image](#) promotionnelle représente des hommes vêtus de keffieh lisant tout en étant armés de fusils. <sup>565</sup> La lettre fait également référence à une vidéo [postée](#) par SPHR Concordia le 3 juin montrant des étudiants universitaires barricadant un bâtiment, accompagnée du commentaire « Les étudiants de l'Université Concordia ont pris le bâtiment de leur administration pour exiger le désinvestissement ! » <sup>566</sup>

## Université de Toronto

L'Université de Toronto (parfois appelée U of T), l'une des principales institutions universitaires du Canada, s'est également distinguée au cours des deux dernières décennies comme un foyer d'expression anti-israélienne et antisémite. En particulier, la désormais tristement célèbre Semaine contre l'apartheid israélien (SAI), événement annuel qui promeut et diffuse des documents violemment anti-israéliens et antisionistes dans les universités du monde entier, remonte à un événement organisé à l'Université de Toronto en 2004. <sup>567</sup> Au-delà du nom lui-même, qui reprend la fausse affirmation selon laquelle Israël est un État d'apartheid, ces événements ont, au fil des ans, inclus des appels à « tuer les Juifs et violer leurs femmes » et à détruire l'État hébreu. <sup>568</sup> Après avoir observé de près ces événements,

---

<sup>562</sup> Ibid.

<sup>563</sup> Ibid.

<sup>564</sup> "The NGO Network Driving Antisemitism in Canada," NGO Monitor, October 2024, <https://ngo-monitor.org/the-ngo-network-driving-antisemitism-in-canada/>.

<sup>565</sup> Ibid.

<sup>566</sup> SPHR Concordia et al., "Students at Concordia University take their administration's building to demand divestment," Instagram, June 3, 2024, <https://www.instagram.com/sphrconcordia/reel/C7wTxMqAG8S/>.

<sup>567</sup> Avi Weinryb, "The University of Toronto – The Institution Where Israel Apartheid Week Was Born," Jerusalem Center for Security and Foreign Affairs, December 24, 2008, <https://jcfa.org/article/the-university-of-toronto-the-institution-where-israel-apartheid-week-was-born/>.

<sup>568</sup> Stuart Kamenetsky, "Universities in Crisis," *Fathom*, November 2023, <https://fathomjournal.org/universities-in-crisis-opinion-there-is-no-academic-freedom-for-jewish-faculty-at-the-university-of-toronto/>.

les Amis canadiens du Centre Simon Wiesenthal pour les Études sur l'Holocauste a qualifié la SAI de l'Université de Toronto d'« événement manifestement antisémite » dans un communiqué de presse datant de mars 2008.<sup>569</sup>

Plus récemment, les militants de la SAI ont rejeté la [définition](#) pratique de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (International Holocaust Remembrance Alliance – IHRA) de l'antisémitisme, qui a été acceptée par 43 pays, dont le Canada et les États-Unis.<sup>570</sup> Les opposants à la définition s'opposent à l'inclusion de certains exemples d'antisémitisme, tels que « nier au peuple juif son droit à l'autodétermination ; en affirmant par exemple que l'existence d'un État d'Israël est une entreprise raciste », car cela décrit précisément la rhétorique haineuse du mouvement BDS et de ses nombreux affiliés.<sup>571</sup>

Comme dans les autres campus canadiens évoqués dans ce rapport, cette attitude a gagné en popularité au fil du temps. À la suite de la création et de la prolifération de la SAI, des campagnes sur le campus approuvant le mouvement BDS à l'Université de Toronto ont commencé en 2011, suivies par l'adoption du mouvement BDS par l'association des étudiants diplômés de l'Université de Toronto en 2012.<sup>572</sup> Dans le même ordre d'idées, en juillet 2017, Toronto Students for Justice in Palestine (TSJP) a publié une [lettre ouverte](#) aux « sionistes » dans laquelle ils soutiennent qu'Israël n'a pas le droit de se défendre contre les Palestiniens.<sup>573</sup> La lettre demande comment « vous pouvez prétendre vous protéger contre les indigènes alors que vous êtes les envahisseurs qui colonisent illégalement une terre », affirmant que « CELA est du terrorisme » et que « c'est nous qui nous protégeons contre les sionistes .... »<sup>574</sup>

Un autre exemple probant de la confiance croissante des organisations étudiantes lorsqu'il s'agit de se joindre à des initiatives anti-israéliennes et au mouvement BDS est apparu en juillet 2021, lorsque le syndicat des étudiants de l'université de Toronto (UTSU) a voté pour signer une nouvelle fois une [lettre ouverte](#) rédigée par

---

<sup>569</sup> Avi Weinryb, "The University of Toronto – The Institution Where Israel Apartheid Week Was Born," Jerusalem Center for Security and Foreign Affairs, December 24, 2008, <https://jcpa.org/article/the-university-of-toronto-the-institution-where-israel-apartheid-week-was-born/>.

<sup>570</sup> Stuart Kamenetsky, "Universities in Crisis," *Fathom*, November 2023, <https://fathomjournal.org/universities-in-crisis-opinion-there-is-no-academic-freedom-for-jewish-faculty-at-the-university-of-toronto/>.

<sup>571</sup> "Human Rights Watch and Other Civil Society Groups Urge United Nations to Respect Human Rights in the Fight Against Antisemitism," Human Rights Watch, April 4, 2023, <https://www.hrw.org/news/2023/04/04/human-rights-and-other-civil-society-groups-urge-united-nations-respect-human>.

<sup>572</sup> "University of Toronto Scarborough Students' Union (SCSU) endorses BDS!" BDS Movement, April 13, 2013, <https://bdsmovement.net/news/university-toronto-scarborough-students-union-scsu-endorses-bds>.

<sup>573</sup> Jonathan D. Halevi, "Toronto Students say Israel has no right to self-defense against Palestinians," The Documentation Project, April 14, 2019, <https://canadadocs.org/toronto-students-say-israel-has-no-right-to-self-defense-against-palestinians/>.

<sup>574</sup> Ibid.

l'Association des étudiants musulmans (MSA), après avoir précédemment voté en faveur de sa non-signature en raison de préoccupations quant à son caractère antisémite.<sup>575</sup> La lettre de la MSA, intitulée « Lettre ouverte à l'administration de l'Université de Toronto pour condamner le génocide palestinien », demande à l'établissement de reconnaître la violence en Israël et en Palestine, d'admettre ses effets sur les étudiants palestiniens, d'annuler un voyage de la Munk School en Israël et d'améliorer ses pratiques d'embauche. Elle accuse Israël de nettoyage ethnique des civils palestiniens, de génocide et d'apartheid.<sup>576</sup>

Lors d'une réunion du 25 juillet 2021, Elad Dekel, l'un des directeurs de l'Innis College de l'UTSU, a décrié la nature antisémite de la lettre, affirmant qu'elle « utilisait de fausses définitions et appliquait un double standard à Israël en ce qui concerne les questions relatives aux droits de l'homme. »<sup>577</sup> Il a également critiqué l'utilisation de termes factuellement inexacts tels que « apartheid », « génocide » et « nettoyage ethnique » pour décrire Israël, qui vont tous à l'encontre des normes adoptées dans la définition de l'antisémitisme de l'IHRA, aliénant ainsi les étudiants juifs et israéliens de l'université.<sup>578</sup> Malgré ces plaidoyers, le directeur du collège universitaire, Muskan Nagra, qui a présenté la motion de re-signature de la lettre lors de la réunion, a déclaré qu'il s'agissait d'un « geste important pour les étudiants palestiniens de l'université de Toronto. »<sup>579</sup>

L'année suivante, le 16 février 2022, l'UTSU a maintenu sa position et a adopté une motion exigeant qu'elle se désinvestisse des « entreprises complices de l'occupation du territoire palestinien. »<sup>580</sup> Malgré d'autres appels d'étudiants la qualifiant d'antisémite, la motion, qui avait été soumise par la MSA, SPHR, l'Association des étudiants palestiniens et le Forum Palestine, a été adoptée avec succès dans ce qui a été considéré comme une « victoire historique du mouvement BDS. »<sup>581</sup> Les implications pratiques de ces résolutions ne doivent pas être sous-estimées. L'UTSU est le deuxième plus grand syndicat étudiant au Canada, et le troisième en Amérique du Nord, et est donc révélateur du degré de pénétration que les groupes promouvant une propagande anti-israélienne unilatérale et contrefactuelle ont atteint dans la sphère universitaire.<sup>582</sup>

---

<sup>575</sup> Lauren Alexander, "UTSU reverses decision, re-signs MSA letter on Palestine," *The Varsity*, August 22, 2021, <https://thevarsity.ca/2021/08/22/utsu-reverses-decision-re-signs-msa-letter-on-palestine/>.

<sup>576</sup> Ibid.

<sup>577</sup> Ibid.

<sup>578</sup> Ibid.

<sup>579</sup> Ibid.

<sup>580</sup> Elizabeth Shechtman, "ITSU approves motion to divest from firms 'complicit' in occupation of Palestinian territory," *The Varsity*, February 21, 2022, <https://thevarsity.ca/2022/02/21/utsu-approves-motion-to-divest-from-firms-complicit-in-occupation-of-palestinian-territory/>.

<sup>581</sup> Moe Alqasem, "Students win historic BDS victory at U of T," *Spring*, February 19, 2022, <https://springmag.ca/students-win-historic-bds-victory-at-uoft>.

<sup>582</sup> Ibid.

L'ampleur de l'activité anti-israélienne à l'Université de Toronto dépasse également les groupes d'étudiants dévoués à la cause (et les organisations qui les soutiennent) et se retrouve dans les salles de classe. Ainsi, en septembre 2022, le *National Post* a rapporté qu'« au moins deux cours effacent effectivement l'État d'Israël de leur description. »<sup>583</sup> Le plan d'un des cours, « Repenser la Palestine », indique qu'il examinera des concepts tels que le « colonialisme » et l'« occupation », en omettant toute mention d'Israël.<sup>584</sup> Le deuxième cours mentionné dans l'article, « La Palestine moderne », va encore plus loin, en prétendant qu'un État palestinien existe, dans le but de fournir « une vue d'ensemble de la lutte politique pour la Palestine entre les mouvements nationaux sionistes et palestiniens. »<sup>585</sup>

Ces tendances, qui se sont manifestées et intensifiées à l'Université de Toronto au fil du temps, ont suffi à amener Ayelet Kuper, professeure juive canadienne, à détailler ses propres confrontations avec l'antisémitisme et la discrimination tout au long de son mandat à l'université. Dans une [étude](#) évaluée par des pairs, publiée en décembre 2022 par le *Canadian Medical Education Journal*, Kuper détaille l'antisémitisme qu'elle et ses amis et collègues juifs de la Temerty Faculty of Medicine (TFOM) ont subi au fil du temps.<sup>586</sup>

Mme Kuper, qui a été conseillère principale sur l'antisémitisme à la TFOM de juin 2021 à juin 2022, précise que les attitudes haineuses à l'égard des Juifs étaient en hausse bien avant sa nomination. Elle affirme que « l'Université de Toronto dans son ensemble a reconnu les préoccupations contemporaines concernant les questions d'antisémitisme sur le campus depuis au moins 2016. »<sup>587</sup> À titre d'exemple, Kuper raconte avoir entendu des collègues dénigrer l'Holocauste, avoir entendu parler d'étudiants non juifs qui pensaient qu'un camarade juif avait le pouvoir de bloquer leur admission dans un programme de résidence, et même s'être entendu dire personnellement « que l'antisémitisme ne peut pas exister parce que tout ce que disent les Juifs est faux, y compris leurs affirmations selon lesquelles ils ont été victimes de discrimination ». <sup>588</sup>

Un autre aspect crucial de l'analyse de Kuper est qu'en plus d'avoir été confrontée à des tropes antisémites traditionnels, comme le fait de s'entendre dire que tous les

---

<sup>583</sup> Avi Benlolo, "University of Toronto succumbs to anti-Israel propaganda," *National Post*, September 9, 2022, <https://nationalpost.com/opinion/avi-benlolo-university-of-toronto-succumbs-to-anti-israel-propaganda>.

<sup>584</sup> Ibid.

<sup>585</sup> Ibid.

<sup>586</sup> Ayelet Kuper, "Reflections on addressing antisemitism in a Canadian faculty of medicine", *Canadian Medical Education Journal*, April 8, 2023, p. 160, <https://journalhosting.ucalgary.ca/index.php/cmej/article/view/76086/56314>.

<sup>587</sup> Ibid.

<sup>588</sup> Boaz Edidin, "University of Toronto medical school's antisemitism epidemic exposed", *Jerusalem Post*, December 10, 2022, <https://www.jpost.com/diaspora/antisemitism/article-724477>.

Juifs sont des menteurs et qu'ils mentent pour « contrôler l'université, la faculté ou le monde », elle a également fait l'expérience d'une stratégie plus récente mais de plus en plus courante qui consiste à faire honte aux Juifs et à supprimer tout dialogue.<sup>589</sup> Plus précisément, Kuper explique comment les membres de la TFOM qui faisaient ce qu'elle considérait comme des déclarations antisémites poursuivaient en disant que « tout Juif qui les dénonce est raciste et ment pour opprimer les Palestiniens. »<sup>590</sup> En outre, elle note également que « cette stratégie aurait été explicitement enseigné aux étudiants de la TFOM par des membres de la faculté lors d'un événement se déroulant en dehors du campus. »<sup>591</sup>

Ces actions ont contribué à créer un environnement à l'université de Toronto dans lequel les attitudes antisémites sont non seulement librement exprimées, mais sont également formulées de telle sorte que se défendre contre elles est interprété comme intrinsèquement raciste. À l'appui de cette affirmation, Kuper rapporte également que des collègues lui ont dit qu'elle méritait toute la discrimination dont elle était victime en tant que Juive au Canada parce qu'elle refusait de dénoncer Israël, son pays natal, comme un État juif.<sup>592</sup> En outre, un autre membre de la TFOM lui a dit que « les Juifs ne doivent pas être autorisés à parler en leur nom propre de l'antisémitisme et ne devraient même pas bénéficier de la protection contre la discrimination prévue par le Code des droits de l'homme de l'Ontario ... au motif que ce que les Juifs appellent l'antisémitisme n'est pas réel. »<sup>593</sup>

Malheureusement, ce type de rhétorique s'est poursuivi sans relâche au cours de la période qui a suivi les attaques du Hamas du 7 octobre. En fait, les membres de l'association Doctors against Racism and Antisemitism (DARA) basée à Toronto ont spécifiquement indiqué que la TFOM cultivait un environnement dans lequel les étudiants craignaient les professeurs qui n'avaient montré que peu ou pas d'empathie à l'égard du massacre du 7 octobre.<sup>594</sup> Le Dr Philip Berger, enseignant à la TFOM et membre de DARA, a affirmé sans ambages, en réponse aux rapports reçus par DARA, que les « étudiants en médecine juifs sont terrifiés. » Je n'utilise pas un langage hyperbolique. »<sup>595</sup>

---

<sup>589</sup> Ayelet Kuper, "Reflections on addressing antisemitism in a Canadian faculty of medicine", *Canadian Medical Education Journal*, April 8, 2023, p. 160, <https://journalhosting.ucalgary.ca/index.php/cmej/article/view/76086/56314>.

<sup>590</sup> Ibid.

<sup>591</sup> Ibid.

<sup>592</sup> Ibid., p. 164.

<sup>593</sup> Ibid.

<sup>594</sup> Nathan M. Greenfield, "Jewish faculty, students face hostility and lack of support", *University World News*, December 1, 2023, <https://www.universityworldnews.com/post.php?story=20231201212454204>.

<sup>595</sup> Ibid.

En outre, les organes censés traiter ces questions, tels que les bureaux de la diversité, de l'équité et de l'inclusion (DEI), se sont révélés totalement inaccessibles, voire hostiles, à l'égard des étudiants juifs. Face à ces défaillances inhérentes à la structure DEI, le Dr Lisa Salamon, médecin, conférencière à la TFOM et membre de DARA, a résumé le niveau d'hypocrisie qui règne sur le campus, notant que « nous sommes le seul groupe minoritaire qui n'est pas autorisé à définir ce qui est raciste à notre égard. »<sup>596</sup>

De manière plus générale, comme à McGill et à Concordia, la rhétorique et les manifestations à l'Université de Toronto ont également été marquées par des tentatives répétées de la part des étudiants d'intégrer l'idéologie du mouvement BDS et la diffamation d'Israël dans la politique officielle. Moins de deux mois après les attaques du Hamas, le 29 novembre 2023, le syndicat des étudiants de l'Université de Toronto Mississauga (UTMSN) a adopté une motion demandant au syndicat d'adopter officiellement une « position pro-palestinienne » qui affecte tous les clubs et services financés par le syndicat.<sup>597</sup> En outre, la motion a chargé l'UTMSN de créer des brochures de ressources complètes, y compris des contacts pour des conseils juridiques, pour les étudiants qui cherchent « la libération palestinienne et la fin de l'occupation de Gaza. »<sup>598</sup>

Le campus de Mississauga de l'Université de Toronto a également accueilli le commentateur politique britannique Sami Hamdi pour qu'il rencontre les étudiants en février 2024, bien que les universités Concordia et Carlton aient toutes deux annulé leurs engagements en matière de conférences avec lui le même mois. Ces annulations sont intervenues à la suite d'informations faisant état d'un discours prononcé par Hamdi dix jours après les attentats du 7 octobre, dans lequel il aurait dit à l'auditoire de « célébrer la victoire » du Hamas.<sup>599</sup> Plus choquant encore, Hamdi a également évoqué les réactions émotionnelles positives au massacre perpétré par le Hamas, et aurait demandé « combien d'entre vous l'ont ressenti dans leur cœur lorsque vous avez appris que cela s'était produit ? Combien d'entre vous ont ressenti cette euphorie ? Allahu Akbar ! »<sup>600</sup> Il a en outre affirmé que les récits d'agressions sexuelles commises par le Hamas le 7 octobre étaient des mensonges.<sup>601</sup> La rencontre de Hamdi avec les étudiants de l'Université de Mississauga et le discours

---

<sup>596</sup> Ibid.

<sup>597</sup> Kamilla Bekbossynova, "Students pass motion to officially take 'pro-Palestine' stance at UTMSU 2023' AGM," *The Varsity*, January 8, 2024, <https://thevarsity.ca/2024/01/08/students-pass-motion-to-officially-take-pro-palestine-stance-at-utmsu-2023-agm/>.

<sup>598</sup> Ibid.

<sup>599</sup> Ari Blaff, "Canadian universities cancel speeches over speaker's Hamas atrocities 'celebration,'" *National Post*, February 9, 2024, <https://nationalpost.com/news/canada/universities-cancel-speeches-over-hamas-atrocities-celebration>.

<sup>600</sup> Ibid.

<sup>601</sup> Ibid.

qu'il a prononcé à la Western University ont tous deux été organisés par les sections locales de la MSA, tandis que sa tournée sur plusieurs campus a été parrainée par le Conseil canadien des affaires publiques musulmanes.<sup>602</sup>

Le 1er avril 2024, un groupe d'étudiants s'identifiant comme U of T Occupy for Palestine (O4P) est entré dans le Simcoe Hall et s'est rassemblé devant le bureau du président Meric Gertler, déclarant son intention d'occuper l'espace.<sup>603</sup> Parallèlement, ils ont publié sur Instagram une déclaration contenant trois demandes principales, à savoir que l'université désinvestisse sa dotation et son régime de retraite des entreprises fournissant des « biens ou services militaires » au gouvernement israélien ; qu'elle divulgue publiquement les noms de toutes les entreprises dans lesquelles l'Université de Toronto investit ; et qu'elle mette fin à tous les partenariats avec des institutions opérant dans des colonies ou soutenant des colonies en dehors de la frontière internationalement reconnue d'Israël.<sup>604</sup> Les manifestants ont scandé « pas d'investissements sur des terres volées. »<sup>605</sup>

## **Manifestations sur les campus**

Le campement de l'Université de Toronto a été installé le 2 mai 2024 par « U of T Occupy for Palestine » au cœur du campus de l'université. Les organisateurs ont appelé l'université à « couper ses liens avec Israël, à se désinvestir des entreprises qui profitent de l'offensive israélienne à Gaza et à mettre fin aux partenariats avec les institutions académiques du pays jugées complices de la guerre. »<sup>606</sup> Comme à McGill, cependant, le campement s'est rapidement avéré n'être ni pacifique ni dirigé par les étudiants.

Au début du campement, un professeur associé de l'Université de Toronto, Kevin A. Bryan, a pénétré dans le campement en se faisant passer pour un sympathisant, et a ensuite fait part de ses découvertes au *National Post*. Tout d'abord, il a souligné qu'« une stricte majorité des personnes » à qui il a parlé n'étaient ni étudiantes ni affiliées à l'université.<sup>607</sup> En outre, il a rapporté que les responsables de la « sécurité » et les « porte-parole » du campement ont explicitement dit aux participants que s'ils

---

<sup>602</sup> Ibid.

<sup>603</sup> Jessie Schwalb, "'Simcoe Hall, shut it down' : Around 20 students stage occupation calling for U of T to divest from Israeli military," *The Varsity*, April 1, 2024, <https://thevarsity.ca/2024/04/01/simcoe-hall-shut-it-down-around-20-students-stage-occupation-calling-for-u-of-t-to-divest-from-israeli-military/>.

<sup>604</sup> Ibid.

<sup>605</sup> Ibid.

<sup>606</sup> Canadian Press, "Pro-Palestinian protesters meet with U of T administration," CBC, May 26, 2024, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/pro-palestinian-encampment-university-of-toronto-1.7215295>.

<sup>607</sup> "Not a 'student encampment': U of T professor visits anti-Israel protest," *National Post*, May 3, 2024, <https://nationalpost.com/news/toronto/university-of-toronto-anti-israel-protest-encampment>.

ne soutenaient pas les opinions du collectif sur la Palestine, ils n'étaient pas les bienvenus et qu'ils seraient expulsés.<sup>608</sup> Pour replacer cela dans son contexte, Bryan a affirmé que, lorsqu'il a été découvert, on lui a dit de « partir maintenant » ou « cela deviendrait plus inconfortable. »<sup>609</sup> Il a également affirmé avoir vu une femme qui avait réussi à entrer dans le campement être entourée d'environ 50 personnes scandant « tous les sionistes sont mauvais », tout en refusant de reconnaître que des termes comme « honorer les martyrs » et « intifada » sont violents.<sup>610</sup>

L'ampleur de la discrimination anti-juive dans le campement de l'Université de Toronto était telle que, pour entrer dans ce qu'on appelait « Little Gaza », il fallait passer devant des « gardes-frontières » non officiels portant des keffieh, qui demandaient une pièce d'identité ou, à tout le moins, une preuve de religion, d'affiliation ou d'idéologie, bloquant l'accès aux Juifs à moins qu'ils ne soient « approuvés ». <sup>611</sup> Ces « cabines d'accueil » situées à l'entrée du campement permettaient de s'assurer que les personnes qui y pénétraient adhéraient à la résistance palestinienne et au droit au retour, et visaient à éliminer toute personne ayant des opinions sionistes.<sup>612</sup>

Des cas de discrimination anti-juive manifeste et même de violence physique ont été observés dès le début. Ainsi, une [vidéo](#) montre un professeur d'université juif qui tente de traverser le campement et se voit refuser l'entrée, tandis qu'une [autre](#) montre un contre-manifestant juif à qui l'on arrache un drapeau israélien et qui se fait physiquement agressé.<sup>613</sup> Dans un autre cas, l'étudiant en doctorat Joshua Loewen-Samuels, qui est chrétien mais se décrit également comme sioniste, a rapporté au *Toronto Sun* que lui et un ami juif ont été physiquement agressés lorsqu'ils sont entrés dans le campement pour sensibiliser au génocide du Darfour et pour protester contre l'oppression de Gaza par le Hamas.<sup>614</sup>

Selon Loewen-Samuels, alors qu'il se trouvait à l'intérieur du campement, il a entendu des enfants à qui l'on disait « p\*\*\* de Juifs » et des Juifs être décrits comme

---

<sup>608</sup> Ibid.

<sup>609</sup> Ibid.

<sup>610</sup> Ibid.

<sup>611</sup> Joe Warmington, "Marshals wearing keffiyehs at U of T tell Jews they can't enter Little Gaza camp," *Toronto Sun*, May 6, 2024, <https://torontosun.com/opinion/columnists/warmington-marshals-wearing-keffiyehs-at-u-of-t-tell-jews-they-cant-enter-little-gaza-camp>.

<sup>612</sup> Jesse Kline, "Fear and loathing on the occupied University of Toronto campus," *National Post*, May 8, 2024, [https://nationalpost.com/opinion/jesse-kline-fear-and-loathing-on-the-occupied-university-of-toronto-campus?\\_gl=1\\*1q933mb\\*\\_ga\\*MTc2MzQ1NTg0Ny4xNzIxMjMxMDgz\\*\\_ga\\_RLBBDN7YJL\\*MTcyMTIzMTA4Mi4xLjEuMTcyMTIzMTIxNy40OS4wLjA](https://nationalpost.com/opinion/jesse-kline-fear-and-loathing-on-the-occupied-university-of-toronto-campus?_gl=1*1q933mb*_ga*MTc2MzQ1NTg0Ny4xNzIxMjMxMDgz*_ga_RLBBDN7YJL*MTcyMTIzMTA4Mi4xLjEuMTcyMTIzMTIxNy40OS4wLjA).

<sup>613</sup> Joe Warmington, "Marshals wearing keffiyehs at U of T tell Jews they can't enter Little Gaza camp," *Toronto Sun*, May 6, 2024, <https://torontosun.com/opinion/columnists/warmington-marshals-wearing-keffiyehs-at-u-of-t-tell-jews-they-cant-enter-little-gaza-camp>.

<sup>614</sup> Ibid.

des « tueurs de bébés, des kikes, des sionistes malfaisants » qui devraient « retourner en Europe. »<sup>615</sup> Les administrateurs de l'université ont reconnu l'extrême gravité de la situation et se sont inquiétés de la présence « d'un grand nombre de personnes provenant d'un public plus large sur le campus pour des rassemblements et des marches », mentionnant spécifiquement « les agressions et les discours de haine signalés », bien qu'aucune autre mesure n'ait été prise par l'université ou par les forces de l'ordre à ce moment-là.<sup>616</sup>

Dans la même veine, comme dans le cas de McGill, un autre aspect convaincant mais négligé du campement de l'Université de Toronto est la mesure dans laquelle il n'a pas été dirigé, géré ou financé par les étudiants. Ainsi, le campement a reçu un soutien important de la part des syndicats de l'Ontario. Dans son rapport susmentionné sur le campement, Bryan note spécifiquement que les manifestations ont été en partie organisées par le Syndicat des Métallurgistes Unis (USW).<sup>617</sup> Ce fait est devenu de plus en plus évident au fur et à mesure que le campement entraînait dans son premier mois et que la pression pour le démanteler commençait à s'intensifier. Par défi, les dirigeants syndicaux de l'Ontario sont arrivés sur le campus de l'Université de Toronto, s'engageant à défendre physiquement les manifestants.<sup>618</sup>

Devant un rassemblement de manifestants, JP Hornick, présidente du Syndicat des employées et employés de la fonction publique de l'Ontario (SEFPO) a déclaré à la foule que « notre travail consiste à nous interposer entre vous et tout ce que l'administration vous enverra », ajoutant que « si la police intervient, nous serons vos boucliers humains ». Nous serons votre ligne de défense. »<sup>619</sup> La promesse de soutien physique et de protection des manifestants a également été faite par la Fédération du travail de l'Ontario (OFL) et le Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP), le plus grand syndicat du Canada.<sup>620</sup>

Pour mieux comprendre l'ampleur des pratiques discriminatoires qui se manifestent au sein de ces syndicats et le danger qu'elles représentent, il convient de noter qu'un mois seulement après le massacre du Hamas, une plainte pour violation des droits de l'homme a été déposée contre le SCFP pour discrimination

---

<sup>615</sup> Ibid.

<sup>616</sup> Ibid.

<sup>617</sup> "Not a 'student encampment': U of T professor visits anti-Israel protest," *National Post*, May 3, 2024, <https://nationalpost.com/news/toronto/university-of-toronto-anti-israel-protest-encampment>.

<sup>618</sup> Ben Cohen et al, "'We will be your human shields': Why unions are showing up in force to support the U of T pro-Palestinian protest encampment," *Toronto Star*, May 30, 2024, [https://www.thestar.com/news/gta/we-will-be-your-human-shields-why-unions-are-showing-up-in-force-to-support/article\\_562a3da0-1c62-11ef-91f5-2f4615a0758e.html](https://www.thestar.com/news/gta/we-will-be-your-human-shields-why-unions-are-showing-up-in-force-to-support/article_562a3da0-1c62-11ef-91f5-2f4615a0758e.html).

<sup>619</sup> Ibid.

<sup>620</sup> Ibid.

systématique et promotion de l'antisémitisme qui isole les membres juifs.<sup>621</sup> Carrie Silverberg, membre du SCFP depuis 17 ans, a déclaré qu'elle avait enduré « des années d'angoisse mentale au syndicat », estimant qu'il n'y avait aucun recours « après que ses préoccupations [concernant] l'antisémitisme encouragé au sein du syndicat aient été réduites au silence. »<sup>622</sup>

Cela a été amplifié à la suite des événements du 7 octobre, lorsque le président du SCFP de l'Ontario, Fred Hahn, a réagi à l'attaque du Hamas par un message de célébration sur le « pouvoir de la résistance. »<sup>623</sup> Répondant aux accusations d'antisémitisme, Hahn a publié une déclaration dans laquelle il s'excusait pour le choix de ses mots et le moment choisi, mais rejetait toujours la faute sur Israël, déclarant : « Je condamne l'attaque du Hamas contre Israël et les représailles disproportionnées de l'État d'Israël contre le peuple de Palestine. »<sup>624</sup> Réfléchissant à cette réponse, Silverberg a estimé qu'il s'agissait de « fausses excuses » dépourvues de toute sincérité, déclarant que « les plaignants se sont ainsi sentis isolés, malvenus, effrayés, réduits au silence, victimes de discrimination, menacés et harcelés. Tout cela a été transmis à M. Hahn à de nombreuses reprises, en vain. »<sup>625</sup>

Ce qui est peut-être encore plus troublant, c'est que les manifestations et le campement sur le campus de l'Université de Toronto ont été financés et coordonnés par des sources étrangères et à des fins qui n'ont rien à voir avec le conflit au Moyen-Orient. Plus précisément, selon un [rapport](#) compilé par le Network Contagion Research Institute (NCRI), un organisme indépendant qui identifie les cybermenaces pesant sur la société civile, un certain nombre d'organisations de gauche réunies sous la bannière « Shut It Down for Palestine » (SID4P) sont en fait liées à la Chine par l'intermédiaire de Neville Roy Singham et de son épouse Jodie Evans, associés au Parti communiste chinois (PCC).<sup>626</sup>

---

<sup>621</sup> Hannah Alberga, "CUPE members launch human rights claim alleging union promotes antisemitism," CP 24, November 7, 2023, <https://www.cp24.com/news/2023/11/07/cupe-members-launch-human-rights-claim-alleging-union-promotes-antisemitism/>.

<sup>622</sup> Ibid.

<sup>623</sup> Ibid.

<sup>624</sup> Josh Rubin, "CUPE Ontario president Fred Hahn apologizes for Palestine statement," *Toronto Star*, October 21, 2023, [https://www.thestar.com/news/gta/cupe-ontario-president-fred-hahn-apologizes-for-palestine-statement/article\\_854c9b44-d05d-5fca-b492-3c202814104a.html](https://www.thestar.com/news/gta/cupe-ontario-president-fred-hahn-apologizes-for-palestine-statement/article_854c9b44-d05d-5fca-b492-3c202814104a.html).

<sup>625</sup> Hannah Alberga, "CUPE members launch human rights claim alleging union promotes antisemitism," CP 24, November 7, 2023, <https://www.cp24.com/news/2023/11/07/cupe-members-launch-human-rights-claim-alleging-union-promotes-antisemitism/>.

<sup>626</sup> Mike Fegelman, "CBC 'Fact-Check' on Funding for University Encampments Makes a Mockery of Investigative Journalism," *Honest Reporting Canada*, May 17, 2024, <https://honestreporting.ca/petitions/cbc-fact-check-on-funding-for-university-encampments-makes-a-mockery-of-investigative-journalism/>.

Singham a déjà fait l'objet d'une enquête du FBI sur ses liens avec des « groupes engagés dans des activités hostiles aux [intérêts] américains. »<sup>627</sup> Une enquête du *New York Times* datant d'août 2024 l'a décrit comme « un bienfaiteur socialiste de causes d'extrême gauche » et a suivi l'acheminement de centaines de millions de dollars vers des groupes liés à Singham et engagés dans des activités de défense des intérêts de la Chine.<sup>628</sup> Il a été vu lors d'ateliers du PCC et a fait l'objet d'enquêtes de la part des États-Unis, du Canada et de l'Inde pour son travail sur les opérations du PCC.<sup>629</sup> Evans est le cofondateur de CODEPINK, qui soutient officiellement SID4P, et a été l'une des principales voix lors des manifestations qui ont suivi les attentats du 7 octobre.<sup>630</sup> Evans a également coécrit un livre intitulé *China Is Not Our Enemy (La Chine n'est pas notre ennemi)*, dont le NCRI a révélé qu'il avait été coécrit avec un chercheur des fondations Dongsheng News et Tricontinental, liées au PCC : l'Institut de recherche sociale.<sup>631</sup>

Selon le rapport du NCRI, les sept organisations opérant au sein de SID4P, qui sont apparues après le 7 octobre, sont membres du programme de donateurs « Singham network », considéré comme un canal d'influence géopolitique du PCC.<sup>632</sup> Un certain nombre d'entre elles étaient également signataires d'une déclaration publiée le 8 octobre 2023, un jour après les attaques du Hamas, dans laquelle elles expliquaient qu'elles se « mobilisaient dans le ventre de la bête parce que nous comprenons que nous avons un rôle unique à jouer dans la lutte contre le soutien matériel au sionisme et l'affaiblissement de la servante de l'impérialisme mondial des États-Unis. »<sup>633</sup>

Les membres du réseau comprennent des groupes d'extrême gauche, tels que le People's Forum, l'IPA et la coalition ANSWER, qui « présentent d'importants chevauchements financiers, opérationnels et en matière de personnel ». <sup>634</sup> Les quatre autres « coordonnateurs » sont tous des organisations militantes pro-

---

<sup>627</sup> "Perturbation contagieuse : How CCP Influence and Radical Ideologies Threaten Critical Infrastructure and Campuses across the United States," Network Contagion Research Institute, May 13, 2024, <https://networkcontagion.us/reports/ccp-influence-and-radical-ideologies/>.

<sup>628</sup> Mara Hvistendahl et al., "A Global Web of Chinese Propaganda Leads to a U.S. Tech Mogul," *New York Times*, August 10, 2023, <https://www.nytimes.com/2023/08/05/world/europe/neville-roy-singham-china-propaganda.html>.

<sup>629</sup> Michael Starr, "China-linked network funding key anti-Israel protest groups in US," *Jerusalem Post*, May 15, 2024, <https://www.nytimes.com/2023/08/05/world/europe/neville-roy-singham-china-propaganda.html>.

<sup>630</sup> Ibid.

<sup>631</sup> Ibid.

<sup>632</sup> John Ivison, "China's alleged links to Canadian anti-Israel protests fit a subversive pattern", *National Post*, May 16, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/china-canadian-anti-israel-protests>.

<sup>633</sup> Ibid.

<sup>634</sup> "Perturbation contagieuse : How CCP Influence and Radical Ideologies Threaten Critical Infrastructure and Campuses across the United States," Network Contagion Research Institute, May 13, 2024, <https://networkcontagion.us/reports/ccp-influence-and-radical-ideologies/>.

palestiniennes, « dont au moins deux, NSJP et Al-Awda, sont connues pour avoir des liens avec des organisations terroristes désignées par les États-Unis. »<sup>635</sup> Les deux autres organisations sont le Palestine Youth Movement (PYM) et le Palestinian American Community Center NJ (PACC). D'un point de vue critique, les chercheurs du NCRI ont constaté que, bien que l'augmentation des actions directes visant les infrastructures et les espaces publics soit « nominalement axée sur Israël, les manifestations actuelles peuvent être mieux comprises comme une initiative bien financée conduisant un programme révolutionnaire, anti-gouvernemental et anti-capitaliste. »<sup>636</sup>

Bien qu'il s'agisse d'une allégation troublante, l'évaluation selon laquelle les campements d'étudiants ont été financés et coordonnés de l'extérieur ne devrait pas être une surprise en soi. En fait, les étudiants interrogés par CBC lors du campement de l'Université de Toronto ont reconnu qu'ils étaient « fauchés » et que ce n'étaient pas eux qui finançaient le campement.<sup>637</sup> Ils ont admis que des fournitures avaient été données et que des tentes avaient été achetées en masse chez Walmart et Costco par des « sympathisants de la communauté », ce qui confirme essentiellement l'influence extérieure en jeu.<sup>638</sup> En ce qui concerne les exécutants apparents de cette stratégie sur le terrain au Canada, le rapport du NCRI souligne spécifiquement l'implication du PYM, qui est listé comme l'un des sept « coordonnateurs » de SID4P et a été « très visible » lors des manifestations à Montréal et à Toronto, aux côtés de Samidoun.<sup>639</sup>

Le PYM, qui a aidé à organiser ces manifestations depuis les événements du 7 octobre, fonctionne sans aucune transparence financière et serait entièrement financé par la Westchester Peace Action Committee Foundation (WESPAC), basée dans l'État de New York.<sup>640</sup> Pour sa part, Samidoun Toronto était également actif au campement de l'Université de Toronto, où ses membres ont été vu en train de distribuer des brochures portant le logo du Hamas et décrivant la version du groupe terroriste sur les événements de la soi-disant « opération déluge d'Al-Aqsa. »<sup>641</sup>

---

<sup>635</sup> Ibid.

<sup>636</sup> Ibid.

<sup>637</sup> Mike Fegelman, "CBC 'Fact-Check' on Funding for University Encampments Makes a Mockery of Investigative Journalism," *Honest Reporting Canada*, May 17, 2024, <https://honestreporting.ca/petitions/cbc-fact-check-on-funding-for-university-encampments-makes-a-mockery-of-investigative-journalism/>.

<sup>638</sup> Ibid.

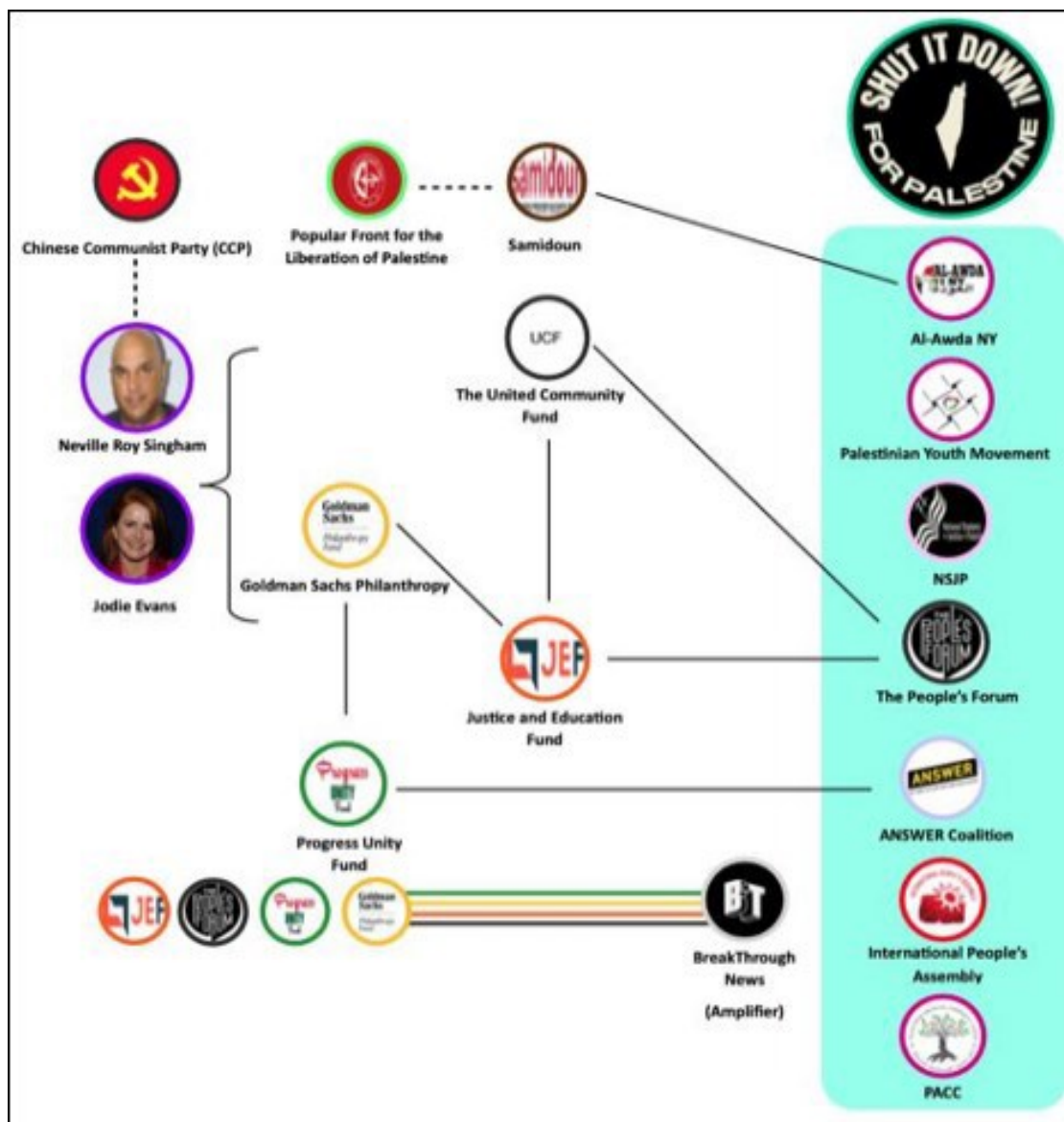
<sup>639</sup> John Ivison, "China's alleged links to Canadian anti-Israel protests fit a subversive pattern", *National Post*, May 16, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/china-canadian-anti-israel-protests>.

<sup>640</sup> Tristan Hopper, "U.S. probes provide clues to where Canada's anti-Israel money is coming from," *National Post*, June 5, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/u-s-probes-provide-clues-to-where-canadas-anti-israel-money-is-coming-from>.

<sup>641</sup> Michael Starr, "PFLP-affiliated NGO Samidoun accounts removed from Instagram, YouTube," *Jerusalem Post*, July 11, 2024, <https://www.jpost.com/diaspora/article-809982>.

En plus de la rhétorique extrême de Samidoun soutenant le Hamas, sa directrice, Charlotte Kates, figure également sur la liste des responsables d'Al-Awda, un autre « coordinateur » de SID4P.<sup>642</sup>

Figure 22 : Graphique illustrant la relation entre le Singham Network et SID4P<sup>643</sup>



Compte tenu de la mesure dans laquelle le Canada a reconnu à plusieurs reprises les défis importants auxquels il est confronté en ce qui concerne l'ingérence étrangère, et l'ingérence étrangère chinoise en particulier, cette question devrait

<sup>642</sup> John Ivison, "China's alleged links to Canadian anti-Israel protests fit a subversive pattern", *National Post*, May 16, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/china-canadian-anti-israel-protests>.

<sup>643</sup> "Perturbation contagieuse : How CCP Influence and Radical Ideologies Threaten Critical Infrastructure and Campuses across the United States," Network Contagion Research Institute, May 13, 2024, <https://networkcontagion.us/reports/ccp-influence-and-radical-ideologies/>.

être prise très au sérieux. La menace en question va bien au-delà de l'impact des manifestations et des campements. Comme l'a conclu le NCRI, « SID4P représente une évolution significative de l'influence en réseau et de l'action directe coordonnée visant à perturber les infrastructures critiques et à enflammer les protestations aux États-Unis et dans le monde entier. »<sup>644</sup>

À la fin du mois de mai 2024, les administrateurs de l'Université de Toronto se sont tournés vers les tribunaux pour obtenir réparation après que les manifestants aient ignoré à plusieurs reprises les avis d'intrusion et les délais fixés pour évacuer le campement. La principale objection soulevée par l'université était que le campement était violent, qu'il était associé à un langage antisémite et qu'il avait pris possession de la propriété de l'université.<sup>645</sup> En fin de compte, l'université a demandé une ordonnance autorisant la police à « arrêter et retirer les personnes, les objets et les structures » qui violaient les termes d'une ordonnance du tribunal et cherchaient à empêcher les manifestants de bloquer l'accès à la propriété de l'université.<sup>646</sup>

La Cour supérieure de justice de l'Ontario a statué en faveur de l'université, arguant que « la jurisprudence est claire sur le fait que l'exercice de la liberté d'expression n'est pas une défense contre l'intrusion » et que « l'université a subi un préjudice irréparable en raison de l'appropriation continue du campus par les manifestants et de l'exclusion d'autres personnes du campus. »<sup>647</sup> L'ordonnance n'a pas retiré aux manifestants leur droit de manifester mais les a empêchés de camper, d'ériger des structures, de bloquer l'accès ou de protester entre 23 heures et 7 heures du matin.<sup>648</sup>

En réponse, le 11 juin 2024, le Legal Center for Palestine (LCP) a soumis son [mémoire de l'intervenant](#) à la Cour supérieure de l'Ontario. Le LCP a justifié son intervention dans cette affaire en faisant valoir que la défense des droits de l'homme palestiniens était une forme d'expression légitime qui nécessitait une protection solide et que les défenseurs des droits de l'homme palestiniens étaient confrontés à des charges disproportionnées en raison des préjugés anti-palestiniens, qui n'avaient fait qu'augmenter depuis le 7 octobre.<sup>649</sup> Au mépris total

---

<sup>644</sup> John Ivison, "China's alleged links to Canadian anti-Israel protests fit a subversive pattern", *National Post*, May 16, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/china-canadian-anti-israel-protests>.

<sup>645</sup> Rianna Lim, "U of T encampment court ruling could affect future campus protests, experts say," *Global News*, July 11, 2024, <https://globalnews.ca/news/10616691/university-of-toronto-encampment-court-ruling-protests/>.

<sup>646</sup> Rianna Lim and Paola Loriggio, "U of T seeking injunction to clear protest encampment from downtown campus," *City News*, May 27, 2024, <https://toronto.citynews.ca/2024/05/27/u-of-t-protesters-dont-plan-to-pack-up-will-hold-rally-at-eviction-deadline/>.

<sup>647</sup> Ibid.

<sup>648</sup> Ibid.

<sup>649</sup> *University of Toronto v. John Doe et al.*, CV-24-00720977-0000, Ontario Superior Court of Justice, June 11, 2024, [https://litigate.com/assets/uploads/Legal%20Centre%20for%20Palestine%20-%20Factum%20-June 11, 2024.pdf](https://litigate.com/assets/uploads/Legal%20Centre%20for%20Palestine%20-%20Factum%20-June%2011,%202024.pdf).

des faits sur le terrain, le LCP a déploré que, depuis les événements du 7 octobre, les défenseurs des droits de l'homme palestiniens ont vu leurs « droits les plus fondamentaux – organiser une manifestation, chanter des chansons et des chants de liberté, exprimer des idées politiques, [être] considérés comme illégitimes ou, pire, haineux, violents ou criminels. »<sup>650</sup> À titre d'exemple, le LCP a souligné la décision de McGill de révoquer l'utilisation de son nom par SPHR. Comme indiqué précédemment, cette décision a été prise en réponse à un message spécifique de SPHR immédiatement après les atrocités commises par le Hamas, qui tenait Israël pour « entièrement responsable » des attaques du Hamas et approuvait les activités du Hamas en tant que réaction nécessaire à l'occupation.<sup>651</sup>

En fin de compte, le 2 juillet 2024, une [ordonnance du tribunal](#) émise par le juge Marcus Koehnen de la Cour supérieure de l'Ontario a accordé à l'Université de Toronto une injonction et a donné à la police de Toronto l'autorité d'arrêter toute personne qui ne se conformait pas à l'ordonnance exigeant que toutes les tentes soient démontées le lendemain.<sup>652</sup> L'université a amnistié les manifestants dans le cadre d'un accord prévoyant qu'ils se conforment à l'ordonnance du tribunal et libèrent le campement.<sup>653</sup> Bien que les implications pratiques de cette décision soient indubitablement positives, le jugement du juge Koehnen met malheureusement en évidence un problème plus profond qui est toujours en jeu.

Les déclarations sous serment du procès de l'Université de Toronto allèguent qu'à l'intérieur et à proximité du campement, des phrases telles que « Brûlez Tel Aviv » et « Les Juifs appartiennent à la mer, la Palestine sera libre » ont été observées.<sup>654</sup> Au-delà des slogans, ces déclarations sous serment allèguent également que des actes de vandalisme pro-palestinien (tels que la peinture à la bombe de triangles rouges symbolisant l'aile militaire du Hamas), le harcèlement et la violence physique étaient monnaie courante.<sup>655</sup> Ainsi, l'une des déclarations sous serment, déposée par le directeur adjoint de la sécurité du campus, Ryan Dow, affirme

---

<sup>650</sup> Ibid.

<sup>651</sup> Stuart Winer, "Pro-Palestinian mob blocks access to Montreal Holocaust Museum over pro-Israel event," *Times of Israel*, March 6, 2024, <https://www.timesofisrael.com/pro-palestinian-mob-blocks-access-to-montreal-holocaust-museum-over-pro-israel-event/>.

<sup>652</sup> "Court grants University of Toronto permission to clear Gaza solidarity encampment," *Middle East Eye*, July 3, 2024, <https://www.middleeasteye.net/news/court-grants-university-toronto-canada-permission-to-clear-gaza-solidarity-encampments>.

<sup>653</sup> Bryann Aguilar, "UofT gave amnesty to pro-Palestinian protesters before encampment was cleared," *CTV News*, July 10, 2024, <https://www.ctvnews.ca/toronto/article/uoft-gave-amnesty-to-pro-palestinian-protesters-before-encampment-was-cleared/>.

<sup>654</sup> Elie Cantin-Nantel, "We asked Canada's largest universities how they plan to deal with antisemitism this school year," *The Hub*, September 5, 2024, <https://thehub.ca/2024/09/05/we-asked-canadas-largest-universities-how-they-plan-to-deal-with-antisemitism-this-school-year/>.

<sup>655</sup> Elie Cantin-Nantel, "Affidavits allege rampant antisemitic hate, violence at U of T encampment," *True North*, June 13, 2024, <https://tnc.news/2024/06/13/affidavits-allege-rampant-antisemitic-u-of-t-encampment/>.

qu'une femme a été violemment agressée à l'extérieur du campement alors qu'elle collait une affiche sur les otages de Gaza sur la clôture du campement.<sup>656</sup> Dow affirme également qu'un groupe de personnes pro-israéliennes a été agressé par des manifestants qui ont proféré des insultes antisémites telles que « kike », « baby killer » (tueur de bébés) et « white supremacist » (suprémaciste blanc).<sup>657</sup>

Dans son jugement, le juge Koehnen reconnaît qu'« il ne fait aucun doute que certains des propos tenus à l'extérieur du campement relèvent de l'incitation à la haine. »<sup>658</sup> Il cite d'autres exemples de commentaires provenant du campement, tels que « nous avons besoin d'un autre holocauste (sic) », « mort aux Juifs, Hamas comme Premier ministre », et « sale Juif. Retournez en Europe. »<sup>659</sup> En dépit de ce discours haineux manifeste et ciblé, le juge Koehnen a estimé que « la conclusion automatique selon laquelle ces phrases sont antisémites n'est pas justifiée », malgré ces exemples et bien d'autres.<sup>660</sup>

## Université York

L'université York de Toronto s'est également distinguée parmi les universités canadiennes au cours des deux dernières décennies en tant que centre d'une hostilité anti-israélienne et antisémite croissante. Comme dans le cas de l'Université de Toronto, la rhétorique haineuse sur le campus a connu une nette augmentation depuis le lancement de la Semaine contre l'apartheid israélien (SAI) en 2005. Reconnaisant ces tendances, la Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme (CPCCA) a été créée en 2009, dans le but d'identifier la nature de l'antisémitisme au Canada à l'époque.<sup>661</sup> La Coalition a examiné l'étendue du problème en recueillant et en analysant des preuves, et en formulant des recommandations pratiques sur la meilleure façon d'aborder le problème. Parmi les résultats signalés, on trouve de nombreux cas de discrimination et d'intimidation antisémites à l'Université York.<sup>662</sup>

Le rapport de la CPCCA note qu'à partir de mars 2003, SPHR a eu une table d'exposition à York qui comprenait une étoile de David jaune, rappelant l'insigne

---

<sup>656</sup> Ibid.

<sup>657</sup> Ibid.

<sup>658</sup> Avi Benlolo and Jerry Grafstein, "Court's dismissal of antisemitism at U of T encampment a slap in the face," *National Post*, July 5, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/courts-dismissal-of-antisemitic-rhetoric-at-u-of-t-encampment-a-slap-in-the-face>.

<sup>659</sup> Ibid.

<sup>660</sup> Ibid.

<sup>661</sup> "Report of the Inquiry Panel," Canadian Parliamentary Coalition to Combat Antisemitism, July 7, 2011, [http://www.cp-cca.ca/pdf/Report of The Inquiry Panel-CPCCA.pdf](http://www.cp-cca.ca/pdf/Report%20of%20The%20Inquiry%20Panel-CPCCA.pdf).

<sup>662</sup> Ibid.

que les Juifs ont été forcés de porter pendant l'Holocauste, sur laquelle étaient inscrits des slogans faisant référence à l'épuration ethnique.<sup>663</sup> En outre, le rapport explique comment, en mars 2008, immédiatement après une attaque terroriste contre une *yeshiva* (séminaire religieux) israélienne, le journal *Excalibur* de York a publié un article déclarant qu'« il n'est pas étonnant que l'école Yeshivat Merkaz Harav ait été attaquée. »<sup>664</sup> Il a également justifié l'attaque par le fait que le programme de l'école combinait des études talmudiques et le service militaire, et a ensuite refusé de s'excuser ou de retirer l'article.<sup>665</sup> Un mois plus tard seulement, en avril 2008, le refuznik russe et militant des droits civiques Natan Sharansky, qui a ensuite été ministre du gouvernement israélien et président de l'Agence juive, a été continuellement bousculé et on l'a empêché de s'exprimer alors qu'il s'adressait à des étudiants à York.<sup>666</sup>

L'un des incidents les plus troublants d'activité antisémite flagrante à York s'est produit en février 2009, lorsque des étudiants juifs de l'université ont été contraints de se réfugier dans le bureau Hillel du campus après avoir été poursuivis par une foule de manifestants anti-israéliens. La foule était composée en grande partie de membres de Students Against Israel Apartheid (SAIA) et de membres de la York Federation of Students (YFS).<sup>667</sup> Ils ont entouré les étudiants impliqués dans la campagne « Drop YFS », une initiative gérée par les étudiants pour destituer les membres exécutifs de YFS pendant une grève qui a obligé l'université à fermer pendant trois mois.<sup>668</sup> Les étudiants juifs qui avaient participé à une conférence de presse appelant à la destitution du gouvernement étudiant de York auraient été pris à partie et poursuivis par plus d'une centaine d'étudiants.<sup>669</sup>

La foule aurait encerclé les étudiants juifs dans le bureau Hillel, frappant sur les portes vitrées tout en scandant « crève, salope, retourne en Israël » et « crève, juif, dégage du campus. »<sup>670</sup> Selon les étudiants juifs, ils ont été « retenus en otage » dans le bureau Hillel jusqu'à ce que la sécurité du campus et la police soient appelées pour les escorter jusqu'à un lieu sûr.<sup>671</sup> Ils se sont ensuite plaints que l'université

---

<sup>663</sup> Ibid., p. 50.

<sup>664</sup> Ibid., p. 49.

<sup>665</sup> Ibid.

<sup>666</sup> Ibid., p. 48.

<sup>667</sup> Sheri Shefa, "Jewish students under 'siege' at York U," *Canadian Jewish News*, February 19, 2009, available at: <http://web.archive.org/web/20220824200222/https://thecjn.ca/perspectives/opinions/jewish-students-siege-york-u/>.

<sup>668</sup> Ibid.

<sup>669</sup> Tori Cheifetz, "Jewish students 'held hostage' in Toronto Hillel," *Jerusalem Post*, February 15, 2009, <https://www.jpost.com/jewish-world/jewish-news/jewish-students-held-hostage-in-toronto-hillel>.

<sup>670</sup> Ibid.

<sup>671</sup> Frank Iacobucci, "The Mapping Conference and Academic Freedom," York University, March 2010, p. 13, [http://www.yorku.ca/acreview/iacobucci\\_report.pdf](http://www.yorku.ca/acreview/iacobucci_report.pdf).

n'avait pas suffisamment réagi à l'incident et que cela démontrait que York « n'était plus un endroit sûr pour les Juifs. »<sup>672</sup>

Quelques mois plus tard seulement, en juin 2009, une conférence anti-israélienne réunissant des orateurs liés au réseau BDS et aux événements de la SAI qui ont « diabolisé Israël » a eu lieu à York.<sup>673</sup> Les orateurs de la conférence, intitulée « Israel/Palestine : Mapping models of statehood and prospects for peace », représentaient des ONG hautement politisées qui soutiennent une « solution à un seul État » et mènent une « guerre douce » contre Israël, en utilisant par exemple des termes tels que « apartheid » pour le discréditer.<sup>674</sup> En réfléchissant à cet événement, le Dr Na'ama Carmi, qui a donné une conférence lors du colloque, a déclaré que « toute personne qui remettait en question le point de vue palestinien était intimidée, voire qualifiée de raciste .... Parfois, ceux qui présentaient un point de vue différent étaient victimes d'abus et de moqueries. »<sup>675</sup>

Le président de l'Université York, le professeur Mahmoud Shoukri, a tenté de défendre le parrainage de l'événement par l'université, rejetant les critiques reçues comme une attaque contre la liberté académique.<sup>676</sup> Il a fait ces affirmations bien qu'il ait été averti que la conférence « vise à explorer une solution à un seul État, bi-national, au conflit entre Israéliens et Palestiniens, dont l'imposition signifierait la fin d'Israël en tant qu'État juif. »<sup>677</sup>

Un mois plus tard, en réponse à la controverse entourant la conférence, le président Shoukri a demandé à Frank Iacobucci, ancien juge de la Cour suprême du Canada et ancien élève de York, de réexaminer l'incident. Parmi les observations faites dans son rapport, Iacobucci a parlé du « fort parti pris politique » rapporté par les présentateurs et les participants dont il a reçu les soumissions.<sup>678</sup> Il a noté que « les perceptions de l'ordre du jour militant de la conférence variaient de l'impression générale qu'elle était « anti-israélienne » à des allégations spécifiques selon

---

<sup>672</sup> Ibid.

<sup>673</sup> Manfred Gerstenfeld, "How to Fight the Campus Battle against Old and New Anti-Semites : Motifs, Strategies, and Methods," Middle East Forum, November 24, 2009, <https://www.meforum.org/campus-watch/how-to-fight-the-campus-battle-against-old>.

<sup>674</sup> "York University's academic façade and the NGO connection," NGO Monitor, June 16, 2009, [https://www.ngo-monitor.org/reports/york\\_university\\_s\\_academic\\_fa\\_ade\\_and\\_the\\_ngo\\_connection/](https://www.ngo-monitor.org/reports/york_university_s_academic_fa_ade_and_the_ngo_connection/).

<sup>675</sup> Manfred Gerstenfeld, "How to Fight the Campus Battle against Old and New Anti-Semites : Motifs, Strategies, and Methods," Middle East Forum, November 24, 2009, <https://www.meforum.org/campus-watch/how-to-fight-the-campus-battle-against-old>.

<sup>676</sup> "York University vs. Israel: 'Academic Freedom' or Academic Farce?," NGO Monitor, June 19, 2009, [https://ngo-monitor.org/reports/york\\_university\\_vs\\_israel\\_academic\\_freedom\\_or\\_academic\\_farce\\_updated/](https://ngo-monitor.org/reports/york_university_vs_israel_academic_freedom_or_academic_farce_updated/).

<sup>677</sup> Ibid.

<sup>678</sup> Frank Iacobucci, "The Mapping Conference and Academic Freedom," York University, March 2010, p. 27, [http://www.yorku.ca/acreview/iacobucci\\_report.pdf](http://www.yorku.ca/acreview/iacobucci_report.pdf).

lesquelles elle était destinée à promouvoir l'idée d'un État unitaire de Palestine, à l'exclusion d'Israël. »<sup>679</sup>

Il a reconnu que les références à l'« apartheid » israélien étaient apparemment courantes et a également mentionné des commentaires spécifiques, y compris une déclaration présumée appelant à l'« exécution » de certains universitaires pro-israéliens, « et une autre dans laquelle l'orateur aurait déclaré qu'il était enclin à souhaiter qu'une catastrophe s'abatte sur Israël, mais qu'il était préoccupé par le fait que les Arabes pourraient également être blessés. »<sup>680</sup> Le compte-rendu de Iacobucci aborde également le comportement du public qui, selon les participants, comprenait de fréquents « battements de pieds, acclamations et cris d'insultes » qui « créaient un environnement intimidant. »<sup>681</sup>

Consciente de ces tendances de plus en plus inquiétantes, l'Assemblée législative de l'Ontario a adopté à l'unanimité, le 25 février 2010, une résolution qui stipule que

« de l'avis de cette Assemblée, l'expression '*semaine contre l'apartheid israélien*' est condamnée car elle sert à inciter à la haine contre Israël, un État démocratique qui respecte l'État de droit et les droits de l'homme, et l'utilisation du mot '*apartheid*' dans ce contexte diminue la souffrance de ceux qui ont été victimes d'un véritable régime d'apartheid en Afrique du Sud. »<sup>682</sup>

Faisant écho à ces sentiments, Michael Ignatieff, alors chef du parti libéral, a publié une déclaration notant que la SAI « trahit les valeurs de respect mutuel que le Canada a toujours promues. »<sup>683</sup> Il a en outre répudié le principe antisioniste central, affirmant que « qualifier Israël d'État d'« apartheid » est une tentative délibérée de saper la légitimité de l'État juif lui-même. » La critique d'Israël est légitime. Tenter de qualifier son existence même de crime contre l'humanité ne l'est pas. »<sup>684</sup>

Malheureusement, ces conclusions ne se sont pas reflétées sur le campus de York, où la situation n'a cessé de se détériorer au fil du temps. En novembre 2012, l'association des étudiants diplômés de l'université York (YUGSA) a officiellement approuvé le mouvement BDS dans ce qu'elle a appelé un « vote capital ». <sup>685</sup> L'année

---

<sup>679</sup> Ibid., p. 28.

<sup>680</sup> Ibid.

<sup>681</sup> Ibid.

<sup>682</sup> David Goldberg, "Jewish-Muslim Interaction in Canada", Jerusalem Center for Security and Foreign Affairs, June 15, 2010, <https://jcpa.org/article/jewish-muslim-interaction-in-canada/>.

<sup>683</sup> Ibid.

<sup>684</sup> Gil Troy, "Oh, Canada : Why anti-Zionism festers in a country otherwise known for its friendliness," *Tablet*, April 13, 2010, <https://www.tabletmag.com/sections/news/articles/oh-canada>.

<sup>685</sup> "York U grad students endorse BDS movement," *Canadian Jewish News*, November 26, 2012, available at: <http://web.archive.org/web/20240807082058/https://thecjn.ca/perspectives/opinions/york-u-grad-students-endorse-bds-movement/>.

suivante, en mars 2013, la Fédération des étudiants de York, soutenue par la YUGSA, a adopté une résolution similaire dans laquelle elle a décidé de rejoindre le mouvement BDS.<sup>686</sup> En 2016, une étudiante de York, Shelley Yacheav, a décrit l'évolution de la propagande anti-israélienne pendant son séjour à l'université comme « un effort 'stratégique' bien conçu qui a infiltré l'ensemble du système. »<sup>687</sup>

Insistant sur ce point lors d'une conversation avec le *Toronto Sun*, Yacheav a décrit avoir été confrontée à des préjugés anti-israéliens parmi ses propres professeurs qui ont soutenu le mouvement BDS, notant que « chaque petite partie » de l'université a été infiltrée par l'antisémitisme.<sup>688</sup> Cette tendance s'est intensifiée lorsque, en octobre 2015, YFS a formé une alliance officielle avec SAIA, ce qui a amené d'autres à observer que York était devenue l'une des universités les « plus hostiles » en Amérique du Nord, créant un « environnement très toxique » pour les Juifs sur le campus, qui ont été contraints de faire face à un antisémitisme « tout simplement omniprésent. »<sup>689</sup>

Ces sentiments se sont à nouveau exprimés l'année suivante, après que l'université York a signalé le licenciement d'un membre du corps enseignant en raison de messages antisémites et antisionistes publiés sur les médias sociaux en septembre 2016. Suite à de nombreuses plaintes d'étudiants, une enquête interne de B'nai Brith Canada sur Nikolaos Balaskas, technologue de laboratoire au département de physique et d'astronomie, a trouvé de nombreux messages exprimant des conspirations haineuses et des accusations contre les Juifs et le sionisme.<sup>690</sup> Balaskas a notamment affirmé que « de nombreux camps de concentration [nazis] étaient dirigés par des Juifs » La plupart des juifs qui dirigeaient les camps étaient des juifs sionistes qui avaient passé un accord avec Hitler. »<sup>691</sup>

Un autre message, datant de juillet 2014, qualifiait les événements du 11 septembre d'« attaque sioniste sur la ville de New York [...] qui n'aurait pas pu se produire sans la pleine connaissance de traîtres américains de haut rang », tandis que Balaskas qualifiait l'histoire d'Anne Frank de « canular » dans un message datant de juin 2015.<sup>692</sup> Dans un autre message que les étudiants considèrent comme une incitation à

---

<sup>686</sup> Joseph Brean, "The antithesis of academic freedom: York University student union endorses boycott of Israeli professors," *National Post*, April 3, 2013, <https://nationalpost.com/news/toronto/york-university-student-union-endorses-boycott-of-israeli-academics>.

<sup>687</sup> Sue-Ann Levy, "York University accused of allowing anti-Semitism to spread," *Toronto Sun*, March 6, 2016, <https://torontosun.com/2016/03/06/york-university-accused-of-allowing-anti-semitism-to-spread>.

<sup>688</sup> Ibid.

<sup>689</sup> Ibid.

<sup>690</sup> Lea Speyer, "Firing of York U Faculty Member for Antisemitic Posts Called 'Victory' by Canadian Jewish Groups," *The Algemeiner*, September 16, 2016, <https://www.algemeiner.com/2016/09/16/firing-york-university-faculty-nikolaos-balaskas-posts-calling-9-11-zionist-attack-victory-against-campus-antisemitism-anti-zionism/>.

<sup>691</sup> Ibid.

<sup>692</sup> Ibid.

la violence, Balaskas écrit les conditions que les sionistes doivent remplir pour « vivre en paix avec le reste de l'humanité ». <sup>693</sup> Il s'agit notamment de « demander pardon » pour le prétendu meurtre de « 100 millions de chrétiens entre 1917 et 1945. » <sup>694</sup> Après avoir été informé de son licenciement par l'université, sur la base de ses messages ciblant des groupes spécifiques et identifiables, Balaskas a déclaré qu'il était « de son devoir et de son obligation de publier ce document, se décrivant lui-même comme le « messager ». <sup>695</sup> Si le licenciement de Balaskas représente un exemple louable de l'action appropriée de l'université York contre la promotion d'une rhétorique antisémite dangereuse et de théories du complot, de telles actions restent rares sur le campus de York. Selon l'Association des étudiants israéliens, qui a alerté B'nai Brith sur les publications de Balaskas sur les médias sociaux, « York est souvent un foyer d'activités antisémites et antisionistes publiques, dont beaucoup ne sont pas traitées de manière appropriée par l'administration de l'université. » <sup>696</sup>

Figure 23 : Peinture murale « Racines palestiniennes » au centre étudiant de l'université York <sup>697</sup>



Un autre point de discordance à York concernait une [peinture murale](#) intitulée « Racines palestiniennes », qui figure en bonne place dans le centre des étudiants de

<sup>693</sup> Ben Shachar, "Encouraging Signs as York University Dismisses Anti-Semitic Faculty Member," Camera on Campus, September 19, 2016, <https://cameraoncampus.org/blog/encouraging-signs-as-york-university-dismisses-anti-semitic-faculty-member/>.

<sup>694</sup> Ibid.

<sup>695</sup> Ibid.

<sup>696</sup> Ibid.

<sup>697</sup> Sue-Ann Levy, "York University accused of allowing anti-Semitism to spread," *Toronto Sun*, March 6, 2016, <https://torontosun.com/2016/03/06/york-university-accused-of-allowing-anti-semitism-to-spread>.

l'université York. On peut y voir un homme bien musclé, portant un keffieh décoré du drapeau palestinien et d'une carte d'Israël sans frontières distinguant les terres israéliennes des territoires palestiniens, tenant deux pierres derrière son dos tout en regardant une colonie israélienne en construction.<sup>698</sup> La fresque a été créée par Ahmad Al Abid, étudiant à York, en 2013, qui a déclaré que « mon inspiration pour cette œuvre est le problème actuel en Palestine où les expansions illégales de colonies sont devenues courantes. »<sup>699</sup>

Décrivant la fresque, qui appartenait à YFS, comme de la « pure haine », le magnat du cinéma Paul Bronfman a retiré des milliers de dollars d'équipement cinématographique qu'il fournit aux étudiants en cinéma de York en réponse au refus du président Shoukri et de l'administration de l'université de l'enlever.<sup>700</sup> Suite à sa décision, Bronfman a affirmé que le message de la fresque était clair et que « c'est sacrément simple de voir que c'est antisémite. » Il n'est pas nécessaire d'être un génie pour le comprendre. York devrait avoir honte qu'elle soit encore accrochée là.<sup>701</sup> Le producteur renommé Robert Lantos a également envoyé une lettre ouverte réprimandant Shoukri, déclarant que York s'est transformé en « incubateur de haine et de violence » à l'encontre des Juifs.<sup>702</sup>

En novembre 2019, le campus de York a de nouveau accueilli une manifestation anti-israélienne chargée et parfois violente organisée par SAIA, au cours de laquelle ses membres ont tenté de mettre fin à un événement de Herut Canada qui comprenait une présentation de l'ONG israélienne Reservists on Duty.<sup>703</sup> Les étudiants juifs et pro-israéliens ont apparemment été accueillis par des appels « Intifada, Intifada, retournez dans les fours », alors que « 600 manifestants ont violemment tenté de prendre d'assaut et de perturber l'événement qui se tenait sur le campus. »<sup>704</sup> Les manifestants ont également brandi des affiches sur lesquelles on pouvait lire « Nous ne laissons pas les sionistes sur le campus de l'université York », tout en se livrant à des confrontations physiques et à des actes de violence à

---

<sup>698</sup> Sue-Ann Levy, "York University accused of allowing anti-Semitism to spread," *Toronto Sun*, March 6, 2016, <https://torontosun.com/2016/03/06/york-university-accused-of-allowing-anti-semitism-to-spread>.

<sup>699</sup> Renee Ghert-Zand, "Jewish Canadian mogul pulls support over 'anti-Semitic' mural," *Times of Israel*, January 27, 2016, <https://www.timesofisrael.com/jewish-canadian-mogul-pulls-support-over-anti-semitic-mural/>.

<sup>700</sup> Ibid.

<sup>701</sup> Renee Ghert-Zand, "Jewish Canadian mogul pulls support over 'anti-Semitic' mural," *Times of Israel*, January 27, 2016, <https://www.timesofisrael.com/jewish-canadian-mogul-pulls-support-over-anti-semitic-mural/>.

<sup>702</sup> Sue-Ann Levy, "York University accused of allowing anti-Semitism to spread," *Toronto Sun*, March 6, 2016, <https://torontosun.com/2016/03/06/york-university-accused-of-allowing-anti-semitism-to-spread>.

<sup>703</sup> Shiri Moshe, "Canadian Politicians, Jewish Groups Slam Protest of IDF Reservists at York University," *The Algemeiner*, November 21, 2019, <https://www.algemeiner.com/2019/11/21/canadian-politicians-jewish-groups-slam-protest-of-idf-reservists-at-york-university/>.

<sup>704</sup> Ilanit Chernick, "Activists get violent during Reservists on Duty event at York University," *Jerusalem Post*, November 28, 2019, <https://www.jpost.com/diaspora/activists-get-violent-during-reservists-on-duty-at-york-university-608617>.

l'encontre des participants.<sup>705</sup> Le spectre et l'intensité de la manifestation ont conduit Amit Deri, fondateur et PDG de Reservists on Duty, à observer qu'en cinq ans de travail de son ONG, « il s'agissait des plus grandes manifestations que nous ayons vues sur un campus universitaire », ajoutant que « c'est aussi la première fois que nous avons vu une collaboration entre le mouvement BDS et Antifa. »<sup>706</sup> Peu de temps après ces événements, YFS a adopté une motion visant à interdire aux Israéliens de s'exprimer sur le campus.<sup>707</sup>

Compte tenu du sentiment anti-israélien et antisémite omniprésent sur le campus de York depuis des années, il n'est pas surprenant que les événements du 7 octobre aient été accueillis par une rhétorique et un comportement similaires. Moins d'une semaine après les attaques du Hamas, le 12 octobre 2023, la Fédération des étudiants de York, rejointe par l'Association des étudiants diplômés de l'Université de York et l'Union des étudiants du Collège Glendon, a publié une [déclaration commune](#) sur Twitter/X louant les actions du Hamas du 7 octobre comme un « acte fort de résistance. »<sup>708</sup> Ne mentionnant pas les atrocités perpétrées ce jour-là, la déclaration affirmait que les événements avaient eu lieu dans le « soi-disant Israël » et servaient de « rappel que la résistance contre la violence coloniale est justifiée et nécessaire. »<sup>709</sup>

En réponse, l'université York a condamné la déclaration, reconnaissant qu'elle avait été « largement interprétée comme une justification pour attaquer des civils et un appel à la violence. »<sup>710</sup> Elle a exigé que les syndicats rétractent la déclaration, publient de nouvelles déclarations reconnaissant le préjudice causé par leur message initial et confirmant leur opposition à l'antisémitisme, et a demandé la démission des conseils exécutifs des trois syndicats d'étudiants.<sup>711</sup> N'ayant reçu aucune réponse de la part des syndicats, l'université a ensuite annoncé qu'elle avait entamé un processus qui pourrait aboutir à la décertification des syndicats.<sup>712</sup> Après un silence initial, les syndicats ont publié une déclaration commune moins d'un jour avant la date limite du 25 octobre, dans laquelle ils refusaient de revenir sur leur position, réaffirmant au contraire leur position initiale et rejetant la demande de l'université qui exigeait que

---

<sup>705</sup> Ibid.

<sup>706</sup> Ibid.

<sup>707</sup> Zina Rakhamilova, "Antisemitism on Canadian campuses," *Jerusalem Post*, December 10, 2019, <https://www.jpost.com/opinion/antisemitism-on-canadian-campuses-610537>.

<sup>708</sup> Elie Cantin-Nantel, "Student unions praise 'necessary' Hamas terrorism against 'so-called Israel'", *True North*, October 17, 2023, <https://tnc.news/2023/10/17/campus-watch-student-unions-praise-hamas/>.

<sup>709</sup> Ibid.

<sup>710</sup> Morgan Bocknek, "York university demands student union boards resign following Palestine statement," *Toronto Star*, October 21, 2023, [https://www.thestar.com/news/gta/york-university-demands-student-union-boards-resign-following-palestine-statement/article\\_5078c758-07ab-54be-8631-4c1815237808.html](https://www.thestar.com/news/gta/york-university-demands-student-union-boards-resign-following-palestine-statement/article_5078c758-07ab-54be-8631-4c1815237808.html).

<sup>711</sup> Isaac Callan, "York University moves closer to removing recognition of unions over Israel-Hamas statement," *Global News*, October 21, 2023, <https://globalnews.ca/news/10040643/york-university-student-union-hamas-israel/>.

<sup>712</sup> Ibid.

les syndicats retirent leur déclaration initiale et que les comités exécutifs démissionnent.<sup>713</sup> Suite à ces événements, un porte-parole de l'université York a déclaré qu'elle enquêterait officiellement pour déterminer si les syndicats avaient enfreint la politique.<sup>714</sup> À ce jour, on ne sait pas si d'autres mesures ont été prises.

Le même mois, et en réponse à l'antisémitisme persistant sur le campus de York, le cabinet d'avocats Diamond & Diamond, spécialisé dans les préjudices corporels, [a lancé un recours](#) collectif de 15 millions de dollars canadiens contre l'université et YFS, alléguant une « histoire bien documentée de sentiments antisémites sur les campus de l'université York. »<sup>715</sup> Il demande une ordonnance obligeant York à s'attaquer au « comportement antisémite sur le campus », en plus de fournir un mécanisme de réclamation clair et facilement accessible pour les étudiants juifs.<sup>716</sup> Comme indiqué précédemment, cette action a été lancée conjointement avec des poursuites contre six autres universités canadiennes, dont l'université métropolitaine de Toronto, l'université Queen's, l'université McMaster, l'université de Colombie britannique et l'université Concordia.<sup>717</sup>

Le procès a été intenté en collaboration avec le Lawfare Project, dont le directeur exécutif Brooke Goldstein a publié une déclaration commune avec Sandra Zisckind, associée gérante de Diamond & Diamond, évoquant la situation sur le campus de York en janvier 2024. En ce qui concerne les allégations selon lesquelles l'université a permis à des assistants à l'enseignement d'intégrer des programmes antisémites dans leurs plans de cours, la déclaration note :

« Des révélations récentes ont montré que des assistants à l'enseignement de l'université avaient reçu pour instruction de détourner les travaux dirigés de leur objectif et de les remplacer par des séances de propagande anti-israélienne. Ce mépris flagrant pour le programme des cours et la promotion de points de vue biaisés est une violation grave et de longue date que l'Université York laisse systématiquement perdurer. »<sup>718</sup>

---

<sup>713</sup> Michele Henry, "York student unions that backed Palestinians reject university's demands to retract statements, resign," *Toronto Star*, October 25, 2023, [https://www.thestar.com/news/gta/york-student-unions-that-backed-palestinians-rejects-university-s-demands-to-retract-statements-resign/article\\_ae82e118-d729-598c-911b-f74971c1303f.html](https://www.thestar.com/news/gta/york-student-unions-that-backed-palestinians-rejects-university-s-demands-to-retract-statements-resign/article_ae82e118-d729-598c-911b-f74971c1303f.html).

<sup>714</sup> Ibid.

<sup>715</sup> Michele Henry, "Jewish students at York University sound alarm over increasing antisemitism on campus," *Toronto Star*, November 3, 2023, [https://www.thestar.com/news/gta/jewish-students-at-york-university-sound-alarm-over-increasing-antisemitism-on-campus/article\\_962e2f87-acc5-565d-9195-fe047b82ea55.html](https://www.thestar.com/news/gta/jewish-students-at-york-university-sound-alarm-over-increasing-antisemitism-on-campus/article_962e2f87-acc5-565d-9195-fe047b82ea55.html).

<sup>716</sup> Ibid.

<sup>717</sup> "Anti-Semitism on University Campuses," Diamond & Diamond, December 2023, <https://diamondlaw.ca/class-actions/anti-semitism-on-university-campuses/>.

<sup>718</sup> "Lawfare Project, Diamond and Diamond, issue statement in response to antisemitic allegations at York University," JNS, January 31, 2024, <https://www.jns.org/wire/the-lawfare-project-diamond-and-diamond-issue-statement-in-response-to-antisemitic-allegations-at-york-university/>.

Parmi les autres exemples de professeurs de York impliqués dans des préjugés anti-israéliens manifestes, citons un incident survenu en novembre 2023 au cours duquel 11 personnes ont été inculpées par la police de Toronto pour avoir dégradé une librairie Indigo avec de la peinture rouge et accusé son fondateur juif de soutenir le génocide.<sup>719</sup> Parmi les personnes impliquées dans cet acte de vandalisme figurait Lesley J. Wood, professeur associé à York, qui a ensuite été mise en congé, ainsi que plusieurs autres membres du corps enseignant et du personnel qui ont participé à l'événement.<sup>720</sup> À la suite de la décision de l'université, environ 200 étudiants et membres du corps enseignant pro-palestiniens ont organisé une manifestation pour protester contre cette décision et réclamer la réintégration des personnes mises en « congé payé », selon leurs propres termes.<sup>721</sup> Au cours de la manifestation, une déclaration écrite par Wood a été lue à haute voix, dans laquelle elle décrit « sa terreur d'avoir été arrêtée » par la police de Toronto avec son partenaire, qui, selon les dossiers, était également impliqué dans le vandalisme.<sup>722</sup>

Des professeurs de l'université York ont également été impliqués dans la publication de déclarations publiques ou la signature de pétitions excusant les attentats du 7 octobre. Ainsi, une pétition datant de novembre 2023 et déclarant que les attaques du Hamas devaient être « contextualisées » plutôt que condamnées a été signée par plus de 700 avocats et étudiants en droit canadiens, dont de nombreux membres de l'Osgoode Hall Law School de l'Université York.<sup>723</sup> La pétition affirme en outre qu'Israël est un État raciste qui commet un génocide et que le Canada est confronté à un « nouveau maccarthysme » visant toute personne qui adopte de telles opinions.<sup>724</sup>

Parmi les signataires les plus importants de la faculté de York figurent les professeurs Heidi Matthews, Faisal Bhabha et Janet Mosher, de l'Osgoode Hall Law School. En plus de signer la pétition, Matthews a publié en ligne, au lendemain des attentats du 7 octobre, qu'il y avait « beaucoup de confusion autour de la nature du droit à la résistance dans des contextes d'asymétrie brutale ».<sup>725</sup> Bhabha, qui a été

---

<sup>719</sup> Sean Fine and Mike Hager, "York University professor among those charge with defacing Indigo store," *Globe and Mail*, November 24, 2023, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-york-university-professor-among-those-charged-with-defacing-indigo/>.

<sup>720</sup> Joshua Chong and Ben Cohen, "York University seek walkout after putting faculty, staff members on leave in wake of charges in indigo vandalism," *Toronto Star*, November 28, 2023, [https://www.thestar.com/news/gta/york-university-sees-walkout-after-putting-faculty-staff-members-on-leave-in-wake-of-charges/article\\_d95d5073-2dc8-5c95-ba45-43d69fb41c8b.html](https://www.thestar.com/news/gta/york-university-sees-walkout-after-putting-faculty-staff-members-on-leave-in-wake-of-charges/article_d95d5073-2dc8-5c95-ba45-43d69fb41c8b.html).

<sup>721</sup> Ibid.

<sup>722</sup> Ibid.

<sup>723</sup> Tristan Hopper, "The Canadian lawyers and professors signing petitions to 'contextualize' Hamas terror," *National Post*, November 13, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/canadian-lawyers-professors-signing-petitions-to-contextualize-hamas-terror>.

<sup>724</sup> Ibid.

<sup>725</sup> Ibid.

vice-président du Tribunal des droits de la personne de l'Ontario, a présenté des arguments assimilant le sionisme à la « suprématie juive » sur les Palestiniens, défendant sa position en affirmant que « j'assimile la suprématie blanche à la suprématie juive. » Je pense que les deux sont aussi répugnants l'un que l'autre sur le plan moral et méritent d'être dénoncés. »<sup>726</sup> Entre-temps, Mosher, qui est spécialisée dans la violence fondée sur le genre, n'a fait aucune mention des violences et des viols perpétrés par le Hamas le 7 octobre.<sup>727</sup>

Cependant, l'un des exemples les plus troublants de la partialité institutionnalisée à l'égard d'Israël qui a été mis en lumière à York concerne une « [boîte à outils](#) » distribuée aux assistants à l'enseignement de l'Université York en 2024. La boîte à outils a été préparée par le Groupe de travail sur la solidarité avec la Palestine et a été distribuée aux assistants à l'enseignement par la section locale 3903 du Syndicat canadien de la fonction publique (SCFP).<sup>728</sup> Selon des rapports de janvier 2024, la boîte à outils demande aux assistants à l'enseignement « de dénoncer Israël à chaque occasion qui se présente, même lorsque cela n'a aucun rapport apparent avec le sujet étudié. »<sup>729</sup> Le document leur fournit également un discours préparé expliquant aux étudiants pourquoi leur cours est annulé afin de se concentrer sur l'apprentissage de la libération de la Palestine.<sup>730</sup> Le document qualifie Israël de « projet colonial génocidaire », tout en désignant le Canada comme « l'État colonisateur canadien » ou « l'île de la Tortue ». <sup>731</sup>

Le document affirme que les membres ont la responsabilité collective, morale et professionnelle d'enseigner ce qu'est la Palestine, « *en dépit de la culture de la peur* qui a dominé une grande partie des institutions universitaires occidentales. »<sup>732</sup> Il

---

<sup>726</sup> Shree Paradkar, "Controversies at U of T Law, York University highlight escalating suppression of moderate voices criticizing Israel," *Toronto Star*, October 25, 2020, [https://www.thestar.com/opinion/star-columnists/controversies-at-u-of-t-law-york-university-highlight-escalating-suppression-of-moderate-voices-criticizing/article\\_f216e75c-65ad-50c8-a90f-82176d621b92.html](https://www.thestar.com/opinion/star-columnists/controversies-at-u-of-t-law-york-university-highlight-escalating-suppression-of-moderate-voices-criticizing/article_f216e75c-65ad-50c8-a90f-82176d621b92.html).

<sup>727</sup> Tristan Hopper, "The Canadian lawyers and professors signing petitions to 'contextualize' Hamas terror," *National Post*, November 13, 2023, <https://nationalpost.com/opinion/canadian-lawyers-professors-signing-petitions-to-contextualize-hamas-terror>.

<sup>728</sup> Tristan Hopper, "York University teaching assistants told to hijack tutorials into anti-Israel sessions," *National Post*, January 29, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/york-u-faculty-told-to-hijack-tutorials-into-anti-israel-sessions?fbclid=IwAR310EAEJHG-KCcP2DkjypEQ8RJrxl9UWLTuw18XkWroYKQEShNFR0-2Uks>.

<sup>729</sup> Ibid.

<sup>730</sup> Daniel Edelson, "Canadian academic workers union aims to vilify Israel in classes regardless of subject taught," *Ynet News*, January 31, 2024, <https://www.ynetnews.com/article/s1qxkiicp>.

<sup>731</sup> Tristan Hopper, "York University teaching assistants told to hijack tutorials into anti-Israel sessions," *National Post*, January 29, 2024, <https://nationalpost.com/opinion/york-u-faculty-told-to-hijack-tutorials-into-anti-israel-sessions?fbclid=IwAR310EAEJHG-KCcP2DkjypEQ8RJrxl9UWLTuw18XkWroYKQEShNFR0-2Uks>.

<sup>732</sup> "A Toolkit on Teaching Palestine," Education Committee of CUPE 3903's Palestinian Solidarity Working Group, 2024, available at: [https://ugc.production.linktr.ee/6a025b3a-0d72-4c4e-aaba-2e09f4408f6a\\_Teaching-Palestine-Toolkit.pdf](https://ugc.production.linktr.ee/6a025b3a-0d72-4c4e-aaba-2e09f4408f6a_Teaching-Palestine-Toolkit.pdf).

dénonce la simple présence sur le campus de groupes juifs tels que Hillel comme preuve de la « complicité » de York dans le génocide et assure les assistants à l'enseignement que, s'ils rencontrent une quelconque résistance en s'engageant dans un travail politique de soutien à la Palestine, des mesures seront prises pour les protéger contre des sanctions potentielles.<sup>733</sup> Pour plus de contexte, la même section syndicale du SCFP était responsable de la publication d'une [déclaration](#) quelques jours seulement après les événements du 7 octobre, qui imputait effectivement le massacre à Israël en raison de sa pratique « de l'apartheid, du génocide et de la violence sanctionnée par l'État ».<sup>734</sup> Le syndicat des travailleurs du SCFP a une longue histoire de promotion d'un discours anti-israélien, de soutien au mouvement BDS et d'accusations d'apartheid et de meurtre à l'encontre d'Israël, tout en niant son droit à exister.<sup>735</sup>

## ***Manifestations sur les campus***

À l'instar d'autres universités canadiennes, un campement pro-palestinien a été installé sur le campus de York le 5 juin 2024. Les étudiants ont établi le campement de « l'Université populaire York pour la Palestine » (YPU4P) dans une zone qu'ils désignaient comme la « Commune du peuple pour la Palestine. »<sup>736</sup> Fait intéressant, et malgré la rhétorique anti-israélienne omniprésente à York, le campement a été démantelé seulement un jour plus tard par la police en vertu du Trespass to Property Act.<sup>737</sup> Face à cette situation, l'université a publié une [déclaration](#) affirmant qu'un groupe de personnes « inconnues de l'université » avait installé des tentes sur l'espace commun du campus malgré l'interdiction du service de sécurité du campus.<sup>738</sup> La police a fait état d'une arrestation sur le site et a indiqué qu'une quarantaine de personnes présentes au campement avaient quitté les lieux pacifiquement après avoir reçu l'avis d'intrusion.<sup>739</sup>

---

<sup>733</sup> Ibid., p. 2.

<sup>734</sup> "Statement of Solidarity with Palestine and Student Activists," Canadian Union of Public Employees (CUPE) 3903, October 12, 2023, <https://cupe3903.org/uncategorized/statement-of-solidarity-with-palestine-and-student-activists/>.

<sup>735</sup> Daniel Edelson, "Canadian academic workers union aims to vilify Israel in classes regardless of subject taught," Ynet News, January 31, 2024, <https://www.ynetnews.com/article/s1qxkiicp>.

<sup>736</sup> Meredith Bond, "Pro-Palestinian encampment erected by York University students on campus," City News, June 5, 2024, <https://toronto.citynews.ca/2024/06/05/pro-palestinian-encampment-erected-by-york-university-students-on-campus/>.

<sup>737</sup> Adam Carter, "Police dismantle pro-Palestinian encampment at York University," CBC, June 6, 2024, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/york-university-encampment-1.7226697>.

<sup>738</sup> Ibid.

<sup>739</sup> Ben Cohen and Nathan Bawaan, "Why was York U encampment cleared after a day, as U of T protesters languish into day 35?," *Toronto Star*, June 7, 2024, [https://www.thestar.com/news/gta/why-was-york-u-encampment-cleared-after-a-day-as-u-of-t-protesters-languish/article\\_a0c531a6-240c-11ef-9b5f-cfa6440bc5e9.html](https://www.thestar.com/news/gta/why-was-york-u-encampment-cleared-after-a-day-as-u-of-t-protesters-languish/article_a0c531a6-240c-11ef-9b5f-cfa6440bc5e9.html).

Cette situation contraste fortement avec le campement de l'Université de Toronto, qui est resté en place pendant plus d'un mois, bien que les demandes sur les deux campus soient en grande partie les mêmes. L'action presque immédiate de York pour émettre l'avis d'intrusion, contrairement à l'Université de Toronto qui a attendu 22 jours, semble avoir été un facteur décisif dans l'issue de l'affaire sur son campus.<sup>740</sup> Un [post](#) Instagram provenant d'un compte prétendument géré par des membres de la faculté de York a critiqué la décision de l'université et l'intervention de la police, déclarant que « nous sommes consternés par cette oppression flagrante de la part de l'administration de l'Université York. »<sup>741</sup>

---

<sup>740</sup> Ibid.

<sup>741</sup> Ibid.

## Entités concernées

### Organisations

#### *Conseil du fiqh d'Amérique du Nord*

Le Conseil du fiqh d'Amérique du Nord (FCNA) est une organisation à but non lucratif 501(c)(3) affiliée aux Frères musulmans et composée d'érudits islamiques des États-Unis et du Canada.<sup>742</sup> Sa mission déclarée est de fournir des conseils aux musulmans d'Amérique du Nord « dans tous les domaines liés à la charia » en répondant aux questions, en rédigeant des documents de recherche, et en organisant des conférences et des séminaires.<sup>743</sup> Elle émet des décisions religieuses (fatwas), résout les litiges et fournit des conseils sur des entreprises spécifiques afin de s'assurer qu'elles sont conformes à la charia.<sup>744</sup> En octobre 2011, le FCNA a adopté une résolution affirmant que les systèmes juridiques laïques en Occident sont compatibles avec la loi islamique (charia).<sup>745</sup>

Appelée à l'origine ISNA Fiqh Committee, l'organisation a changé de nom en 1991 mais reste subordonnée à la Société islamique d'Amérique du Nord (ISNA).<sup>746</sup> Il s'agit de la dernière grande organisation affiliée aux Frères musulmans des États-Unis à être officiellement enregistrée, après sa transformation de ISNA Fiqh Committee en FCNA en 1986, et, selon son site web, ses origines remontent au comité des affaires religieuses de l'Association des étudiants musulmans (MSA) des États-Unis et du Canada dans les années 1960.<sup>747</sup> Le FCNA conseille et éduque ses membres sur « les questions liées à l'application de la Sharia dans leur vie

---

<sup>742</sup> "Fiqh Council of North America (FCNA)," Discover the Networks, n.d., <https://www.discoverthenetworks.org/organizations/fiqh-council-of-north-america-fcna/>.

<sup>743</sup> "Our Mission", Fiqh Council of North America, s.d., <https://fiqh-council.org>.

<sup>744</sup> "FCNA pamphlet," Fiqh Council of North America, n.d., available at: <https://www.investigativeproject.org/documents/misc/636.pdf>.

<sup>745</sup> "Fiqh Council of North America Says Islamic Law Compatible with U.S. Constitution," Global Muslim Brotherhood Daily Watch, October 23, 2011, <https://www.globalmbwatch.com/2011/10/23/fiqh-council-of-north-america-says-islamic-law-compatible-with-u-s-constitution/>.

<sup>746</sup> *Paul Campbell Fields v. City of Tulsa, et al.*, Case No. 11-cv-115-GKF-TLW, Disclosure of Expert Testimony of Stephen C. Coughlin, May 31, 2012, available at: <https://www.americanfreedomlawcenter.org/wp-content/uploads/caseapps/05dd174ec76ed22dd86df8308540f8f44041e616.pdf>.

<sup>747</sup> Steven Merley, "The Muslim Brotherhood in the United States," Hudson Institute, April 2009, p. 39, [https://www.globalmbresearch.com/wp-content/uploads/2015/03/20090411\\_merley.usbrotherhood.pdf](https://www.globalmbresearch.com/wp-content/uploads/2015/03/20090411_merley.usbrotherhood.pdf).

individuelle et collective. »<sup>748</sup> Les Frères musulmans citent le FCNA comme l’une des nombreuses organisations qui partagent leurs objectifs, notamment la destruction de la civilisation occidentale et la conversion des États-Unis en une nation musulmane.<sup>749</sup> En 2002, les bureaux du FCNA ont été perquisitionnés par des agents fédéraux dans le cadre de l’opération « Green Quest », un groupe de travail créé pour traquer et perturber les réseaux de financement du terrorisme basés aux États-Unis.<sup>750</sup>

Parmi les membres notables du comité exécutif du FCNA figure Jamal Badawi, qui a déjà été cité par les procureurs fédéraux américains comme co-conspirateur non désigné dans l’affaire du financement du terrorisme par la Holy Land Foundation.<sup>751</sup> En mars 2024, il a également été signalé qu’un autre membre du conseil du FCNA, Jasser Auda, qui est également fondateur et membre du conseil d’administration de l’Union internationale des savants musulmans (IUMS), financée par le Qatar et la Turquie, a publié un article appelant les musulmans à mener le djihad afin d’aider les Palestiniens dans leur guerre contre Israël.<sup>752</sup> L’article, intitulé « The Sykes-Picot Borders Have No Legal Status in Religious Laws of Jihad », souligne en outre que, compte tenu de la situation actuelle à Gaza et de la guerre en cours entre Israël et le Hamas, la nation musulmane ne remplit pas son devoir de jihad en Palestine, ce qui signifie que tous les musulmans doivent y participer et que, s’ils ne le font pas, ils sont tous des pécheurs.<sup>753</sup>

De nombreuses personnalités du FCNA sont également de proches disciples ou d’anciens étudiants du célèbre chef spirituel des Frères musulmans, Yusuf al-Qaradawi, et ses enseignements occupent une place prépondérante dans les délibérations du Conseil.<sup>754</sup> En août 2023, le FCNA a annoncé que le Dr Yasir Qadhi était son nouveau président.<sup>755</sup> En 2001, Qadhi s’est retrouvé au cœur d’une

---

<sup>748</sup> Ibid.

<sup>749</sup> Denis MacEoin, “Shari’a Law Meets the Internet,” Gatestone Institute, December 8, 2016, <https://www.gatestoneinstitute.org/9433/sharia-law-internet>.

<sup>750</sup> “Fiqh Council of North America (FCNA),” Discover the Networks, n.d., <https://www.discoverthenetworks.org/organizations/fiqh-council-of-north-america-fcna/>.

<sup>751</sup> Global Muslim Brotherhood Daily Report, “Controversy Continues over Global Muslim Brotherhood Funding of Canadian Islamic Studies Chair,” Middle East Forum, June 2, 2011, <https://www.meforum.org/campus-watch/19133/controversy-continues-over-global-muslim>.

<sup>752</sup> “Member of Fiqh Councils in Europe and North America: The Islamic Nation Must Wage Jihad to Help the Palestinians; Sykes-Picot Borders Have No Legal Status in Religious Laws of Jihad,” MEMRI, March 4, 2024, <https://www.memri.org/reports/member-fiqh-councils-europe-and-north-america-islamic-nation-must-wage-jihad-help>.

<sup>753</sup> Ibid.

<sup>754</sup> Pew Forum on Religion & Public Life, “Muslim Networks and Movements in Western Europe,” Pew Research Center, September 15, 2010, p. 59, <https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2010/09/Muslim-networks-full-report.pdf>.

<sup>755</sup> “Dr. Yasir Qadhi elected Chair of Fiqh Council of North America,” August 8, 2023, IQRA, <https://www.igra.ca/2023/dr-yasir-qadhi-elected-chair-of-fiqh-council-of-north-america/>.

controverse à la suite de propos niant l'Holocauste.<sup>756</sup> Selon le *Sunday Telegraph* du Royaume-Uni, Qadhi a décrit l'Holocauste comme un canular, affirmant que « Hitler n'a jamais eu l'intention de détruire massivement les Juifs » et que « tout cela [l'Holocauste] est de la fausse propagande. »<sup>757</sup> Il a par la suite affirmé qu'il avait été induit en erreur en faisant ces déclarations.<sup>758</sup>

## **Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane**

L'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane, en abrégé WAMY (World Assembly of Muslim Youth) est une organisation islamique internationale dont le siège se trouve en Arabie saoudite et qui fait partie d'un réseau mondial de groupes financés en grande partie par l'Arabie saoudite dont l'objectif principal est de promouvoir les enseignements islamiques et d'encourager les musulmans à être plus pratiquants.<sup>759</sup> Fondée en 1972, elle se concentre principalement sur la promotion de la solidarité islamique parmi les adolescents et les jeunes adultes musulmans.<sup>760</sup> En 2012, la WAMY (Canada) s'est vu [retirer](#) son statut d'organisation caritative par l'Agence du revenu du Canada (ARC) parce qu'elle « partageait un directeur, des coordonnées et un compte bancaire avec le Benevolence International Fund in Canada (BIF-Canada) et a fourni 50.246 dollars canadiens au BIF-USA en 2001. »<sup>761</sup> Les deux branches du BIF étaient associées à Al-Qaïda.<sup>762</sup>

En outre, l'ARC a constaté que la WAMY (Arabie saoudite) exerce un contrôle substantiel sur les finances de la WAMY (Canada) et qu'elle utilise le groupe pour réaliser ses propres objectifs au Canada.<sup>763</sup> Cela inclut la diffusion d'une idéologie haineuse et la promotion de l'intolérance. Parmi les exemples cités par l'ARC figure une publication de la WAMY intitulée « A Handy Encyclopaedia of Contemporary Religions and Sects » (Encyclopédie pratique des religions et des sectes

---

<sup>756</sup> Global Muslim Brotherhood Daily Report, "New Canadian Muslim Brotherhood Organization to Hold 'Biggest Islamic Conference in Montreal History,'" Middle East Forum, August 5, 2010, <https://www.meforum.org/campus-watch/new-canadian-muslim-brotherhood-organization-to->

<sup>757</sup> Ibid.

<sup>758</sup> Ibid.

<sup>759</sup> Pew Forum on Religion & Public Life, "Muslim Networks and Movements in Western Europe," Pew Research Center, September 15, 2010, p. 27, <https://www.pewresearch.org/wp-content/uploads/sites/7/2010/09/Muslim-networks-full-report.pdf>.

<sup>760</sup> Ibid., p. 29.

<sup>761</sup> "Notice of Intention to Revoke the World Assembly of Muslim Youth," Canada Revenue Agency, August 23, 2011, p. 1, available at: [https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/World\\_Assembly\\_of\\_Muslim\\_Youth.pdf](https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/World_Assembly_of_Muslim_Youth.pdf).

<sup>762</sup> Point de Bascule, "Alberta gave \$250,000 to Islamists who financed HAMAS' fund collector and invites promoters of sharia in Edmonton," Investigative Project on Terrorism, February 11, 2013, <https://www.investigativeproject.org/3909/alberta-gave-250000-to-islamists-who-financed>.

<sup>763</sup> "Notice of Intention to Revoke the World Assembly of Muslim Youth," Canada Revenue Agency, August 23, 2011, p. 6, available at: [https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/World\\_Assembly\\_of\\_Muslim\\_Youth.pdf](https://www.canadiancharitylaw.ca/uploads/World_Assembly_of_Muslim_Youth.pdf).

contemporaines), qui affirme que « [l]es Juifs sont les ennemis de l'humanité ; ils fomentent l'immoralité dans ce monde ; les Juifs sont trompeurs, ils disent quelque chose mais veulent dire exactement le contraire. »<sup>764</sup> L'ARC a également fait référence à des documents obtenus lors d'un audit de la WAMY (Canada) en 2004, qui promeuvent une « interprétation extrémiste et militante du concept de *ji*had. »<sup>765</sup> L'agence a finalement déterminé que la WAMY (Canada) n'avait fait aucune tentative pour se distinguer de la WAMY (Arabie saoudite), ce qui était considéré comme « particulièrement préoccupant, compte tenu des informations accessibles au public montrant que la WAMY (Arabie saoudite) et ses affiliés ont été accusés de soutenir le terrorisme ». <sup>766</sup>

## **Congrès islamique canadien**

Le Congrès islamique canadien (CIC) se présente comme « la plus grande organisation islamique nationale à but non lucratif et totalement indépendante du Canada », mais a été décrit par l'American Foreign Policy Council (AFPC) comme représentant « l'exemple le plus marquant » d'organisations communautaires islamiques canadiennes infiltrées par des extrémistes radicaux.<sup>767</sup> L'AFPC affirme également que le CIC a un passé connu de « diabolisation d'Israël, de fabrication de mensonges sur les opposants et d'apologie des groupes islamistes purs et durs, y compris en incitant à l'antisémitisme et en justifiant les violences commises par des groupes islamistes contre Israël. »<sup>768</sup>

Selon un [rapport](#) de l'Atlantic Institute for Market Studies, le CIC a été condamné par le gouvernement fédéral pour son soutien au radicalisme et à l'antisémitisme.<sup>769</sup> Ses dirigeants ont également dénoncé la décision du gouvernement canadien de désigner le Hamas et le Hezbollah comme groupes terroristes, la qualifiant d'« acte déraisonnable d'hypocrisie et de parodie de justice. »<sup>770</sup>

Un exemple notable de cette idéologie concerne l'ancien président du CIC, Mohamed Elmasry, qui a déclaré en 2004 lors d'une émission télévisée que tous les Israéliens adultes étaient des cibles militaires légitimes, commentaire sur lequel il est revenu

---

<sup>764</sup> Ibid., p. 18.

<sup>765</sup> Ibid.

<sup>766</sup> Ibid., p. 7.

<sup>767</sup> "World Almanac of Islamism: Canada", American Foreign Policy Council, 2017, p. 8, [https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada 2017 Update.pdf](https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada%202017%20Update.pdf).

<sup>768</sup> Ibid.

<sup>769</sup> Marc Lebus, "Islamism and the Infiltration Challenge", Atlantic Institute for Market Studies, juillet 2009, p. 4, <https://www.aims.ca/site/media/aims/InfiltrationChallenge.pdf>.

<sup>770</sup> "World Almanac of Islamism: Canada", American Foreign Policy Council, 2017, p. 8, [https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada 2017 Update.pdf](https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada%202017%20Update.pdf).

par la suite.<sup>771</sup> S'exprimant dans l'émission de Michael Coren, Elmasry a soutenu qu'il était légitime de cibler tout Israélien de plus de 18 ans, que toute forme de violence était justifiée et que cela ne constituait pas du terrorisme.<sup>772</sup> Le CIC a également soutenu l'introduction de la charia au Canada et a protesté contre l'arrestation de trois suspects dans le cadre du complot terroriste d'Ottawa en 2010.<sup>773</sup>

Tarek Fatah, fondateur du Congrès musulman canadien, a qualifié le CIC d'« autoritaire et dictatorial » et s'est alarmé du contrôle qu'il exerce sur la Commission Ontarienne Des Droits De La Personne, qui, selon lui, agit comme si « le seul bon musulman est un musulman islamiste. »<sup>774</sup> Fatah lui-même a été accusé d'apostasie par le CIC, ce qui, selon lui, équivaut à une condamnation à mort, dans une plainte déposée auprès de la Gendarmerie royale du Canada (GRC).<sup>775</sup> Dans la pratique, le CIC n'existe plus depuis 2014.<sup>776</sup>

## ***Islamic Information and Dawah Centre International***

L'Islamic Information and Dawah Centre International (II&DCI) est une organisation à but non lucratif basée à Toronto qui se décrit comme une organisation caritative dont l'objectif principal est la *dawah* (l'invitation à l'islam) et, plus spécifiquement, « la transmission du message d'Allah aux non-musulmans anglophones à l'échelle internationale. »<sup>777</sup>

Le Dr. Shabir Ally, président de l'II&DCI, apparaît dans une [Vidéo YouTube](#) affirmant que l'homosexualité est mauvaise et comparant les homosexuels à des « agresseurs d'enfants » répondant à « l'appel continu du Shaitan » (diable, démon ou Satan en arabe).<sup>778</sup> Malgré cela, l'II&DCI a reçu un financement fédéral du gouvernement Trudeau en 2019 pour une subvention d'emplois d'été.<sup>779</sup>

---

<sup>771</sup> Joseph Brean, "Speech banned by Defense Minister promoted more Muslim involvement in society," *National Post*, October 5, 2010, <https://nationalpost.com/holy-post/speech-banned-by-defense-minister-promoted-more-muslim-involvement-in-society>.

<sup>772</sup> Howard Adelman, "Omar Alghabra : A Muslim Mole?," Howard Adelman (blog), December 10, 2015, <https://howardadelman.com/2015/12/10/omar-alghabra-a-muslim-mole/>.

<sup>773</sup> Tarek Fatah and Salma Siddiqui, "The struggle against jihad," *Ottawa Citizen*, August 30, 2010, <https://ottawacitizen.com/news/the-struggle-against-jihad>.

<sup>774</sup> Christian Leuprecht and Conrad Winn, "What Do Muslim Canadians Want?," Macdonald-Laurier Institute, November 2011, <https://www.macdonaldlaurier.ca/files/pdf/What-Do-Muslim-Canadians-Want-November-1-2011.pdf>.

<sup>775</sup> Ibid.

<sup>776</sup> "World Almanac of Islamism: Canada", American Foreign Policy Council, 2017, p. 8, [https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada\\_2017\\_Update.pdf](https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada_2017_Update.pdf).

<sup>777</sup> "About Us: The Dawah Vision", Islamic Information and Dawah Centre International (II&DCI), n.d., <https://islaminfo.com/aboutus>.

<sup>778</sup> Candice Malcolm, "More controversial Islamic job grants recipients emerge," *Toronto Sun*, May 7, 2018, <https://torontosun.com/opinion/columnists/malcolm-even-more-controversial-islamic-job-grants-recipients-emerge>.

<sup>779</sup> Ibid.

## ***Islamic Shia Ithna-Asheri Jamaat of Toronto (Jaffari Centre)***

L'Islamic Shia Ithna-Asheri Jamaat (ISIJ), qui chapeaute le Centre communautaire Jaafari, a fait l'objet d'une enquête de la police régionale de York en 2012 concernant du matériel pédagogique antisémite distribué à l'East End Madrassah, qui est l'une de ses filiales.<sup>780</sup> Selon la police, cela comprenait au moins 30 manuels scolaires contenant des textes publiés en Iran qui qualifiaient les Juifs de « rusés » et de « perfides » et opposaient l'islam aux « Juifs et aux nazis ».<sup>781</sup> L'école du dimanche du Centre Jaffari pour les jeunes enfants musulmans a également propagé des allégations selon lesquelles les Juifs avaient comploté pour tuer le prophète Mahomet.<sup>782</sup> Malgré la nature du programme, aucune accusation n'a été déposée dans le cadre de cette affaire.<sup>783</sup> Toutefois, le rapport de police indique que « pendant les sept années environ au cours desquelles le programme a été diffusé, les élèves, les parents ou le personnel n'ont exprimé aucune inquiétude quant à son contenu. »<sup>784</sup>

Ceci est révélateur d'un problème systématique au sein du programme éducatif du Centre Jaffari, qui a encouragé la promotion d'idéologies antisémites pendant des années sans incident. En outre, le Centre a un lien avéré avec l'Iran.<sup>785</sup> Une enquête plus approfondie sur les livres du programme susmentionnés a révélé que les passages cités étaient des extraits de deux livres publiés par la Fondation Al Balagh à Téhéran, ainsi que par la Fondation Mostazafan de New York, que le FBI a identifiée comme une organisation de façade contrôlée par le régime iranien.<sup>786</sup> L'imam de l'ISIJ, Moulana Sayyid Muhammad Rizvi, a également pris la parole lors de la conférence de l'imam Khomeini à l'université Carlton d'Ottawa en 2012.<sup>787</sup>

En mai 2020, il a été rapporté que Firas Al Najim, le co-gérant de Canadian Defenders for Human Rights (CD4HR), une organisation canadienne pro-palestinienne à but non lucratif, s'est tenu devant le Centre Jaffari et, à l'aide d'un

---

<sup>780</sup> Tristan Hopper, "Jason Kenney visited Toronto-area Islamic centre tied to organization that disseminated anti-Semitic literature," *National Post*, February 24, 2013, <https://nationalpost.com/news/politics/jason-kenney-visited-toronto-area-islamic-centre-tied-to-organization-that-disseminated-anti-semitic-literature>.

<sup>781</sup> Ibid.

<sup>782</sup> Terry Davidson, "Islamic school under investigation for teachings about Jews," *Middle East Forum*, May 7, 2012, <https://www.meforum.org/islamist-watch/islamic-school-under-investigation-for-teachings>.

<sup>783</sup> Tristan Hopper, "Jason Kenney visited Toronto-area Islamic centre tied to organization that disseminated anti-Semitic literature," *National Post*, February 24, 2013, <https://nationalpost.com/news/politics/jason-kenney-visited-toronto-area-islamic-centre-tied-to-organization-that-disseminated-anti-semitic-literature>.

<sup>784</sup> Paul Lungen, "Police refuse to lay charges against madrassah," *Canadian Jewish News*, November 13, 2012, available at: <http://web.archive.org/web/20240719145116/https://thecjn.ca/news/police-refuse-lay-charges-madrassah/>.

<sup>785</sup> Christine Douglass-Williams, "Iran Infiltrates Canada, Calls to Attack America," *Gatestone Institute*, July 11, 2012, <https://www.gatestoneinstitute.org/3162/iran-infiltrates-canada>.

<sup>786</sup> Ibid.

<sup>787</sup> Ibid.

mégaphone, a récité l'appel islamique à la prière, tout en prononçant un [discours](#) appelant les musulmans à respecter le devoir religieux consistant à s'abstenir de faire des affaires avec les sionistes.<sup>788</sup> Suite à la condamnation de la diffusion par Al Najim de « propagande antisioniste et de tropes antisémites » par la députée provinciale de Thornhill Gila Martow, le vice-président de l'ISIJ de Toronto, Shafic Ebrahim, a affirmé que l'organisation ne connaissait pas Al Najim et qu'elle n'avait pas demandé ou autorisé l'enregistrement du discours dans ses locaux.<sup>789</sup> Cependant, cela semblait être faux, car en mars 2019, Al Najim a publié une lettre qu'il avait envoyée au premier ministre Justin Trudeau, dans laquelle figurait « Islamic Shia Ithna-Asheri Jamaat of Toronto, Shafiq Ebrahim, vice-président » parmi les signataires de la lettre.<sup>790</sup> En réponse aux affirmations de l'ISIJ et d'Ebrahim qu'ils ne le connaissaient pas, l'organisation d'Al Najim, CD4HR, [a publié](#) sur X que les responsables de la mosquée « ont menti » et a joint des photos d'Al Najim posant avec des responsables du Centre Jaffari.<sup>791</sup>

## **Centre islamique Al Ansar**

Le centre islamique Al Ansar est l'une des plus anciennes mosquées de Toronto, créée il y a plus de 25 ans.<sup>792</sup> Un rapport du *Globe and Mail* datant de 2003 indique que l'Agence du revenu du Canada (ARC) pensait que le Centre était « une excroissance d'un groupe afghan basé à Toronto qui serait lié à une organisation islamique militante. »<sup>793</sup> Dans sa correspondance avec le Centre, qui cherchait à obtenir le statut d'organisme de bienfaisance fédéral, la Direction des organismes de bienfaisance de l'ARC a noté que « les ressources du centre ont été utilisées pour soutenir des objectifs et des activités qui sont de nature politique et ne sont donc pas des organismes de bienfaisance en vertu de la loi canadienne. »<sup>794</sup> De plus, l'ARC a constaté qu'Assadullah Farahmand, membre du conseil d'administration du Centre, dirigeait également le Bureau afghan d'information et de réhabilitation, qui s'était vu refuser le statut d'organisme de bienfaisance dix ans plus tôt.<sup>795</sup> Le Bureau afghan d'information et de réhabilitation serait également lié à la Benevolence

---

<sup>788</sup> Jonathan D. Halevi, "Firas Al Najim says it is forbidden Islamically to do business with Zionists," The Documentation Project, May 17, 2020, <https://canadadocs.org/firas-al-najim-says-it-is-forbidden-islamically-to-do-business-with-zionists/>.

<sup>789</sup> Ibid.

<sup>790</sup> Ibid.

<sup>791</sup> Tarek Fatah, "Islamic Call to Prayer Turns Ugly," Middle East Forum, May 20, 2020, <https://www.meforum.org/islamic-call-to-prayer-turns-ugly>.

<sup>792</sup> Al Ansar Islamic Center Toronto, Facebook, <https://www.facebook.com/AlAnsarIslamicCenter>.

<sup>793</sup> Estanislao Oziwicz, "Revenue Canada foils funding for mosque," *Globe and Mail*, January 11, 2003, <https://www.theglobeandmail.com/news/national/revenue-canada-foils-funding-for-mosque/article1009597/>.

<sup>794</sup> Ibid.

<sup>795</sup> Ibid.

International Foundation, un groupe directement lié à Oussama ben Laden et à Al-Qaïda.<sup>796</sup>

Le centre islamique Al Ansar a également été spécifiquement mentionné et loué par Yusuf al-Qaradawi, l'ancien chef spirituel des Frères musulmans. Dans une lettre obtenue par l'ISGAP, al-Qaradawi, en sa qualité de président de l'Union internationale des savants musulmans, fait l'éloge du Centre et appelle ses disciples à le soutenir.

### **Noor Gardens (Southdale Project)**

Noor Gardens, également connu sous le nom de Southdale Project, est une initiative de l'Association musulmane du Canada (AMC) qui a été présentée comme une solution au manque d'espace de prière à la mosquée musulmane de London, en Ontario, en raison de la croissance de la population musulmane.<sup>797</sup> Lors d'une collecte de fonds en juin 2017, le Southdale Project a annoncé qu'il prévoyait de commencer les travaux au printemps suivant pour un nouveau centre communautaire dans le sud de la ville.<sup>798</sup> Un dîner de collecte de fonds organisé par l'AMC pendant le ramadan a permis de récolter plus de 700.000 dollars canadiens pour le projet, qui s'ajoutent aux quelque 3 millions de dollars déjà collectés. Des membres de la communauté musulmane ainsi que des responsables politiques fédéraux, provinciaux et municipaux ont participé à cet événement.<sup>799</sup> Le projet, qui a débuté en 2013, prévoyait de transformer 5,2 hectares situés à l'angle des routes Southdale et Wonderland en un centre communautaire abritant un lieu de prière, des salles de conférence et de banquet, des espaces de loisirs et des services sociaux supplémentaires.<sup>800</sup>

Il est important de noter que le Southdale Project a été mentionné dans l'audit de l'AMC par l'ARC, en particulier en ce qui concerne l'utilisation par l'AMC de ressources de bienfaisance « dans le but exprès de générer des revenus locatifs », ce que l'ARC considère comme un « but non caritatif ».<sup>801</sup> Il a été noté dans l'audit

---

<sup>796</sup> "CAIR wages Jihad against the First Amendment in FL – with help of governor and local politicians," Militant Islam Monitor, November 10, 2006, <https://www.militantislammonitor.org/article/id/2533>.

<sup>797</sup> "'Congestion galore': Local Muslims seek more venues for Friday prayer," CBC, July 30, 2018, <https://www.cbc.ca/news/canada/london/london-ontario-oxford-mosque-1.4765289>.

<sup>798</sup> Hala Ghonaim, "Community raises \$700K for Noor Gardens in southwest London," *London Free Press*, June 20, 2016, <https://lfpres.com/2016/06/20/noor-gardens-previously-known-as-the-southdale-project-will-house-prayer-space-a-conference-centre-recreational-space-and-social-services>.

<sup>799</sup> Ibid.

<sup>800</sup> Ibid.

<sup>801</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, Canadian Charity Law, p. 36, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

qu'une présentation PowerPoint de l'AMC sur le Southdale Project « explique que le projet comprendrait des 'initiatives génératrices de revenus' planifiées dans le but à long terme de rendre l'entreprise autosuffisante. »<sup>802</sup> Des exemples de cela comprenaient le plan de l'AMC d'utiliser le deuxième étage du bâtiment, tandis que les espaces restants seraient loués à des locataires, ce qui lui permettrait de fonctionner avec des fonds couverts par les revenus de la location.<sup>803</sup>

Figure 24 : Lettre écrite par Yusuf al-Qaradawi en soutien au Centre islamique Al Ansar<sup>804</sup>



<sup>802</sup> Ibid., p. 37.

<sup>803</sup> Ibid.

<sup>804</sup> Letter written by Yusuf al-Qaradawi in support of the Al Ansar Islamic Center, n.d., obtained and translated by ISGAP, available at: [https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/Qar\\_Letter.png](https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/Qar_Letter.png).

Il est important de noter que le Southdale Project a été mentionné dans l'audit de l'AMC par l'ARC, en particulier en ce qui concerne l'utilisation par l'AMC de ressources de bienfaisance « dans le but exprès de générer des revenus locatifs », ce que l'ARC considère comme un « but non caritatif ».<sup>805</sup> Il a été noté dans l'audit qu'une présentation PowerPoint de l'AMC sur le Southdale Project « explique que le projet comprendrait des 'initiatives génératrices de revenus' planifiées dans le but à long terme de rendre l'entreprise autosuffisante. »<sup>806</sup> Des exemples de cela comprenaient le plan de l'AMC d'utiliser le deuxième étage du bâtiment, tandis que les espaces restants seraient loués à des locataires, ce qui lui permettrait de fonctionner avec des fonds couverts par les revenus de la location.<sup>807</sup>

L'ARC a également souligné une annonce faite par le Centre communautaire islamique de l'Ontario (ICCO), affilié à l'AMC, selon laquelle une politique visant à louer des parties du bâtiment pour un usage public afin d'aider à couvrir les coûts opérationnels entrerait en vigueur le 13 mai 2016.<sup>808</sup> Comme indiqué précédemment dans le présent rapport, l'audit de l'AMC par l'ARC a également révélé des flux financiers importants entre Qatar Charity, qui a des liens avec des organisations terroristes, et l'AMC, y compris un financement de 2.454.288 dollars canadiens envoyé à l'AMC pour l'achat d'un terrain et d'un bâtiment pour le projet de l'ICCO entre 2013 et 2015.<sup>809</sup>

Enfin, il convient de noter que l'ISGAP a obtenu plusieurs lettres de soutien envers le Southdale Project et l'AMC écrites par des politiciens de la région de London, en Ontario. Ces lettres, qui datent toutes de novembre 2015, ont notamment étaient écrites par Matt Brown, ancien maire de la ville de London, Ontario (2014-2018), Irene Mathyssen, députée de London-Fanshawe (2006-2019), Peggy Sattler, députée provinciale de London West depuis 2013, et Patrick Brown, député provincial de Simcoe North et actuel maire de Brampton. Il s'agit là d'un autre cas troublant où des politiciens canadiens expriment, sciemment ou non, leur soutien public à des organisations et à des projets au Canada qui sont liés aux Frères musulmans par l'intermédiaire d'entités telles que l'AMC.

---

<sup>805</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, Canadian Charity Law, p. 36, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

<sup>806</sup> Ibid., p. 37.

<sup>807</sup> Ibid.

<sup>808</sup> Ibid.

<sup>809</sup> Ibid., p. 65.

Figure 25 : Lettre de Matt Brown<sup>810</sup>

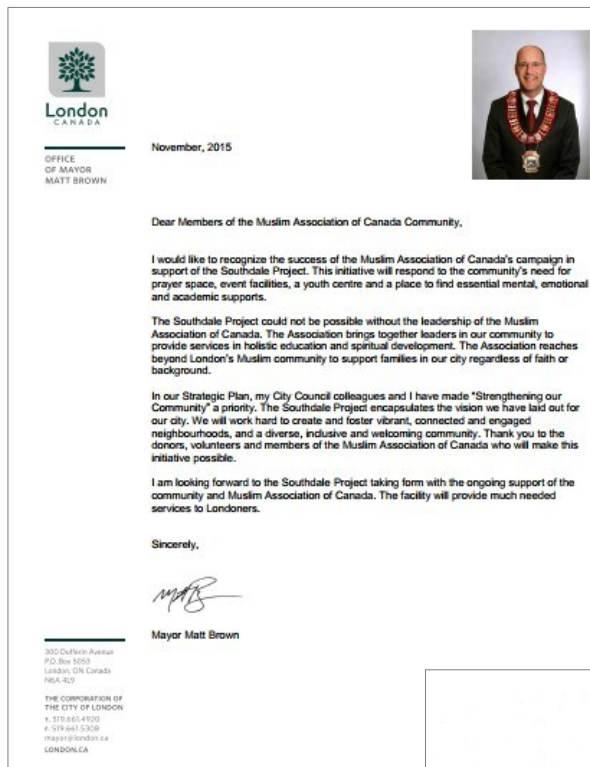


Figure 26 : Lettre d'Irene Mathyssen<sup>811</sup>

<sup>810</sup> Copy of letter in support of the Southdale Project from London, Ontario, Mayor Matt Brown, November 2015, obtained by ISGAP, available at: [https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/Matt\\_Brown\\_Letter.png](https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/Matt_Brown_Letter.png).

<sup>811</sup> Copy of letter in support of the Southdale Project from MP Irene Mathyssen, November 25, 2015, obtained by ISGAP, available at: [https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/I\\_M\\_Letter.png](https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/I_M_Letter.png).

Figure 27 : Lettre de Peggy Sattler<sup>812</sup>

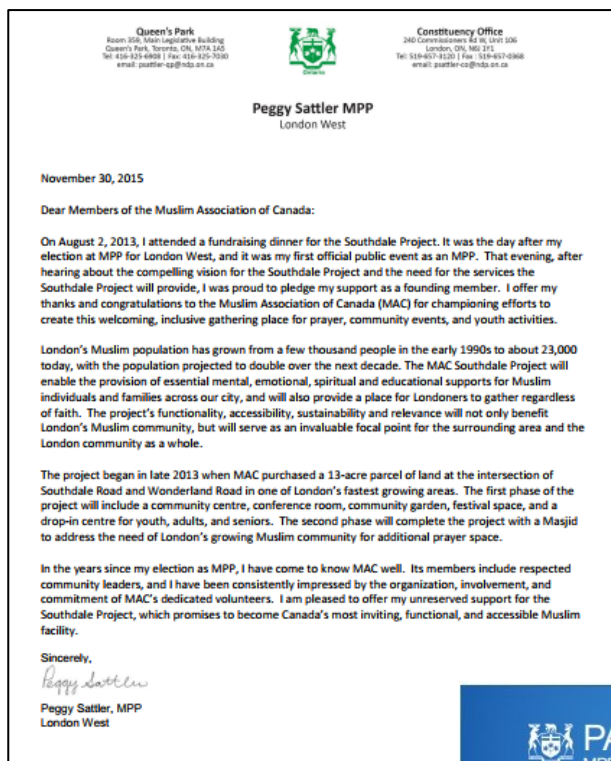


Figure 28 : Lettre de Patrick Brown<sup>813</sup>

<sup>812</sup> Copy of letter in support of the Southdale Project from MPP for London West, Peggy Sattler, November 30, 2015, obtained by ISGAP, available at: [https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/P\\_S\\_Letter.png](https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/P_S_Letter.png).

<sup>813</sup> Copy of letter in support of the Southdale Project from MPP for Simcoe North and Leader of the Official Opposition, Patrick Brown, November 12, 2015, obtained by ISGAP, available at: [https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/P\\_B\\_Letter.png](https://isgap.org/wp-content/uploads/2025/04/P_B_Letter.png).

## Individus

### **Kaleed Rasheed**

Kaleed Rasheed est membre de l'Assemblée législative de l'Ontario. Il a déjà pris la parole lors d'événements organisés par des organisations musulmanes telles que l'AMC et l'ISNA-Canada, dont le statut d'organisation caritative a été révoqué pendant un an pour avoir financé le groupe terroriste pakistanais Hizbul Mujahideen.<sup>814</sup> En 2019, Rasheed a publiquement exprimé son soutien à la Fondation Al-Qazzaz.<sup>815</sup> Le fondateur de la fondation, Khaled al-Qazzaz, a été secrétaire aux relations extérieures dans l'administration du président égyptien des Frères musulmans, Mohamed Morsi, en 2012-2013, et a été emprisonné lorsque Morsi a été chassé du pouvoir.<sup>816</sup> En 2023, Rasheed a démissionné du caucus progressiste-conservateur de l'Ontario à la suite d'une enquête sans rapport avec la controverse sur l'échange de terres dans la ceinture de verdure de la province.<sup>817</sup>

### **Ahmad Attia**

Ahmad Attia est un dirigeant et un défenseur de la communauté musulmane canadienne. Il est lié par mariage à Khaled al-Qazzaz, déjà cité. Attia a fait campagne pour la libération de son beau-frère détenu en Égypte et a participé aux programmes de l'AMC.<sup>818</sup> Il a également joué un rôle de conseiller, notamment en tant qu'agent de liaison avec la communauté musulmane pour le membre du Parti conservateur et ancien ministre du Cabinet fédéral Peter MacKay.<sup>819</sup>

### **Omar Alghabra**

Omar Alghabra est un député d'origine saoudienne du Parti libéral qui a été ministre des Transports du Canada de 2021 à 2023 et qui est député depuis 2015. Al-

---

<sup>814</sup> Daniel Di Santo, "Canadian Politicians Team Up With Radical Islam," *The Trumpet*, September 3, 2020, <https://www.thetrumpet.com/22861-canadian-politicians-team-up-with-radical-islam>; "Canadian Politician Kaleed Rasheed Strives to Build Bridges," *IQRA*, August 2, 2020, <https://www.iqra.ca/2020/canadian-politician-kaleed-rasheed-strives-to-build-bridges/>.

<sup>815</sup> Legislative Assembly of Ontario, *Official Report of Debates (Hansard)*, no. 95, 1st Session, 42nd Parliament, Wednesday, April 17, 2019, [https://www.ola.org/en/legislative-business/house-documents/parliament-42/session-1/2019-04-17/hansard#P764\\_157094](https://www.ola.org/en/legislative-business/house-documents/parliament-42/session-1/2019-04-17/hansard#P764_157094).

<sup>816</sup> David D. Kirkpatrick, "Egyptian Authorities Release a Morsi Advisor," *New York Times*, January 11, 2015, <https://www.nytimes.com/2015/01/12/world/middleeast/egypt-releases-morsi-adviser.html>.

<sup>817</sup> "Ontario MPP Kaleed Rasheed resigns from Ford's cabinet following Greenbelt probe," CBC, September 20, 2023, <https://www.cbc.ca/news/canada/toronto/kaleed-rasheed-resigns-greenbelt-ford-1.6973107#:~:text=scandal%2C%20premier%20says-,Mississauga East-Cooksville MPP Kaleed Rasheed has resigned from cabi net,the province's Greenbelt land swap>.

<sup>818</sup> "Ahmad Attia," Muslim Association of Canada, n.d., <http://www.macnet.ca/2019/07/10/ahmad-attia/>.

<sup>819</sup> Daniel Di Santo, "Canadian Politicians Team Up With Radical Islam," *The Trumpet*, September 3, 2020, <https://www.thetrumpet.com/22861-canadian-politicians-team-up-with-radical-islam>.

Jazeera a décrit Alghabra comme un « ami personnel de longue date de Trudeau » qui, alors qu’il travaillait pour Human Concern International (HCI) en 2013, a critiqué la décision du gouvernement Harper d’annuler l’aide financière envoyée à la Syrie par l’intermédiaire de HCI.<sup>820</sup> HCI a fait l’objet d’une enquête de la part des États-Unis et, en 1997, son financement a été interrompu sous le gouvernement de l’ancien Premier ministre Jean Chrétien en raison des « liens du groupe avec le terrorisme. »<sup>821</sup> En 2015, la Gendarmerie royale du Canada (GRC) a obtenu un mandat de perquisition à l’encontre d’HCI relatif à une enquête sur le terrorisme, après que des dossiers fiscaux aient montré que HCI avait accordé 68.820 dollars canadiens à l’IRFAN entre 2005 et 2009.<sup>822</sup> L’IRFAN a été déclaré groupe terroriste par le gouvernement Harper en avril 2014 pour avoir transféré environ 14,6 millions de dollars canadiens à des organismes de bienfaisance associés au Hamas.<sup>823</sup>

En 2004, M. Alghabra a été président de la Fédération canado-arabe (CAF), qui s’est opposée à la désignation du Hamas et du Jihad islamique en tant qu’entités terroristes par le Gouvernement canadien.<sup>824</sup> Le gouvernement canadien a supprimé le financement de la CAF en 2009 pour avoir participé à une conférence avec des délégués du Hamas et du Hezbollah et pour avoir comparé Israël aux nazis.<sup>825</sup> En 2014, une décision de la Cour fédérale a confirmé la décision du gouvernement de mettre fin au financement de la CAF en raison de son soutien à des organisations terroristes.<sup>826</sup> Elle a cité des preuves, notamment une affiche menaçant d’assassiner un enfant juif et un concours de dissertation parrainé par la CAF sur le thème de la « purification ethnique » en Israël.<sup>827</sup>

En décembre 2015, M. Alghabra a assisté à la convention annuelle Reviving the Islamic Spirit (RIS), au cours de laquelle le Premier ministre Justin Trudeau a adressé ses vœux par le biais d’un [message vidéo](#).<sup>828</sup> Dans son message, Trudeau a déclaré que « depuis sa création en 2001, RIS a favorisé la création d’une

---

<sup>820</sup> Christine Douglass-Williams, “Fired by the Canadian Government for Criticizing Islam,” Center for Security Policy, September 2018, p. 39, [https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired\\_Canada.pdf](https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired_Canada.pdf).

<sup>821</sup> Ibid.

<sup>822</sup> Ibid., p. 40.

<sup>823</sup> Ibid.

<sup>824</sup> “World Almanac of Islamism: Canada”, American Foreign Policy Council, 2017, p. 12, [https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada\\_2017\\_Update.pdf](https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada_2017_Update.pdf).

<sup>825</sup> Ibid.

<sup>826</sup> Christine Douglass-Williams, “Fired by the Canadian Government for Criticizing Islam,” Center for Security Policy, September 2018, p. 40, [https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired\\_Canada.pdf](https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired_Canada.pdf).

<sup>827</sup> “World Almanac of Islamism: Canada”, American Foreign Policy Council, 2017, p. 12, [https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada\\_2017\\_Update.pdf](https://almanac.afpc.org/uploads/documents/Canada_2017_Update.pdf).

<sup>828</sup> “Large Trudeau government delegation at the #RIS2015 convention featuring proponents of sharia and Islamic supremacism + Other highlights of the convention,” Point de Bascule, January 7, 2016, <https://pointdebasculecanada.ca/large-trudeau-government-delegation-at-the-ris2015-convention-featuring-islamic-supremacists/>.

communauté fière et dynamique » et que la convention visait à « célébrer nos croyances communes. »<sup>829</sup> Étaient également présents les ministres du cabinet Trudeau John McCallum et Maryam Monsef, ainsi que les députés Gary Anandasangaree, Yasmin Ratansi, Iqra Khalid et Rob Oliphant.<sup>830</sup>

Pendant des années, RIS a présenté des partisans de la charia, et plusieurs sponsors de l'événement ont été critiqués pour leurs liens avec des organisations terroristes.<sup>831</sup> Ainsi, RIS était auparavant parrainé par l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane (WAMY), dont le statut d'organisation caritative a été révoqué parce qu'elle avait transféré des fonds à un front d'Al-Qaïda en 2001.<sup>832</sup> En 2012, Trudeau a accepté de s'adresser à la convention RIS bien qu'elle soit parrainée par l'IRFAN-Canada, une organisation dont le statut d'organisme de bienfaisance avait été révoqué par l'ARC l'année précédente en raison de ses liens déclarés avec le Hamas et qui a finalement été placée sur la liste des organisations terroristes du Canada en 2014 pour avoir transféré des millions de dollars au Hamas.<sup>833</sup> En réponse aux critiques concernant sa présence à la convention, M. Trudeau a accusé ses détracteurs de « faire de la désinformation. »<sup>834</sup>

Lors d'un débat à la Chambre des communes en février 2016, Alghabra a qualifié le Hamas d'organisation terroriste, s'est prononcé contre les militants du mouvement BDS et a exprimé son soutien au droit à l'existence d'Israël.<sup>835</sup>

## ***Iqra Khalid***

Iqra Khalid est une députée du parti libéral de l'Ontario qui a notamment proposé la motion M-103 au Parlement canadien. La motion appelait le gouvernement à « condamner l'islamophobie » et à la considérer comme un délit, sans pour autant fournir de définition de ce délit.<sup>836</sup> En conséquence, la motion confère à l'islam un

---

<sup>829</sup> Ibid.

<sup>830</sup> Ibid.

<sup>831</sup> Ibid.

<sup>832</sup> Ibid.

<sup>833</sup> "The Islamist background of the National Council of Canadian Muslims, missing from a recent La Presse article," Point de Basculé, September 26, 2016, <https://pointdebasculecanada.ca/islamist-background-national-council-canadian-muslims-missing-recent-la-presse-article/>.

<sup>834</sup> "Large Trudeau government delegation at the #RIS2015 convention featuring proponents of sharia and Islamic supremacism + Other highlights of the convention," Point de Basculé, January 7, 2016, <https://pointdebasculecanada.ca/large-trudeau-government-delegation-at-the-ris2015-convention-featuring-islamic-supremacists/>.

<sup>835</sup> Débats de la Chambre des communes, vol. 148, no. 020, 1re session, 42e législature, Rapport officiel (Hansard), jeudi 18 février 2016, <https://www.ourcommons.ca/DocumentViewer/en/42-1/house/sitting-20/hansard>.

<sup>836</sup> Christine Douglass-Williams, "Fired by the Canadian Government for Criticizing Islam," Center for Security Policy, September 2018, p. 21, [https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired\\_Canada.pdf](https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired_Canada.pdf).

statut spécial, en plus des droits conférés à toutes les religions en vertu de la Charte des droits et libertés, et impose des sanctions pour toute critique jugée « islamophobe », limitant ainsi gravement le droit à la liberté d'expression en vertu de la Charte.<sup>837</sup>

En outre, Khalid aurait été « peu disposée à accepter un compromis sur la formulation spécifique » de la motion M-103.<sup>838</sup> Elle a refusé de discuter de la question avec les membres de la communauté et les groupes qui n'étaient pas alignés sur son programme ou qui demandaient une définition correcte de l'« islamophobie » ou une modification de la terminologie.<sup>839</sup> Parmi ces groupes, le Centre consultatif des relations juives et israéliennes (CIJA) a fait valoir que « le terme 'islamophobie' devrait être remplacé par une expression plus précise, telle que 'sectarisme anti-musulman', qui a été suggérée, entre autres, par l'ancien ministre de la Justice Irwin Cotler. »<sup>840</sup>

Khalid a précédemment occupé le poste de président de la MSA à l'université York et affirme avoir rédigé sa constitution, qui stipule que l'association est salafiste et soutient la charia.<sup>841</sup> Elle a également été associée à, et hébergée par, la Palestine House, dont le programme d'établissement a été supprimé par le gouvernement Harper en 2012 pour s'être aligné sur le terrorisme.<sup>842</sup> Pour justifier cette décision, le gouvernement a noté que la Palestine House avait célébré la libération de terroristes et de responsables de multiples attaques armées et détournements d'avions dans les années 1960 et 1970.<sup>843</sup> La Palestine House a reçu 950.000 dollars canadiens de financement public l'année précédant sa suppression et a reçu des dons au cours des 18 années précédentes pour fournir des services à la communauté palestinienne dans la région de Toronto.<sup>844</sup>

La requête M-103 de Khalid aurait été guidée par Samer Majzoub, qui a créé une [pétition électronique](#) (Pétition e-411) sur le site officiel pour déposer des pétitions auprès du gouvernement fédéral canadien le 8 juin 2016.<sup>845</sup> Majzoub, un résident du

---

<sup>837</sup> Ibid., p. 37.

<sup>838</sup> Ibid.

<sup>839</sup> Ibid., p. 22.

<sup>840</sup> Ibid.

<sup>841</sup> Ibid., at 28.

<sup>842</sup> Ibid., at 22.

<sup>843</sup> Mike Fegelman, "Cher Haroon Sidiqui : What Do You Think of Palestine House Now?," Honest Reporting Canada, February 27, 2013, <https://honestreporting.ca/dear-haroon-sidiqui-what-do-you-think-of-palestine-house-now/>.

<sup>844</sup> Andy Levy-Ajzenkopf, "Canada Halts Funding to Palestine House," Daily Alert, March 2, 2012, <https://www.dailyalert.org/archive/index.php?id=33077>.

<sup>845</sup> « Debout contre l'islamophobie et la haine », Forum musulman canadien, 29 janvier 2022, <https://www.fmc-cmf.ca/standing-up-against-islamophobia-and-hate-the-journey/>; Chambre des communes, « Pétitions : e-411 », Parlement du Canada, 8 juin 2016, <https://www.ourcommons.ca/petitions/en/Petition/Details?Petition=e-411>.

Québec, est le président du Canadian Muslim Forum (CMF), une organisation affiliée aux Frères musulmans.<sup>846</sup> Le CMF, connu en français sous le nom de Forum Musulman Canadien (FMC), a également été mentionné dans l'audit de l'Association musulmane du Canada (AMC) réalisé par l'ARC, qui souligne que les registres de l'AMC font état de dons au CMF/FMC s'élevant à 3.855 dollars canadiens au cours de la période d'audit, ce qu'elle a considéré comme un avantage indu pour un donataire non qualifié.<sup>847</sup>

Le lien entre Majzoub et l'AMC a également été évoqué en 2014, lorsque l'agence de presse koweïtienne KUNA a annoncé qu'une école secondaire de Montréal administrée par Majzoub recevrait un don de 70.671 \$ américains de l'ambassade du Koweït au Canada, agissant au nom du ministère koweïtien des Awqaf et des Affaires islamiques.<sup>848</sup> Bien que cela ne soit pas mentionné explicitement dans l'annonce de KUNA, l'école a été identifiée comme étant l'école secondaire islamique Le Savoir, située dans un immeuble que le Service de l'évaluation foncière de la Ville de Montréal a identifié comme appartenant à l'AMC depuis le 29 avril 2008.<sup>849</sup>

Majzoub a également siégé au conseil d'administration de l'école islamique de Montréal « Institut d'enseignement Dar Al Imam » en 2001, la même année où elle a reçu des fonds de l'Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane-Canada, soutenue par l'Arabie saoudite, qui a vu son statut d'organisme de bienfaisance révoqué en 2012 par l'ARC pour avoir financé la Benevolence International Foundation, liée à Al-Qaïda.<sup>850</sup> Parmi les groupes parrainant la motion figure également le CNMC qui, comme indiqué précédemment, est la filiale canadienne de CAIR USA, une organisation de façade des Frères musulmans liée au Hamas.<sup>851</sup>

Khalid a tenu une conférence de presse à la fin du mois de juin 2018 dans laquelle elle a reconnu que le CAIR-CAN/CNMC recevrait des fonds provenant des 23 millions de dollars canadiens d'augmentation des fonds alloués au Programme du

---

<sup>846</sup> A.Z. Mohamed, "Canada's Anti-Islamophobia Motion," Gatestone Institute, October 24, 2017, <https://www.gatestoneinstitute.org/11184/canada-anti-islamophobia-motion>.

<sup>847</sup> Letter from the CRA to MAC Executive Director concerning the audit of the Muslim Association of Canada, March 17, 2021, Canadian Charity Law, p. 119, <https://www.canadiancharitylaw.ca/wp-content/uploads/2023/10/CRA-Audit-letters-of-Muslim-Association-of-Canada-MAC-dated-March-17-2021.pdf>.

<sup>848</sup> "Muslim Brotherhood-linked Montreal high school managed by Samer Majzoub received \$US 70,671 from Kuwait embassy," Point de Bascule, July 11, 2014, <https://pointdebasculecanada.ca/brotherhood-linked-montreal-school-managed-majzoub-received-dollars-70671-kuwait-embassy/>.

<sup>849</sup> Ibid.

<sup>850</sup> Shariah Finance Watch, "Kuwaiti Embassy Finances Muslim Brotherhood-linked Islamic School in Canada," Center for Security Policy, August 14, 2014, <https://shariahfinancewatch.org/2014/08/14/kuwaiti-embassy-finances-muslim-brotherhood-linked-islamic-school-in-canada/>.

<sup>851</sup> Thomas Quiggin et al., *Submission: The Danger of Political Islam to Canada* (Canadian Centre for the Study of Extremism, 2017), 133.

multiculturalisme administré par le ministère du Patrimoine de Mélanie Joly, dans le contexte de la motion M-103 et de la lutte contre l'islamophobie.<sup>852</sup> Elle a également désigné Islamic Relief Canada (IRC) comme l'un des bénéficiaires de l'argent pour aider à lutter contre l'antisémitisme.<sup>853</sup> Il s'agit d'une décision particulièrement troublante étant donné que, comme indiqué précédemment, l'organisation mère de l'IRC, Islamic Relief Worldwide, a été accusée par le Département d'État américain en 2020 de promouvoir « un antisémitisme flagrant et horrible et une glorification de la violence dont font preuve les plus hauts responsables de l'organisation. »<sup>854</sup>

## **Wael Haddara**

Le Dr Wael Haddara est un médecin canadien spécialisé dans les soins intensifs, basé à London, en Ontario. Il s'est impliqué activement dans diverses organisations communautaires musulmanes au Canada et a occupé des postes de direction dans plusieurs d'entre elles.

M. Haddara a siégé au conseil d'administration de l'Association musulmane du Canada (AMC) de 2002 à 2005, puis de 2007 à 2012. Il a été président de l'organisation de février 2011 jusqu'à sa démission en décembre 2012.<sup>855</sup> L'AMC a reconnu publiquement ses racines idéologiques chez les Frères musulmans.

Outre son rôle au sein de l'AMC, Haddara a été l'un des directeurs fondateurs de l'International Relief Fund for the Afflicted and Needy Canada (l'IRFAN-Canada), dont il a été membre du conseil d'administration jusqu'en 2002.<sup>856</sup> L'IRFAN-Canada a été désignée comme entité terroriste par le gouvernement canadien en 2014 en raison de son soutien financier présumé au Hamas. Haddara a déclaré qu'il n'avait pas connaissance de l'envoi d'argent par l'IRFAN-Canada au Hamas pendant son mandat.<sup>857</sup>

---

<sup>852</sup> Christine Douglass-Williams, "Fired by the Canadian Government for Criticizing Islam," Center for Security Policy, September 2018, p. 33, [https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired\\_Canada.pdf](https://centerforsecuritypolicy.org/wp-content/uploads/2018/10/Fired_Canada.pdf).

<sup>853</sup> Daniel Bordman, "Is Anyone in Canada Going to Say Something about Radical Islam?," *National Telegraph*, December 31, 2019, <https://thenationaltelegraph.com/national/is-anyone-in-canada-going-to-say-something-about-radical-islam/>.

<sup>854</sup> Office of the Special Envoy to Monitor and Combat anti-Semitism, "Islamic Relief Worldwide," U.S. Department of State, December 30, 2020, <https://2017-2021.state.gov/islamic-relief-worldwide/index.html>.

<sup>855</sup> "Wael Haddara resigned from the board of the Muslim Association of Canada. The new president is Yasser Mohammed," Point de Bascule, January 28, 2013, <https://pointdebasculecanada.ca/wael-haddara-resigned-from-the-board-of-the-muslim-association-of-canada-the-new-president-is-yasser-mohammed/>.

<sup>856</sup> Robert Hiltz, "Here's the Story SUN Vanished Without Explanation in Wake of a Lawsuit", *Canadaland*, December 23, 2016, <https://www.canadaland.com/postmedia-removes-story->.

<sup>857</sup> Ibid.

En 2012, Haddara a été conseiller principal du président égyptien de l'époque, Mohamed Morsi, mais il nie avoir jamais été membre des Frères musulmans.<sup>858</sup>

Haddara a également été associé à d'autres organisations, notamment l'Association des étudiants musulmans et le Conseil canadien sur les relations américano-islamiques (CAIR-CAN), aujourd'hui connu sous le nom de Conseil national des musulmans canadiens (CNMC), où il a siégé au conseil d'administration de 2003 à 2012.<sup>859</sup> En 2015, Haddara a intenté une action en diffamation contre un média à la suite d'un article qui l'associait aux Frères musulmans. L'action en justice a été réglée de manière satisfaisante pour les deux parties et l'article a ensuite été retiré du site Internet de la publication.<sup>860</sup>

## ***Yasser Haddara***

Frère de Wael Haddara, Yasser Haddara a été directeur d'Islamic Relief Canada de 2005 à 2011 et a été directeur d'Islamic Relief USA et président de l'AMC.<sup>861</sup> En 2011 et 2012, les frères Haddara se sont rendus en Égypte et ont rencontré Essam El-Haddad afin d'aider les Frères musulmans à obtenir le pouvoir. En 2012, les deux frères Haddara auraient été des conseillers principaux du président égyptien Mohamed Morsi, tout en étant membres du conseil d'administration de l'AMC.<sup>862</sup>

## ***Jamal Badawi***

Jamal Badawi est un ressortissant canadien qui a occupé des postes de direction au sein d'organisations liées aux Frères musulmans, notamment la Société islamique d'Amérique du Nord (ISNA), CAIR-CAN, le Conseil du Fiqh d'Amérique du Nord (FCNA) et le Conseil européen pour la fatwa et la recherche (ECFR).<sup>863</sup> Il a également été l'un des cofondateurs de la Muslim American Society (MAS) en 1993, qui a été créée par les Frères musulmans aux États-Unis.<sup>864</sup> Il a été cité par les procureurs fédéraux américains comme co-conspirateur non incriminé dans l'affaire du

---

<sup>858</sup> Robert Hiltz, "Here's the Story SUN Vanished Without Explanation in Wake of a Lawsuit", Canadaland, December 23, 2016, <https://www.canadaland.com/postmedia-removes-story->.

<sup>859</sup> "Wael Haddara resigned from the board of the Muslim Association of Canada. The new president is Yasser Mohammed," Point de Bascule, January 28, 2013, <https://pointdebasculecanada.ca/wael-haddara-resigned-from-the-board-of-the-muslim-association-of-canada-the-new-president-is-yasser-mohammed/>.

<sup>860</sup> Robert Hiltz, "Here's the Story SUN Vanished Without Explanation in Wake of a Lawsuit", Canadaland, December 23, 2016, <https://www.canadaland.com/postmedia-removes-story->.

<sup>861</sup> "Islamic Relief – Charity, Extremism and Terror," Middle East Forum, June 2018, p. 12, <https://cdn-mef.meforum.org/5e/34/0a9ba489411a964e4e9039f02625/islamic-relief-dossier-v3.pdf>.

<sup>862</sup> Ibid.

<sup>863</sup> Global Muslim Brotherhood Daily Report, "Controversy Continues over Global Muslim Brotherhood Funding of Canadian Islamic Studies Chair," Middle East Forum, June 2, 2011, <https://www.meforum.org/campus-watch/19133/controversy-continues-over-global-muslim>.

<sup>864</sup> Zeyno Baran, "The Muslim Brotherhood's U.S. Network," Hudson Institute, February 27, 2008, <https://www.hudson.org/national-security-defense/the-muslim-brotherhood-s-u-s-network>.

financement du terrorisme de la Holy Land Foundation, l'une des plus importantes affaires de financement du terrorisme aux États-Unis, dans laquelle il a été établi que la fondation avait acheminé de l'argent vers le Hamas.<sup>865</sup>

Une [page web](#) de l'AMC datant de 2007 mentionne Badawi comme l'un de ses directeurs,<sup>866</sup> et il a déjà été identifié comme un membre de la structure de direction des Frères musulmans américains.<sup>867</sup> Il peut être considéré comme l'un des principaux idéologues des Frères musulmans américains et a beaucoup voyagé dans le monde entier en tant que représentant de la communauté musulmane américaine.<sup>868</sup>

## **Laith Marouf**

Fils d'un diplomate syrien arrivé au Canada alors qu'il était étudiant, Laith Marouf est consultant principal auprès du [Community Media Advocacy Centre](#) (CMAC) et est actuellement basé au Liban.<sup>869</sup> Il est le fondateur de [Free Palestine Television](#) (FPTV), qui, selon son site Internet, « a été lancée avec le déclenchement du déluge d'Al-Aqsa [nom donné par le Hamas au massacre du 7 octobre] ... pour soutenir la résistance d'un point de vue médiatique et pour inciter les peuples libres à se déplacer et à combattre le sionisme et l'impérialisme partout où ils existent ... pour paralyser le soutien mondial à l'entité sioniste. »<sup>870</sup> Le site présente des images des attaques du Hamas contre des soldats israéliens et des images des milices du Hamas telles que les Moudjahidines et les Brigades Al-Qassam opérant à partir de Gaza et de la Cisjordanie.<sup>871</sup> Avant sa mort, il a également publié des discours du chef du Hezbollah, Hassan Nasrallah, traduits en direct en anglais.<sup>872</sup> Un événement de FPTV organisé virtuellement depuis Beyrouth le 17 décembre 2023 a été annoncé comme une réunion de dirigeants autochtones de tout le « soi-disant Canada » en soutien à FPTV.<sup>873</sup>

---

<sup>865</sup> Global Muslim Brotherhood Daily Report, "Controversy Continues over Global Muslim Brotherhood Funding of Canadian Islamic Studies Chair," Middle East Forum, June 2, 2011, <https://www.meforum.org/campus-watch/19133/controversy-continues-over-global-muslim>.

<sup>866</sup> "About MAC," Muslim Association of Canada, n.d., archived December 17, 2007, at <http://web.archive.org/web/20071217234228/http://www.macnet.ca/national/modules/wfchannel/index.php?pagenum=7>.

<sup>867</sup> Global Muslim Brotherhood Daily Report, "Controversy Continues over Global Muslim Brotherhood Funding of Canadian Islamic Studies Chair," Middle East Forum, June 2, 2011, <https://www.meforum.org/campus-watch/19133/controversy-continues-over-global-muslim>.

<sup>868</sup> Ibid.

<sup>869</sup> Cosmin Dzsurdzsa, "'Anti-racist consultant' Laith Marouf suspended from social media again following antisemitic outburst," True North, November 17, 2023, <https://tnc.news/2023/11/17/laith-marouf-suspended/>.

<sup>870</sup> Free Palestine Television (FPTV), <https://www.laithmarouf.com>.

<sup>871</sup> Tyler Dawson, "Controversial government anti-racism consultant Laith Marouf is running now an anti-Israel channel," *National Post*, January 18, 2024, <https://nationalpost.com/news/canada/laith-marouf-free-palestine-television>.

<sup>872</sup> Ibid.

<sup>873</sup> Free Palestine Television (FPTV), <https://www.laithmarouf.com>.

Marouf a affirmé qu'Israël était la création de « juifs blancs qui ont adopté le nazisme » et que les « suprémacistes blancs juifs » ne méritaient qu'une « balle dans la tête. »<sup>874</sup> Il a également été l'un des organisateurs notoires d'une violente émeute devant l'Université Concordia en 2002, qui a empêché l'ancien premier ministre israélien Benjamin Netanyahu de s'exprimer sur le campus.<sup>875</sup> En 2009, il s'est vu interdire l'entrée au Canada depuis la Syrie et a été interrogé par un agent du renseignement canadien à l'ambassade de Damas.<sup>876</sup>

Malgré les antécédents documentés de Marouf en matière d'antisémitisme, d'insultes raciales et de remarques haineuses sur FPTV, il a été embauché par le ministère du Patrimoine canadien en 2022 en tant que contractant en matière de lutte contre le racisme et a reçu 133.000 \$ canadiens pour élaborer une stratégie de lutte contre le racisme pour la radiodiffusion canadienne.<sup>877</sup> Au moment de son embauche, le ministre responsable du Patrimoine canadien, Ahmed Hussen, a déclaré que « notre gouvernement est fier de contribuer à l'initiative. »<sup>878</sup> Au moment où Hussen a fait sa déclaration, le compte Twitter/X de Marouf avait déjà été suspendu pour « conduite haineuse » et promotion de la violence.<sup>879</sup> Marouf a publiquement imputé sa suspension de Twitter/X au « lobby sioniste ». <sup>880</sup> Suite à la révélation publique de ces tweets, le ministre Hussen a ordonné au gouvernement de couper le financement et a annulé son contrat avec le CMAC en raison des messages « répréhensibles et ignobles » de Marouf.<sup>881</sup> En prenant ses distances avec Marouf en avril 2022, le gouvernement a affirmé qu'il n'était pas au courant de sa conduite et de sa rhétorique antérieures, bien qu'il ait près de 20 ans d'activisme anti-israélien à son actif.<sup>882</sup>

Suite à ces révélations, le député libéral Anthony Housefather a affirmé que le ministre Ahmed Hussen avait été averti des tweets antisémites de Marouf avant

---

<sup>874</sup> Tristan Hopper, "Trudeau government claim outrage at 'anti-racism' consultant they were praising as recently as April," *National Post*, August 22, 2022, <https://nationalpost.com/news/politics/feds-cut-funding-for-anti-racism-project-over-vile-tweets>.

<sup>875</sup> Ibid.

<sup>876</sup> Marie Woolf, "Laith Marouf, once barred from re-entering Canada, interviewed by CSIS," *Globe and Mail*, February 13, 2023, <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-laith-marouf-was-barred-from-re-entering-canada-in-2009-and/>.

<sup>877</sup> Tristan Hopper, "Trudeau government claim outrage at 'anti-racism' consultant they were praising as recently as April," *National Post*, August 22, 2022, <https://nationalpost.com/news/politics/feds-cut-funding-for-anti-racism-project-over-vile-tweets>.

<sup>878</sup> Ibid.

<sup>879</sup> Ibid.

<sup>880</sup> Ibid.

<sup>881</sup> Canadian Press, "Ottawa cuts funding for anti-racism project over 'vile' tweets," *Globe and Mail*, August 22, 2022, <https://www.theglobeandmail.com/canada/article-ottawa-cuts-funding-for-anti-racism-project-over-vile-tweets/>.

<sup>882</sup> Tristan Hopper, "Trudeau government claim outrage at 'anti-racism' consultant they were praising as recently as April," *National Post*, August 22, 2022, <https://nationalpost.com/news/politics/feds-cut-funding-for-anti-racism-project-over-vile-tweets>.

qu'ils ne soient rendus publics.<sup>883</sup> Housefather a affirmé qu'il l'avait personnellement « alerté » et qu'il avait « communiqué de manière persistante avec le ministre dans son bureau, depuis le jour où je l'ai appris jusqu'à aujourd'hui, et demandé avec insistance que des mesures soient prises. »<sup>884</sup> Melissa Lantsman, codirigeante adjointe du Parti conservateur, a déclaré que les révélations soulevaient de « sérieuses questions » non seulement sur la procédure de contrôle d'Ottawa pour les groupes recevant des fonds publics, mais aussi sur « le nombre de personnes au sein du gouvernement du Canada qui connaissaient cet individu et depuis combien de temps. »<sup>885</sup> Le ministre Hussen a finalement admis qu'il avait été alerté des tweets antisémites de Marouf un mois avant qu'il ne prenne la parole pour la première fois sur la question.<sup>886</sup>

Selon des rapports en ligne, Marouf a reçu plus de 600.000 dollars canadiens de contrats du gouvernement fédéral canadien depuis 2015.<sup>887</sup> Malgré cela, il s'est engagé dans une rhétorique anti-israélienne et antisémite persistante, y compris un tweet en septembre 2021 dans lequel il a déclaré qu'il n'en avait rien à faire des sentiments des Juifs, alors que dans un autre tweet, il a qualifié les « suprémacistes blancs juifs » de « sacs d'excréments humains à la langue bien pendue. »<sup>888</sup> En outre, dans une interview accordée en novembre 2022 à la chaîne de télévision libanaise Mayadeen TV, Marouf a affirmé que « nous sommes en guerre ouverte sur tous les fronts avec les sionistes [...] nous sommes tenus, en tant que Palestiniens, Arabes et musulmans, de les affronter sur tous les champs de bataille. »<sup>889</sup>

## **Amira Elghawaby**

Amira Elghawaby a été nommée première représentante spéciale du Canada pour la lutte contre l'islamophobie en janvier 2023, en vue de fournir des conseils et des propositions politiques et législatives sur cette question. Elle a été nommée pour un

---

<sup>883</sup> Anja Karadeglija, "Minister was warned about consultant's anti-Semitic tweets before news broke: Liberal MP," *National Post*, August 23, 2022, <https://nationalpost.com/news/politics/minister-was-warned-about-consultants-anti-semitic-tweets-before-news-broke>.

<sup>884</sup> Ibid.

<sup>885</sup> Marie Woolf, "Laith Marouf, once barred from re-entering Canada, interviewed by CSIS," *Globe and Mail*, February 13, 2023, <https://www.theglobeandmail.com/politics/article-laith-marouf-was-barrd-from-re-entering-canada-in-2009-and/>.

<sup>886</sup> Ryan Tumilty, "MP Ahmed Hussen tells Parliament he knew about Laith Marouf contract for a month before speaking out," *National Post*, October 7, 2022, <https://nationalpost.com/news/politics/mp-tells-parliament-he-knew-about-laith-marouf-contract-for-a-month-before-speaking-out>.

<sup>887</sup> "Canadian Activist Laith Marouf, Recently Deplatformed and Defunded for Antisemitism: Zionists Are Part of the Western Ruling System; We Are at War, We Must Confront Them on All Battlefields," MEMRI, November 30, 2022, <https://www.memri.org/reports/canadian-activist-laith-marouf-recently-deplatformed-and-defunded-antisemitism-zionists-are>.

<sup>888</sup> Ibid.

<sup>889</sup> Ibid.

mandat de quatre ans avec un budget de 5,6 millions de dollars canadiens.<sup>890</sup> Avant sa nomination, Elghawaby a travaillé comme responsable des communications pour la Fondation canadienne des relations raciales, coopérant avec le mouvement syndical canadien sur les questions de droits de l'homme et, surtout, comme coordinatrice des droits de l'homme et directrice des communications du CNMC/CAIR-CAN de 2012 à 2017.<sup>891</sup>

En apprenant la participation d'Elghawaby à un événement du Conseil islamique canadien (CIC) en 2017, Brooke Goldstein, directrice exécutive du Lawfare Project, a envoyé une lettre aux membres du conseil d'administration du CIC pour exprimer son inquiétude quant à la position éminente d'Elghawaby au sein du CNMC/CAIR-CAN, qui « est depuis longtemps une organisation très controversée dans le contexte du radicalisme islamiste. »<sup>892</sup> Goldstein a également demandé dans quelle mesure le CIC était conscient du fait que la société mère du CNMC, CAIR USA, est « liée par le FBI au réseau de soutien au Hamas créé par les Frères musulmans aux États-Unis, et qu'elle est toujours considérée par eux comme un 'partenaire de liaison approprié' pour toute action de sensibilisation du gouvernement. »<sup>893</sup>

La controverse autour de Mme Elghawaby s'est poursuivie lorsque, après sa nomination, le gouvernement du Québec a demandé des excuses et sa démission à la suite d'une chronique qu'elle a écrite en 2019 avec le directeur général du Congrès juif canadien, Bernie Farber, pour l'*Ottawa Citizen*, dans laquelle ils critiquaient la loi québécoise sur la laïcité, le projet de loi 21, qui interdit aux employés publics en position d'autorité de porter des symboles religieux, tels qu'une kippa, un turban ou un hijab, sur leur lieu de travail.<sup>894</sup> Se référant à un sondage contemporain exprimant un soutien à l'interdiction, l'article déclare que « malheureusement, la majorité des Québécois semblent être influencés non pas par la règle de droit, mais par un sentiment anti-musulman. »<sup>895</sup> Justin Trudeau a commenté qu'il n'était pas d'accord avec la représentation des Québécois faite par Mme Elghawaby et qu'il s'attendait à ce qu'elle clarifie ses opinions, tout en maintenant son soutien à sa

---

<sup>890</sup> Peter Zimonjic, "Trudeau announces Amira Elghawaby as the first Canada's representative to combat Islamophobia," CBC, January 26, 2023, <https://www.cbc.ca/news/politics/amira-elghawaby-islamophobia-representative-1.6726655>.

<sup>891</sup> Ibid.

<sup>892</sup> Brooke Goldstein, "Lawfare Project Concerned That Former Leading National Council of Canadian Muslims Operative Amira Elghawaby Participated in Canadian International Council Event in Canada's Capital," The Lawfare Project, October 26, 2017, <https://www.thelawfareproject.org/releases/2018/4/2/lawfare-project-concerned-that-former-leading-national-council-of-canadian-muslims-operative-amira-elghawaby-participated-in-canadian-international-council-event-in-canadas-capital>.

<sup>893</sup> Ibid.

<sup>894</sup> Jesse Feith, "CAQ government wants federal anti-Islamophobia adviser removed over Bill 21 comments," *The Gazette*, January 30, 2023, <https://montrealgazette.com/news/local-news/legault-government-calls-for-removal-of-federal-anti-islamophobia-representative>.

<sup>895</sup> Postmedia News, "PM's Islamophobia advisor infuriates Quebec," *Toronto Sun*, January 30, 2023, <https://torontosun.com/opinion/editorials/editorial-pms-islamophobia-advisor-infuriates-quebec>.

nomination.<sup>896</sup> Le chef du Parti conservateur, Pierre Poilievre, a accusé M. Trudeau de « nommer quelqu'un qui a tenu des propos anti-Québec, antijuifs et anti-police. »<sup>897</sup>

En septembre 2024, le gouvernement du Québec a renouvelé son appel à la démission d'Elghawaby après qu'elle a envoyé une lettre aux directeurs de collèges et d'universités dans tout le pays pour demander l'embauche d'un plus grand nombre de professeurs musulmans, arabes et palestiniens.<sup>898</sup> Elle a spécifiquement fait référence au climat sur les campus depuis le 7 octobre et le début de la guerre entre Israël et le Hamas, suggérant qu'un tel geste servirait en quelque sorte à apaiser les tensions.<sup>899</sup> En réponse à sa lettre, la ministre de l'Enseignement supérieur du Québec, Pascale Dery, a de nouveau appelé Elghawaby à démissionner, notant, entre autres, que « ce qui est en hausse sur les campus, c'est l'antisémitisme. »<sup>900</sup>

D'autres commentaires controversés d'Elghawaby ont été publiés dans des colonnes où elle demande que le Canada rompe ses liens avec la monarchie britannique parce qu'elle est raciste, soutient le désarmement des policiers à l'exception des « équipes spéciales équipées d'armes à feu », plaide en faveur de salles de prière musulmanes dans les écoles et décrit la fête du Canada comme un « conte judéo-chrétien européen dominant. »<sup>901</sup>

## **Dr. El-Tantawy Attia**

Le docteur El-Tantawy Attia est le directeur exécutif de la mosquée Masjid Toronto, où il travaille depuis son ouverture en 2002, en plus de siéger au conseil d'administration de l'IRC.<sup>902</sup> Il a auparavant travaillé dans les départements de physique des réacteurs et d'analyse nucléaire de l'Ontario Power General pendant plus de 27 ans.<sup>903</sup> La « mosquée du centre-ville », comme se fait appeler Masjid Toronto, fait également référence à l'AMC, qui partage le même bâtiment à Toronto.<sup>904</sup> Le *National Post* a rapporté qu'en parlant de Masjid Toronto, le Dr. Attia a

---

<sup>896</sup> Ibid.

<sup>897</sup> Ibid.

<sup>898</sup> Sidhartha Banerjee, "Quebec wants anti-Islamophobia adviser to resign after she calls for hiring more Muslim professors," *National Post*, September 14, 2024, <https://nationalpost.com/news/canada/anti-islamophobia-adviser-calls-for-more-muslim-professors>.

<sup>899</sup> Ibid.

<sup>900</sup> Ibid.

<sup>901</sup> Postmedia News, "PM's Islamophobia advisor infuriates Quebec," *Toronto Sun*, January 30, 2023, <https://torontosun.com/opinion/editorials/editorial-pms-islamophobia-advisor-infuriates-quebec>.

<sup>902</sup> "Our Team", Islamic Relief Canada, n.d. <https://www.islamicreliefcanada.org/about/our-team>.

<sup>903</sup> Ibid.

<sup>904</sup> "Cancelled debate highlights tension among Canadian Muslims," *National Post*, February 7, 2011, <https://nationalpost.com/holy-post/cancelled-debate-highlights-tension-among-canadian-muslims>.

ouvertement déclaré qu'« ici, nous suivons les enseignements des Frères Musulmans. »<sup>905</sup>

Masjid Toronto est la mosquée où l'imam de Toronto, Ayman Elkasrawy, a été condamné pour un sermon dans lequel, devant une salle bondée, il a prié « O Allah ! Comptez leur nombre, tuez-les un par un et n'épargnez aucun d'entre eux Purifiez la mosquée Al-Aqsa de la saleté des Juifs. »<sup>906</sup> Suite à la traduction et à la publication de ces remarques, Elkasrawy a été suspendu de sa mosquée et renvoyé de l'université Ryerson, où il travaillait comme assistant à l'enseignement, tandis que la police de Toronto a ouvert une enquête pour crime de haine.<sup>907</sup>

Depuis que le scandale a éclaté, de multiples tentatives ont été faites, y compris par Elkasrawy, pour revenir sur ses propos et prétendre qu'ils avaient été mal interprétés, notamment en ce qui concerne la traduction du mot *danas* ou « souillure ».<sup>908</sup> Il a été suggéré qu'une autre traduction pourrait être comprise comme « nettoyer la mosquée Al-Aqsa de la profanation qu'en ont faite les Juifs. »<sup>909</sup> Le fait que cette autre traduction, qui est elle-même discutable, soit destinée à minimiser d'une manière ou d'une autre la nature haineuse du sermon est tout aussi troublant. Même dans sa version « aseptisée », elle laisse entendre que la mosquée Al-Aqsa, qui est construite sur le site le plus sacré du judaïsme, au sommet du mont du Temple, doit être nettoyée de la profanation qu'en ont faite les Juifs.

---

<sup>905</sup> Ibid.

<sup>906</sup> Jennifer Yang, "A Toronto imam was accused of hate-preaching against Jews. But that wasn't the whole story," *Toronto Star*, October 22, 2017, [https://www.thestar.com/news/gta/a-toronto-imam-was-accused-of-hate-preaching-against-jews-but-that-wasn-t-the/article\\_ea834ad2-9d94-53ac-a4a8-de2896e384bb.html](https://www.thestar.com/news/gta/a-toronto-imam-was-accused-of-hate-preaching-against-jews-but-that-wasn-t-the/article_ea834ad2-9d94-53ac-a4a8-de2896e384bb.html).

<sup>907</sup> Ibid.

<sup>908</sup> Ibid.

<sup>909</sup> Ibid.

## Conclusion

Les conclusions de ce rapport donnent une image claire de la profondeur de la pénétration du réseau des Frères musulmans au Canada. Sous le couvert d'activités caritatives, des organisations telles que l'Association musulmane du Canada (AMC) ont réussi à bâtir un véritable empire de plusieurs millions de dollars, tout en conservant des liens étroits avec les Frères musulmans. En outre, ils ont entretenu des liens avec des véhicules de financement tels que Qatar Charity et Eid Charity, qui ont été reliés au réseau de collecte de fonds terroristes « Union of Good », lié au Hamas, et leur ont fourni un point d'entrée au Canada. De même, le Conseil national des musulmans canadiens (CAIR-CAN/CNMC) a pu conserver un statut légitime au Canada malgré son association avérée avec son organisation mère, le Council on American-Islamic Relations (CAIR USA), une organisation qui se décrit elle-même comme une organisation de façade des Frères musulmans et qui entretient des liens avec le Hamas.

Ces organisations, ainsi que d'autres basées au Canada, ont été autorisées à se développer et à diffuser l'idéologie islamiste radicale en toute impunité, bénéficiant souvent d'un généreux financement fédéral. En outre, des ressortissants canadiens très bien placés et respectés ont occupé des postes de direction au sein de ces organisations malgré leurs liens avérés avec les Frères musulmans. Il s'agit, par exemple, du ressortissant canadien Jamal Badawi, qui a dirigé de nombreuses organisations affiliées aux Frères musulmans et a comparu en tant que co-conspirateur non incriminé dans l'affaire du financement du terrorisme par la Holy Land Foundation, et du Dr El-Tantawi Attia, directeur exécutif de Masjid Toronto, qui a notamment proclamé qu'« ici, nous suivons les enseignements des Frères musulmans. »<sup>910</sup>

Le rapport montre également que ces organisations et leurs idéologies radicales entraînent des répercussions importantes, notamment dans le milieu universitaire. Des organisations étudiantes telles que Solidarité (ou Étudiants) pour les droits de l'homme en Palestine (SPHR) et l'Association des étudiants musulmans (MSA) ont réussi à promouvoir une rhétorique anti-israélienne et antisémite extrême sur le campus pendant des décennies. Loin de s'engager dans une discussion constructive

---

<sup>910</sup> "Cancelled debate highlights tension among Canadian Muslims," *National Post*, February 7, 2011, <https://nationalpost.com/holy-post/cancelled-debate-highlights-tension-among-canadian-muslims>.

ou d'essayer de mieux comprendre les réalités complexes du Moyen-Orient, ces groupes sont allés jusqu'à agresser physiquement des Juifs et célèbrent les horribles attaques du Hamas du 7 octobre comme des actes de résistance louables, en attribuant à Israël l'entière responsabilité des horreurs qui se sont déroulées ce jour-là. Les campements de protestation pro-palestiniens établis par ces groupes sont devenus des espaces hostiles et dangereux pour les étudiants juifs, ainsi que pour toute personne cherchant à engager un dialogue constructif. Dans le même temps, les principaux syndicats du Canada ont équipé les assistants à l'enseignement et d'autres enseignants d'outils de propagande radicalement anti-Israël afin d'endoctriner et d'isoler davantage les étudiants sur les campus à chaque fois que l'occasion se présente.

En outre, au-delà de l'impact du réseau des Frères musulmans au Canada, ce rapport examine également la tendance inquiétante à l'ingérence étrangère d'entités associées au régime iranien et de groupes d'extrême gauche liés au Parti communiste chinois, qui cherchent tous deux à semer le chaos et la discorde au Canada et en Occident. De telles révélations devraient conduire à des enquêtes sérieuses visant à découvrir dans quelle mesure la guerre au Moyen-Orient et la montée exponentielle des sentiments anti-israéliens et antisémites sont manipulés pour promouvoir des agendas étrangers perturbateurs sans aucun rapport avec le conflit.

Les campus universitaires ont joué un rôle clé dans la promotion de ces idéologies, car les campus du Canada sont devenus des centres de diffusion d'attitudes et d'idées dangereuses qui se sont ensuite répandues dans la société civile et dans la société en général. Ici aussi, le présent rapport a mis en évidence la mesure dans laquelle les manifestations étudiantes ont été dirigées et soutenues par des organisations pro-Hamas telles que Samidoun, qui a récemment été officiellement reconnue comme une entité terroriste au Canada, aux États-Unis et dans d'autres pays.

Il est choquant de constater que ces groupes ont bénéficié d'une telle liberté de manœuvre pour définir le ton et la perspective de l'activisme anti-israélien à l'échelle nationale. Maintenant que la nature de leurs affiliations et les fondements de leur idéologie ont été dévoilés, il est grand temps de recadrer le discours véhiculé par leurs partisans. Les groupes qui continuent à soutenir une telle rhétorique radicale, anti-israélienne et antisémite doivent faire l'objet d'un examen plus approfondi afin de mettre au jour leurs liens avec l'extrémisme, et une responsabilité, une obligation de rendre des comptes et une autorité bien plus grandes doivent être attribuées aux responsables gouvernementaux et universitaires, qui ont apparemment fermé les yeux sur de telles pratiques.

Au-delà de la rhétorique, les services de renseignement du Canada ont identifié un risque réel d'attentat terroriste « à tout moment ... et l'antisémitisme est le facteur

de motivation le plus important.<sup>911</sup> Une évaluation secrète réalisée par le Centre intégré d'évaluation du terrorisme (ITAC) en juin 2024, qui a été déclassifiée en février 2025, a mis en évidence un lien spécifique entre l'augmentation considérable de l'antisémitisme et le risque d'un « acte terroriste violent » dans les mois à venir.<sup>912</sup> L'ITAC fait spécifiquement référence à la « marée montante de l'antisémitisme et de la rhétorique violente » alors que « les tactiques de manifestation sont devenues plus ciblées et perturbatrices » et que « des groupes figurant sur la liste des entités (terroristes) au Canada, à savoir Al-Qaïda, le Hamas et le Hezbollah, ont exprimé leur soutien aux manifestations. »<sup>913</sup> Ces conclusions ont été communiquées au gouvernement Trudeau, mais on ne sait pas exactement ce qui a été fait, le cas échéant, à la suite de ces constatations.<sup>914</sup>

Le Canada continue de jouir d'une réputation bien méritée en tant que centre de tolérance, de liberté d'expression et de diversité. Malheureusement, ce sont ces mêmes qualités qui en ont fait une cible si attrayante pour la propagation d'idéologies dangereuses et extrémistes.

Ces pierres angulaires de la société canadienne, fondées sur les principes de la liberté d'expression et de la liberté individuelle, sont des priorités nationales essentielles qui sont menacées et manipulées par des groupes de plus en plus puissants et influents qui cherchent à semer la discorde de l'intérieur. Il ne suffit pas d'identifier le problème. Afin de poursuivre et de protéger efficacement la liberté et la tolérance que tous les Canadiens recherchent et méritent, il est nécessaire de comprendre les menaces auxquelles le pays est confronté et de faire face à ceux qui cherchent à exploiter ces privilèges pour instiller la discorde, la haine et la peur.

## Recommandations politiques

### Extrémisme et groupes radicaux

1. Le gouvernement canadien doit reconnaître la prolifération des réseaux des Frères musulmans au Canada et s'attaquer aux menaces qui en découlent pour la sécurité nationale et la cohésion interne du pays.

---

<sup>911</sup> Warren Kinsella, "Rising antisemitism puts Canada at risk of terror attack, feds told," *Toronto Sun*, February 25, 2025, <https://torontosun.com/opinion/columnists/kinsella-rising-antisemitism-puts-canada-at-risk-of-terror-attack-feds-told>.

<sup>912</sup> Ibid.

<sup>913</sup> Ibid.

<sup>914</sup> Ibid.

2. Le gouvernement canadien doit mettre en place des mécanismes au sein des gouvernements fédéral et provinciaux afin d'identifier et d'interdire efficacement les entités qui se livrent à des activités subversives ou antidémocratiques, à l'incitation à la haine et à la glorification du terrorisme, et fournir aux forces de l'ordre les ressources nécessaires à l'accomplissement de leur mandat.
3. Le gouvernement canadien doit identifier, suivre et geler les financements gouvernementaux et non gouvernementaux accordés à des entités ayant des liens avec des organisations radicales, extrémistes ou terroristes.
4. Les services de sécurité et les agences gouvernementales doivent enquêter sur le rôle des entités étrangères non démocratiques, telles que le gouvernement du Qatar, dans la promotion de l'idéologie extrémiste et le soutien aux organisations radicales. Il est impératif d'évaluer leur niveau de pénétration, leurs domaines d'influence et leurs objectifs à long terme afin de gérer efficacement les risques qui pèsent sur le Canada.
5. Le gouvernement canadien doit appliquer pleinement les sanctions fédérales existantes contre les entités terroristes reconnues telles que Samidoun.
6. Le gouvernement canadien doit mener des enquêtes gouvernementales et des enquêtes policières sur des organisations telles que Islamic Relief Canada, qui est étroitement liée à des groupes extrémistes et terroristes, et sanctionner et couper le financement de ces organisations si les résultats le justifient.

## Campus

7. Les administrateurs d'université et les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux doivent s'attaquer aux niveaux sans précédent d'activités anti-israéliennes et antisémites sur les campus universitaires : introduire et appliquer des politiques globales et efficaces pour lutter contre l'antisémitisme rampant sur les campus ; demander des comptes aux dirigeants des organisations impliquées ; dénoncer et couper les financements, en particulier ceux provenant d'acteurs étrangers ; fournir un enseignement et une formation à l'antisémitisme aux administrations universitaires, au corps enseignant et aux associations d'étudiants ; et assurer la sécurité des étudiants juifs.
8. Les administrateurs des universités et les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux doivent continuer à dénoncer le mouvement Boycott, Désinvestissement et Sanctions (BDS), qui promeut une idéologie haineuse anti-

israélienne et antisémite, et rejeter fermement toutes les tentatives d'imposer des boycotts académiques contre Israël.

9. Le gouvernement et les agences de sécurité et d'application de la loi concernées devraient enquêter sur les sources de soutien financier et idéologique des manifestations et des campements sur les campus, ainsi que sur les organisations qui les soutiennent. Étant donné que ces révélations sont en grande partie des manifestations de campagnes d'ingérence étrangères menées par des pays tels que la Russie, la Chine et le régime iranien, les implications en matière de sécurité nationale sont importantes.

## Général

10. Les représentants des gouvernements fédéral et provinciaux doivent faire respecter la définition pratique de l'antisémitisme de l'Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste (IHRA) au niveau fédéral, provincial et municipal, et fournir à tous les fonctionnaires une éducation et une formation obligatoires sur l'antisémitisme basées sur l'IHRA.
11. Le gouvernement canadien doit formuler une stratégie nationale pour lutter contre toutes les formes et tous les incidents d'antisémitisme au Canada en développant un moyen de le mesurer, en établissant un système de signalement, en créant des politiques et des outils pour le combattre et en formant les entités concernées pour qu'elles puissent le traiter efficacement.
12. Le gouvernement canadien doit encourager une collaboration plus étroite entre les services de police et de renseignement américains et canadiens afin de lutter contre l'antisémitisme, en particulier lorsqu'il est lié à des entités radicales mondiales.
13. Le gouvernement canadien doit accroître le soutien, le financement et la formation des unités de police chargées des crimes de haine et des procureurs, et les doter des ressources nécessaires pour qu'ils puissent s'acquitter efficacement de leurs tâches.
14. Le gouvernement canadien doit interdire l'affichage des symboles et des drapeaux des organisations terroristes et des groupes haineux interdits par le Code pénal.
15. Le gouvernement canadien doit créer des mécanismes pour renforcer la capacité de la police à faire face à des manifestations violentes ou à des événements où des comportements criminels sont observés.

## Abréviations

AFGJ	Alliance for Global Justice (Alliance pour la justice mondiale)
AIRC	voir CIRC
BDS	Boycott, Divestment, Sanctions (Boycott, désinvestissement, sanctions)
BIF	Benevolence International Fund (Fonds international de bienfaisance)
CAF	Canadian Arab Federation (Fédération canado-arabe)
CAIR	Council on American-Islamic Relations (Conseil des relations américano-islamiques)
CAIR-CAN	Council on American-Islamic Relations Canada (Conseil des relations américano-islamiques Canada) (voir aussi NCCM)
CCP	Parti communiste chinois
CIC	Canadian International Council (Conseil international du Canada)
CIC	Canadian Islamic Congress (Congrès islamique canadien)
CIJA	Centre for Israel and Jewish Affairs (Centre consultatif des relations juives et israéliennes)
CIRC	Council on American-Islamic Relations Canada (Conseil des relations américano-islamiques Canada)
CMAC	Community Media Advocacy Centre (Centre communautaire de défense des médias)
CPCCA	Canadian Parliamentary Coalition to Combat Antisemitism (Coalition parlementaire canadienne de lutte contre l'antisémitisme)
CPV	Collectif Palestine Vaincra
CRA	Canada Revenue Agency (Agence du revenu du Canada – ARC)
CSU	Concordia Student Union (Union des étudiants et étudiantes de Concordia)
CUPE	Canadian Union of Public Employees (Syndicat canadien de la fonction publique – SCFP)
DARA	Doctors against Racism and Antisemitism (Médecins contre le racisme et l'antisémitisme)
DEI	Diversity, Equity, and Inclusion (Diversité, équité et inclusion)
FBI	Federal Bureau of Investigation (Bureau fédéral d'enquête)
FCNA	Fiqh Council of North America (Conseil du Fiqh d'Amérique du Nord)
FPTV	Free Palestine Television (Télévision palestinienne libre)
GZC	Gaza Zakat Committee (voir aussi IZS)
HCI	Human Concern International

HLF	Holy Land Foundation (Fondation de la Terre Sainte)
IAP	Islamic Association for Palestine (Association islamique pour la Palestine)
IAW	Israel Apartheid Week (Semaine contre l'apartheid israélien)
ICCO	Islamic Community Centre of Ontario (Centre communautaire islamique de l'Ontario)
ICNA	Islamic Circle of North America (Cercle Islamique d'Amérique du Nord)
IHRA	International Holocaust Remembrance Alliance (Alliance internationale pour la mémoire de l'Holocauste)
IIDCI	Islamic Information and Dawah Centre International
ILF	International Legal Forum (Forum juridique international)
IRC	Islamic Relief Canada (Secours islamique Canada)
IRFAN	International Relief Fund for the Afflicted and the Needy (Fonds international de secours pour les personnes touchées et dans le besoin)
IRGC	Islamic Revolutionary Guard Corps (Corps des gardiens de la révolution islamique)
IRS	Internal Revenue Service
IRW	Islamic Relief Worldwide (Secours islamique mondial)
ISIJ	Islamic Shia Ithna-Asheri Jamaat of Toronto (Jaffari Centre)
ISNA	Islamic Society of North America (Société islamique d'Amérique du Nord)
IUMS	International Union of Muslim Scholars (Union internationale des savants musulmans)
IZS	Islamic Zakat Society (voir aussi GZC)
JIP	Jamaat-e-Islami Pakistan
LCP	Legal Center for Palestine (Centre juridique pour la Palestine)
MAC	Muslim Association of Canada (Association musulmane du Canada – AMC)
MAS	Muslim American Society (Société musulmane américaine)
MENA	Middle East and North Africa (Moyen-Orient et Afrique du Nord)
MSA	Muslim Students' Association (Association des étudiants musulmans)
NAIT	North American Islamic Trust
NCCM	National Council of Canadian Muslims (Conseil national des musulmans canadiens – CNMC) (voir aussi CAIR-CAN)
NCRI	Network Contagion Research Institute
OFL	Ontario Federation of Labour (Fédération du travail de l'Ontario)
PACC	Palestinian American Community Center NJ
PFLP	Popular Front for the Liberation of Palestine (Front populaire de libération de la Palestine – FPLP)
PIC	Palestinian Information Center (Centre palestinien d'information)

PIJ	Palestinian Islamic Jihad (Jihad islamique palestinien)
PLO	Palestine Liberation Organization (Organisation de libération de la Palestine)
PYM	Palestine Youth Movement (Mouvement de la jeunesse palestinienne)
RCMP	Royal Canadian Mounted Police (Gendarmerie royale du Canada – GRC)
RIS	Reviving the Islamic Spirit (Raviver l’esprit islamique)
ROKM	Relief Organization of Kashmiri Muslims
SAIA	Students Against Israel Apartheid (Étudiants contre l’apartheid israélien)
Samidoun	Palestinian Prisoner Solidarity Network (Réseau de solidarité avec les prisonniers palestiniens )
SID4P	Shut It Down for Palestine
SJP	Students for Justice in Palestine (Étudiants pour la justice en Palestine)
SPHR	Solidarity (or Students) for Palestinian Human Rights (Solidarité (ou étudiants) pour les droits de l’homme en Palestine)
SSMU	Students’ Society of McGill University (Association étudiante de l’Université McGill – AÉUM)
TFOM	Temerty Faculty of Medicine (Faculté de médecine de Temerty)
TSJP	Toronto Students for Justice in Palestine
U of T	Université de Toronto (Université de Toronto)
UFA	Unlimited Friends Association
UQAM	Université du Québec à Montréal
USW	United Steelworkers Union (Syndicat des métallurgistes unis)
UTSU	University of Toronto Students’ Union (Syndicat des étudiants de l’Université de Toronto)
WAMY	World Assembly of Muslim Youth (Assemblée mondiale de la jeunesse musulmane)
WESPAC	Westchester Peace Action Committee Foundation
YFS	York Federation of Students
YPU4P	York Popular University for Palestine (Université populaire de York pour la Palestine)
YUGSA	York University’s Graduate Students’ Association (association des étudiants diplômés de l’université York)

